

Département de l'Yonne

Commune de BRANCHES



communauté  
de l'auxerrois

# PLAN LOCAL D'URBANISME



Vu pour être annexé à l'arrêté  
n° 056-2018 du 03/04/2018  
soumettant à enquête publique  
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :



POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

**PERSPECTIVES**  
2, rue de la Gare  
10 150 CHARMONT s/B.  
Tél : 03.25.40.05.90.  
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

**PLANETE VERTE** - Agence Centre-Nord  
42 bis, rue de la Paix  
10 000 TROYES  
Tél : 03.25.40.55.74.  
Fax : 03.25.40.90.33.  
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



Département de l'YONNE

Commune de BRANCHES



communauté  
de l'auxerrois

1A

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## Rapport de présentation Parties 1 et 2

Vu pour être annexé à l'arrêté  
n° 056-2018 du 03/04/2018  
soumettant à enquête publique  
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :

POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

**PERSPECTIVES**  
2, rue de la Gare  
10 150 CHARMONT s/B.  
Tél : 03.25.40.05.90.  
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

**PLANETE VERTE** - Agence Centre-Nord  
42 bis, rue de la Paix  
10 000 TROYES  
Tél : 03.25.40.55.74.  
Fax : 03.25.40.90.33.  
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



	<h1>BRANCHES</h1>	
	<p>Nombre d'habitants en 2013 : <b>488</b> (population totale au recensement de 2013)          Nombre d'habitants en 1999 : <b>394</b> (population totale au recensement de 1999)</p>	<p>Superficie : <b>10,99 Km<sup>2</sup></b></p>
<p>Situation de Branches dans la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :</p>		
<p>Département : <b>YONNE</b></p> <p>Canton : <b>Auxerre-2</b></p> <p>Communauté d'Agglomération : <b>de l'Auxerrois</b></p> <p>Arrondissement : <b>Auxerre</b></p>		
<p>Source : Perspectives sur fond Géoportail</p>		
<p>Structure du territoire communal :</p>		
		
<p>Source : Perspectives sur fond IGN</p>		

# SOMMAIRE

PREAMBULE.....	6
Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ? .....	6
Quel est son contenu ?.....	7
 INTRODUCTION .....	 8
Historique des documents d'urbanisme .....	8
Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.....	8
Contexte de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme .....	9
 PARTIE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	 14
<b>1.1 CONTEXTE GENERAL.....</b>	<b>15</b>
1.1.1 Situation au sein des limites administratives .....	15
1.1.2 Situation dans l'armature urbaine.....	16
 <b>1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL.....</b>	 <b>16</b>
1.2.1 Climat.....	17
1.2.2 Géologie.....	19
1.2.2.A/ CONTEXTE GEOLOGIQUE REGIONAL .....	19
1.2.2.B/ CONTEXTE GEOLOGIQUE LOCAL .....	19
1.2.2.C/ CONTEXTE TECTONIQUE.....	21
1.2.3 Topographie.....	22
1.2.4 Pédologie .....	22
1.2.5 Biodiversité et fonctionnalité écologique .....	24
1.2.5.A/ LES ESPACES NATURELS PROTEGES REPERTORIES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL .....	24
1.2.5.B/ LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF) .....	28
1.2.5.C/ LES INVENTAIRES ZONES HUMIDES .....	33
1.2.5.D/ DESCRIPTION DU MILIEU NATUREL D'INTERET LOCAL .....	35
1.2.5.E/ TRAMES VERTE ET BLEUE.....	40
1.2.5.F/ LES ENJEUX CONCERNANT LA BIODIVERSITE .....	45
1.2.6 Ressource en eau .....	48
1.2.6.A/ QUALITE DES EAUX.....	48
1.2.6.B/ ASSAINISSEMENT .....	56
1.2.7 Ressource en energie .....	58
1.2.7.A/ BILAN DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE.....	58
1.2.7.B/ POTENTIELS D'UTILISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES .....	59
1.2.8 Nuisances et pollutions .....	61
1.2.8.A/ NUISANCES SONORES .....	61
1.2.8.B/ POLLUTION DES SOLS .....	64
1.2.8.C/ QUALITE DE L'AIR ET GAZ A EFFET DE SERRE .....	64
1.2.8.D/ LA GESTION DES DECHETS.....	67
1.2.9 Risques naturels et technologiques .....	72
1.2.9.A/ LES RISQUES NATURELS SUR LA COMMUNE .....	72
1.2.9.B/ LES RISQUES TECHNOLOGIQUES SUR LA COMMUNE .....	76

<b>1.3 PAYSAGE NATUREL.....</b>	<b>79</b>
1.3.1 Le grand paysage.....	80
1.3.2 Le paysage à l'échelle communale.....	81
1.3.2.A/ LE PAYSAGE DU VILLAGE.....	82
1.3.2.B/ LE PAYSAGE DU HAMEAU DE COURLIS.....	84
1.3.2.C/ LE PAYSAGE DES ESPACES BOISES.....	84
1.3.2.D/ LE PAYSAGE DE GRANDE CULTURE CERELIERE.....	84
1.3.2.E/ LE PAYSAGE DE L'AEROPORT.....	85
<b>1.4 PAYSAGE URBAIN.....</b>	<b>86</b>
1.4.1 Historique de Branches.....	86
1.4.1.A/ SITES ARCHEOLOGIQUES.....	86
1.4.1.B/ CARTES ANCIENNES ET HISTORIQUES DE LA COMMUNE.....	88
1.4.1.C/ LE PATRIMOINE BATI LOCAL.....	89
1.4.2 Morphologie urbaine et répartition spatiale.....	91
1.4.2.A/ REPARTITION SPATIALE.....	91
1.4.2.B/ CARACTERISTIQUES DU TISSU URBAIN ANCIEN.....	91
1.4.2.C/ CARACTERISTIQUES DU TISSU URBAIN RECENT.....	93
1.4.3 Les « entrées de village ».....	94
1.4.3.A/ L'ENTREE NORD.....	94
1.4.3.B/ L'ENTREE SUD.....	94
1.4.3.C/ L'ENTREE OUEST.....	95
1.4.3.D/ L'ENTREE EST.....	95
<b>PARTIE 2 : ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNEMENT COMMUNAL.....</b>	<b>96</b>
<b>2.1 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION.....</b>	<b>97</b>
2.1.1 Evolution générale de la population.....	97
2.1.2 Evolution des ménages.....	99
<b>2.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS.....</b>	<b>100</b>
2.2.1 Évolution et composition du parc de logements.....	101
2.2.2 Caractéristiques des résidences principales.....	103
<b>2.3 DEPLACEMENTS.....</b>	<b>107</b>
2.3.1 Réseau viaire.....	107
2.3.1.A/ RESEAU VIAIRE MAJEUR.....	107
2.3.1.B/ RESEAU DE DESSERTE LOCALE ET COMMUNALE.....	108
2.3.1.C/ LE STATIONNEMENT.....	109
2.3.1.D/ CHEMIN DE GRANDE RANDONNEE.....	109
2.3.1.E/ SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE.....	110
2.3.2 Transports en commun et accessibilité.....	112
2.3.2.A/ LE RESEAU DE TRANSPORTS EN COMMUN.....	112
2.3.2.B/ L'ACCESSIBILITE.....	112
2.3.3 Le Plan Local de Déplacements Urbains (PLDU).....	113
<b>2.4 EQUIPEMENTS ET SERVICES DE LA COMMUNE.....</b>	<b>113</b>
2.4.1 Les équipements scolaires et peri-scolaires.....	115
2.4.2 Autres équipements.....	116
2.4.3 Vie associative.....	116
2.4.4 Les équipements techniques.....	117
2.4.4.A/ LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE.....	117
2.4.4.B/ N.T.I.C : NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION.....	117

<b>2.5 ECONOMIE LOCALE .....</b>	<b>117</b>
2.5.1 Activités industrielles, artisanales, commerciales.....	118
2.5.2 Activité agricole et sylvicole.....	119
2.5.3 Aéroport .....	122
2.5.4 Activités touristiques.....	123
2.5.5 Population Active .....	124
2.5.5.A/ COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE.....	124
2.5.5.B/ MIGRATIONS DOMICILE-TRAVAIL.....	124
<b>2.6 BILAN DU POS ET CONSOMMATION D'ESPACE DES 15 DERNIERES ANNEES .....</b>	<b>124</b>
<b>2.7 SERVITUDES ET AUTRES INFORMATIONS .....</b>	<b>127</b>
2.7.1 Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine naturel et culturel.....	128
2.7.1.A/ MONUMENTS HISTORIQUES (SERVITUDE AC1) .....	128
2.7.2 Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements.....	128
2.7.2.A/ ALIGNEMENT (SERVITUDE EL7).....	128
2.7.2.B/ SERVITUDE RELATIVE AUX DEVIATIONS D'AGGLOMERATION (SERVITUDE EL11).....	128
2.7.2.C/ TRANSPORT DE GAZ (SERVITUDE I3) .....	128
2.7.2.D/ ELECTRICITE (SERVITUDE I4) .....	128
2.7.2.E/ TELECOMMUNICATIONS – SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION RADIOELECTRIQUE CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES (SERVITUDE PT1) .....	128
2.7.2.F/ TELECOMMUNICATIONS – SERVITUDES DE PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES APPLICABLES AU VOISINAGE DES STATIONS ET SUR LE PARCOURS DE FAISCEAUX HERTZIENS (SERVITUDE PT2) .....	128
2.7.2.G/ CIRCULATION AERIENNE – SERVITUDES DE DEGAGEMENT (SERVITUDE T5) .....	128

# PREAMBULE

## Qu'est-ce qu'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ?

Suite à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13.12.2000, le **Plan Local d'Urbanisme ou « P.L.U. », remplace désormais le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)**. Il couvre l'intégralité du territoire communal. La loi dite « ALUR » - Accès au Logement et un Urbanisme Renové - du 24 mars 2014 a modifié certains aspects du PLU.

Le P.L.U. expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

« Un Plan Local d'Urbanisme ou P.L.U. est **un document d'urbanisme** établi à court et moyen termes, qui fixe **les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.101-2**, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire.

### Article L151-1 du Code de l'urbanisme

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

*Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.*

*Il est compatible avec les documents énumérés à l'article L. 131-4 et prend en compte ceux énumérés à l'article L. 131-5.*

Un Plan Local d'Urbanisme doit donc, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional, du SDAGE, du SAGE, du PCAER ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

### Article L.101-1 du Code de l'urbanisme :

Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.

*Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.*

*Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.*

*En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.*

Article L101-2 du Code de l'urbanismeCréé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015

*Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*

1° *L'équilibre entre :*

- a) *Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) *Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) *Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) *La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) *Les besoins en matière de mobilité ;*

2° *La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

3° *La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

4° *La sécurité et la salubrité publiques ;*

5° *La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*

6° *La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*

7° *La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.*

## Quel est son contenu ?

Le contenu du PLU est défini par l'article L151-2 du Code de l'urbanisme (Créé par ORDONNANCE n° 2015-1174 du 23 septembre 2015) qui dispose entre autres :

*Le plan local d'urbanisme comprend :*

- 1° *Un rapport de présentation ;*
- 2° *Un projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 3° *Des orientations d'aménagement et de programmation ;*
- 4° *Un règlement ;*
- 5° *Des annexes.*

*Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.*

# INTRODUCTION

## Historique des documents d'urbanisme

La commune de Branches était dotée d'un Plan d'Occupation des Sols approuvé le 1<sup>er</sup> Décembre 1980, révisé le 18 Juin 1999 et mis en compatibilité le 01 Octobre 2012.

**Par délibération en date du 22 juin 2015, le Conseil Municipal de Branches a décidé la révision de son POS par élaboration de Plan Local d'Urbanisme - P.L.U.**

**La loi S.R.U.** entrée en vigueur le 13/12/2000, a entraîné une réforme des documents d'urbanisme. Le P.O.S. s'appelle désormais « Plan Local d'Urbanisme » (P.L.U.) et son contenu diffère de celui du P.O.S. La procédure de révision du P.L.U. suit donc désormais les nouvelles règles fixées par les décrets d'application de la loi, entrés en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001.

La loi SRU fut modifiée et complétée par la loi « **Urbanisme et Habitat** » du 02 juillet 2003. Il faut tenir compte des adaptations suivantes liées à l'introduction des lois Grenelle, la loi du 25 mars 2009 (Loi n°2009-323 de **mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion**) et son décret d'application ; le décret n° 2010-304 du 22 mars 2010 pris pour l'application des dispositions d'urbanisme de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

La loi ALUR pour l'**Accès au Logement et un Urbanisme Rénové** du 24 mars 2014 est venue récemment étoffer le cadre législatif lié à l'urbanisme. Cette nouvelle réforme insiste sur l'importance de la trame verte et bleue dans l'élaboration du PLU et renforce la politique de l'Etat concernant la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles et la protection de ces espaces contre le mitage.

## Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Cette mission d'urbanisme a été engagée au regard de l'opportunité et de l'intérêt pour la commune de pouvoir maîtriser et gérer son développement en disposant d'un document d'urbanisme adapté.

Les principaux objectifs poursuivis sont :

- Accroître l'offre des zones constructibles au regard de la croissance démographique.
- Mise en conformité avec le plan local de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.
- Mise en conformité avec le schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

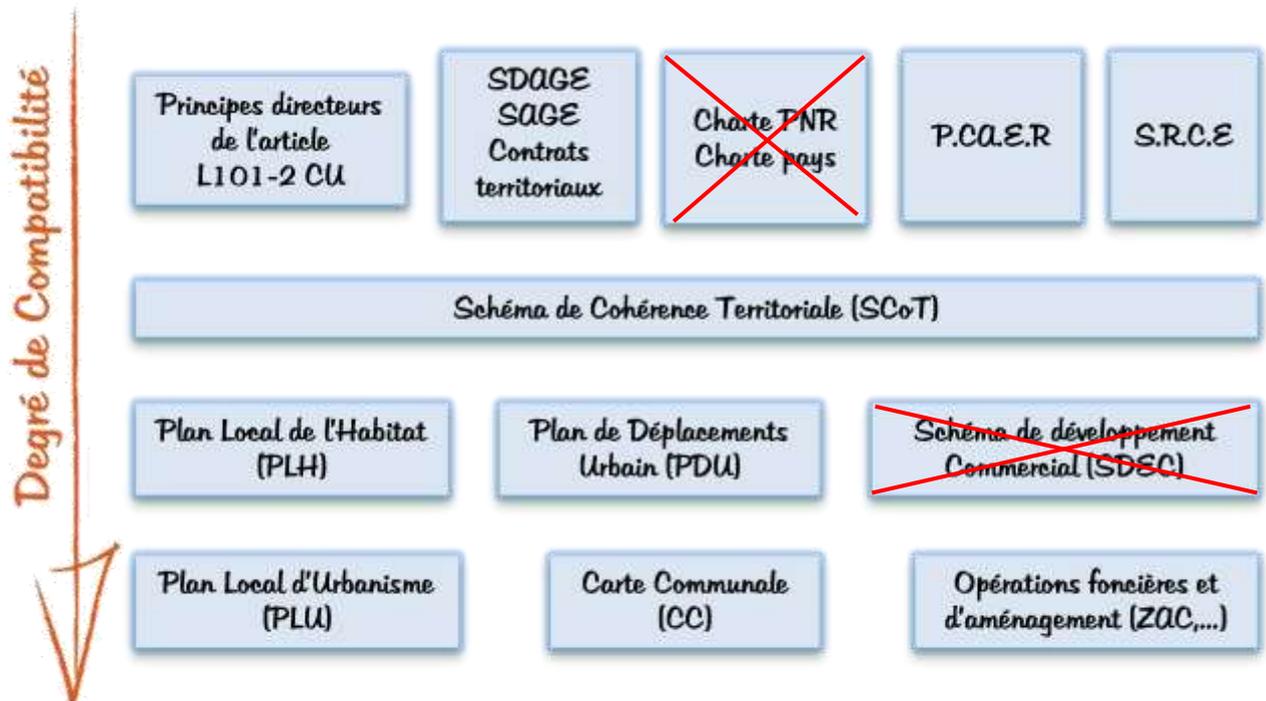
# Contexte de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur devra respecter les **dispositions issues de lois** telles que :

- la Loi n°92-646 relative à l'élimination des déchets, ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement du 13 Juillet 1992,
- la Loi n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit du 31 Décembre 1992,
- la Loi n°93-24 sur la protection et la mise en valeur des paysages, qui modifie certaines dispositions législatives en matière d'enquête publique du 8 janvier 1993,
- la Loi n°95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement (loi Barnier) du 2 Février 1995,
- la Loi n°96-1236 sur l'Air et l'utilisation de l'énergie du 30 Décembre 1996,
- la Loi n°99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 16 Juin 1999, dite « loi Voynet »,
- la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 Décembre 2000,
- la Loi « Urbanisme-Habitat » du 02 Juillet 2003,
- le Décret n°2004-531 du 9 Juin 2004 relatif aux documents d'urbanisme et modifiant le code de l'urbanisme,
- la Loi n°2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 Janvier 2005,
- la Loi n°2005-157 relative au développement des territoires ruraux du 23 Février 2005,
- la Loi n°2005-809 sur les concessions d'aménagement du 20 juillet 2005,
- l'ordonnance du 8 décembre 2005 et le décret du 5 Janvier 2007 sur la réforme de l'application de droit des sols,
- la Loi n°2006-872 portant Engagement National pour le Logement (ENL) du 13 Juillet 2006,
- la Loi n°2006-1772 sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 Décembre 2006,
- le Décret n°2007-18, réforme du permis de construire, du 5 Janvier 2007,
- le Décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000,
- la Loi n°2009-967, de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, consolidée au 01 Juillet 2010,
- la Loi n°2010-788 portant Engagement National sur l'Environnement du 12 Juillet 2010,
- la Loi n°2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,
- la Loi n°2011-12 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne du 5 janvier 2011,
- le Décret n°2012-90 de mise en conformité de la partie réglementaire du code de l'urbanisme relative aux documents d'urbanisme du 29 février 2012,
- le Décret n°2012-995, relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme du 23 août 2012,
- le Décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012 relatif à la trame verte et bleue,
- la Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi ALUR »,
- la Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF),
- le Décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014 prolongeant le délai de validité des permis de construire, des permis d'aménager, des permis de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration préalable,
- la Loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes,
- le Décret n°2015-836 du 9 juillet 2015 relatif à la réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme,
- la Loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron »,
- la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
- l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme,
- le Décret n°2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme,
- le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme,
- le Décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale,

- l'Ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- le Décret n°2016-1071 du 3 Août 2016 relatif au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoire – SRADDET,
- la loi n°2016-1087 du 8 Août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.
- la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

#### Articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme



Source : réalisation Perspectives

La loi Grenelle 2 a inscrit dans les politiques d'urbanisme une amélioration des performances énergétiques par des mesures environnementales concernant les espaces verts, la densité, les constructions, leurs volumes et orientations traduites dans le PLU.

De ce fait, le PLU devra être compatible avec :

#### ✘ Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Auxerrois

Le SCoT est un projet de territoire à l'échelle de plusieurs intercommunalités.

En décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois choisissait ses représentants. Elle adoptait son Projet de territoire lors du conseil communautaire du 12 février 2015.

Le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Auxerrois a engagé une consultation relative à l'élaboration du projet de Territoire et du SCoT du Grand Auxerrois. Le PETR du Grand Auxerrois s'est constitué le 20 février 2015. Il regroupe les territoires de l'Aillantais, de l'Auxerrois, du Pays du Chablisien, du Coulangeois, d'Entre Cure et Yonne, du Florentinois, du Migennois et du Seignelay-Brienon.

## Communes concernées par le futur SCOT du Grand Auxerrois



Source : Site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

### \* Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

La Loi portant « engagement national pour l'environnement » du 12 juillet 2010 prévoit l'élaboration dans chaque région d'un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE.). Ses dispositions ont été précisées par le Décret n° 2011-678 du 16 juin 2011.

Piloté conjointement par le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional, sa vocation est de définir les grandes orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de la demande d'énergie, développement des énergies renouvelables, lutte contre la pollution de l'air et adaptation au changement climatique.

Le SRCE s'articule autour de six documents de référence (accessibles sur le site : <http://www.strategie-biodiversite-bourgogne.fr>) :

1. Un diagnostic du territoire régional et une présentation des enjeux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques à l'échelle régionale.
2. Un volet présentant les éléments constitutifs de la trame verte et bleue régionale (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, obstacles).
3. Un plan d'action stratégique qui constitue le cadre de référence à l'échelle régionale pour la mise en œuvre d'actions de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.
4. Une cartographie au 1/100 000e des continuités écologiques bourguignonnes par sous trame ; une carte de synthèse schématique et une carte des actions prioritaires.
5. Un dispositif de suivi-évaluation qui permettra de dresser un bilan de l'évolution de la biodiversité et de la mise en œuvre du SRCE au terme de six ans, et de décider de la nécessité de réviser ce dernier ou non.
6. Un résumé non technique.

Les objectifs sont de :

- Renforcer et approfondir la cohérence territoriale avec les engagements nationaux et internationaux
- Définir les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050
- Élaborer un cadre stratégique pour l'ensemble des acteurs (État, Collectivités, Opérateurs, Entreprises, citoyens)
- Faciliter et renforcer la cohérence régionale

Les résultats attendus sont les suivants :

- Disposer d'un document stratégique et unique qui intègre toutes les dimensions climat, air et énergie
- Fixer à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :
  - Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter.
  - Les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie pour : le résidentiel, le tertiaire, le transport, l'agriculture, l'industrie, les déchets.
  - Les orientations pour prévenir ou réduire la pollution atmosphérique ou en atténuer les effets.
  - Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération.

Le S.R.C.A.E. de la région Bourgogne a été approuvé le 25 juin 2012.

Le Schéma Régional Éolien de la Bourgogne (annexe du SRCAE) indique que la commune de Branches est une commune comportant des zones favorables au développement de l'énergie éolienne. Il n'y a pas de projet envisagé actuellement à Branches.

### **\* Le Plan Climat Energie Territorial (PCET)**

Preuve de son engagement en faveur du développement durable, le Conseil Régional de Bourgogne a élaboré un Plan Climat Energie Territorial (PCET), adopté lors de la séance plénière le 25 novembre 2013.

Il est axé sur 3 volets :

#### **Le volet "patrimoine et services" :**

Il permet d'engager les actions nécessaires à l'atteinte des "3x20" qui se décline en 4 orientations stratégiques :

- Structurer un patrimoine bâti sobre
- Optimiser le réseau TER et adapter les moyens pour accompagner la hausse de fréquentation
- Organiser la mobilité durable en interne
- Diminuer l'empreinte carbone des achats et de la restauration scolaire

#### **Le volet territorial :**

Il doit permettre de :

- Promouvoir un aménagement durable du territoire
- Structurer une filière locale du bâtiment durable sur la rénovation
- Consolider la gouvernance de la mobilité
- Renforcer les transports alternatifs
- Revisiter l'usage de la voiture
- Optimiser les infrastructures de transport
- Accompagner les entreprises dans la transition énergétique
- Favoriser l'intégration des enjeux climat-énergie dans les filières
- Favoriser une agriculture et une sylviculture durables et favorables aux objectifs climat-énergie
- Offrir de nouvelles opportunités aux secteurs agricole et forestier
- Accompagner le développement des énergies renouvelables

**Le volet transversal :**

Il se matérialise par les orientations suivantes :

- Renforcer la gouvernance autour des enjeux climat-énergie
- Adapter le territoire et les activités au changement climatique
- Identifier et structurer les leviers pour agir
- Mobiliser les citoyens

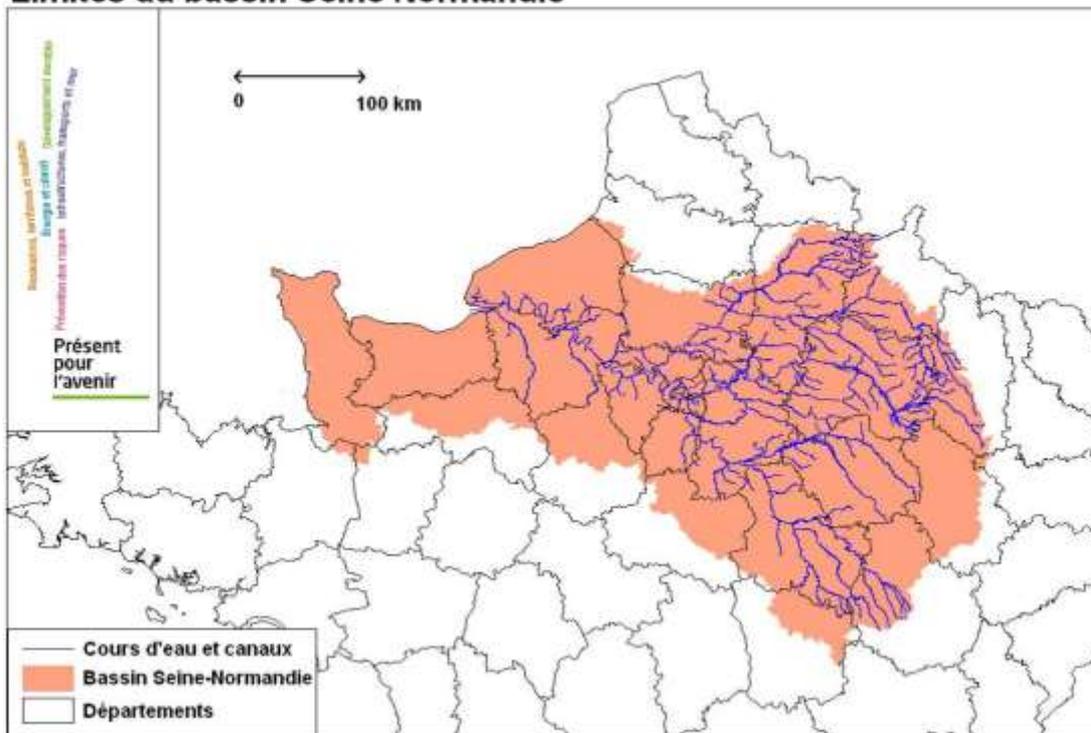
**\* Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine Normandie**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau.

Le SDAGE Seine Normandie 2010-2015, validé en octobre 2009, découle de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Le nouveau SDAGE et le programme de mesures associé ont été adoptés par le Comité de bassin le 5 novembre 2015. La mise en œuvre du SDAGE s'établit sur la période 2016-2021. Ce nouveau SDAGE, dans la continuité du précédent, compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

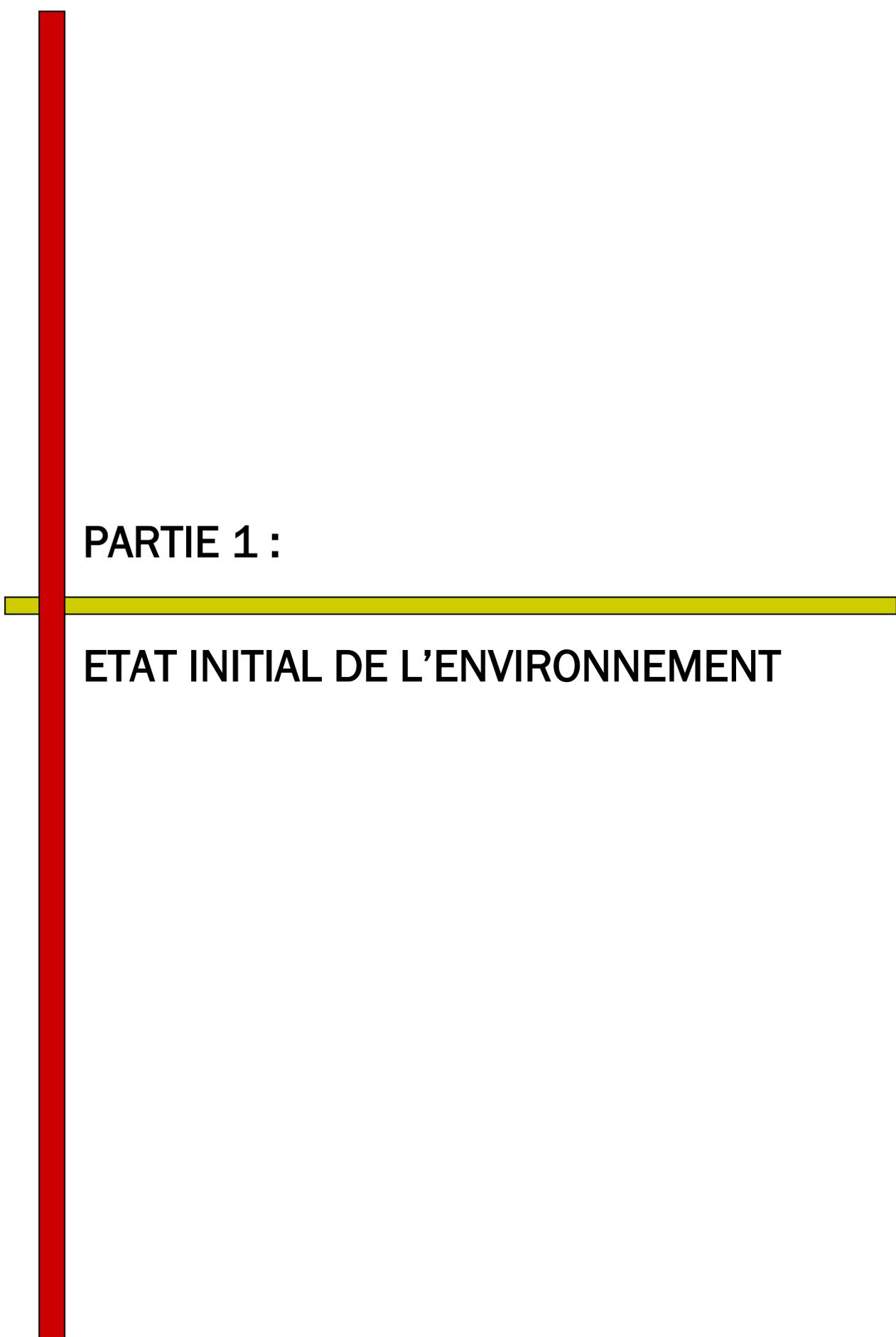
1. La diminution des pollutions ponctuelles,
2. La diminution des pollutions diffuses,
3. La protection de la mer et du littoral,
4. La restauration des milieux aquatiques,
5. La protection des captages pour l'alimentation en eau potable,
6. La prévention du risque d'inondation.

### Limites du bassin Seine Normandie



Sources : SNS, BD Carthage

Le PLU devra être compatible avec les orientations et objectifs du SDAGE.



## **PARTIE 1 :**

# **ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

# 1.1 CONTEXTE GENERAL

## 1.1.1 SITUATION AU SEIN DES LIMITES ADMINISTRATIVES

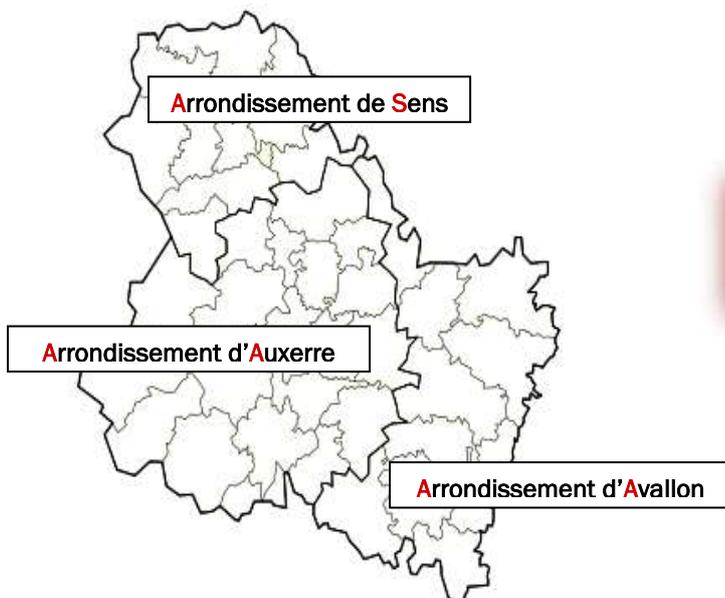
Branches est une commune périurbaine de 10,99 km<sup>2</sup>, qui comptait 488 habitants en 2013.

Située au centre du département de l'Yonne, elle appartient à l'arrondissement d'Auxerre et au canton d'Auxerre-2.

La commune est localisée à 15km au Nord-Ouest d'Auxerre, à 50km au Sud-Est de Sens et à 155km au Sud-Est de Paris.



L'arrondissement d'Auxerre compte 22 cantons, soit un total de 196 communes et 179 222 habitants (2014), soit environ 53.6% de la population du département de l'Yonne.



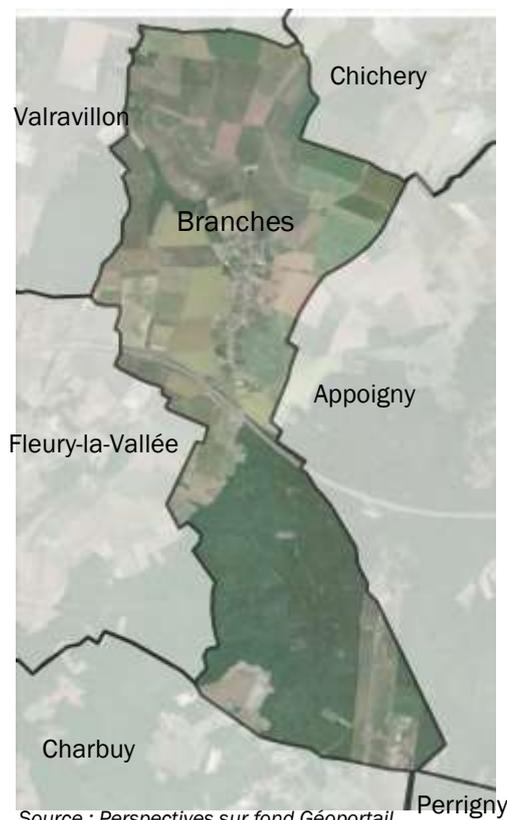
Source : [www.ot-auxerre.fr](http://www.ot-auxerre.fr)

Branches bénéficie d'une situation géographique stratégique au croisement des liaisons routières (A6, RD19 et RD 177), ferroviaires (Paris Auxerre, Lyon Auxerre) et aériennes (aéroport d'Auxerre-Branches).

Branches fait partie du Canton d'Auxerre-2 créé en 2014, avec 6 communes.

Ses communes limitrophes sont :

- Fleury la Vallée
- Appoigny
- Chichery
- Valravillon
- Perrigny
- Charbuy



Source : Perspectives sur fond Géoportail

### 1.1.2 SITUATION DANS L'ARMATURE URBAINE

La commune fait partie de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui comprend 29 communes et compte environ 71 700 habitants en 2017.

A noter qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017, 8 communes de la Communauté de Communes du Pays du Coulangeois ont été rattachées à Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (cf. Arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRCL/2016/0199).

Le périmètre d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été défini pour cette intercommunalité au sein du Grand Auxerrois qui réunit 119 communes répartie sur 5 intercommunalités.



Les limites du SCoT se sont appuyées sur le périmètre du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Grand Auxerrois. Ce PETR constitué en 2015 a permis de construire le Projet de territoire du Grand Auxerrois défini sur la période 2015 - 2020 et dont la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a été désignée chef de file.

#### **A RETENIR DU CONTEXTE GENERAL :**

- ✓ Une commune périurbaine proche d'Auxerre située au centre du département de l'Yonne.
- ✓ Un territoire communal d'une superficie de 10,99 km<sup>2</sup>.
- ✓ La commune comptait 488 habitants en 2013.
- ✓ Branches fait partie de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

## 1.2 MILIEU PHYSIQUE ET NATUREL

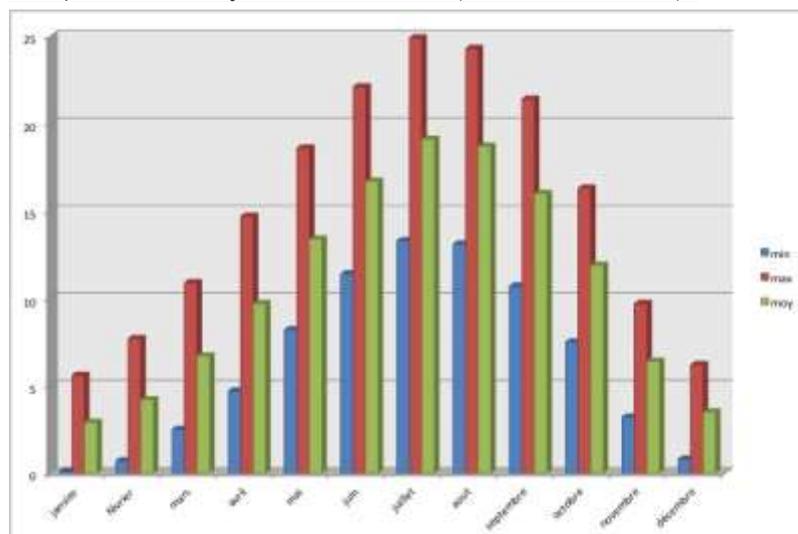
La vocation de l'état initial est de mettre en évidence les principales caractéristiques de l'environnement et les principaux enjeux du territoire, afin de dresser « un inventaire » des éléments susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du document.

Le périmètre d'étude retenu pour l'analyse de l'état initial englobe à minima l'ensemble de la commune et ses abords (500 m autour de la limite communale). Cette zone d'étude pourra être étendue, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable, le fonctionnement hydraulique du secteur, ...

### 1.2.1 CLIMAT

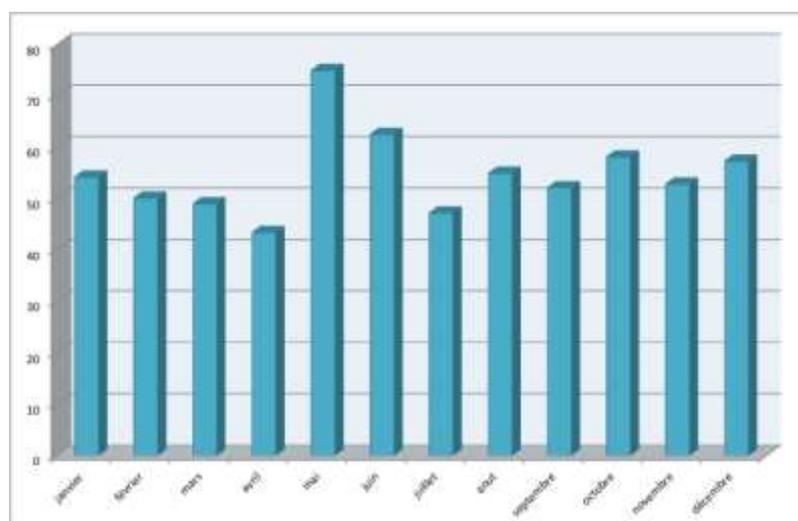
Le département de l'Yonne bénéficie d'un climat à tendance continentale : cela se traduit par une forte amplitude thermique, avec des étés chauds et des hivers froids. Nous pouvons noter que le département est caractérisé par des microclimats variés en fonction de la zone géographique. A titre d'exemple, le climat dans le secteur de l'Auxerrois est souvent sec et chaud. A l'inverse, le Morvan connaît une pluviométrie plus importante et un climat frais en été.

Températures moyennes annuelles (Source : Infoclimat) :



Le secteur de Branches est caractérisé par une température moyenne annuelle de 10,8°C environ. La moyenne de ces températures maximales est d'environ 15,2°C et celle des températures minimales de 6,4°C.

Précipitations moyennes (Source : Infoclimat) :



En ce qui concerne les précipitations dans le secteur de l'Auxerrois, notamment à Branches, le cumul moyen des précipitations est de 656,5 mm environ.

Les précipitations dans la région sont donc relativement importantes et présentent également une légère variation saisonnière avec 47,2 mm en juillet contre 74,9 mm en mai.

Le village de Branches est localisé dans une région relativement orageuse, notamment en été. Toutefois, les indices relatifs au risque orageux sur le territoire sont plutôt moyens et légèrement inférieurs à la moyenne nationale. La densité de foudroiement dans l'Yonne est en effet de 1,9 alors que la moyenne nationale est proche de 2.

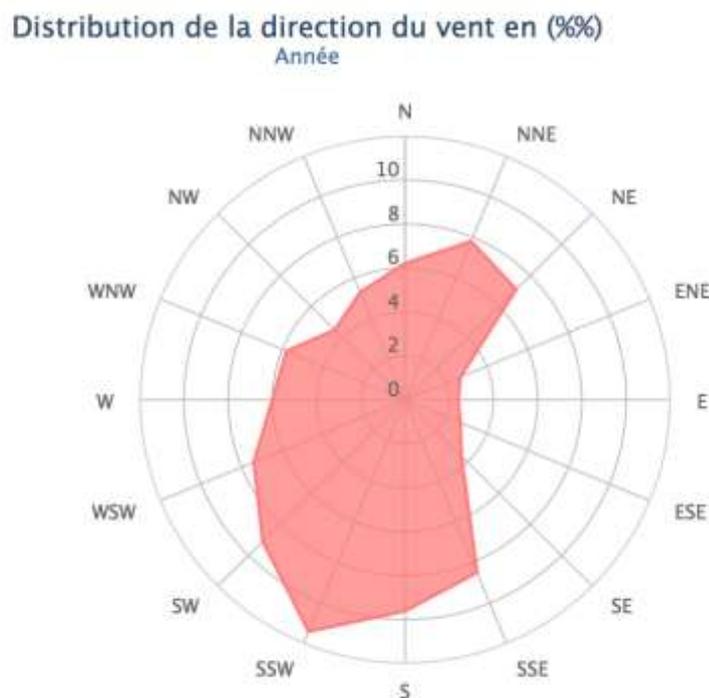
En ce qui concerne les épisodes venteux, la rose des vents établie pour la station de l'aéroport d'Auxerre-Branches est fondée sur des observations s'étendant de 2002 à juin 2016. Elle met en évidence deux groupes de vents principaux :

- ✚ Des vents fréquents, provenant du Sud/Sud-Ouest, avec des vents moyens (vitesse à environ 20 km/h).
- ✚ Des vents relativement moins fréquents provenant du secteur Nord/Nord-Est, de vitesse moindre (environ 15 km/h).

La direction du vent dominant est donc Sud / Sud-Ouest.

La vitesse moyenne instantanée annuelle des vents est d'environ 11 km/h.

Rose des vents (Source : Windfinder) :



## 1.2.2 GEOLOGIE

### 1.2.2.A/ Contexte géologique régional

Le secteur de Branches est situé en plein cœur de la Champagne humide, à proximité de la vallée de l'Yonne. Cette rivière, située à environ 3 à 4 km à l'Est du territoire de la commune, ainsi que ses affluents, drainent la vaste dépression établie sur les craies limoneuses et les sables du Cénomanien et de l'Albien.

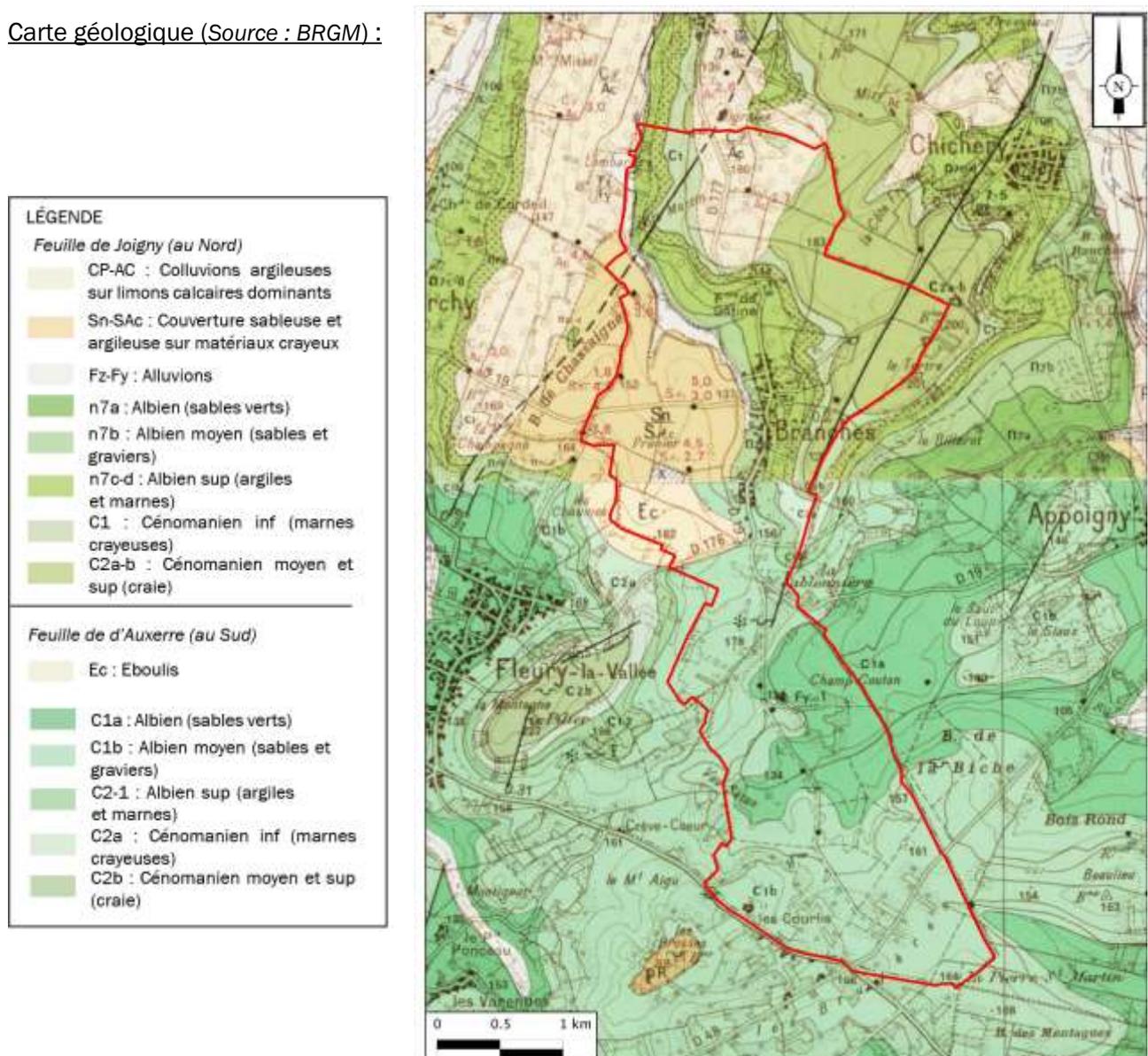
La région appartient aux auréoles jurassiques et crétacées du Sud-Est du Bassin de Paris. Les couches ont un pendage général vers le Nord-Ouest.

### 1.2.2.B/ Contexte géologique local

Compte tenu de sa localisation en marge Sud-Est du Bassin parisien, le territoire de Branches est concerné par des formations superficielles de type colluvions, formations argileuses et sableuses, mais également par des formations du Mésozoïque (Crétacé).

La carte géologique ci-dessous permet de localiser les différentes formations qui affleurent sur le territoire de la commune et à proximité.

Carte géologique (Source : BRGM) :



## Formations superficielles

Le territoire communal de Branches est concerné par les formations suivantes :

- ✚ **Colluvions argileuses et cailloutis remaniés de « sols » plus ou moins anciens (C $\mathcal{P}$ )** : ces formations se rencontrent sur des sols plus ou moins anciens formés sur la craie ou sur les matériaux crayeux. C'est le remaniement de ces sols qui alimente dans une large mesure la formation C $\mathcal{P}$ . Elle est caractéristique de versants en pente faible exposés au Nord, au Nord-Est et à l'Est. Elle est formée pour l'essentiel d'argile brune et de limons et renferme des éclats de silex où éléments plus volumineux.
- ✚ **Complexes de formations d'altération et de remaniement de la craie et des limons calcaires. Limons calcaires dominants (Ac)** : Ces complexes sont essentiellement constitués de limons calcaires alternant avec des formations d'altération et de remaniements de la craie. Couverts en surface par des colluvions C $\mathcal{P}$  dont il est malaisé de les dissocier, les complexes Ac atteignent des épaisseurs considérables sur les versants où les chemins creux les entaillent souvent de 4 à 5 m. Les formations limoneuses sont très développées et renferment des intercalations plus ou moins épaisses, généralement inférieures au mètre.
- ✚ **Couverture sableuse et argileuse alimentée pour l'essentiel par les sables, argiles et marnes de l'Albien (Sn) sur des matériaux d'altération et de remaniement de la craie (S $\mathcal{A}c$ )** : dans le secteur, les formations du Crétacé inférieur, en particulier de l'Albien, sont en grande partie masquées par une couverture alimentée par les sables et les marnes de l'Albien. A l'Ouest de Branches, cette couverture a certainement été mise en place par solifluxion (écoulement lent, le long d'une pente, du sol superficiel gorgé d'eau), reposant sur une nappe de matériaux d'altération et de remaniement de la craie.
- ✚ **Alluvions anciennes calcaires et siliceuses (Fy)** : ces alluvions se composent de sables et de matériaux grossiers, parfois mélangés. Les sables sont formés en grande partie de quartz. Les grains peu usés proviennent des roches cristallines du Morvan, les grains usés sont empruntés à l'Albien et aux formations détritiques tertiaires. Les matériaux grossiers comprennent surtout de la grève calcaire et des galets de roches cristallines ou siliceuses, la grève étant alimentée par les calcaires jurassiques traversés par l'Yonne et ses affluents.
- ✚ **Alluvions actuelles et sub-actuelles – argiles sableuses (Fz)** : ces formations occupent généralement des chenaux creusés dans la nappe Fy notamment. Leur remplissage est essentiellement argileux ou argilo-sableux. La mise en place de ces alluvions est précédée d'un creusement assez long, en plusieurs étapes. Ces alluvions sont essentiellement argilo-sableuses, parfois tourbeuses.
- ✚ **Eboulis (Ec)** : ce type d'éboulis est constitué de petits débris crayeux parfois décalcifiés englobés dans des limons sableux très fins et alternant avec eux en stratification oblique. Ils sont surtout abondants sur les pentes des calcaires jurassiques et présentent un dépôt tout à fait typique des plateaux bourguignons.

## Formations anthropiques

Le territoire communal de Branches est concerné par une formation superficielle d'origine anthropique :

**Remblais (X)** : sur le territoire de Branches, cette formation correspond probablement à une accumulation de déblais provenant des tranchées de l'autoroute A6. De manière générale, ces déblais permettraient de combler des carrières d'où étaient extraits les matériaux de qualité nécessaires pour construire les passages de l'autoroute en remblais. Ces déblais peuvent aisément se confondre avec certaines formations naturelles voisines.

D'après les bases de données consultées, aucune carrière n'a été recensée sur le territoire de Branches.

## Formations du Mésozoïque

Le territoire communal de Branches est concerné par les formations suivantes :

- ✚ **Albien. Sables verts et argiles noires** (n7a / c1a) : cette formation est la plus ancienne affleurant sur le territoire de la commune. Il s'agit d'un complexe formé d'alternances d'argiles noires et de sables glauconieux.
- ✚ **Albien moyen. Sables de Frécambault, Gravier à Opis** (n7b / c1b) : ces sables de Frécambault débutent généralement par des sables fins, verdâtres, plus ou moins argileux, assez bien classés, puis gris-verdâtre, peu argileux. C'est seulement dans la partie supérieure qu'ils présentent le faciès typique des carrières de Frécambault, c'est à dire sables grossiers, peu argileux se chargeant progressivement en gros grains et quartz roulés. Des intercalations d'argiles grises micacées, avec des dépôts sableux blancs, apparaissent la partie moyenne de cette formation, dans le secteur de Branches.
- ✚ **Albien supérieur – Vraconien. Argiles du Gault et Marnes de Brienne** (n7c-d / c2-1) : ce sont des argiles silteuses, sableuses vers la base, glauconieuses, un peu carbonatées en général qui peuvent contenir des nodules phosphatés, pyriteux ou limonitiques, parfois fossilifères. Aux environs de Branches, le Gault débute par des sables vert glauconieux, un peu argileux, assez grossiers, avec des graviers de quartz roulés, auxquels succèdent des argiles sableuses et glauconieuses noir-verdâtre, présentant des niveaux à nodules ferrugineux. Cette formation passe progressivement à des marnes franchement carbonatées, silteuses et glauconieuses, de teinte gris-vert, devenant brun verdâtre à noirâtre à la partie supérieure.
- ✚ **Cénomaniens inférieurs. Marnes crayeuses** (C1 / c2a) : à Branches, cette formation débute par une mince couche de marnes verdâtres auxquelles succèdent des marnes crayeuses homogènes grisâtres devenant rapidement plus claires. Sur les derniers mètres apparaissent des bancs de calcaires crayeux et marneux, grisâtres, plus ou moins marbrés, alternant avec des marnes crayeuses marbrées gris et blanc. Au-dessus de la formation, on trouve un gros banc de calcaire crayeux massif, qui constitue la base de la craie sénonienne.
- ✚ **Cénomaniens moyens et supérieurs** (C2a-b / c2b) : la craie est massive, en bancs de 0,5 m à 1 m, dure, grisâtre, avec quelques silex disséminés, plus abondants et plus gros vers le sommet.

### 1.2.2.C/ Contexte tectonique

La région de Branches est concernée par un certain nombre de failles tectoniques. En effet, on peut recenser dans le secteur trois failles parallèles, orientées Nord / Nord-Est → Sud / Sud-Ouest :

- la faille de Villemer,
- la faille de Chichery qui concerne également le territoire de Branches,
- la faille de Seignelay.

En étudiant le contexte géologique des secteurs proches de la zone d'étude, notamment à Sens et Auxerre, nous pouvons conclure que les phénomènes tectoniques concernant la région s'intègrent dans un fonctionnement global, dépassant le contexte local de Branches, appartenant au réseau d'effondrement de la partie occidentale du Morvan.

En effet, l'enfoncement des couches géologiques de cette partie orientale du Bassin de Paris, en direction du Nord-Ouest a été accompagné de plusieurs ruptures représentées par ces failles.

### 1.2.3 TOPOGRAPHIE

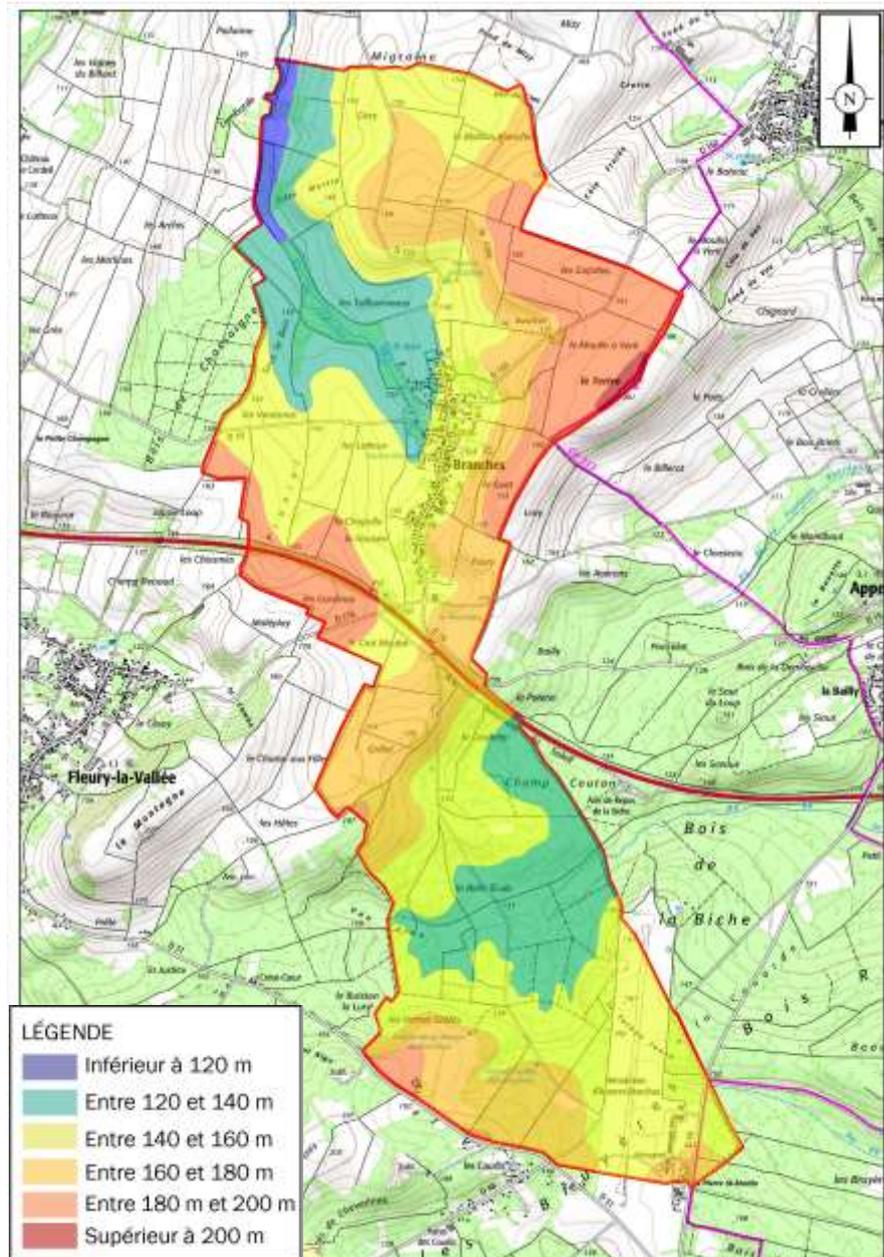
La commune de Branches est caractérisée par un relief moyennement marqué, notamment au Nord de l'autoroute, avec un point haut au Nord-Est du territoire à 200 m environ au niveau du lieudit « Le Tertre » et un point bas à environ 115 m au niveau du Ru de Châtillon. La pente moyenne entre ces deux points est d'environ 4,5%.

Carte topographique :

Comme illustré sur la carte ci-contre, le bourg est situé sur le versant de « la vallée du Ru de Châtillon ».

Par conséquent, il est susceptible de recueillir les eaux pluviales qui s'écoulent depuis les points hauts situés au Nord-Est du village.

Le territoire de Branches est donc potentiellement concerné par des risques de ruissellement.



## **1.2.4 PEDOLOGIE**

Les sols du secteur de Branches peuvent globalement être classés en trois catégories : les sols crayeux (formations du Mésozoïque), les sols limoneux et les sols argilo-sableux.

Ces sols crayeux sont globalement issus de la roche mère calcaire et/ou de son altération.

La forêt occupe des superficies importantes sur les plateaux, en particulier sur les formations tertiaires ou les limons argileux, tandis que les sols développés sur les limons calcaires et sur la craie ou les formations qui en dérivent se prêtent à la grande culture.

En effet, les sols composés de limons et d'argiles présentent une bonne réserve utile en eau et une profondeur favorable à l'enracinement, ce qui permet potentiellement un bon rendement cultural.

Compte tenu du contexte crayeux du secteur, il est probable que certains sols présentent une proportion de cailloux non négligeables, ce qui peut favoriser la circulation de l'eau mais entraîner une usure précoce et une casse des outils agricoles.

### **A RETENIR DE LA SITUATION CLIMATIQUE, GEOLOGIQUE, PEDOLOGIQUE ET TOPOGRAPHIQUE :**

- ✓ Climat de type continental avec des variations saisonnières marquées, précipitations relativement abondantes.
- ✓ Contexte géologique marqué par les formations crayeuses du Crétacé et des formations superficielles de type colluvions, limons argileux et formations argilo-sableuses.
- ✓ Sols crayeux, limoneux et argilo-sableux.
- ✓ Relief plus ou moins marqué (pente égale à environ 4,5 % du Nord-Est au Nord-Ouest).
- ✓ Risque de ruissellements d'eaux pluviales depuis les points hauts au Nord-Est du village.

## 1.2.5 BIODIVERSITE ET FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE

Le territoire de Branches est caractérisé par une importante surface boisée, notamment au Sud de la commune, mais aussi par un cours d'eau, des zones humides. Ainsi, la commune abrite entre autres un site Natura 2000, un Arrêté de Protection de Biotope, une zone d'inventaire de type ZNIEFF, ainsi que quelques parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne (CENB).

Le territoire de Branches présente donc une richesse naturelle qui contribue à la biodiversité de la commune, de la région environnante, et qui influe positivement sur la qualité paysagère.

Ainsi, nous aborderons dans ce chapitre les différents milieux naturels présents sur le territoire, qu'ils fassent l'objet d'une protection réglementaire, d'un signalement ou bien qu'ils appartiennent à la nature dite « ordinaire ».

De même, la fonctionnalité écologique du territoire et les enjeux concernant la biodiversité seront étudiés dans un second temps.

### 1.2.5.A/ Les espaces naturels protégés répertoriés sur le territoire communal

Un espace naturel strictement protégé est répertorié sur le territoire de Branches, il s'agit d'un Arrêté de Protection de Biotope.

De même, un site Natura 2000, une ZNIEFF de type I, un site appartenant au CENB et des zones humides sont présents sur la commune.

#### I - Arrêté de Protection de Biotope

Les Arrêtés de Protection de Biotope sont des outils de protection des biotopes essentiels à la survie de certaines espèces animales et végétales.

Ils constituent une mesure de protection forte, même s'ils sont dépourvus de la dimension de gestion des milieux. L'arrêté peut interdire certaines activités susceptibles de porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux et/ou à la survie des espèces protégées y vivant.

Un site de ce type est présent sur le territoire de Branches. Il s'agit du site « **Vallée tourbeuse de la Biche** », située au Sud-Est de la commune.

Le périmètre de ce site concerne également la commune d'Appoigny.

La protection de ce lieu a pour objectif, d'après l'Arrêté préfectoral du 14 janvier 1988, le maintien de 6 espèces animales et végétales protégées :

- Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- Myrte des marais (*Myrica gale*),
- Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- Saule rampant (*Salix repens*),
- Lézard vert (*Lacerta viridis*),
- Vipère péliade (*Vipera berus*).

D'après le document, si les activités forestières sont autorisées librement sur le site, toute modification de la couverture végétale ne résultant pas de l'exploitation courante est interdite. L'utilisation de produits phytosanitaires, d'insecticides et d'herbicides chimiques ne devra en aucun cas compromettre l'équilibre biologique du milieu.

Sont notamment interdit, sauf autorisation préfectorale explicite la réalisation d'opérations pouvant affecter le régime hydraulique de la nappe phréatique en lien avec les zones humides (notamment leur assèchement), le déversement de produits ou matériaux de toute nature, l'abandon de déchets ou d'eaux usées, produits chimiques, matériaux ou tout autre détrit.

## II – Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats.

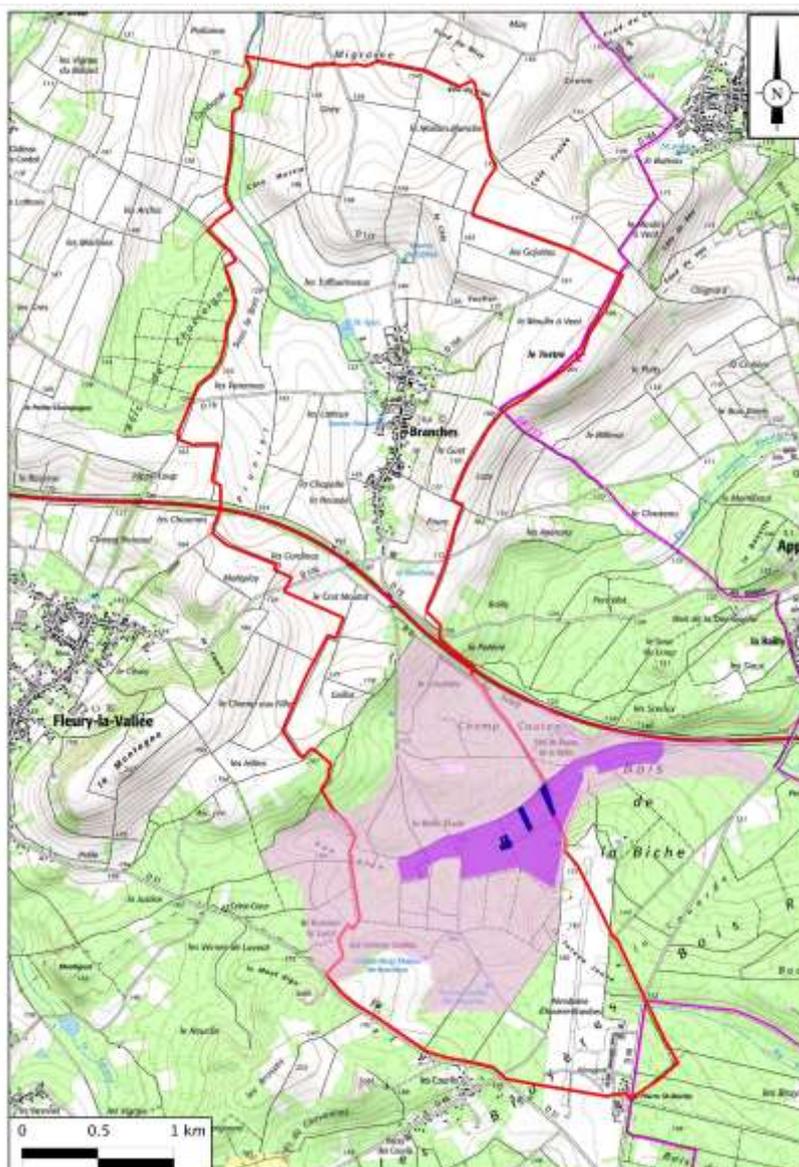
La démarche Natura 2000 vise à préserver les espèces et les habitats ainsi identifiés sur le territoire européen, dans un cadre global de développement durable. Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 :

- ✚ Les ZPS ou Zones de Protection Spéciales, étant des zones jugées particulièrement importantes pour la conservation des oiseaux au sein de l'Union Européenne,
- ✚ Les ZSC ou Zones Spéciales de Conservation / SIC ou Site d'Intérêt Communautaire, étant des sites écologiques présentant des habitats naturels ou semi-naturels, des espèces faunistiques ou floristiques d'intérêt communautaire, important de par leur rareté ou leur rôle écologique (dont la liste est établie par les Annexes I et II de la Directive Habitats).

Dans le cadre de l'évaluation des incidences sur les sites du réseau Natura 2000, il est nécessaire de pointer les sites Natura 2000 dans un rayon de 10 km autour de la commune. Dans notre cas, un seul site Natura 2000 est compris dans ce rayon et il concerne notamment le territoire de Branches.

Il s'agit de la ZSC n° FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche ».

Localisation de la zone Natura 2000, de l'Arrêté de Protection de Biotope et des parcelles gérées par le CENB (Source : DREAL Bourgogne) :



### Caractéristiques du site

Ce site concerne une importante partie de la surface boisée présente au Sud-Est de la commune de Branches et sur la commune d'Appoigny, au Sud de l'Autoroute A6.

Il est d'ailleurs caractérisé par environ 60% de forêts caducifoliées et 20% de forêts artificielles en monoculture, telles que des plantations de résineux.

Cette zone Natura 2000 est également caractérisée par des landes, broussailles mais aussi des marais, bas-marais et tourbières.

### Qualité et importance

Les tourbières, implantées en fond d'un vallon marécageux, accueillent des espèces hautement spécialisées (sphaignes), à l'engorgement des sols et dont certaines sont rares en Bourgogne (Rossolis, Osmonde royale, Bruyère à quatre angles, Rhynchospore blanc, ...). Leur intérêt est renforcé par la présence d'espèces océaniques en limite géographique Est (Ajonc nain, Piment royal, ...).

Les landes sèches à Bruyère développées sur matériaux sableux pauvres sont colonisées par des espèces protégées en Bourgogne (Persil des montagnes, Bruyère cendrée) et rare (Spiranthe d'été).

### Vulnérabilité

Les zones marécageuses et tourbeuses évoluent spontanément vers le boisement et la fermeture du milieu. Il en résulte un assèchement et la disparition des stades jeunes les plus dynamiques et de leur flore associée.

Les landes sèches sont des milieux instables qui évoluent vers la forêt à l'échelle de 30-40 ans. Les espèces qui les composent (Bruyère cendrée, Persil des montagnes) sont des pionnières qui recherchent la lumière et qui disparaissent quand le milieu s'embroussaille.

L'exploitation des boisements avec des engins lourds occasionne des dégâts immédiats importants sur la flore en place et la circulation à l'eau. De même, la plantation des zones tourbeuses ou landes sèches avec des résineux serait très préjudiciable à ces milieux.

Les plantations en périphérie de ces habitats entraînent également la colonisation des résineux dans les zones tourbeuses et les landes sèches.

Quelques dépôts de gravats localisés provenant des travaux dans les zones d'activités et les lotissements proches sont constatés.

### Habitats

Les habitats naturels d'intérêt communautaire répertoriés sur ce site sont les suivants :

- ✓ 4010 : Landes humides atlantiques septentrionales à *Erica tetralix* (2% de couverture),
- ✓ 4030 : Landes sèches européennes (8%),
- ✓ 7110 : Tourbières hautes actives (1%)<sup>1</sup>,
- ✓ 7120 : Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle (1%),
- ✓ 91D0 : Tourbières boisées (1%)<sup>1</sup>,
- ✓ 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)<sup>1</sup> (10%).

Nous pouvons noter qu'aucune espèce présente sur le site n'est inscrite sur l'Annexe II de la Directive 92/43/CEE justifiant la création de ce site.

---

<sup>1</sup> Habitats prioritaires

Toutefois, un certain nombre d'espèces importantes de faune et de flore sont recensées :

✓ Amphibiens

- ✚ Crapaud commun (*Bufo bufo*),

✓ Oiseaux

- ✚ Buse variable (*Buteo buteo*),
- ✚ Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*),
- ✚ Autour des palombes (*Accipiter gentilis*)
- ✚ Epervier d'Europe (*Accipiter nisus*)
- ✚ Coucou gris (*Cuculus canorus*)
- ✚ Pic vert (*Picus viridis*)
- ✚ Pic épeiche (*Dendrocopos major*)
- ✚ Pic épeichette (*Dendrocopos minor*)
- ✚ Hirondelle rustique (*Hirund rustica*)
- ✚ Pipit des arbres (*Anthus trivialis*)
- ✚ Mésange bleue (*Parus caeruleus*)
- ✚ Mésange charbonnière (*Parus major*)
- ✚ Sittelle torchepot (*Sitta europaea*)
- ✚ Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*)
- ✚ Lorient d'Europe (*Oriolus*)
- ✚ Bergeronnette grise (*Motacilla alba*)
- ✚ Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*)
- ✚ Accenteur mouchet (*Prunella modularis*)
- ✚ Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*)
- ✚ Fauvette des jardins (*Sylvia borin*)
- ✚ Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*)
- ✚ Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*)
- ✚ Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus*)
- ✚ Roitelet huppé (*Regulus regulus*)
- ✚ Roitelet à triple bandeau (*Regulus ignicapillus*)
- ✚ Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*)
- ✚ Mésange nonette (*Parus palustris*)
- ✚ Mésange boréale (*Parus montanus*)
- ✚ Mésange huppée (*Parus cristatus*)
- ✚ Mésange noire (*Parus ater*)
- ✚ Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*)
- ✚ Serin cini (*Serinus serinus*)
- ✚ Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*)
- ✚ Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*)
- ✚ Bruant jaune (*Emberiza citrinella*)



Mésange bleue

✓ Mammifères

- ✚ Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*),
- ✚ Musaraigne aquatique (*Neomys fodiens*),
- ✚ Martre (*Martes martes*),
- ✚ Chat forestier (*Felis sylvestris*)
- ✚ Loutre d'Europe (*Lutra lutra*),
- ✚ Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*),
- ✚ Grand Murin (*Myotis myotis*),

✓ Reptiles

- ✚ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
- ✚ Lézard vert (*Lacerta viridis*),
- ✚ Lézard des murailles (*Podarcis muralis*),
- ✚ Vipère péliade (*Vipera berus*).

Lézard des murailles



- ✓ Flore
  - ✚ Blechnum en épi (*Blechnum spicant*),
  - ✚ Digitale pourpre (*Digitalis purpurea*),
  - ✚ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
  - ✚ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
  - ✚ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
  - ✚ Millepertuis des marais (*Hypericum elodes*),
  - ✚ Lycopode des tourbières (*Lycopodiella inundata*),
  - ✚ Piment royal (*Myrica gale*),
  - ✚ Osmonde royale (*Osmunda regalis*)
  - ✚ Persil des montagnes (*Oreoselinum nigrum*)
  - ✚ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*)
  - ✚ Renoncule à feuilles de lierre (*Ranunculus hederaceus*)
  - ✚ Rhynchospore blanc (*Rhynchospora alba*)
  - ✚ Saule rampant (*Salix repens*)
  - ✚ Ajonc nain (*Ulex minor*)
  - ✚ Myrtille (*Vaccinium myrtillus*)
  - ✚ Gagée naine (*Gagea minima*)
  - ✚ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*).

Actuellement, aucun DOCOB n'est en vigueur sur le site qui est géré par la LPO de Bourgogne et le CENB.

**Certaines parcelles du site sont d'ailleurs gérées par le CENB qui en est propriétaire.**

Les enjeux principaux sur ce site concernent les habitats d'intérêt européen relictuels que sont les landes sèches, les zones tourbeuses et entre autres les chênaies pédonculées sur sols hydromorphes, la chênaie sessiflore des plateaux et hauts de versants ensoleillés :

- Préserver tous les stades dynamiques des pelouses et des landes sèches par le biais d'activités d'entretien adaptées,
- Maintenir l'alimentation en eau des milieux tourbeux (les actions de drainage ou tout autre aménagement ayant un impact sur le régime hydraulique de ces zones humides étant la principale cause de déclin des tourbières,
- Réaliser des actions d'entretien adaptées afin d'éviter la fermeture progressive des landes sèches sur sable,
- Réhabiliter progressivement les secteurs enrésinés et adopter une gestion sylvicole adaptée aux habitats naturels forestiers.

### **1.2.5.B/ Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**

Dans le but de les identifier pour mieux les protéger, le Ministère de l'Environnement a recensé les zones présentant le plus d'intérêt pour la faune et la flore et les a regroupées sous le terme de ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique).

Ce classement n'a pas de valeur juridique directe et ne signifie pas que la zone répertoriée fait systématiquement l'objet d'une protection particulière et spéciale. Toutefois, il y souligne un enjeu écologique important et signale parfois la présence d'une espèce protégée.

L'inventaire ZNIEFF présente deux types de zonage :

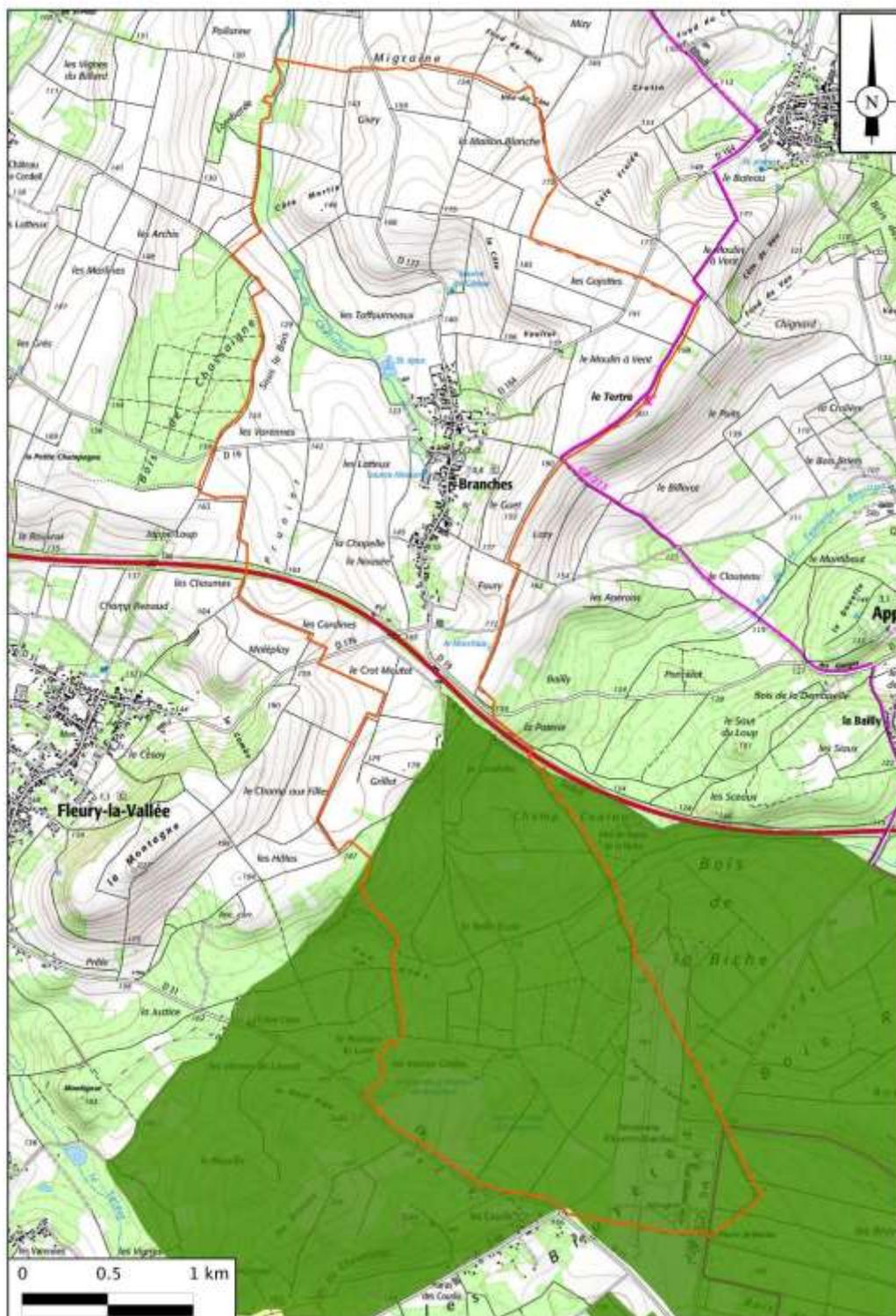
- ✚ ZNIEFF de type I : secteur d'intérêt biologique remarquable caractérisé par la présence d'espèces animales et végétales rares,
- ✚ ZNIEFF de type II : grands ensembles riches, peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes.

Notons que la DREAL Bourgogne a récemment actualisé l'inventaire ZNIEFF.

La commune de Branches est caractérisée par la présence d'une ZNIEFF de type 1, il s'agit de la ZNIEFF n°260008540 « Massif forestier, landes et prairies du Nord-Ouest Auxerrois », qui englobe en quasi-totalité le périmètre du site Natura 2000, l'APB, ainsi que les parcelles gérées par le CENB.

De même, elle est concernée par la ZNIEFF de type 2 n°260030469 « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre », dont le périmètre est similaire à celui de la ZNIEFF de type 1.

Localisation des ZNIEFF (Source : DREAL Bourgogne) :



## I – ZNIEFF 1 n°260008540 « Massif forestier, landes et prairies du Nord-Ouest Auxerrois »

### Description

Cette zone, d'une surface de 2441 ha, présente sur le territoire de Branches les mêmes enjeux que la zone Natura 2000 relative au site, c'est à dire des enjeux quant :

- aux populations boisées présentes typiques de la Champagne humide,
- aux landes sèches sableuses, notamment présentes à proximité de l'aéroport,
- aux zones tourbeuses à Drosera.

Cet ensemble forestier installé sur les sols sableux de la Champagne humide présente une mosaïque paysagère variée avec landes, bois humides, tourbières, bois de pins, prairies et pelouses sèches.

Tous les milieux caractéristiques de cette petite région sont représentés, ce qui en fait un site d'intérêt régional.

Un cortège exceptionnel d'espèces végétales déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF y a été répertorié avec notamment la Flouve aristée, graminée des pelouses sur sables, exceptionnelle en Bourgogne et de nombreuses autres espèces patrimoniales.

Des espèces animales déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF se reproduisent également sur le site comme le Lézard vert et le Lézard des souches.

Ce patrimoine naturel dépend d'une gestion forestière à base de peuplements feuillus et de traitements adaptés aux conditions stationnelles conservant les milieux annexes, d'un élevage extensif respectueux des milieux prairiaux, des cours d'eau, des mares et des zones humides.

### Intérêt des milieux

Les habitats naturels déterminants répertoriés sur ce site sont les suivants (Code Corine biotopes) :

- ✓ 31.11 – Landes humides atlantiques septentrionales,
- ✓ 31.22 – Landes sub-atlantiques à Genêts et Callune,
- ✓ 35.2 – Pelouses siliceuses ouvertes médio-européennes,
- ✓ 41.241 – Chênaies-charmaies du Nord-Ouest,
- ✓ 41.51 – Bois de Chênes pédonculés et de Bouleaux,
- ✓ 44.91 – Bois marécageux d'Aulnes,
- ✓ 51.1 – Tourbières hautes à peu près naturelles.

### Intérêt des espèces

Vingt-huit espèces, dont 26 de espèces floristiques, sont déterminantes pour la désignation de ce site en ZNIEFF :

- ✓ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
- ✓ Lézard vert (*Lacerta bilineata*),
- ✓ Flouve aristée (*Anthoxanthum aristatum*),
- ✓ Conycéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*),
- ✓ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- ✓ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
- ✓ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
- ✓ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*),
- ✓ Genêt d'Angleterre (*Genista anglica*),
- ✓ Chrysanthème des moissons (*Glebionis segetum*),
- ✓ Millepertuis maculé (*Hypericum maculatum*),
- ✓ Porcelle glabre (*Hypochaeris glabra*),
- ✓ Myosotis raide (*Myosotis stricta*),
- ✓ Persil des Montagnes (*Oreoselinum nigrum*),

- ✓ Osmonde royale (*Osmunda regalis*),
- ✓ Pédiculaire des forêts (*Pedicularis sylvatica*),
- ✓ Peucedan de France (*Peucedanum gallicum*),
- ✓ Orchis vert (*Platanthera chlorantha*),
- ✓ Polygala à feuilles de serpolet (*Polygala serpyllifolia*),
- ✓ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- ✓ Saule rampant (*Salix repens*),
- ✓ Seratule des teinturiers (*Serratula tinctoria*),
- ✓ Spargoute printanière (*Spergula morisonii*),
- ✓ Ajonc nain (*Ulex minor*),
- ✓ Véronique à feuilles d'acinos (*Veronica acinifolia*).

#### Facteurs influençant la zone

Cette zone est caractérisée par des zones humides et une importante surface boisée. Par conséquent, les principaux facteurs influençant son évolution concernent les drainages, les comblements, conduisant potentiellement à un assèchement.

De même, les modalités de gestion des espaces forestiers, la plantation de résineux influent sur les espaces boisés en modifiant les populations présentes sur le site. De même, l'abandon de la gestion des landes sèches contribuent à la fermeture du milieu.

## II – ZNIEFF 2 n° 260030469 « Vallées de l'Yonne et de la Baulche et forêts autour d'Auxerre »

#### Description

Cette zone est caractérisée par une surface de 8670 ha et comprend de nombreux milieux associés à la vallée de l'Yonne, mais aussi de collines et plateaux majoritairement boisés qui abritent des milieux naturels remarquables, comme le site du Bois de la Biche, qui comprennent des landes sèches ou humides, des pelouses sur sable, tourbières, voire prairies marécageuses.

Diverses espèces végétales déterminantes ZNIEFF y sont répertoriées (Cf description de la ZNIEFF de type 1 précédemment).

#### Intérêt des milieux

Les habitats naturels déterminants répertoriés sur ce site sont les suivants (notons que divers habitats concernent la vallée de l'Yonne et non le Bois de la Biche) :

- ✓ 22.33 – Groupements à Biens tripartitus,
- ✓ 22.42 – Végétations enracinées immergées,
- ✓ 22.422 – Groupements de petits Potamots,
- ✓ 22.43 – Végétations enracinées flottantes,
- ✓ 22.431 – Tapis flottant de végétaux à grandes feuilles,
- ✓ 22.4311 – Tapis de nénuphars,
- ✓ 24.4 – Végétation immergée des rivières
- ✓ 24.43 – Végétation des rivières mésotrophes,
- ✓ 31.1 – Landes humides,
- ✓ 31.11 – Landes humides atlantiques septentrionales,
- ✓ 31.22 – Landes sub-atlantiques à Genêts et Callune,
- ✓ 31.23 – Landes atlantiques à Erica et Ulex,
- ✓ 35.2 – Pelouses siliceuses ouvertes médio-européennes,
- ✓ 37.31 – Prairies à Molinie et communautés associées,
- ✓ 38.2 – Prairies de fauche de basse altitude,
- ✓ 41.23 – Frênaies-chênaies sub atlantiques à primevère,
- ✓ 41.24 – Chênaies-charmaies à Stellaire sub-atlantiques
- ✓ 41.241 – Chênaies-charmaies du Nord-Ouest,
- ✓ 41.51 – Bois de Chênes pédonculés et de Bouleaux,

- ✓ 41.54 – Chênaies aquitano-ligériennes sur podzols,
- ✓ 44.13 – Forêts galeries de Saules blancs,
- ✓ 44.3 – Forêts de Frênes et d’Aunes des fleuves médio-européens,
- ✓ 44.31 – Forêts de Frênes et d’Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires),
- ✓ 44.311 – Forêts de Frênes et d’Aulnes à Laïches,
- ✓ 44.332 – Bois de Frênes et d’Aulnes à hautes herbes,
- ✓ 44.4 – Forêts mixtes de Chênes, d’Ormes et de Frênes des grands fleuves,
- ✓ 44.91 – Bois marécageux d’Aulnes,
- ✓ 51.1 – Tourbières hautes à peu près naturelles,
- ✓ 54.1 – Sources.

#### Intérêt des espèces

Quatre-vingt-neuf espèces sont déterminantes pour la désignation de ce site en ZNIEFF. Toutefois, rappelons que cette ZNIEFF comprend des milieux associés à la vallée de l’Yonne, milieux qui ne concernent pas le territoire de Branches. Ainsi, seules les espèces déterminantes ZNIEFF susceptibles de fréquenter le site sont listées ci-dessous :

- ✓ Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*),
- ✓ Crapaud calamite (*Epidalea calamita*),
- ✓ Rainette verte (*Hyla arborea*),
- ✓ Grenouille agile (*Rana dalmatina*),
- ✓ Triton crêté (*Triturus cristatus*),
- ✓ Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*),
- ✓ Phragmite des joncs (*Acrocephalus schoenobaenus*),
- ✓ Remiz penduline (*Remiz pendulinus*),
- ✓ Vanneau huppé (*Vanellus vanellus*),
- ✓ Lézard des souches (*Lacerta agilis*),
- ✓ Lézard vert (*Lacerta bilineata*),
- ✓ Flouve aristée (*Anthoxanthum aristatum*),
- ✓ Conycéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*),
- ✓ Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*),
- ✓ Bruyère cendrée (*Erica cinerea*),
- ✓ Bruyère à quatre angles (*Erica tetralix*),
- ✓ Linaigrette à feuilles étroites (*Eriophorum angustifolium*),
- ✓ Genêt d’Angleterre (*Genista anglica*),
- ✓ Chrysanthème des moissons (*Glebionis segetum*),
- ✓ Millepertuis maculé (*Hypericum maculatum*),
- ✓ Porcelle glabre (*Hypochaeris glabra*),
- ✓ Myosotis raide (*Myosotis stricta*),
- ✓ Persil des Montagnes (*Oreoselinum nigrum*),
- ✓ Osmonde royale (*Osmunda regalis*),
- ✓ Pédiculaire des forêts (*Pedicularis sylvatica*),
- ✓ Peucedan de France (*Peucedanum gallicum*),
- ✓ Orchis vert (*Platanthera chlorantha*),
- ✓ Polygala à feuilles de serpolet (*Polygala serpyllifolia*),
- ✓ Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*),
- ✓ Saule rampant (*Salix repens*),
- ✓ Seratule des teinturiers (*Serratula tinctoria*),
- ✓ Spargoute printanière (*Spergula morisonii*),
- ✓ Ajonc nain (*Ulex minor*),
- ✓ Véronique à feuilles d’acinos (*Veronica acinifolia*).

### 1.2.5.C/ Les inventaires zones humides

Un inventaire des zones humides de Bourgogne a été réalisé pour le compte de la DREAL (ex-DIREN), sur la base des caractéristiques géologiques de la région.

L'inventaire a été réalisé en appliquant les critères de l'article 2 de la Loi sur l'Eau de 1992, ce qui a nécessité une caractérisation écologique de la région Bourgogne, une précision des critères techniques (sol et marques d'hydromorphie, flore hygrophile, période de retour de cure) et de nombreuses prospections de terrain.

La démarche d'identification a été basée en partie sur la géologie et les propriétés lithologiques vis à vis de l'eau qui ont permis de déterminer des enveloppes à probabilité importante de zones humides.

Ensuite, les prospections de terrains, basées sur le sol (sondages pédologiques) et la végétation (inventaires phytoécologiques), de même sur l'analyse du fonctionnement des espaces inondables ont permis de délimiter l'enveloppe des zones humides de manière plus précise.

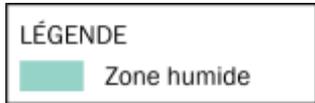
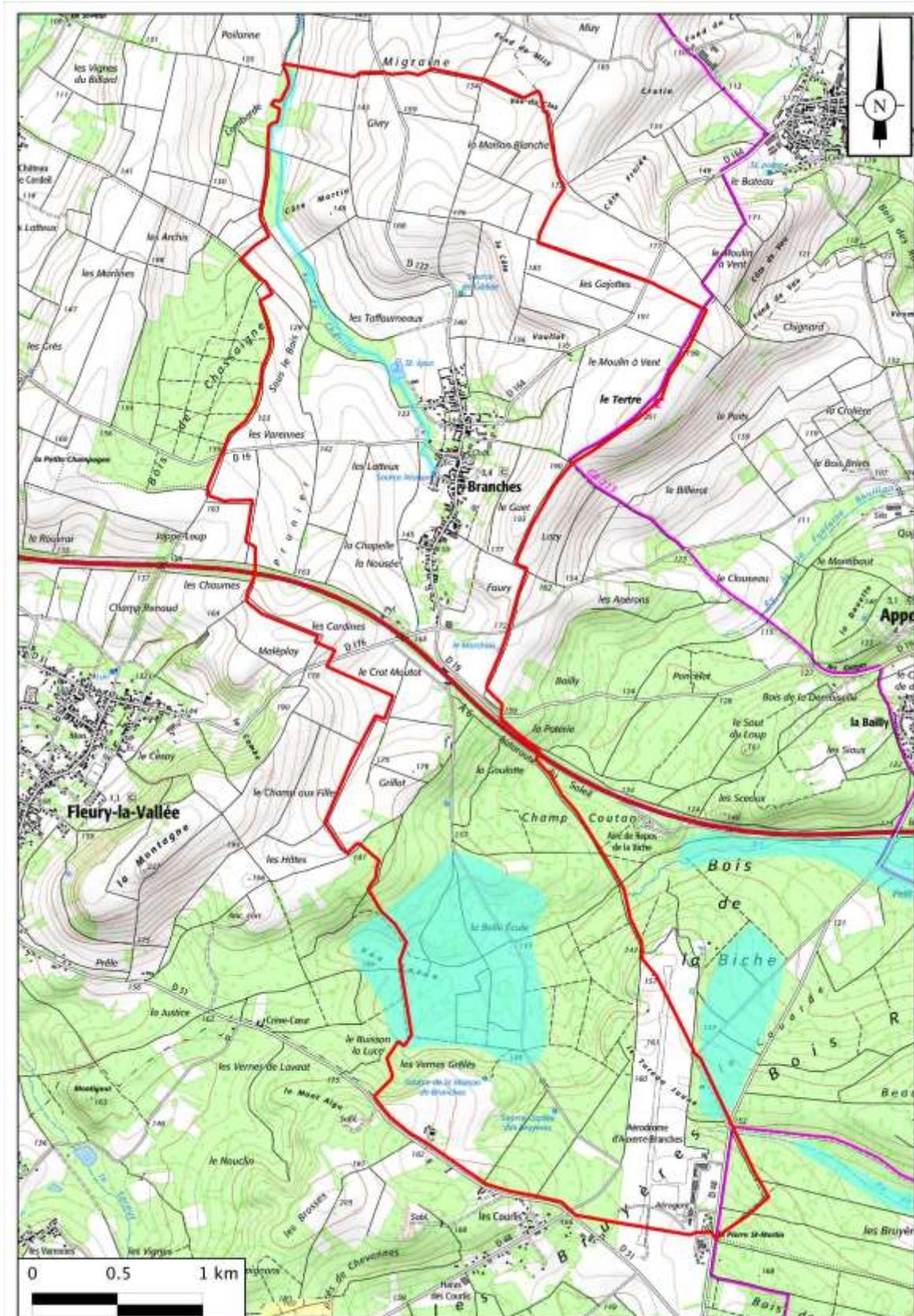
D'après la carte en page suivante, le territoire de Branches est concerné par deux zones humides :

- une au Nord de la commune longeant le Ru de Châtillon, caractérisée par le ru et sa ripisylve,
- une dans la forêt au Sud de la commune, caractérisée par le site Natura 2000, l'APB et la ZNIEFF de type 1 relatifs au Bois de la Biche.

Les zones humides définies sur la commune de Branches ne concernent aucune zone potentiellement urbanisable. En effet, celles-ci se situent autour du Ru de Châtillon pour la partie Nord et correspondent à une formation boisée pour la partie Sud.

Etant donné cette situation, aucun diagnostic zones humides n'est nécessaire.

Localisation des zones humides (Source : DREAL Bourgogne) :



### 1.2.5.D/ Description du milieu naturel d'intérêt local

#### I – Les surfaces agricoles

Une partie du territoire, essentiellement au Nord de l'A6, mais aussi au Sud du Bois de la Biche est vouée à la grande culture. Les champs qui y sont présents constituent un écosystème particulier : l'agrosystème.

Intensément exploités et régulés artificiellement, ils diffèrent des écosystèmes naturels par nombre de traits :

- ✚ Grande homogénéité spatiale.
- ✚ Dépendance totale de l'homme.
- ✚ Appauvrissement considérable du nombre d'espèces (végétales et animales) présentes.

Ainsi, ne s'y développent généralement, hormis les espèces cultivées, que quelques adventices de plein champ ne présentant que peu d'intérêt sur le plan botanique. Sur les bandes enherbées bordant ces parcelles cultivées, on ne retrouve également que des plantes communes telles que les liserons, les trèfles, la Chicorée, le Coquelicot, la Matricaire camomille, ou encore le Millepertuis perforé.



Culture le long de la RD 177



Culture au Nord du Ru de Châtillon

En ce qui concerne la faune, le constat est comparable, hormis les lièvres, les perdrix et les cailles des blés, seules les populations de micro-mammifères (campagnols, rats des moissons) et d'oiseaux (Perdrix, Corneille noire, ...) peuvent être importantes. D'autres espèces peuvent encore être rencontrées mais la plupart d'entre elles viennent seulement y chercher leur nourriture (Pigeon ramier, Tourterelle turque, Lapins de garenne, ...).

Les espaces cultivés peuvent cependant être favorables à la présence de certaines espèces avifaunistiques, telles que le Milan noir, observé jusqu'en 2016, en chasse sur le site et dont la nidification est probable à proximité étant donné l'abondance de milieux favorables à sa nidification).

De même, d'autres espèces telles que la Perdrix rouge, la Perdrix grise, ou encore la Caille des blés sont présentes sur ce type d'habitat.

Les principales cultures rencontrées sur le territoire de Branches sont le Blé, le Colza, l'Orge et en surface moindre le Tournesol, protéagineux.

## II – Les boisements et bosquets

Les surfaces boisées concernent une importante partie du territoire, notamment les forêts alluviales associées au Bois de la Biche, au Sud de l'A6 les nombreuses peupleraies, plus ou moins jeunes implantées dans la vallée et quelques bosquets éparpillés sur le territoire.

On peut ainsi distinguer :

- Les petits bois et bosquets isolés au sein des zones agricoles ou de prairies, essentiellement regroupés autour du bourg du village. De même, des boisements peu importants, voire des zones de friches, sont situés de part et d'autre de l'A6. L'ensemble de ces éléments peut servir de zones de refuge pour la faune au sein des espaces agricoles.



Bosquets le long de la RD 177



Bois associé à la ripisylve du Ru

- La « ripisylve » du Ru de Châtillon, associée aux peupleraies présentes dans la continuité de ce cours d'eau, au Nord du territoire. La diversité au niveau des peupleraies est plutôt faible.

- La forêt située au Sud du territoire formée de diverses formations de résineux, de mélange de feuillus, de Chênes entre autres. En fonction de l'âge de ces boisements, ainsi que de leur niveau d'entretien, la diversité des milieux est variable. De manière générale, les zones les plus « riches » sont comprises dans les boisements plus naturels que les résineux, notamment au niveau de la zone Natura 2000 et de la ZNIEFF de type I.



Bois de la Biche

Cette forêt abrite, pour les plus anciennes formations, un certain nombre d'habitats typiques des zones humides tels que des tourbières, des marécages. A l'extrême Sud, on peut également constater la présence de landes.

Nous pouvons noter que certaines parcelles comprises dans le vaste espace boisée situé au Sud de la commune correspondent à la Forêt communale de Branches.

### III – Les haies et alignements d’arbres

Ce type de formation est peu présent sur le territoire de Branches.



Haie au Nord-Est du bourg

Quelques haies sont présentes le long d’un chemin rural à l’Est de la commune, au niveau du Circuit de Grande Randonnée n°213, ou encore ponctuellement, afin de délimiter deux parcelles agricoles.

Ce type de milieu consiste essentiellement en un réseau de haies formant un prolongement des boisements ou bosquets proches du village, ou situées en bordure de chemin.

Etant donné la situation de la commune sur un versant, nous pouvons noter que les haies et alignements d’arbres localisés dans la partie Nord-Est de la commune (à l’Est du bourg du village) sont susceptibles de jouer un rôle quant au fonctionnement hydraulique du secteur (infiltration des eaux pluviales limitant les ruissellements jusqu’au village, ...).

Ces réseaux peuvent également avoir une importance quant au fonctionnement des continuités écologiques entre les divers éléments du territoire.

### IV – Les prairies et les jachères

Ce type d’habitat n’est que très peu représenté sur le territoire de la commune. Il existe quelques espaces enherbés aux abords du Ru du Chatillon, à proximité de la déchèterie, ainsi que quelques prairies à proximité du bourg de la commune. Il s’agit dans ce cas de prairies mésophiles<sup>2</sup>.

De même, il existe une surface enherbée au Sud de la commune, enclavée dans le Bois de la Biche, de même qu’au niveau de l’aéroport d’Auxerre-Branches, situé au Sud du territoire.



Jachère au Sud

Les espaces ouverts les plus intéressants sur la commune concernent les landes sèches identifiées au sein du périmètre de la zone Natura 2000. Rappelons que ces milieux sont rares puisque de manière naturelle, ils sont instables et évoluent vers la forêt à l’échelle de 30 à 40 ans. Ces landes se développent sur des matériaux sableux pauvres et abritent des espèces floristiques rares et/ou protégées en Bourgogne, notamment le Persil des montagnes ou encore la Bruyère cendrée.

<sup>2</sup> Prairie se développant sur des sols ni trop humides, ni trop secs.

## V – Jardins et autres espaces verts à proximité des habitations

Au niveau des habitations, notamment à proximité du centre du village se sont développés un certain nombre de jardins et autres espaces verts de type vergers, ...

Photographie aérienne du centre de Branches illustrant la présence de nombreux espaces verts  
(Source : Géoportail) :

Nous pouvons en effet observer sur la photographie aérienne ci-contre que les habitations du village sont entourées de végétation, de type jardins privés, haies, ...

Ces espaces verts sont susceptibles de constituer un habitat intéressant pour la petite faune notamment, sous réserve de l'absence d'utilisation de produits chimiques de type engrais, ...

Les haies entourant le village peuvent constituer des axes de déplacement privilégiés locaux, permettant de rejoindre notamment les massifs boisés plus importants.

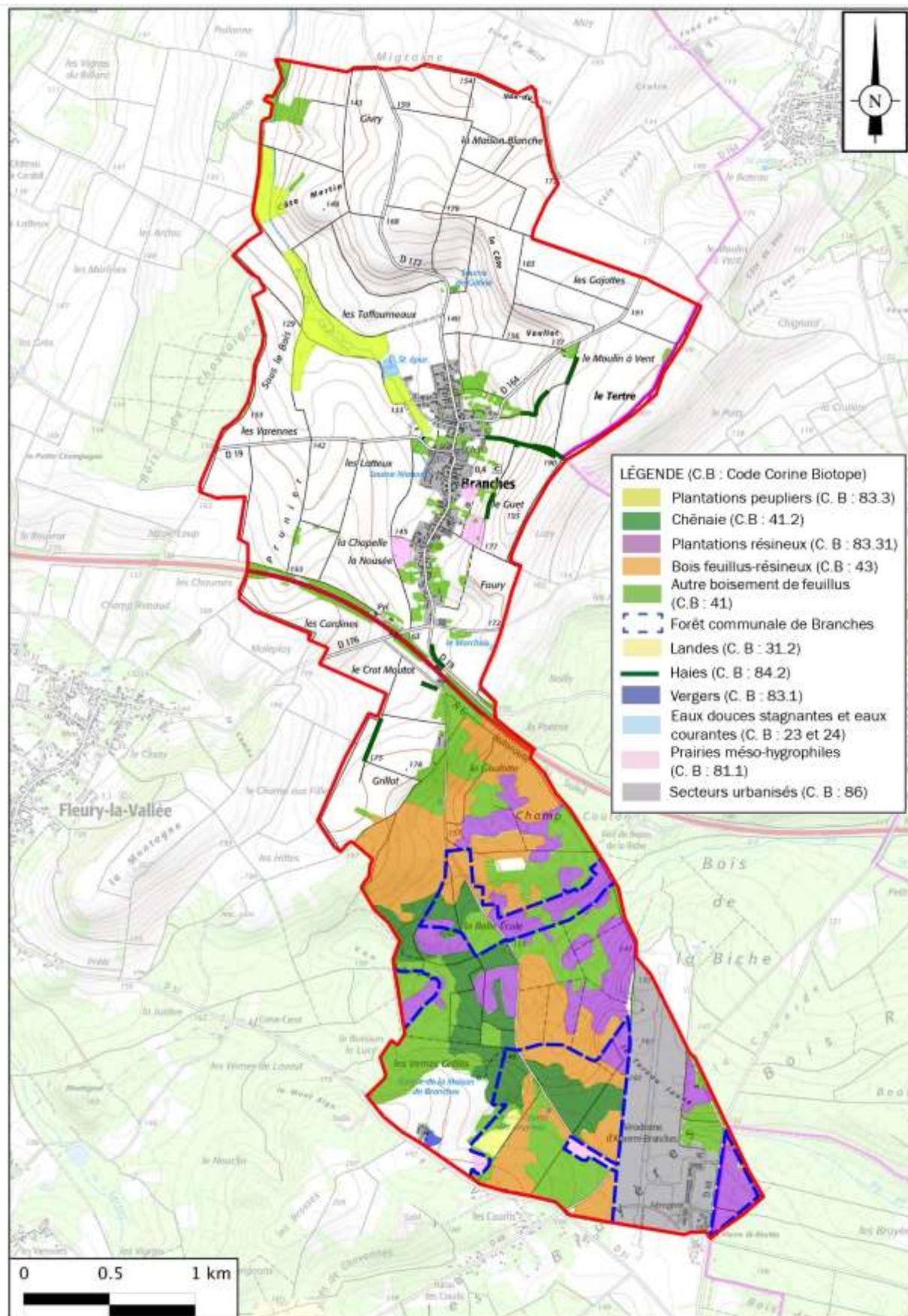


Vergers et espaces en herbe à l'Ouest du bourg



L'intérêt de ces espaces verts tient au fait qu'ils constituent une « zone tampon », permettant une transition douce des espaces naturels vers les zones urbanisées et participant à la protection de la faune locale.

Carte des habitats, des secteurs urbanisés et de l'aéroport d'Auxerre-Branches (Source : Géoportail) :



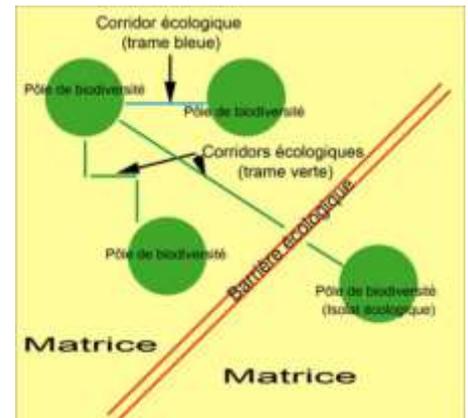
### 1.2.5.E/ Trames verte et bleue

La biodiversité d'un territoire est dépendante des relations entre les différents milieux. Il est donc nécessaire d'étudier les liaisons écologiques existantes et potentielles sur le territoire. Les trames vertes et bleues sont définies par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne, adopté par Arrêté Préfectoral le 6 mai 2015, qui définit les corridors d'importance régionale. Ceux-ci doivent être pris en compte lors de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

#### I – Généralités

La structure écologique d'un territoire peut s'expliquer schématiquement de la façon suivante :  
On distingue :

- ✚ Une matrice : c'est le milieu interstitiel qui peut être soit de type forestier ou agricole. Selon le niveau d'artificialisation, la matrice opposera plus ou moins de résistance aux déplacements des espèces : c'est la perméabilité du milieu (bocage, camps de céréales, plan d'eau, ...).
- ✚ Des pôles de biodiversité : ce sont des sites naturels d'intérêt écologique bien délimités, de tailles variables et de natures différentes, disposés dans la matrice et formant l'habitat de l'espèce végétale ou animale en question. Ils regroupent notamment les milieux naturels emblématiques tels que les forêts.
- ✚ Des corridors écologiques : ce sont les éléments qui relient les pôles entre eux et qui parcourent la matrice. Ils peuvent être « verts » (haies, chemins, boisements divers) ou « bleus » (cours d'eau).
- ✚ Des barrières écologiques : un territoire est aussi marqué par des infrastructures linéaires de transport (voie ferrées, autoroute, rocades, ...), de lignes à haute tension, de zones urbaines, ... qui viennent s'insérer dans la mosaïque décrite précédemment. Ces éléments forment la trame « humaine ». Leur utilité n'est pas remise en cause, mais ils peuvent induire une fragmentation des systèmes écologiques plus ou moins forte. En effet, le processus de fragmentation va transformer un habitat vaste d'une espèce (par exemple une forêt pour un cervidé) en plusieurs îlots de plus en plus petits. Ce processus explique alors que l'aire totale de l'habitat d'origine diminue.



Divers travaux ont montré que le maintien de la biodiversité dépendait non seulement de la préservation des habitats mais aussi des espaces interstitiels qui permettent les échanges biologiques entre ces habitats : ce sont les corridors écologiques (les espèces se maintiennent plus durablement dans des milieux interconnectés).

#### II – Les corridors du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne et les continuités locales

Le Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bourgogne a été adopté par Arrêté Préfectoral le 6 mai 2015. Les premiers documents relatifs à ce schéma sont disponibles, notamment les données cartographiques concernant les réservoirs de biodiversité, les corridors et les éventuelles barrières écologiques.

La figure suivante indique les éléments du SRCE concernant les différentes trames présentes sur le territoire de Branches, c'est à dire :

- ✚ La sous-trame « Forêt » de la trame verte,
- ✚ La sous-trame « Pelouses » de la trame verte,
- ✚ La sous-trame « Eau » de la trame bleue.

#### Trame « Forêt »

##### **Éléments identifiés dans le SRCE :**

Une grande partie des boisements du Bois de la Biche, situé au Sud de Branches, y compris certaines parcelles de résineux, ainsi que quelques parcelles de zones humides, constituent un important réservoir de biodiversité lié à la Trame boisée.

Toutefois, aucun corridor lié à cette trame des milieux boisés n'est recensé dans le SRCE sur le territoire de Branches.

##### **Corridors potentiels (locaux) :**

D'un point de vue local, en étudiant la carte des habitats établie précédemment, on peut s'apercevoir que le territoire de Branches est scindé en deux parties :

- L'une, au Nord, est caractérisée par quelques peupleraies, mais surtout par des petits bosquets et quelques haies ponctuant un paysage essentiellement agricole.
- La seconde, au Sud, est essentiellement constituée de formations boisées plus importantes.

A l'échelle du territoire de la commune, on peut donc conclure que la partie Sud consiste en grande partie en un important réservoir de biodiversité lié à la trame forestière. Ce territoire, au Sud de l'A6, abrite notamment une zone Natura 2000, un APB et une ZNIEFF.

En revanche, au Nord, il existe un réseau de bosquets et de haies, ainsi que de jardins qui est susceptible de former un réseau de continuités écologiques locales, reliant certains éléments entre eux.

Dans le cadre du fonctionnement ces corridors, la présence de l'autoroute A6 est une barrière potentielle à la continuité écologique. Elle constitue potentiellement un risque de collision avec la faune, notamment la faune fréquentant les espaces boisés, tels que les grands mammifères.

#### Trame des milieux ouverts (Sous trames « Prairies-Bocage, Pelouses »)

##### **Éléments identifiés dans le SRCE :**

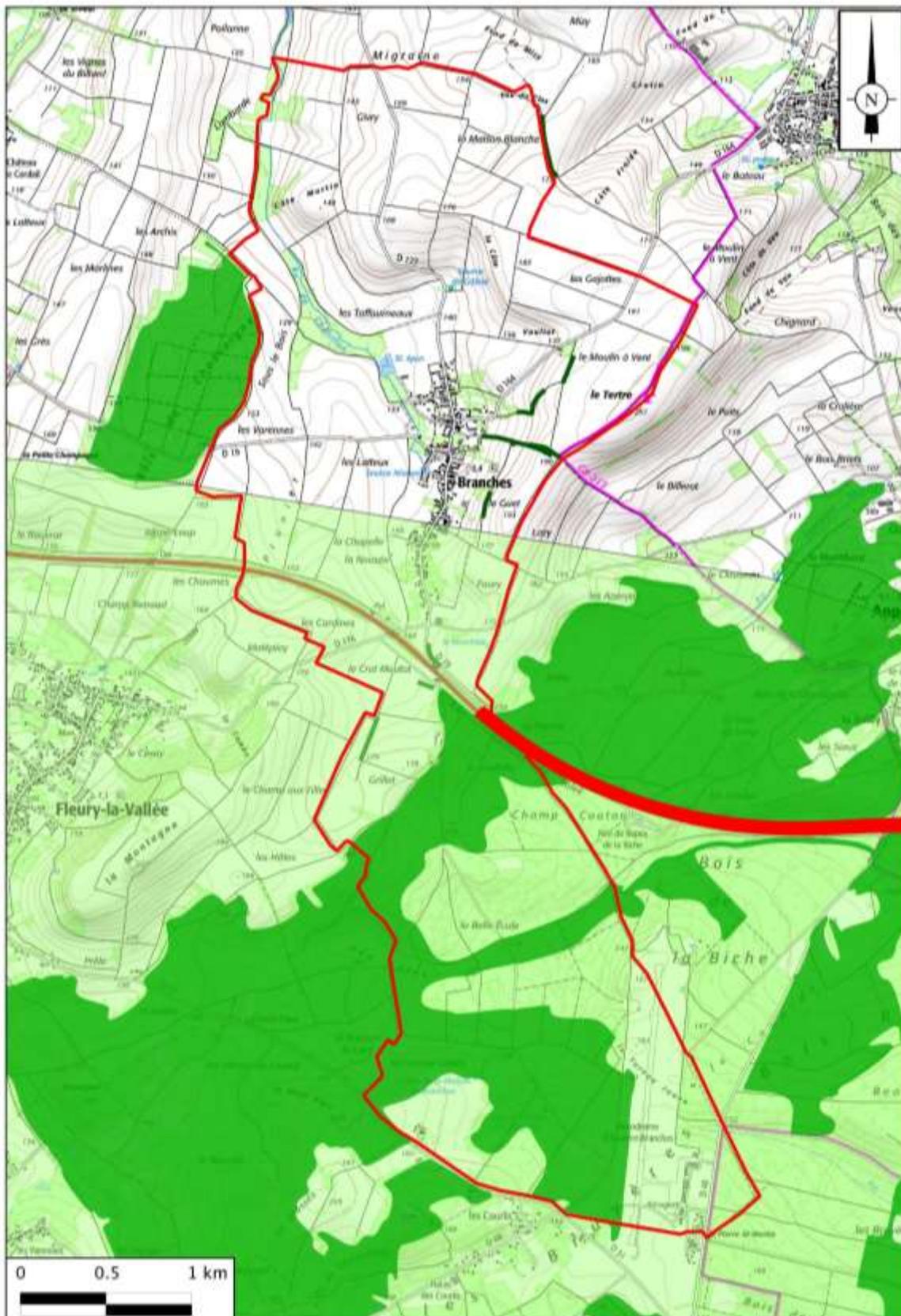
Aucun réservoir de biodiversité, ni aucun corridor n'a été recensé dans le SRCE Bourgogne concernant ces sous-trames.

Une grande partie du territoire de Branches est toutefois identifiée comme « espace à prospecter », afin d'identifier d'éventuels réservoirs de biodiversité ou continuités écologiques.

##### **Corridors potentiels (locaux) :**

D'un point de vue local, compte tenu de ce contexte, il est peu probable qu'une continuité écologique liée aux milieux ouverts existe sur la commune de Branches, excepté le réseau de haie ponctuant les espaces agricoles au Nord de la commune.

Carte des réservoirs de biodiversité, des corridors et des barrières écologiques liés à la Trame verte  
(Source : SRCE Bourgogne)



## LÉGENDE

Trame milieux boisés  
 Réservoir de biodiversité

Trame pelouses  
 Espace à prospecter

Continuité locale  
 Haies

Barrières écologiques  
 Barrière potentielle liée aux routes

Toutefois, étant donné la présence de milieux ouverts d'intérêt sur le territoire (landes, prairies, tourbières au Sud de la commune) et de quelques parcelles en prairie au Nord, ces éléments sont susceptibles de constituer des réservoirs de biodiversité locaux pour les plus remarquables, et des zones de refuge pour la petite faune en ce qui concerne les espaces ouverts banals.

#### Trame bleue (Sous trames « Zones humides, eau »)

##### **Éléments identifiés dans le SRCE :**

Le territoire de Branches n'est pas caractérisé par un réseau hydrographique très développé.

Ainsi, aucun réservoir de biodiversité n'a été recensé dans le SRCE Bourgogne concernant ces sous-trames.

Toutefois, le Ru de Châtillon, traversant le Nord du territoire de Branches, est identifié dans le SRCE comme « Milieu humide associé aux cours d'eau à préserver ».

##### **Corridors potentiels (locaux) :**

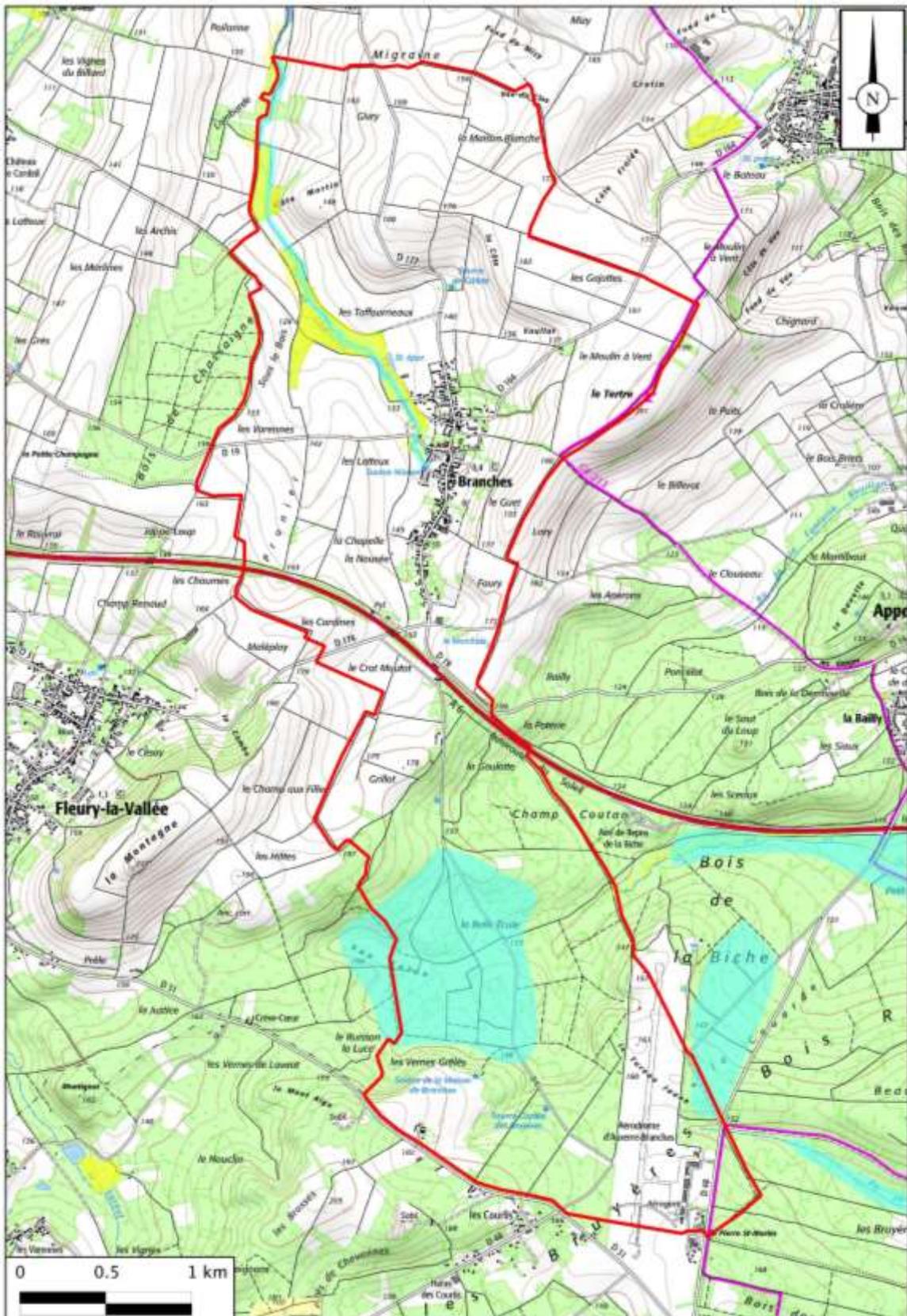
Comme précisé précédemment, seul le Ru de Châtillon traverse la commune de Branche, et est identifié comme milieu humide de la trame bleue à préserver. Si le ru constitue une continuité écologique, sa ripisylve et la zone humide accompagnant le cours d'eau peuvent constituer un réservoir de biodiversité.

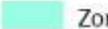
De même, rappelons que le Sud de la commune abrite des zones humides recensées par la DREAL Bourgogne, en partie comprises dans une ZNIEFF de type 1, une zone Natura 2000 et un APB.

Ainsi, ces zones humides constituent également un réservoir de biodiversité pour la flore et la faune inféodées aux milieux humides.

Nous pouvons rappeler que le Sud du territoire est déjà caractérisé comme étant un réservoir de biodiversité de la sous-trame « forêt ».

Carte des réservoirs de biodiversité et des corridors liés à la Trame bleue (Source : SRCE Bourgogne)



LÉGENDE		
	Trame milieux humides	Continuité locale
	Réservoir de biodiversité à préserver	
		
		Réservoir local
		
		Zones humides (DREAL)

### 1.2.5.F/ Les enjeux concernant la biodiversité

D'une manière générale, la biodiversité des espaces naturels est fragile et peut être affectée par des phénomènes d'origine multiple :

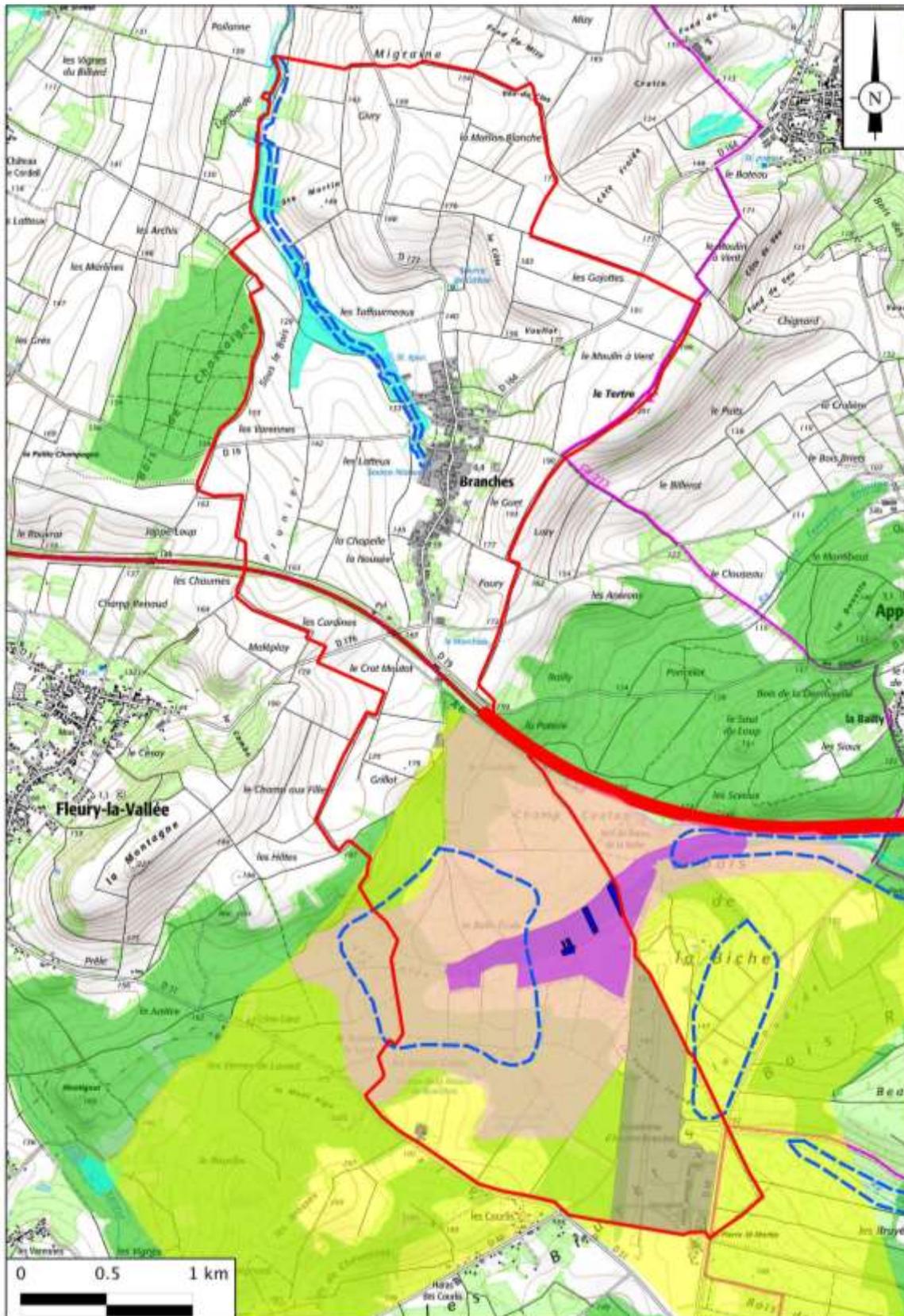
- ✚ L'urbanisation à l'intérieur d'un espace naturel a des effets évidents sur la biodiversité. Mais les incidences peuvent aussi se ressentir lorsque l'urbanisation se fait à l'extérieur, notamment aux abords proches. Un des exemples typiques est celui de l'urbanisation en bordure de forêt. Dans ce cas, l'effet se fait ressentir en premier lieu sur la lisière (linéarisation du contour, banalisation). Or, la lisière d'une forêt est un milieu d'échanges biologiques importants, facteur d'une biodiversité notable. L'effet peut aussi être ressenti au sein même du massif par des intrusions humaines de plus en plus fréquentes. Ceci peut engendrer des dérangements (bruit et perte de quiétude), des piétinements (impact sur la végétation) et peut donc induire une diminution des capacités d'accueil biologique du boisement (disparition des espèces les plus sensibles à la présence humaine).
- ✚ L'urbanisation peut également être à l'origine de divers impacts indirects sur la qualité des milieux et la faune. Les modalités de gestion des eaux usées peuvent conduire à une dégradation des milieux par pollution. De même, une consommation d'eau par pompage dans la nappe phréatique, non gérée et devenant excessive est susceptible d'engendrer une diminution du niveau de la nappe et un impact sur le fonctionnement des zones humides par assèchement, ... Enfin, le bruit généré par les habitants, le trafic routier, peut être source de dérangement pour la faune proche. De même, l'installation de mobilier urbain tels que des luminaires peut être à l'origine d'une perturbation de la faune nocturne telle que les chauves-souris, ...
- ✚ La mise en place de réseaux (voie à grande circulation) est également susceptible de provoquer des effets dommageables sur la biodiversité. Ici la cause est liée au risque d'enclavement et de coupure avec les autres espaces naturels alentours (perte des possibilités d'échanges biologiques).
- ✚ La modification des pratiques agricoles ou sylvicoles est un facteur important de perte de biodiversité. Ceci est manifeste lorsque les pratiques de culture s'intensifient autour d'une zone naturelle remarquable. Là, la zone naturelle se retrouve isolée au milieu d'espaces agricoles simplifiés et ne bénéficie plus d'échanges biologiques (cas d'un territoire agricole remembré ayant entraîné la disparition des haies, des ruisseaux et de tout élément susceptible de permettre des connexions). Mais ceci est parfois moins visible lorsque ce sont des pratiques sylvicoles ou agro-pastorales qui évoluent sur des espaces naturels : remplacement du pâturage extensif en marais par du pâturage intensif, mise en place d'une peupleraie en fond de vallée faisant disparaître certains boisements alluviaux originels, ...
- ✚ L'assèchement, le curage, le drainage et le remblaiement peuvent aussi constituer des menaces réelles pesant sur l'intégrité des zones humides et des marais. Les pollutions extérieures qu'elles subissent parfois (apports de polluants venant du bassin versant) tendent aussi à faire diminuer leur biodiversité.

Lors de l'élaboration du projet de PLU, il faut donc s'assurer que les orientations choisies dans le PADD ne portent pas atteinte au milieu naturel même indirectement et protègent ces milieux contre les activités humaines les plus impactantes.

**A RETENIR DE LA BIODIVERSITE DU TERRITOIRE ET DES FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES :**

- ✓ Patrimoine naturel riche, présence d'un Arrêté de protection de Biotope, d'un site Natura 2000 ZSC, d'une ZNIEFF de type 1, de zones humides et de parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels Bourguignons.
- ✓ Essentiel du Sud du territoire sur des milieux naturels sensibles, avec localement des contraintes réglementaires plus importantes.
- ✓ La zone d'habitations située au Nord de l'A6 en dehors de ces zones de contraintes liées au milieu naturel.
- ✓ L'intérêt écologique du territoire : Bois de la Biche, Ru de Châtillon (dans une moindre mesure)
  - Mosaïque d'habitats typiques des zones forestières et humides (chênaies, landes, tourbières, ...) accueillant une flore et une faune remarquables.
- ✓ Un « réservoir de biodiversité » au Sud territoire recensé dans le SRCE, comprenant les principaux boisements au Sud, ainsi qu'un corridor lié à la trame bleue à préserver.  
Présence de barrières écologiques (Autoroute A6).
- ✓ Menaces directes : urbanisation, pratiques telles que le drainage, les comblements, les plantations, l'abandon du pâturage, susceptibles de nuire aux zones humides (bois humides, prairie humides, ...), et à la forêt (homogénéisation du milieu), ainsi que l'abandon de l'entretien des landes, atouts de la richesse écologique de la commune.
- ✓ Menaces indirectes liées à l'urbanisation : mauvaise gestion de la ressource en eaux, modalités d'assainissement, le dérangement lié au bruit, ...
- ✓ Principaux enjeux du territoire en termes de biodiversité et continuités écologiques :
  - ✚ Préservation de la zone Natura 2000 et de l'APB des impacts directs ou indirects.
  - ✚ Préservation du caractère humide des zones recensées au Sud de la commune et celle liée au Ru de Châtillon
  - ✚ Intégration des corridors d'importance dans le document d'urbanisme et protection des axes locaux (haies, bosquets, ru).

## Carte de synthèse – milieu naturel et fonctionnalités écologiques



LÉGENDE		
Zonages		
	Zones humides DREAL	
	Natura 2000	
	APB	
	Parcelles CENB	
	ZNIEFF 1	
Réservoirs de biodiversité (SRCE)		
	Réservoir «Forêt»	
	Réservoir «zones humides»	
Barrières écologiques		
	Barrière potentielle liée aux routes	
	Secteurs urbanisés	

## 1.2.6 RESSOURCE EN EAU

### 1.2.6.A/ Qualité des eaux

La commune de Branches est caractérisée par la présence d'un seul cours d'eau. Il s'agit du Ru de Châtillon, qui traverse le Nord de la commune.

Notons également en limite de commune la présence du Ru de la Biche, qui parcourt le territoire d'Appoigny et du Ru de Pisse Bœuf.

#### I – Description du réseau hydrographique

Le **Ru de Châtillon** traverse la partie Nord du territoire de Branches. Il prend source à l'Ouest du bourg de la commune au niveau de la source « Nianon » et se jette dans le Ravillon, affluent de l'Yonne, sur la commune de Neuilly.

D'une longueur de 5,5 km environ, il suit sur la quasi-totalité de son parcours une direction Nord, excepté au niveau de la confluence avec le Ravillon où il emprunte une direction Ouest.

#### Carte du réseau hydrographique

Le **Ru de la Biche** prend source en limite Sud-Est de Branches et traverse, comme son nom l'indique le Bois de la Biche situé au Sud de l'A6 puis remonte en direction d'Appoigny où il se jette dans l'Yonne. Ce ru présente une longueur totale d'environ 4,5 km. D'après la carte topographique et la situation du cours d'eau dans un talweg, on peut s'apercevoir que son alimentation se fait essentiellement par les eaux pluviales qui ruissellent le long de ce talweg.

Le **Ru de Pisse Bœuf** consiste en un ru temporaire, alimenté par les eaux pluviales ruisselant depuis les points hauts et traversant le Bois de la Biche. Ce ru récolte donc les eaux pluviales le long d'un talweg sur environ 4 km, avant de déverser ses eaux dans le Ru de Baulche, affluent de l'Yonne.

LÉGENDE	
	Cours d'eau, fleuve
	Ru temporaire
	Plan d'eau



## II – Protection de la ressource en eau et des milieux humides

### A - Le SDAGE Seine Normandie

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine Normandie 2010-2015, validé en octobre 2009, découle de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000. **Le Comité de bassin Seine Normandie a adopté le nouveau SDAGE 2016-2021, le 5 novembre 2015.** Le SDAGE est plus qu'un simple instrument de gestion. Il a également une portée juridique. Les décisions administratives, les documents d'urbanisme, les SAGE, ... doivent être compatibles avec ses orientations. Le SDAGE fixe les objectifs de qualité et de quantité des eaux, et propose les orientations fondamentales de gestion de l'eau.

Les objectifs de qualité sont des objectifs environnementaux, dont le « bon état » écologique et chimique. La définition du « bon état écologique » ainsi que les modalités de leur évaluation, sont établies par type de masse d'eau. Pour l'état chimique, il s'agit de vérifier que les normes de qualité environnementales fixées par les directives européennes sont respectées. L'état chimique n'est pas défini par type de masse d'eau : tous les milieux sont soumis aux mêmes règles (cours d'eau et plans d'eau).

#### ✓ Les masses d'eau

Les masses d'eau sont des regroupements de milieux aquatiques homogènes du point de vue de certaines caractéristiques naturelles : relief, géologie, climat, géochimie des eaux, débits, ... qui ont une influence structurante, notamment sur la répartition géographique des organismes biologiques. Pour chaque masse d'eau sont définies des conditions de référence à partir desquelles sont établis les états écologiques (écarts à la référence), dont le bon état écologique.

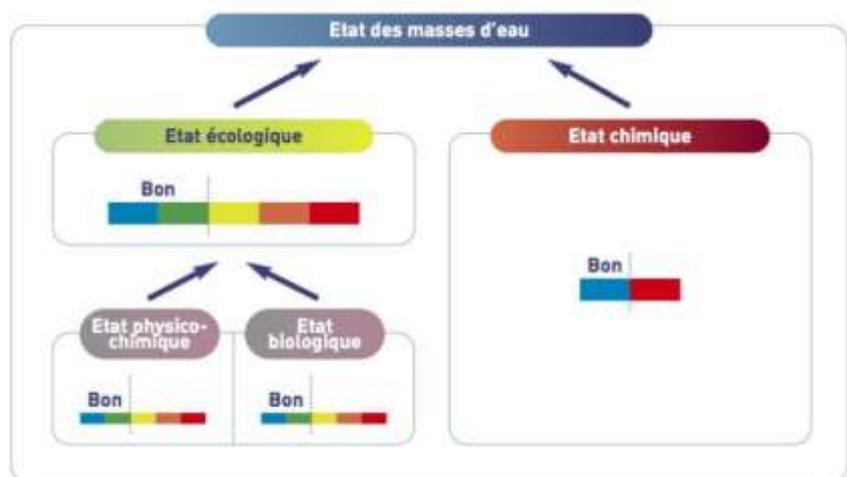
La commune de Branches est concernée par deux masses d'eau :

- ✚ Masse d'eau FRHR56-F3223000 « Ru de la Biche ».
- ✚ Masse d'eau FRHR70A-F3509000 « Ruisseau le Ravillon » (ruisseau dans lequel se jette le Ru de Châtillon).

#### ✓ Définition des objectifs de qualité

Le SDAGE considère que les milieux souterrains, superficiels et littoraux sont interdépendants et qu'ils doivent donc tous répondre à l'objectif de bon état.

Le bon état et le très bon état écologique correspondent à un faible écart par rapport à des valeurs de référence définies pour chaque type de masse d'eau, pour les paramètres qui ont un impact sur la biologie. Le SDAGE précise les valeurs-seuils de bon état.



Le bon état d'une masse d'eau de surface est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins bons.

✓ Enjeux, objectifs et orientations

Le SDAGE Seine Normandie identifie 4 enjeux, déclinés en objectifs et orientations :

- ✚ Protéger la santé et l'environnement – Améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
- ✚ Anticiper les situations de crise, inondations et sécheresses.
- ✚ Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locales.
- ✚ Favoriser un financement ambitieux et équilibré.



### B - SAGE

Aucun SAGE n'est actuellement en vigueur sur le territoire de Branches.

### C - Cours d'eau soumis à conditionnalité

Les cours d'eau et portions de cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) sont définis par l'Arrêté ministériel relatif aux règles BCAE du 24 avril 2015.

Pour le département de l'Yonne (listé à l'annexe I-C de l'Arrêté), sont concernés les cours d'eau représentés en trait bleu plein sur les cartes les plus récemment éditées au 1/25 000 par l'IGN et les cours d'eau repris à l'annexe II de l'Arrêté.

Ainsi, sur le territoire de Branches ou en limite, les cours d'eau ou portion de cours d'eau devant être bordés par des bandes enherbées au titre des bonnes conditions agricoles et environnementales sont :

- le Ru de Châtillon,
- le Ru de la Biche,
- le Ru de Pisse Bœuf.

## III – Qualité des eaux de surface

### A - Objectifs de qualité du SDAGE Seine Normandie

Comme précisé précédemment, la commune de Branches est concernée par les deux masses d'eau :

- ✚ Masse d'eau FRHR56-F3223000 « Ru de la Biche ».
- ✚ Masse d'eau FRHR70A-F3509000 « Ruisseau le Ravillon » (ruisseau dans lequel se jette le Ru de Châtillon).

D'après le SDAGE, l'état de ces deux cours d'eau et le délai d'atteinte des objectifs sont les suivants :

	Ru de la Biche	Ruisseau le Ravillon
Etat global	Bon état 2027	Bon état 2015
Etat écologique	Bon état 2027	Bon état 2015
Etat chimique	Bon état 2027	Bon état 2015

En ce qui concerne le Ruisseau le Ravillon, le bon état global, ainsi que le bon état écologique et le bon état chimique ont été fixés à 2015 et ont été atteints.

En revanche, en ce qui concerne le Ru de la Biche, du fait d'un mauvais bilan hydrobiologique, le bon état écologique est reporté à 2027 et compte tenu de la présence d'Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), le bon état chimique, et de ce fait le bon état global sont reportés à 2027.

### B - Réseau de station de l'Agence de Seine Normandie

L'Agence de l'Eau Seine Normandie a mis en place un certain nombre de stations de prélèvements constituant son réseau de surveillance. Toutefois, le Ru de Châtillon et le Ru de la Biche n'étant que des petits cours d'eau, et le Ru de Pisse Bœuf n'étant qu'un ru temporaire, ces trois cours d'eau ne disposent pas de stations de surveillance.

En revanche, le Ravillon, dont le Ru de Châtillon est un affluent dispose d'une station de surveillance à Champlay, à environ 7 km au Nord de Branches.

Localisation de la station de surveillance du Ravillon à Champlay (Source : DREAL Bourgogne, IGN, ONEMA)



Pour cette station, sur l'ensemble des données disponibles de 2010 à 2012, la qualité du Ravillon est bonne à très bonne, conformément aux objectifs fixés dans le SDAGE.

Paramètres	Qualité du Ravillon		
	2009	2010	2011
Qualité générale	Bonne	Bonne	Bonne
Bilan oxygène	Bon	Bon	Bon
Température	Très bon	Très bon	Très bon
Acidification	Bon	Bon	Bon

*Bleu* : qualité très bonne

*Vert* : qualité bonne

Les résultats concernant les micro-organismes aquatiques sont les suivants :

Indice	Qualité du Ravillon		
	2011	2012	2013
IBD	15,4	14,7	-
IBGN	17	15	13

*Bleu* : qualité très bonne

*Vert* : qualité bonne

L'IBD ou Indice Biologique Diatomée correspond à un indice se basant les populations de Diatomées, algues microscopiques vivant en étroite relation avec le substrat et qui indiquent à travers leurs populations présentes la qualité de l'eau.

L'IBGN ou Indice Biologique Global Normalisé consiste en une évaluation des populations d'organismes animaux aquatiques microscopiques vivant en étroite relation avec le substrat et qui indiquent à travers leurs populations présentes la qualité de l'eau.

La qualité du Ravillon est bonne à très bonne, avec cependant une dégradation globale entre 2011 et 2013.

#### IV – Qualité des eaux souterraines et alimentation en eau potable

##### A - Qualité des masses d'eau souterraines

La commune de Branches est concernée par deux masses d'eau souterraines :

- ✚ Masse d'eau souterraine n°FRHG217 : « Albien et Cénomaniens libre entre Loire et Yonne », qui concerne l'essentiel du territoire de la commune.
- ✚ Masse d'eau souterraine n°FRHG210 : « Craie du Gâtinais », qui concerne l'extrême Nord-Est de la commune.

D'après le SDAGE, l'état de ces deux masses d'eau et le délai d'atteinte des objectifs sont les suivants :

	FRHG217	FRHG210
Etat chimique	Bon état 2015	Bon état 2027
Etat quantitatif	Bon état 2015	Bon état 2015

En ce qui concerne l'Albien et le cénomaniens, le bon état quantitatif et le bon état chimique ont été atteints en 2015.

Le bon état quantitatif de la masse d'eau de la craie du Gâtinais a été également atteint en 2015. Toutefois, le bon état chimique est reporté en 2027 compte tenu de la pollution aux pesticides.

##### B - Usages de l'eau souterraine sur la commune

D'après les informations récoltées dans la banque de données « Eau-France / Données sur les prélèvements en eau », aucun prélèvement d'eau souterraine n'est connu sur la commune de Branches, que ce soit pour l'irrigation agricole, l'industrie ou l'alimentation en eau potable.

D'après le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, plusieurs sources et puits existent sur le territoire de Branches :

- ✚ Ouvrage n° 03677X0018/HY : Source de Gâtine,
- ✚ Ouvrage n° 03677X0019/HY : Source de Nianon,
- ✚ Ouvrage n° 04023X0028/SOURCE : Source de la Maison de Branches,
- ✚ Ouvrage n° 04023X0029/SOURCE : Source des Bruyères.

De même, il existe deux puits privés sur la commune, à vocation d'usage domestique :

- ✚ Puits n° 03677X007/P : chez Monsieur Millet.
- ✚ Puits n° 04023X0023/P : « Les Courlis », Monsieur Leroy.

Ces ouvrages sont à destination d'usage domestique, et ne font l'objet d'aucune procédure loi sur l'eau au titre des prélèvements dans la nappe, c'est à dire que le prélèvement dans la nappe ne dépasse pas les 10 000 m<sup>3</sup>/an.

### C - Modalités d'alimentation en eau potable de la commune

D'après l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne, Unité territoriale de l'Yonne, aucun captage d'alimentation en eau potable ou périmètre de protection de captage n'est situé sur la commune de Branches.

L'alimentation en eau potable du bourg de la commune se fait grâce au champ captant de Moneteau, au lieu-dit « Les Boisseaux », situé à une dizaine de kilomètres de la commune de Branches. Ce captage est utilisé pour l'alimentation en eau potable de 16 autres communes (Auxerre, Augy, Appoigny, Bleigny le Carreau, Chevannes, Gurgy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint George sur Baulches, Valan, Venoy, Villefargeau et Villeneuve Saint Valves). L'alimentation du hameau des Courlis se fait par la commune de Courlis. La distribution d'eau potable sur le territoire est gérée par la Communauté de l'Auxerrois affermé Lyonnaise des eaux, réseaux Nord-Ouest.

Ce captage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° DDA 83 de déclaration d'utilité publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection, en date du 25 mars 1983, périmètres modifiés par l'Arrêté n° PREF-DUPP-SE-2016\_0062 du 4 mai 2016.

Ce captage n'est pas jugé prioritaire d'après le SDAGE Seine Normandie.

La commune de Branches est située en aval, à plus de 10 km.

Il n'y a donc pas de risque de pollution sur ce captage, lié aux rejets (eaux pluviales, eaux usées) de la commune.

Nous pouvons noter que pour les 4 forages exploités pour l'alimentation des 17 communes citées ci-dessus, dont Branches, le débit maximum d'exploitation autorisé est de :

- débit de prélèvement maximum instantané de 500 m<sup>3</sup>/h (dont 135 m<sup>3</sup>/h pour chacun des forages F1, F2, F3 et 100 m<sup>3</sup>/h maximum pour F4),
- débit de prélèvement journalier maximum de 10 000 m<sup>3</sup>/j (dont 2670 m<sup>3</sup>/j pour chacun des forages F1, F2, F3 et 2000 m<sup>3</sup>/j pour F4),
- débit de prélèvement maximum annuel de 3 650 000 m<sup>3</sup> (dont 973 090 m<sup>3</sup>/an pour chacun des forages F1, F2, F3 et 730 000 m<sup>3</sup>/an pour F4).

### D - Qualité des eaux distribuées

Le département de l'Yonne dispose d'un Schéma Départemental des Ressources en Eau Destinées à la Consommation Humaine, réalisé en 2011.

De manière globale, les ressources souterraines en eau dans le département sont assez exposées aux risques de teneur élevée en Nitrates et en pesticides.

La masse d'eau souterraine relative à la Craie du Gâtinais est d'ailleurs concernée par les problèmes de concentration élevée en pesticides, d'où un report de l'atteinte de bon état chimique en 2027.

En ce qui concerne les Nitrates, il semblerait que la mise en place des différents « Programmes Nitrates » permette de stabiliser les concentrations, voire d'assister à une légère décroissance.

Nous pouvons noter que la qualité des eaux au niveau du champ captant de Monéteau est plutôt satisfaisante, ces ouvrages n'étant pas compris dans la liste des captages prioritaire du SDAGE.

En effet, d'après le schéma des ressources en eau destinées à la consommation humaine de l'Yonne, l'eau distribuée dans le secteur est caractérisée par de bons résultats en ce qui concerne la bactériologie (taux de conformité bactériologique > 95%), de même qu'en ce qui concerne les Nitrates (concentration en Nitrates comprise en 10 et 25 mg/l, soit une présence de modérée de ces produits).

D'un point de vue quantitatif, nous pouvons noter que globalement, les ressources en eau sur le département sont suffisantes pour assurer l'alimentation de l'ensemble de la population à l'échéance 2020. Ce délai pourra être allongé avec l'amélioration de la qualité des réseaux, la réduction des pertes notamment.

En ce qui concerne la qualité des eaux à Branches, un suivi des eaux distribuées est assuré et les données issues de ces campagnes de contrôle sanitaire sont disponibles sur le site du Ministère de la santé.

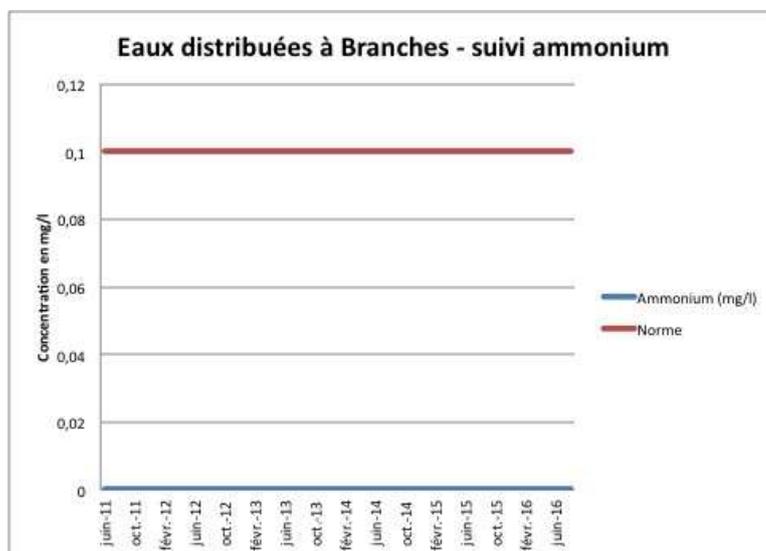
Ce suivi a été effectué sur un certain nombre de critères bactériologiques et physico-chimiques, dont l'ammonium (bon indicateur de la pollution de l'eau par des rejets organiques d'origine agricole, domestique ou industrielle) et les nitrates provenant des produits de fertilisation.

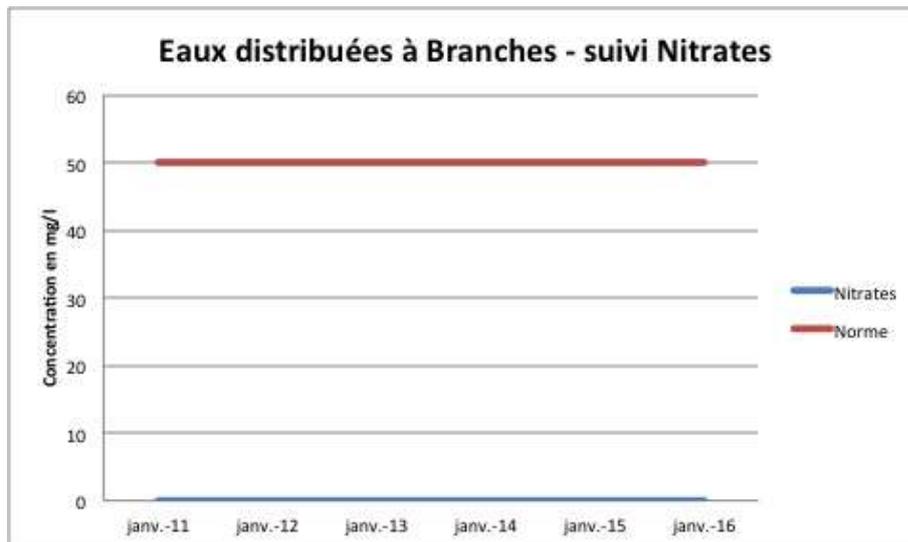
En ce qui concerne les eaux distribuées à Branches, chaque bilan fait état d'une eau conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

#### Concentration en ammonium des eaux distribuées à Branches (Source : Ministère de la Santé)

La teneur en ammonium reste toujours très inférieure à la norme en vigueur (de 0,1 mg/l) puisqu'au cours des différentes mesures effectuées, la concentration en ammonium est restée inférieure à 0,05 mg/l.

Cette concentration reste stable et ne montre pas de dégradation de la qualité des eaux distribuées.



Concentration en Nitrates des eaux distribuées à Branches (Source : Ministère de la Santé)

La teneur des eaux distribuées en Nitrates des eaux distribuées reste inférieure à la norme en vigueur de 50 mg/l.

La qualité des eaux distribuées est donc satisfaisante.

E – Consommation en eau

La réglementation actuelle (décret du 28 janvier) impose un rendement minimum pour les communes rurales. Le rendement de la Communauté de l'Auxerrois était de :

- 73,99% en 2014, contre 66,7% en 2012 et 69,08% en 2013 ce qui traduit une nette amélioration.

Sur le territoire qui est géré par la Communauté de l'Auxerrois et servi par la Lyonnaise des Eaux, la consommation d'eau potable en 2014<sup>3</sup> s'élevait à 4 006 051 m<sup>3</sup>, pour 30229 clients abonnés (domestiques et non domestiques).

Si l'on ramène cette consommation au nombre d'habitants sur ces 19 communes (données INSEE 2013), la consommation moyenne sur le territoire s'élève à environ 179 L / jour /habitant.

D'après les informations obtenues auprès de la Communauté de l'Auxerrois, et la capacité du captage (Cf « C. Modalités d'alimentation en eau potable »), la production d'eau potable actuelle au niveau de ce captage semble suffisante pour répondre aux besoins futurs de la commune de Branches, qui ne seront pas très importants puisque l'extension de zones urbanisées (et l'accueil de nouveaux habitants) sera limitée sur le territoire.

<sup>3</sup> Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

## **1.2.6.B/ Assainissement**

### **I – Eaux usées**

La commune de Branches ne dispose pas, actuellement d'un zonage d'assainissement approuvé.

La quasi-totalité du territoire de la commune est en assainissement collectif.

La commune dispose actuellement d'une station d'épuration, de type lagunage naturel, à proximité du Ru de Châtillon, au Sud du lieu-dit « Les Taffourneaux ».

Cette station d'épuration dispose d'une capacité nominale de 500 équivalents habitants (eh).

En 2014, la charge maximale en entrée de station était de 307 eh pour une population d'environ 488 habitants. Le système d'assainissement collectif en place présente donc une capacité suffisante pour répondre aux besoins futurs de la commune.

D'un point de vue réglementaire, la station d'épuration de Branches est conforme en termes d'équipement et en performance, aucuns travaux de réhabilitation ne sont à prévoir.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est du ressort de la Communauté de l'Auxerrois qui a la compétence de contrôle.

D'après le Schéma Départemental de l'Assainissement, environ 75% des installations en assainissement autonome seraient non conformes.

D'après le Rapport sur le Prix et la Qualité du service public de l'assainissement non collectif de 2014, sur la totalité des installations d'assainissement autonome présentes sur la commune, 6 installations ont été contrôlées entre 2010 et 2014.

Parmi ces installations contrôlées, la moitié présentait un risque majeur :

- en 2010, 4 installations ont été contrôlées pour la première fois, 3 présentaient un risque majeur et 1 était conforme ou présentait un risque mineur,
- en 2011, une installation a été contrôlée pour la première fois et a été jugée conforme ou présentant un risque mineur,
- en 2014, une installation a été contrôlée pour la première fois et a été jugée conforme ou présentant un risque mineur,
- de même, en 2014, les trois installations ayant été contrôlées en 2010 et présentant un risque majeur ont à nouveau été contrôlées. Parmi ces installations, deux étaient conformes ou présentaient des risques mineurs et une installation n'était pas conforme.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, le règlement devra préciser les modalités de gestion des eaux usées.

### **II – Eaux pluviales**

La commune dispose d'un réseau unitaire, envoyant les eaux usées et les eaux pluviales en direction de la station d'épuration.

**A RETENIR SUR LA RESSOURCE EN EAU :**

- ✓ Deux cours d'eau principaux (Ru de Châtillon, affluent du Ravillon et Ru de la Biche en limite de la commune) et le ru temporaire « Ru de Pisse Bœuf ».
- ✓ Qualité de la Seine relativement bonne → objectifs d'atteinte de bon état global, chimique et écologique fixés à 2015 dans le SDAGE Seine Normandie remplis.
- ✓ Qualité du Ru de la Biche plutôt moyenne → objectifs d'atteinte de bon état, reportés à 2027 pour le bon état écologique et 2027 pour le bon état chimique et le bon état global.
- ✓ Qualité du Ravillon bonne → objectifs de bon état atteints en 2015.
- ✓ Qualité chimique des eaux souterraines sur le secteur de Branches bonne (Albien et Cénomaniens) à moyenne pour la Craie du Gâtinais (Pesticides), → report d'objectif d'atteinte du bon état chimique en 2027 pour cette masse d'eau.
- ✓ Bon état quantitatif atteint en 2015 pour les deux masses d'eau.
- ✓ Qualité de l'eau distribuée conforme aux normes réglementaires, dont les Nitrates.  
Ressource en eau semble suffisante pour les besoins des populations.
- ✓ Pas de zonage d'assainissement approuvé. Commune essentiellement en assainissement collectif. Contrôle d'une partie des installations → certaines non conformes (risque de pollution).
- ✓ Principaux enjeux du territoire concernant la ressource en eau :
  - ✚ Réaliser le zonage d'assainissement, conformément à l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
  - ✚ Contrôler l'ensemble des installations d'assainissement autonome et réhabiliter celles qui le nécessitent.
  - ✚ Gestion des eaux des futurs aménagements publics (stationnement, voirie, ...).

## 1.2.7 RESSOURCE EN ENERGIE

Pour cette thématique, nous ne disposons pas de données à l'échelle de la commune, nous utiliserons donc des données régionales, voire départementales.

La Bourgogne dispose d'un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), approuvé en mai 2012.

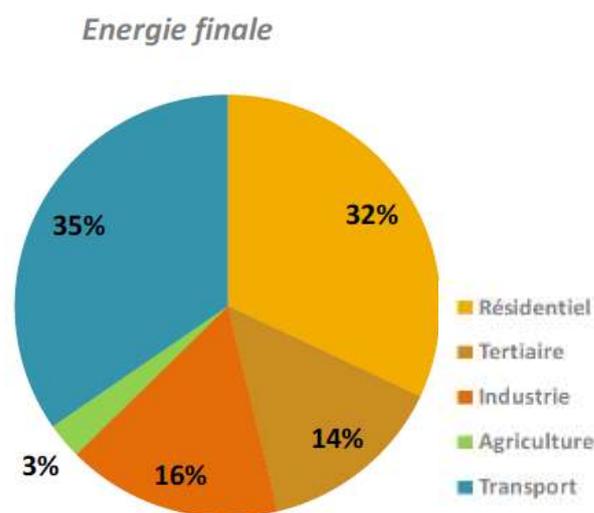
### 1.2.7.A/ Bilan de la consommation d'Énergie

En 2005, la Bourgogne a consommé 53 209 GWh d'énergie finale (et 70 938 GWh d'énergie primaire), soit 2,7 % de la consommation en France métropolitaine.

Consommation d'énergie finale par secteur en 2005 (Source : SRCAE Bourgogne – Alterre Bourgogne)

Le transport (35% de la consommation globale régionale), le résidentiel (32%) et l'industrie (16%) constituent les premiers secteurs consommateurs d'énergie finale, suivis du tertiaire (14%) et de l'agriculture (3%).

Notons que la consommation du tertiaire est liée en grande partie à l'utilisation des bâtiments. Ainsi, le secteur du bâtiment (tertiaire et résidentiel) constitue le premier secteur consommateur d'énergie avec plus de 46% de la consommation finale totale.

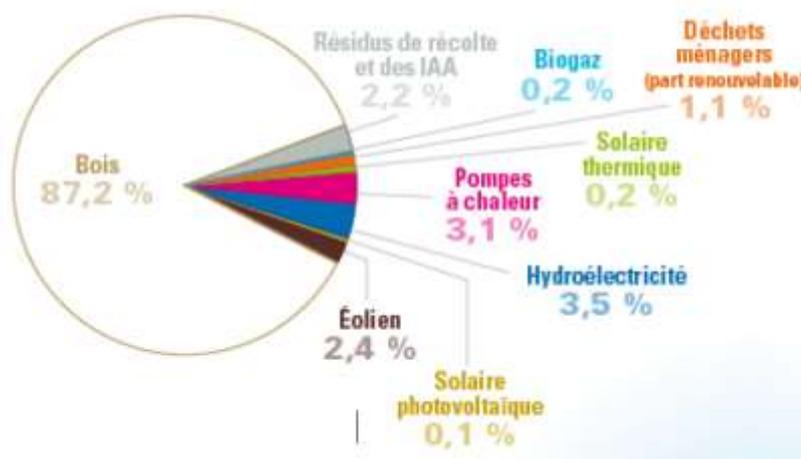


Ce profil est similaire au profil global de la France (mêmes secteurs consommateurs).

Les énergies fossiles (fioul, gaz, autres produits pétroliers, ...) restent le type d'énergie consommé de manière préférentielle même si les énergies de type biomasse (bois et autres) et d'autres types d'énergies composites, notamment d'énergies renouvelables représentent une proportion non négligeable.

Production d'énergie renouvelable en 2009 (Source : SRCAE Bourgogne – Alterre Bourgogne)

La principale source d'énergie produite à partir de sources renouvelables, exploitée en région est le **bois-énergie**, représentant plus de 87% de la production totale.



En 2009, 4244 GWh ont été produits en Bourgogne à partir de sources renouvelables, soit environ 7,6% de la production d'énergie régionale.

La situation en Bourgogne est proche du contexte national puisque la production d'énergie renouvelable en France s'élevait à 9,7% en 2005 et 12,4% en 2009.

Ainsi, la région s'est fixée les mêmes objectifs que la France en termes de production d'énergies produites à partir de sources renouvelables, à savoir 23% d'ici 2020.

Sur le secteur de Branches, le transport constitue une importante partie de la consommation d'énergie. En effet, la commune est concernée par un axe routier important (A6).

De même du fait que plus de 89% des actifs travaillent dans une autre commune que Branches (agglomération auxerroise), le recours à la voiture constitue plus de 82% des moyens de transport (données INSEE).

Notons que la commune de Branches n'est desservie par aucune gare, ni aucune ligne de bus ou aire de covoiturage qui permettrait de réduire l'utilisation du véhicule personnel.

En ce qui concerne le patrimoine bâti (rappelons que ce secteur constitue plus de 46% de la consommation d'énergie finale en région), plus de 64% des résidences principales de la commune ont été construites avant 1919, 17,5% entre 1971 et 1990 et seulement 15,4% depuis 1991.

Il s'agit donc majoritairement de bâtiments anciens, dont la plupart présentent potentiellement de faibles performances énergétiques.

### **1.2.7.B/ Potentiels d'utilisation des énergies renouvelables**

Un certain nombre de filières associées à la production d'énergies renouvelables sont potentiellement exploitables sur la commune de Branches.

Le tableau ci-dessous, issu du SRCAE, compare pour les différentes filières, la production de 2009 et les objectifs pour 2020 :

Production en 2009 et objectifs de production par filière (Source : SRCAE Bourgogne – Alterre Bourgogne – Energie demain)

Filières de production	Production (GWh) (1)	2009	Scénario (GWh) (2)	2020	Effort à mener d'ici 2020 (2-1)	Part dans le mix renouvelable en 2020
Géothermie de surface*		131		191	59	1,9 %
Déchets ménagers		55		205	150	2,1 %
Hydraulique		148		163	15	1,6 %
Solaire Photovoltaïque		4		583	580	5,8 %
Solaire Thermique		10		460	450	4,6 %
Eolien		100		3 005	2 905	30,0 %
Méthanisation**		0		90	90	0,9 %
Bois-énergie***		3 396		5 114	1 718	51,1 %
Autre biomasse****		95		197	103	2,0 %
<b>Total</b>		<b>3 939</b>		<b>10 008</b>	<b>6 069</b>	<b>100 %</b>

\* Ce chiffre exclut les PAC air/air mais inclut les PAC air/eau.

\*\*Méthanisation agricole et industrielle, la méthanisation des déchets ménagers est comptabilisée dans la filière « Déchets ménagers »

\*\*\*Il s'agit de la production de bois consommée en Bourgogne. La production exportée n'est pas comptée.

\*\*\*\* résidus de culture, sarments, paille, cultures énergétiques,...

Les principales filières à développer dans la région sont le Bois-énergie, l'éolien, mais aussi le solaire photovoltaïque.

### Bois énergie

En 2009, environ 70 000 résidences principales étaient chauffées au bois en Bourgogne, soit 12% des résidences principales, contre 8% en moyenne en France.

D'après le tableau précédent, l'ambition régionale est de développer jusqu'à 50% une énergie à partir de cette filière. Cet objectif a été établi en tenant compte du renouvellement de la forêt et de son développement mais aussi l'utilisation de bois d'œuvre et la préservation du milieu naturel.

L'ambition d'atteindre une telle part dans la production d'énergie renouvelable repose entre autres sur la recherche d'approvisionnements locaux. La commune de Branches étant caractérisée par une importante surface boisée, pourrait favoriser le développement d'une telle filière.

### Eolien

En 2009, l'énergie éolienne ne représentait qu'environ 2% des énergies renouvelables produites en Bourgogne.

La Bourgogne dispose d'un Schéma Régional Eolien, ou SRE, annexe du SRCAE.

Même si la ressource éolienne est plutôt moyenne dans le secteur de l'Auxerrois, la commune de Branches est inscrite sur la liste des communes dans lesquelles des parties du territoire régional sont favorables au développement de l'éolien

### Solaire photovoltaïque

La Bourgogne connaît actuellement une forte croissance des installations solaires photovoltaïques. Une centrale photovoltaïque a d'ailleurs été mise en service en 2012, dans le département de l'Yonne, à Massangis, en 2012.

Les objectifs du SRCAE concernant cette filière (5,8% d'ici 2020) repose non seulement sur les logements individuels neufs et existants, mais aussi sur le tertiaire, les bâtiments industriels et agricoles, ainsi que des centrales (surface au sol).

La commune de Branches pourrait ainsi favoriser le développement de cette filière, notamment sur ces logements.

#### A RETENIR SUR LA RESSOURCE EN ENERGIE :

- ✓ Principaux secteurs consommateurs d'énergie : le transport, le résidentiel (chauffage, ...) et l'industrie.
- ✓ Principaux types d'énergie consommés : les énergies fossiles, de type fioul, gaz et autres produits pétroliers.
- ✓ Principaux enjeux du territoire concernant la ressource en énergie :
  - ✚ Favoriser les logements économes en énergie.
  - ✚ Permettre l'installation de technologies renouvelables dans le respect du paysage et du milieu naturel (filières bois-énergie, éolien et solaire photovoltaïque).
  - ✚ Permettre le développement du covoiturage.

## 1.2.8 NUISANCES ET POLLUTIONS

### 1.2.8.A/ Nuisances sonores

Les sources sonores les plus importantes du territoire sont celles issues des activités humaines et notamment des activités industrielles et celles issues du trafic routier.

La loi « bruit » du 31 décembre 1992 a également fixé les bases d'une politique pour se protéger contre le bruit des transports :

- ✚ Les maîtres d'ouvrage d'infrastructures doivent prendre en compte les nuisances sonores dans la construction de voies nouvelles et la modification de voies existantes, et s'engager à ne pas dépasser des valeurs seuils du niveau sonore (article 12 de la loi bruit, décret 95-22 du 9 janvier 1995, arrêté du 30 mai 1995).
- ✚ Les constructeurs de bâtiments, quant à eux, ont l'obligation de prendre en compte le bruit engendré par les voies bruyantes existantes ou en projet, en dotant leur construction d'un isolement acoustique adapté (article 13 de la loi bruit, décret 95-21 du 9 janvier 1995, arrêté du 30 mai 1996).

Niveau sonore de référence diurne LAeq (6h – 22 h) en dB(A)	Niveau sonore de référence nocturne LAeq (22h – 6 h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	1	300
76 < L < 81	71 < L < 76	2	250
70 < L < 76	65 < L < 71	3	100
65 < L < 70	60 < L < 65	4	30
60 < L < 65	55 < L < 60	5	10

La commune de Branches est concernée par l'Arrêté n° PREF-DCLD-2001-0035 relatif au classement des infrastructures de transport terrestre – A6 dans l'Yonne, par la présence sur son territoire de l'autoroute A6, classée en catégorie 1 sur l'ensemble du territoire de la commune.

L'ensemble du secteur affecté par le bruit généré par l'A6 présente une largeur de 300 m de part et d'autre de cette infrastructure.

Les élus indiquent que le muret anti-bruit qui a été réalisé a fortement contribué à atténuer cette nuisance.

Le territoire de la commune n'est concerné par aucune autre infrastructure bruyante.

En revanche, l'aéroport d'Auxerre-Branches est situé en partie sur le territoire de la commune dont le territoire est concerné par le Plan d'Exposition au Bruit (PEB), approuvé par l'arrêté préfectoral n° DDT/SEFC/2016/0013 du 5 avril 2016.

Le PEB définit les zones autour de l'aéroport en fonction de la gêne sonore susceptible d'être ressentie par les riverains au passage des avions.

Divers types de zones sont peuvent concerner le territoire :

- les zones A et B de bruit fort, où toutes constructions neuves à usage d'habitation et toutes actions sur le bâti existant, sauf rares exceptions ne sont pas autorisées,
- la zone C de bruit modéré, où les restrictions en matière d'urbanisation sont moins contraignantes que dans les zones A et B,
- la zone D ne donne pas lieu à des restrictions des droits à construire, mais étend le périmètre dans lequel l'isolation phonique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires du logement, sont obligatoires.

Le détail des constructions autorisées en fonction des différentes zones du PEB concernées est présenté dans le tableau ci-dessous (Source : Préfecture de l'Yonne – Rapport de présentation du PEB)

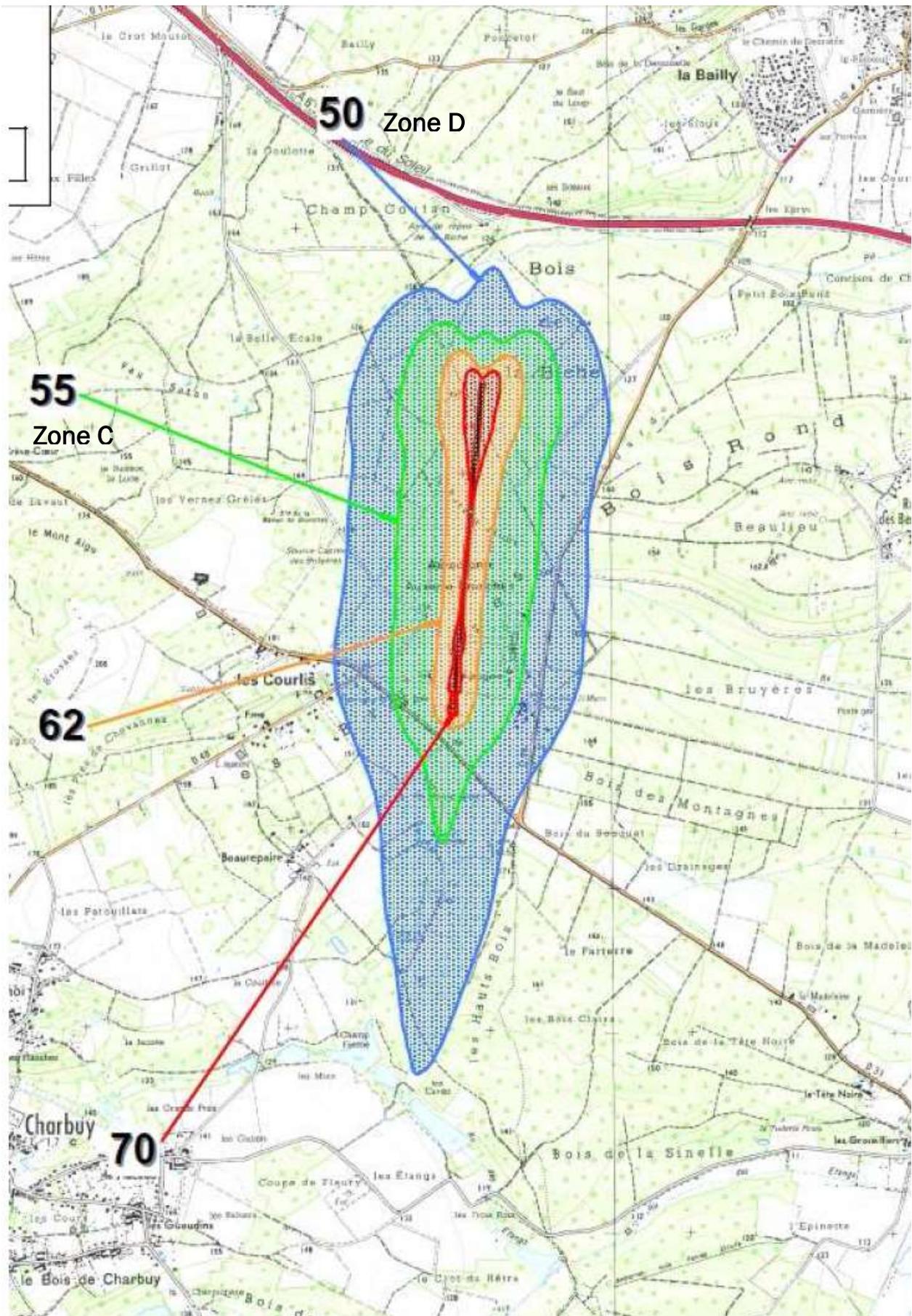
	ZONE A $L_{den} \geq 70$	ZONE B $70 > L_{den} \geq (62 \text{ à } 65)$	ZONE C $(62 \text{ à } 65) > L_{den} \geq (52 \text{ à } 57)$ (indices fixés par le préfet)	ZONE D $(52 \text{ à } 57) > L_{den} \geq 50$
<b>CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION</b>				
Logements nécessaires à l'activité aéronautique ou liés à celle-ci	Autorisés *			Autorisés *
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	Autorisés * dans les secteurs déjà urbanisés	Autorisés *		
Constructions directement liées ou nécessaires à l'activité agricole				
Constructions Individuelles non groupées	Non autorisées		Autorisées * si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et si elles n'entraînent qu'un faible accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances	
Autres types de constructions nouvelles à usage d'habitation (exemples : lotissements, Immeubles collectifs à usage d'habitation)	Non autorisées		Opérations de reconstruction autorisées * si rendues nécessaires par une opération de démolition en zone A ou B, dès lors qu'elles n'entraînent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation phonique fixées par l'autorité administrative sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur	
<b>EQUIPEMENTS PUBLICS OU COLLECTIFS</b>				
Création ou extension	Autorisée * s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes		Autorisée *	Autorisée *
<b>INTERVENTIONS SUR L'EXISTANT</b>				
Rénovation, réhabilitation amélioration, extension mesurée ou reconstruction des constructions existantes	Autorisée * sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			Autorisées *
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain	Non autorisées		Autorisées * sous réserve de se situer dans un des secteurs délimités pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existant, à condition de ne pas entraîner d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

La carte en page suivante permet de localiser les différentes zones A, B, C et D du PEB, affectées par les nuisances sonores liées à l'aéroport d'Auxerre-Branches.

D'après cette carte, aucune des zones A, B ou C ne concerne des zones d'habitations existantes de la commune de Branches, que ce soit le bourg ou l'habitation situé au Sud le long de la RD 31.

De même, la quasi-totalité des zones affectées par le bruit sur le territoire communal concerne le Bois de la Biche.

Plan d'exposition au Bruit (Source : Préfecture de l'Yonne - DGAC Nord-Est)



### 1.2.8.B/ Pollution des sols

Les sites pollués le sont habituellement suite à une activité humaine. La pollution des sols survient en général de deux manières :

- + De façon localisée, soit à la suite d'un accident ou d'un incident, soit en raison d'une activité industrielle, artisanale ou urbaine sur un site donné. On utilise alors le terme de « site pollué ».
- + De façon diffuse, par les retombées au sol de polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports, du chauffage domestique.

La pollution au sol peut présenter un risque direct pour les personnes et indirect par la pollution de l'eau. Elle peut constituer une contrainte non négligeable pour l'urbanisation. Dans la mesure du possible, il convient d'éviter les sites pollués ou de mettre en œuvre les mesures de traitement adaptées pour garantir leur dépollution.

Le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) a mis au point deux bases de données recensant et localisant les sites industriels pollués :

- + Base de données BASOL qui recense les sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- + Base de données BASIAS qui inventorie les anciens sites industriels.

Aucun site Basol ou Basias n'est répertorié sur la commune de Branches.

Toutefois, il existe une mini-déchetterie sur la commune de Branches, au niveau du lieu-dit « les Courlis ».

### 1.2.8.C/ Qualité de l'air et gaz à effet de serre

Dans la région, la surveillance de la qualité de l'air est confiée à l'association Atmo Bourgogne.

Au cours des dernières années, les Oxydes d'Azote (NOx) provenant des moyens de transport terrestres ont vu leur concentration diminuer dans de faibles proportions, grâce à l'évolution technologique.

Nous pouvons aussi noter une diminution des concentrations dans l'air du Plomb (suite à l'interdiction de son utilisation dans les essences) et de l'ozone.

En revanche, le taux de particules en suspension (PM 10, PM 2,5), de benzène et d'autres Composés Organiques Volatils (COV) restent encore trop élevés de manière générale.

L'association Atmo Bourgogne dispose de plusieurs stations de mesures au niveau régional et départemental. La plus proche de Branches est une station située à Auxerre.

Polluants	Moyenne de l'étude (2014-2015)	Objectif qualité
NO2 (µg/m3)	14	40
PM10 (µg/m3)	15	30
O3 (µg/m3)	48	120
PM2,5 (µg/m3)	10	10

La qualité de l'air dans le secteur est globalement bonne. Presque toutes les valeurs mesurées sont inférieures aux seuils réglementaires, excepté une valeur proche du seuil pour les particules très fines (PM2,5).

Notons toutefois que cette station de mesure est située au niveau d'une agglomération et que l'air y est donc potentiellement plus pollué qu'au niveau de Branches.

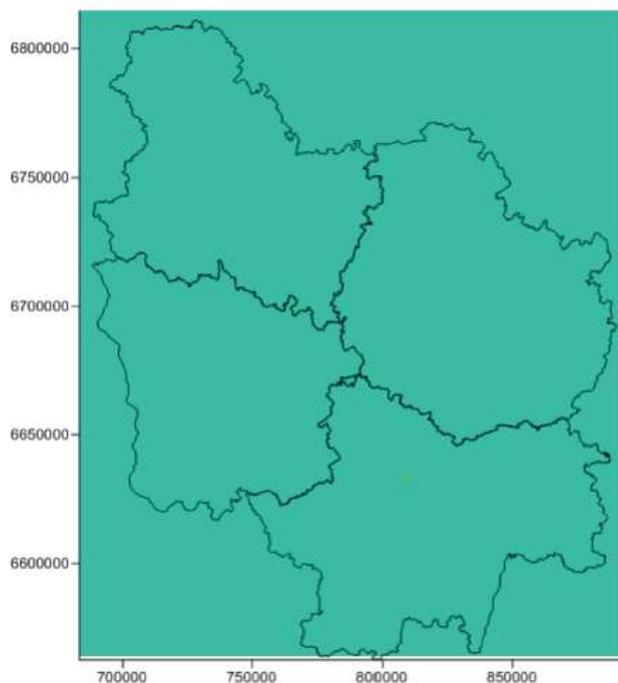
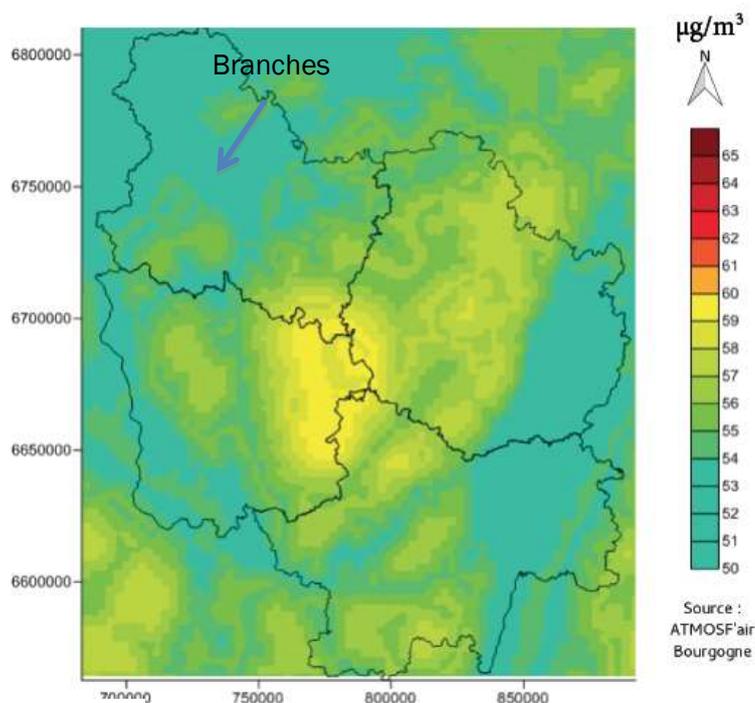
Dans le cadre du rapport d'activités 2015 de l'association Atmo Bourgogne, la commune de Branches et les communes voisines ne semblent pas caractérisées par des zones sensibles, avec la présence de populations et/ou écosystèmes exposés à un dépassement réglementaire avéré ou potentiel de polluants à enjeux, le Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et les particules fines (PM<sub>10</sub>).

D'après ce rapport d'activités, il s'avère que la commune de Branches émet des polluants dans une proportion relativement basse (Cf cartes ci-dessous).

Concentration moyenne d'ozone respiré par les bourguignons en 2015  
(Source : ATMO Bourgogne)

La concentration moyenne annuelle en Ozone sur le territoire de Branches est inférieure à 53 µg/m<sup>3</sup>, ce qui reste largement inférieur à l'objectif de qualité.

D'après le rapport d'activité d'ATMO Bourgogne, les populations des plaines de l'Yonne et de la Saône sont les moins exposées.



Nombre de jour où la concentration en PM<sub>10</sub> était trop importante en 2015  
(Source : ATMO Bourgogne)

De même, le nombre de jour où les concentrations en particules en suspension étaient supérieures à la valeur limite journalière fixée à 50 µg/m<sup>3</sup> est inférieur à 5.

L'impact de la qualité de l'air sur la santé humaine est avéré aujourd'hui.

Aussi, à travers le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE), approuvé en mai 2012, la région veille à l'amélioration de la qualité de l'air dans les années à venir et à mieux appréhender les problématiques liées à la santé humaine.

Dans ce cadre, le SRCAE dresse un certain nombre de bilans notamment en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants atmosphériques, de la vulnérabilité du territoire régional au changement climatique et fixe en fonction de tous ces éléments des orientations en termes d'aménagement du territoire, de transport, de l'agriculture et la sylviculture, des bâtiments, des énergies renouvelables, ...

Les principales orientations du SRCAE concernant la qualité de l'air en Bourgogne sont les suivantes :

- ✓ AMENAGEMENT
  - ✚ Développer de nouvelles formes urbaines intégrant l'évolution de l'habitat et de la mobilité tout en incitant au changement des mentalités.
- ✓ BATIMENT
  - ✚ S'appuyer sur les entreprises, filières, acteurs de l'économie bourguignonne pour massifier la réhabilitation des bâtiments à travers la qualification, la formation, l'insertion professionnelle et l'innovation.
  - ✚ Adapter ou mobiliser les aides et dispositifs existants et développer une ingénierie financière et innovante.
  - ✚ S'assurer dès à présent que chaque bâtiment neuf ou rénové est performant, en renforçant le respect et le contrôle de la Règlementation Thermique et concevoir tout projet de construction ou réhabilitation en tenant compte de l'évolution des usages, du réchauffement climatique et de la qualité de l'air.
- ✓ DEPLACEMENTS
  - ✚ Mettre en cohérence les politiques d'aménagement, d'urbanisme et de transport via un renforcement de la gouvernance des politiques de transport à l'échelle régionale, ainsi qu'au sein même des agglomérations.
  - ✚ Développer et faciliter l'usage des offres de service de transport alternatif à la voiture individuelle dans leur domaine de pertinence.
  - ✚ Mettre à profit les évolutions technologiques pour diminuer l'impact des déplacements sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques.
- ✓ TRANSPORT DE MARCHANDISES
  - ✚ Réduire et optimiser la demande de transport de marchandises.
  - ✚ Concevoir et encourager des solutions de transport favorisant la mutualisation et le report modal en valorisant les plateformes multimodales et les infrastructures existantes.
  - ✚ Inciter les entreprises régionales du secteur des transports à améliorer leurs performances environnementales et mettre à profit les évolutions technologiques.
- ✓ AGRICULTURE
  - ✚ Faire évoluer les pratiques des exploitants actuels et futurs pour une meilleure prise en compte des enjeux du climat, de l'air et de l'énergie de la santé et de la qualité des sols.
  - ✚ Optimiser les intrants, développer l'agriculture biologique, les systèmes de culture innovants et réduire l'impact des effluents d'élevage.
  - ✚ Encourager la sobriété et l'efficacité énergétique dans les bâtiments d'élevage, les serres et sur les machines agricoles.

- ✓ FORÊT
  - ✚ Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.
  - ✚ Développer la demande et structurer les filières du bois, notamment le bois énergie, pour garantir des débouchés favorisant l'émergence d'une économie locale tout en veillant à l'équilibre des usages.
  - ✚ Améliorer la mobilisation de la ressource.
- ✓ INDUSTRIE, ARTISANAT
  - ✚ Développer et affiner la connaissance sur les consommations d'énergie de l'industrie bourguignonne, des process utilisés et des technologies « propres ».
- ✓ ENERGIES RENOUVELABLES
  - ✚ Renforcer et compléter les politiques de déploiements des énergies renouvelables à l'échelle territoriale en veillant à la prise en compte de la qualité de l'air.
  - ✚ Développer la recherche et l'innovation en matière d'énergies renouvelables, améliorer et développer l'ingénierie technique, financière, juridique et administrative innovante aux différentes échelles territoriales.
- ✓ ECO-RESPONSABILITE
  - ✚ Encourager la prise de conscience de chaque citoyen et le rendre acteur, notamment par favoriser la sobriété énergétique et les achats responsables sur les lieux de vie et de travail.
  - ✚ Inciter au changement des pratiques de mobilité par l'éducation, la sensibilisation et l'accompagnement.
  - ✚ Renforcer les moyens de l'accompagnement et du conseil sur toutes les thématiques en lien avec le climat, l'air et l'énergie.
  - ✚ Généraliser l'éducation au développement durable.

#### 1.2.8.D/ La gestion des déchets

La collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés sur la commune de Branches sont gérés par la Communauté de l'Auxerrois.

La communauté de l'Auxerrois procède à la collecte des déchets ménagers et assimilés, à l'aide de camions BOM classiques. Les déchets issus de la collecte sélective sont également récoltés par la Communauté.

La « mission » traitement a été confiée à la société SITA CENTRE OUEST.

La collecte des déchets s'effectue selon plusieurs modalités (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPQS 2014) :

- ✚ Porte à porte : la collecte s'effectue sur l'ensemble du territoire de la Communauté de l'Auxerrois pour les ordures ménagères résiduelles (1 à 2 fois par semaine), ainsi que pour les déchets issus de la collecte sélective (emballages, papiers et carton) un mercredi sur deux, excepté à Auxerre (1 fois par semaine). Des conteneurs spécifiques (bac roulants, sacs de tri) sont prévus pour chaque type de déchets (ordures ménagères et tri) et par foyer. Un service de collecte en porte à porte peut également être assuré pour les encombrants pour les personnes n'ayant pas la possibilité physique ou matérielle de se rendre en déchèterie.
- ✚ Points de collecte apports volontaires : un dispositif en apport volontaire est établi en parallèle sur le territoire, notamment pour le verre, qui ne fait pas parti du dispositif de collecte en porte à porte. La société SOREPAR est chargée de la collecte, du tri et du

conditionnement des déchets issus de la collecte sélective hors verre, dont la collecte, le regroupement et le conditionnement est géré par la société SOLOVER. Un point de collecte pour ce type de déchets est situé sur la commune de Branches, en sortie Ouest du village, le long de la RD 19.

- ✚ Déchetterie : 5 déchetteries sont présentes sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois, à Augy, Auxerre, Monéteau, Venoy et Branches dont l'accès est gratuit pour les habitants de la Communauté d'agglomération. Les types de déchets acceptés dans ces déchetteries consistent en les déchets verts, encombrants, ferrailles, cartons, plastiques, gravats, bois, appareils électriques, pneus de véhicules légers, huiles moteur, verres, papiers, textiles, polystyrènes, piles et batteries notamment.

Localisation des déchetteries (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOQ 2014)



Les déchets issus des ménages et ne faisant pas parti de la collecte sélective sont acheminés au centre d'enfouissement de Sauvigny le Bois de SITA CENTRE OUEST. Environ 16 104 tonnes de déchets y ont été enfouis en 2014.

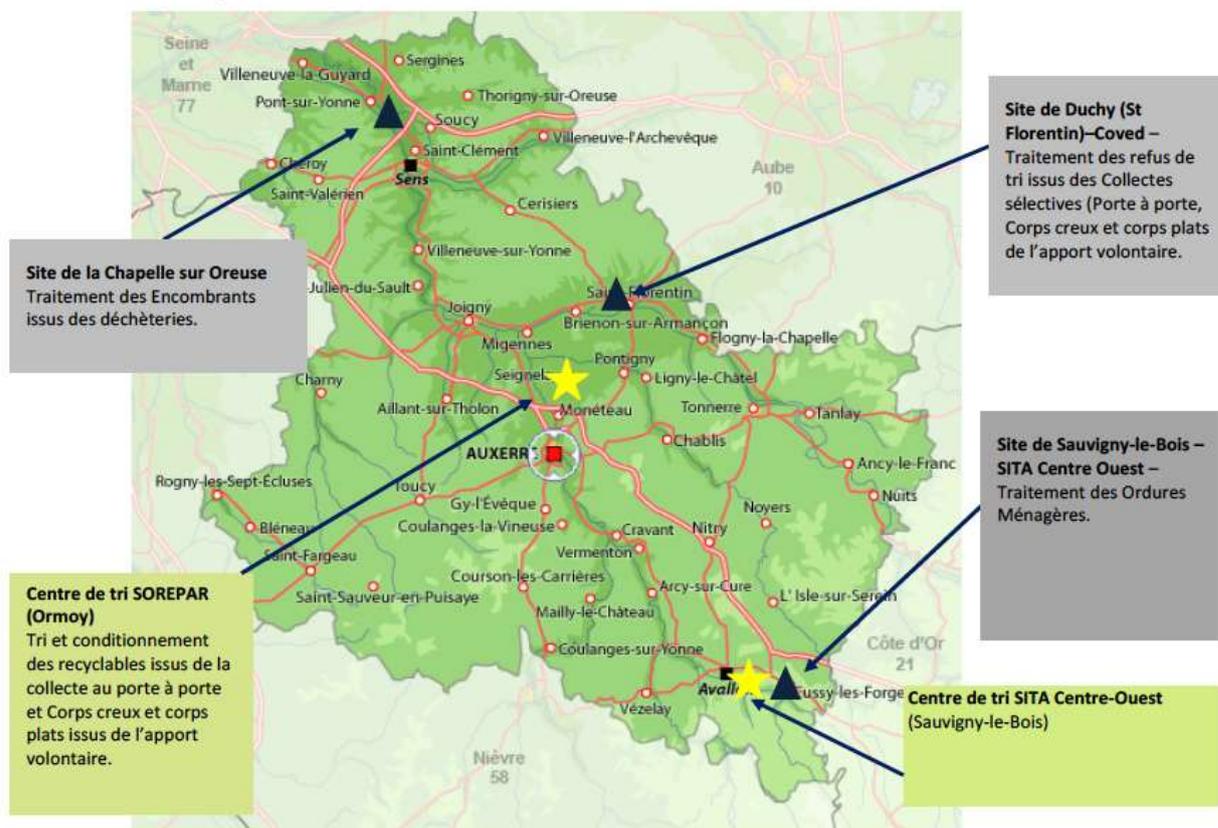
Les déchets issus de la collecte sélective sont envoyés au centre de tri SOREPAR à Ormoy. Notons que les déchets issus des refus des collectes sélectives sont envoyés sur le site de Duchy (Saint Florentin), de la COVED.

Le verre est stocké sur la plateforme de regroupement de SOLOVER, à Monéteau, avant d'être expédié au verrier.

Les encombrants des déchetteries sont réorientés sur le site de la société CHEZE, à la Chapelle sur Oreuse.

Un plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics (BTP) de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne est en cours d'élaboration.

Localisation des différents centres de traitement de l'Yonne  
(Source : Communauté de l'Auxerrois – RPQS 2014)

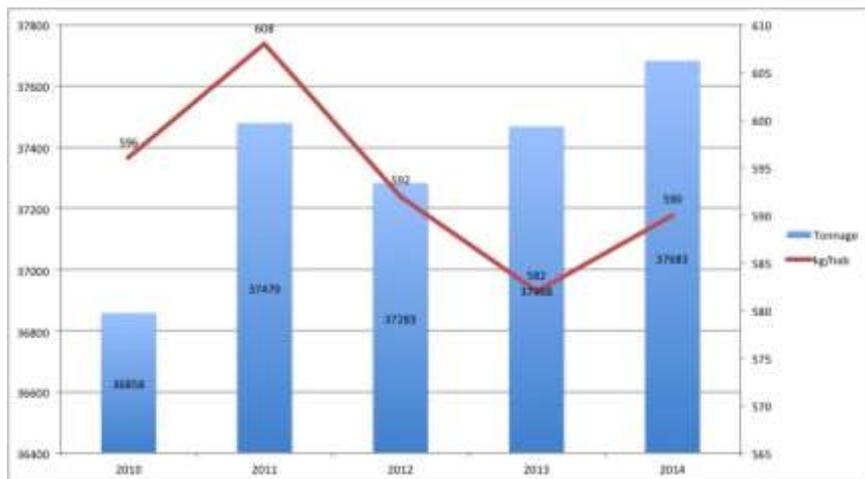


D'après le rapport d'activités 2014 de la Communauté de l'Auxerrois, la quantité de déchets récoltés en porte à porte et aux points de collecte (verre y compris) est de 361,19 kg/hab/an. La quantité de déchets récoltés en déchetterie est de 225,62 kg/hab/an. La quantité totale de déchets de jardins et sapins ainsi que des textiles est de 3,19 kg/hab/an, soit une quantité de déchets récoltés totale de **590 kg/hab/an**.

Le détail des tonnages de 2014 (population concernée estimée à 63 877 5 en 2014 d'après l'INSEE) est donné dans le tableau suivant :

	Quantités collectées (t)	Quantités collectées par habitant (kg/hab/an)	Répartition (%)
Déchets ménagers et assimilés	16 399	256,76	43,5
Points recyclage (hors verre)	508	7,95	1,4
Verre	2011	31,49	5,3
Sélectif porte à porte	4151	64,99	11
Textiles	134	2,1	0,36
Déchets de jardins et sapins	70	1,1	0,19
Déchetterie	14410	225,62	38,2
<b>TOTAL</b>	<b>37683</b>	<b>590</b>	<b>100</b>

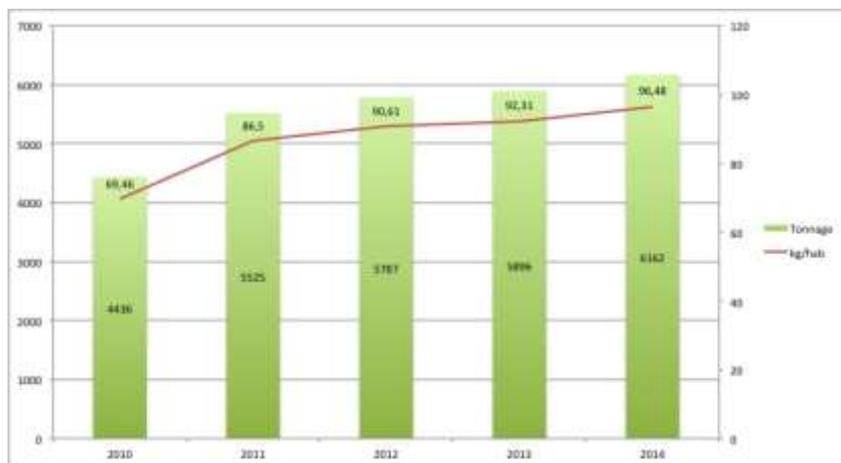
Evolution de la quantité totale de déchets collecté en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)



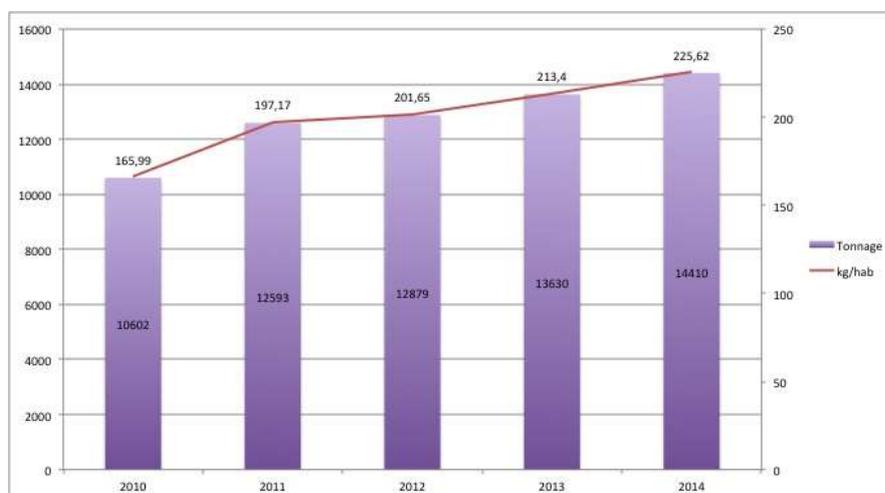
La tendance depuis 2010 montre une augmentation globale des quantités totales collectées, avec une diminution depuis 2011 et une légère tendance à l'augmentation depuis 2013.

Evolution de la quantité de déchets issus de la collecte sélective (en porte à porte) et de verre (points d'apports volontaires) en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)

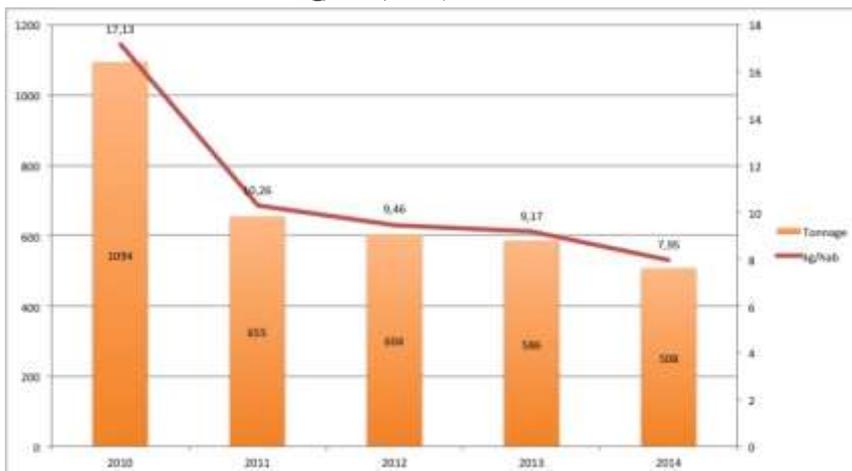
La collecte de déchets issus du tri sélectif a tendance à augmenter ces dernières années, de même que les apports en déchèterie et les apports au niveau des points de collecte du verre.



Evolution de la quantité de déchets apportés en déchèterie en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPOS 2014)



Evolution de la quantité totale de déchets collecté au niveau des points de recyclage en tonnes et en kg/hab/an (Source : Communauté de l'Auxerrois – RPQS 2014)



En revanche, les taux de collectes au niveau des points de recyclage présentent une diminution globale depuis 2010.

Ceci est probablement dû à la mise en place de la collecte de déchets issus du tri sélectif en porte à porte.

Afin de favoriser la collecte sélective chez les habitants, la Communauté de l'Auxerrois met à leur disposition une documentation relative aux modalités de gestion des déchets tels qu'un guide du tri des déchets, des plaquettes informatives distribuées, la possibilité d'acheter des composteurs, ...

De même, deux déchetteries ont été inaugurés en 2014 et une distribution de compost gratuit, en déchetterie a été mise en place depuis 2013.

Des sacs pour le tri des déchets recyclables sont mis à disposition des habitants.

#### A RETENIR SUR LES NUISANCES ET LES POLLUTIONS :

- ✓ Un axe de transport classé en infrastructure bruyante : A6.  
Secteur concerné par le bruit : une habitation située au Sud de l'A6 et quelques habitations situées au Sud du bourg.  
Développement du résidentiel à envisager sous certaines conditions (mise en place d'isolation phonique est nécessaire).  
Augmentation des nuisances sonores probable avec le développement du territoire.
- ✓ Aéroport d'Auxerre-Branches : quelques habitations de la commune en zone D, où les constructions sont autorisées, sous réserve d'isolation phonique des constructions.
- ✓ Pas de pollution des sols avérée sur le territoire, ni aucun site potentiellement pollué.
- ✓ Augmentation des quantités d'ordures ménagères depuis ces dernières années. Diminution des déchets collectés grâce à la collecte sélective en points d'apports volontaires depuis 2010.
- ✓ Principal enjeu : effort de valorisation à poursuivre, la commune disposant de nombreux équipements (déchetterie, point de collecte volontaire, ...) actions de sensibilisation auprès des habitants, ...

## **1.2.9 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES**

### **1.2.9.A/ Les risques naturels sur la commune**

#### **I – Risque sismique**

En application des articles R.563-4 et R.125-9 du code de l'environnement, l'ensemble du département de l'Yonne est classé en zone de sismicité 1 (risque très faible).

La commune de Branches a été concernée par deux arrêtés de catastrophe naturelle dans le passé :

- ✚ « Inondations et coulées de boue » du 6 septembre 1993 et du 22 novembre 2016
- ✚ « Inondations, coulées de boue et mouvement de terrain », du 29 décembre 1999, correspondant aux dégâts de la tempête de 1999.

#### **II – Risques de mouvements de terrain**

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Les mouvements de terrain peuvent être liés :

- ✚ Aux phénomènes de gonflement ou de retrait liés aux changements d'humidité des sols argileux : ils sont à l'origine de fissurations du bâti et doivent être pris en compte lors de la construction des ouvrages de génie civil.
- ✚ Aux effondrements et affaissements éventuels liés à la présence de cavités souterraines.
- ✚ A d'éventuelles secousses sismiques.

La carte en page suivante localise, d'après les données du BRGM, les zones d'aléas au niveau départemental. Le risque lié au retrait-gonflement des argiles sur la commune est inexistant à fort. En effet, un secteur situé au Nord-Est de la commune, incluant en partie le bourg est soumis à un risque fort de retrait-gonflement des argiles.

La variation de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produit des gonflements (période humides) et des tassements (périodes sèches) et peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles, de type fissuration des structures, désencastrement des éléments de charpente, distorsion des portes et des fenêtres, décollement des bâtiments annexes, ruptures des canalisations.

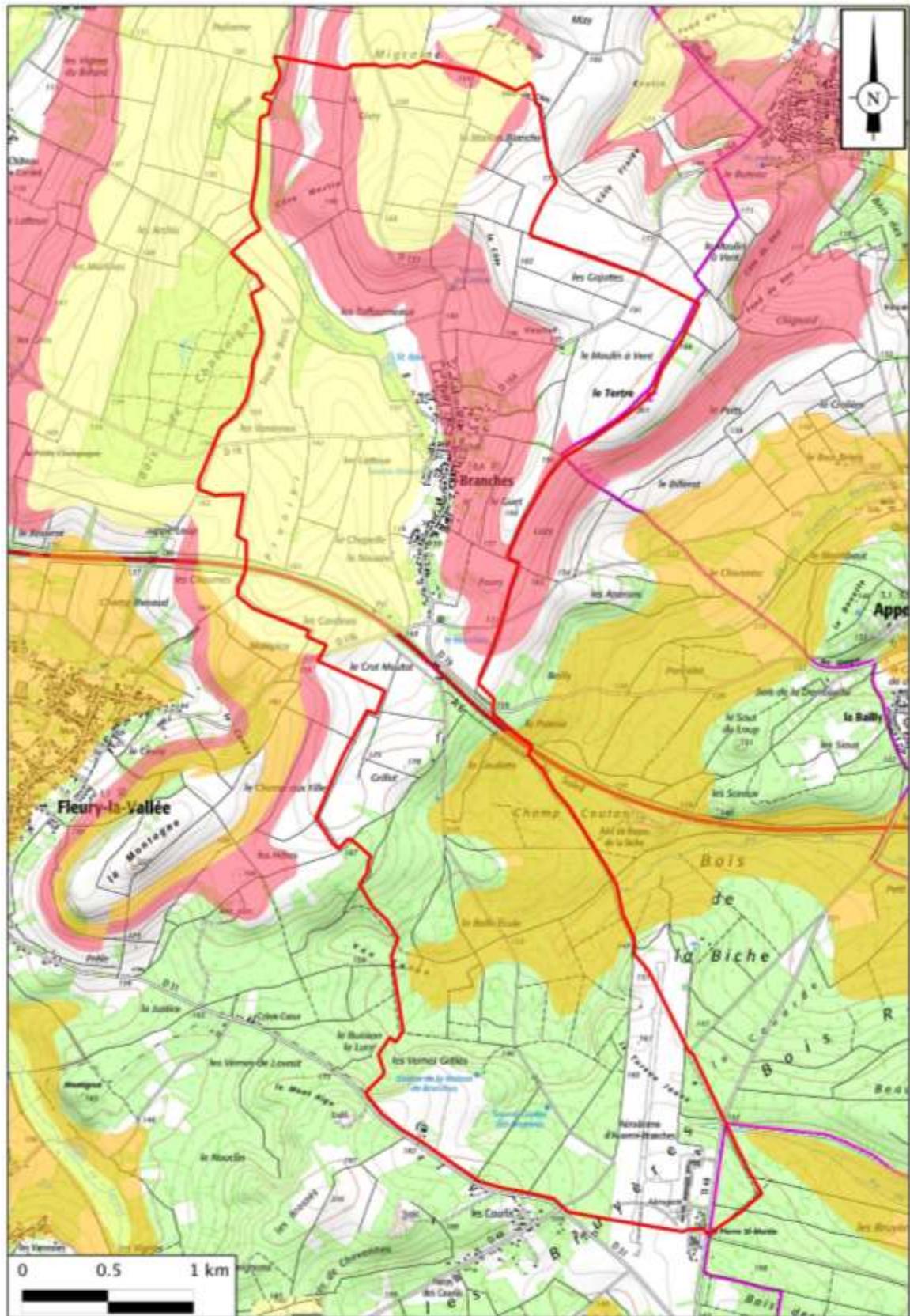
Une urbanisation dans ces secteurs n'est pas forcément à proscrire mais il convient de réaliser avant tout projet de construction une étude spécifique afin de connaître la nature précise du sol et de connaître les recommandations à observer, par exemple :

- profondeur minimale de fondation à 1,20 m en aléa fort, 0,80 en aléa moyen à faible,
- éviter toute dissymétrie dans l'ancrage des fondations,
- éloigner les plantations d'arbres ou mettre en place des écrans anti-racines, ...

Toutefois, notons qu'aucune cavité, ni aucun mouvement de terrain, n'ont été recensés dans les bases de données du BRGM.

Un Plan de Prévention contre les Risques naturels, relatif aux mouvements de terrain – tassements différentiels » a été prescrit le 4 juin 2012.

Risque de mouvement de terrain lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM)



LÉGENDE	
	Risque retrait gonflement argiles - aléa faible
	Risque retrait gonflement argiles - aléa moyen
	Risque retrait gonflement argiles - aléa fort

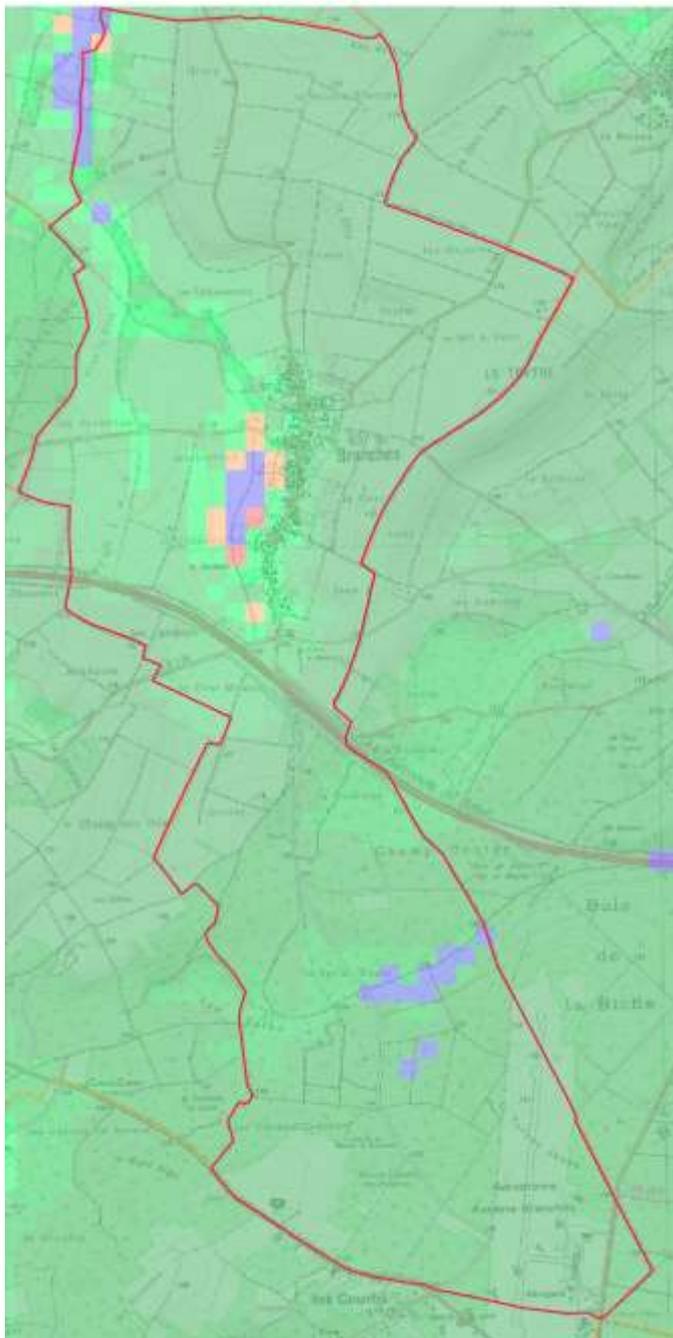
### III – Risques d’inondation

Les risques d’inondation peuvent être liés :

- ✚ A des remontées de nappes : la carte ci-dessous identifie la sensibilité du territoire par rapport au risque de remontée de nappe. Le risque est globalement très faible à inexistant, sur la quasi-totalité du territoire de la commune. Seuls deux secteurs sont concernés par un risque de remontée de nappe fort, voir une nappe sub-affleurante. Il s’agit du Sud de la commune, au niveau des zones humides du Bois de la Biche, et de la vallée du Ru de Châtillon, à proximité du bourg de Branches.
- ✚ A des débordements du réseau hydrographique (crue) : la commune de Branches n’est concernée par aucun Plan de Prévention contre les Risques d’inondation (PPRi).

Risque de remontée de nappe (Source : BRGM)

LÉGENDE	
	Nappe sub-affleurante
	Sensibilité forte
	Sensibilité moyenne
	Sensibilité faible
	Sensibilité très faible
	Sensibilité très faible à inexistante

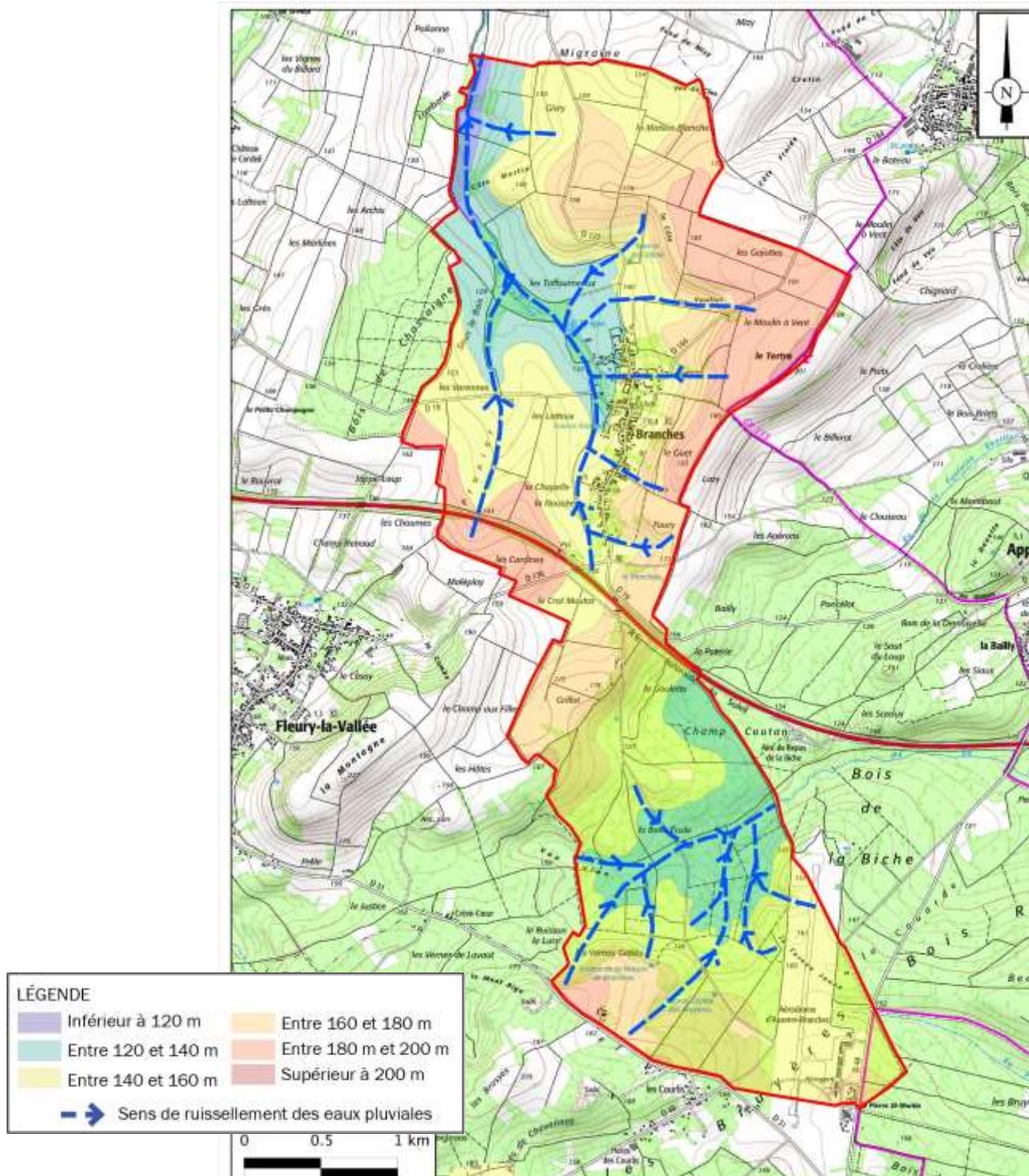


- ✚ A des ruissellements et des coulées de boues : les inondations par ruissellements et coulées de boues sont susceptibles de se produire dans l’axe des talwegs lors d’évènements pluvieux exceptionnels. Etant donné la situation du bourg de la commune en contre bas d’un versant, ce dernier est potentiellement concerné par des risques de ruissellement des eaux pluviales s’écoulant depuis les points hauts situés au Nord-Est du village. On peut observer sur la carte en page suivante le sens de ruissellement des eaux pluviales le long des talwegs. Ces eaux pluviales aboutissent à l’Est du bourg, en point bas où elles peuvent engendrer des coulées de boue. Ce risque est donc localisé au niveau de ces principaux talwegs et concerne une partie des habitations du village.

Un Plan de Prévention des Risques d’Inondations est actuellement en cours d’approbation sur la commune.

Il est important de noter qu’un phénomène de ruissellement a été constaté au Sud du centre bourg lors des précipitations de juin 2016. Il y a également un « point noir » au niveau de la salle des fêtes, route de Gurgy à l’emplacement de l’ancien lavoir.

### Sens de ruissellement des eaux pluviales



## 1.2.9.B/ Les risques technologiques sur la commune

### I – Risque industriel

Le classement en Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou ICPE réglemente toutes les activités présentant des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publique, l'agriculture, la nature ou l'environnement.

Le risque industriel peut se développer dans chaque établissement dangereux. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et les a soumis à réglementation. La Loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) distingue :

- ✚ les installations soumises à Déclaration (D), pouvant présenter des dangers pour l'environnement ou pour la santé ou la sécurité des riverains,
- ✚ les installations soumises à Déclaration avec contrôle périodique (DC),
- ✚ les installations soumises à Autorisation simplifiée ou à Enregistrement (E) pour les installations dont les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues,
- ✚ les installations « SEVESO » assujetties à une réglementation spécifique : d'après la directive européenne SEVESO 2 de 1996, remplacée depuis le 1er juin 2015 par la nouvelle directive SEVESO 3. Ces directives, reprises successivement par la France au travers de l'arrêté du 10 mai 2000 et l'arrêté du 26 mai 2014, concernent certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement utilisant des substances ou des préparations dangereuses :
  - les installations dites « SEVESO seuil bas »,
  - les installations dites « SEVESO seuil haut ».

Cette classification s'opère pour chaque établissement en fonction de différents critères : activités, procédés de fabrication, nature et quantité des produits élaborés, stockés.

Le Porter à Connaissance de l'Etat recense 4 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

N° dossier	activités	Nom propriétaire	Adresse propriétaire	statut
1994-016	Chenil de 50 chiens	Syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne	Le Versoy - route de Charbuy 89113 Branches	D
1973-1925	Dépôt souterrain de liquides inflammables destiné à l'avitaillement des avions	Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie	89000 Auxerre	D
2010-149	Dépôt de carburant pour l'avitaillement des avions de l'aérodrome	Mr le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie	26 rue Etienne Dolet 89015 Auxerre	D
2013-148	déchetterie	Communauté d'agglomération auxerroise	3 bis rue Clémenceau 89010 Auxerre	D

A noter que les ICPE dont les numéros de dossier sont 1973-1925 et 2010-149 correspondent à la même station-service qui a fait l'objet de deux dossiers à de moments différents. Cette station-service est aujourd'hui gérée par le Syndicat Mixte de l'aéroport.

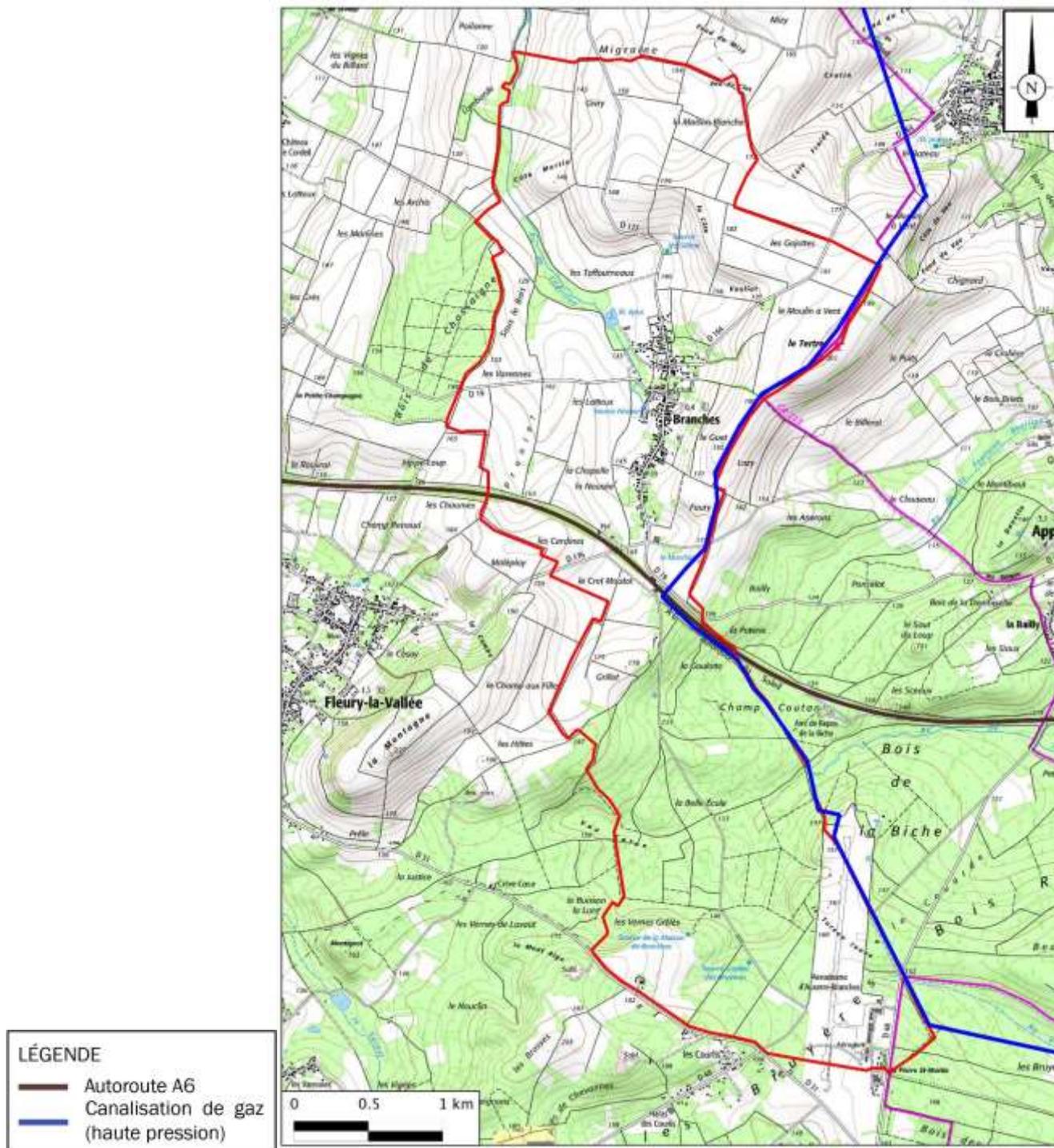
Cependant, la base de données <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr> indique qu'aucune ICPE ne se trouve sur la commune de Branches. Il convient de prendre connaissance des évolutions relatives aux ICPE depuis cette base de données.

## II – Risque lié au transport de matières dangereuses

Les risques liés au transport de matières dangereuses sont consécutifs à d'éventuels accidents se produisant lors du transport de matières dangereuses sur les routes, voies ferrées, voies d'eau ou lors d'une agression ou d'une défaillance d'une canalisation de gaz ou d'hydrocarbures.

D'après le DDRM de l'Yonne, la commune de Branches est concernée par ce risque, du fait de la présence d'une canalisation de gaz haute pression sur son territoire, et de celle de l'A6.

### Risque lié au transport de matières dangereuses



### III – Risque de rupture de barrage

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Les causes de ruptures peuvent être diverses :

- + techniques : défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des eaux, vices de conception, de construction ou de matériaux, vieillissement des installations,
- + naturelles, séismes, crues exceptionnelles, glissement de terrain (soit le l'ouvrage lui-même, soit des terrains entourant la retenue et provoquant un déversement sur le barrage),
- + humaines : insuffisance des études préalables et du contrôle d'exécution, erreurs d'exploitation, de surveillance et d'entretien, malveillance.

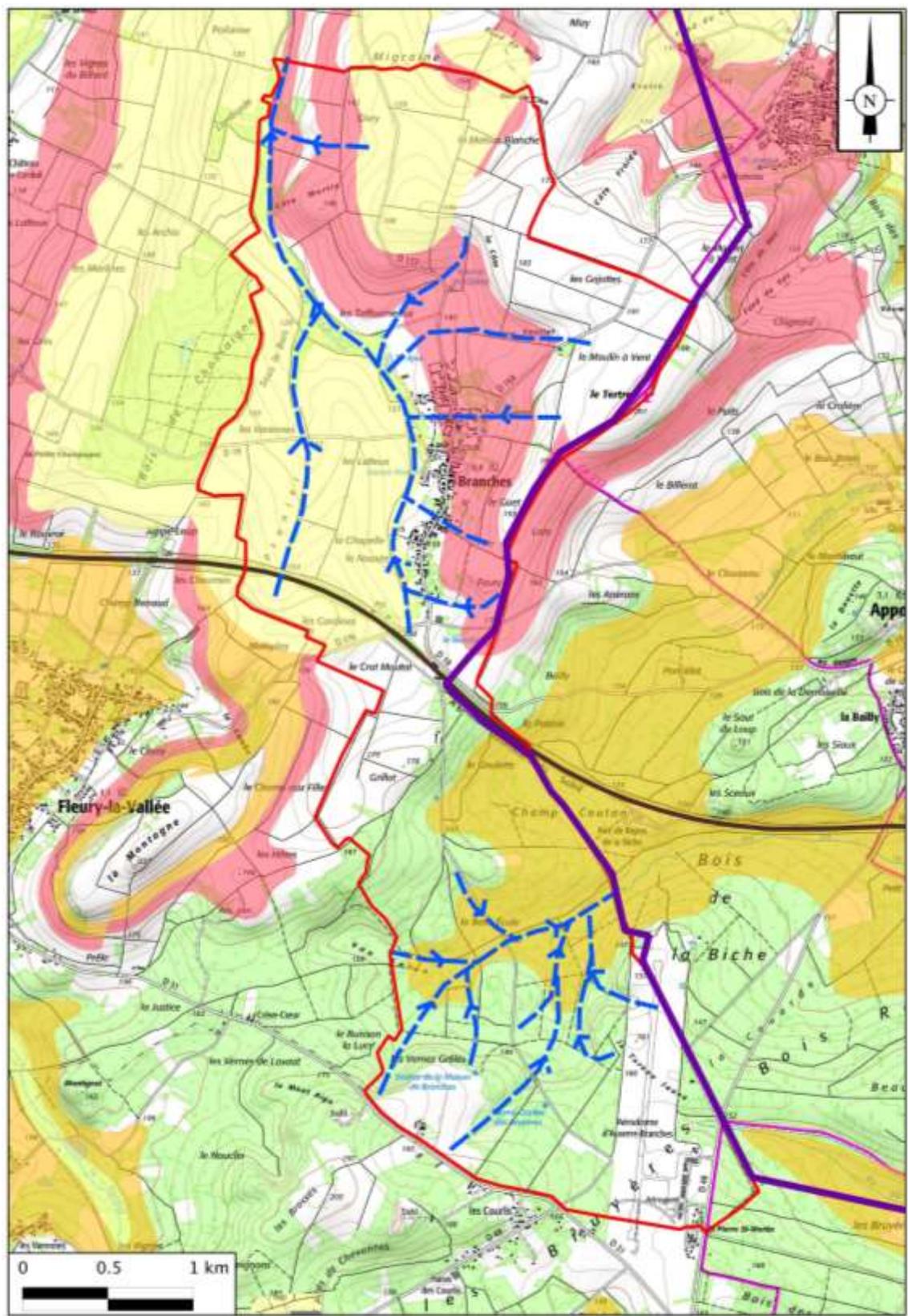
Une rupture de barrage entraîne la formation d'une onde de submersion se traduisant par une élévation brutale du niveau de l'eau à l'aval.

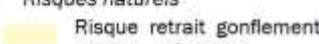
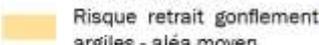
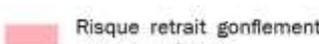
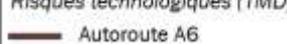
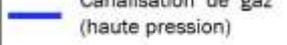
D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs de l'Yonne, la commune de Branches n'est pas concernée par le risque de rupture de barrage.

#### A RETENIR SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES :

- ✓ Risque de ruissellement le long des talwegs par des phénomènes de ruissellements et de coulées de boues.
- ✓ Phénomène de retrait – gonflement des argiles fort au Nord du territoire.  
→ Précaution à prendre en termes de construction.
- ✓ Risque de transport de matières dangereuses : A6 et canalisation de gaz.
- ✓ Principaux enjeux :
  - + tenir compte des risques de mouvement de terrain (retrait-gonflement des argiles) dans l'urbanisation,
  - + maintenir les éléments du milieu naturel participant à la gestion des eaux de ruissellement (haies, bosquets, ...),
  - + favoriser l'information des habitants sur les risques, notamment liés au transport de matières dangereuses et au risque de mouvement de terrain.

Carte de synthèse – risques naturels et technologiques



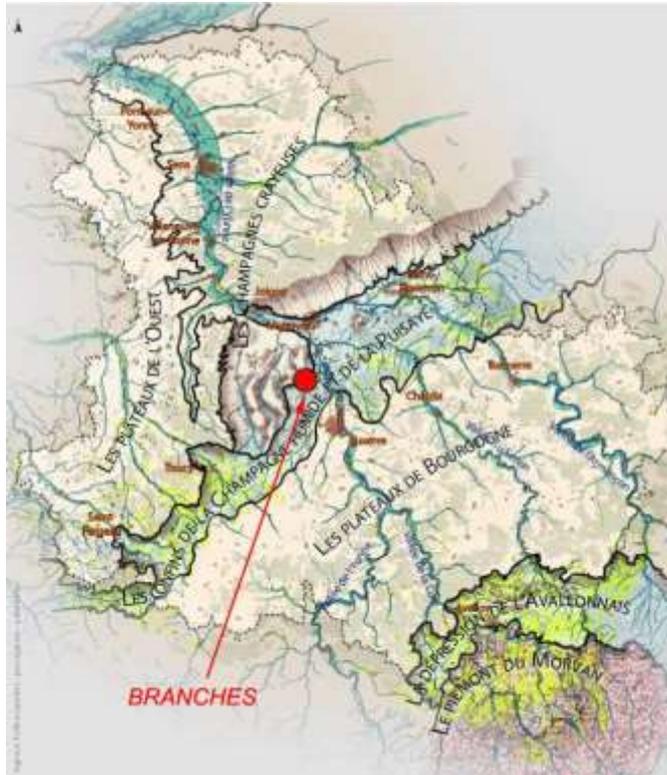
LÉGENDE	
<i>Risques naturels</i>	
	Risque retrait gonflement argiles - aléa faible
	Risque retrait gonflement argiles - aléa moyen
	Risque retrait gonflement argiles - aléa fort
	Sens de ruissellement des eaux pluviales
<i>Risques technologiques (TMD)</i>	
	Autoroute A6
	Canalisation de gaz (haute pression)

## 1.3 PAYSAGE NATUREL

### 1.3.1 LE GRAND PAYSAGE

Sources : « Atlas des paysages de l'Yonne »

Carte des unités de paysage de l'Yonne :

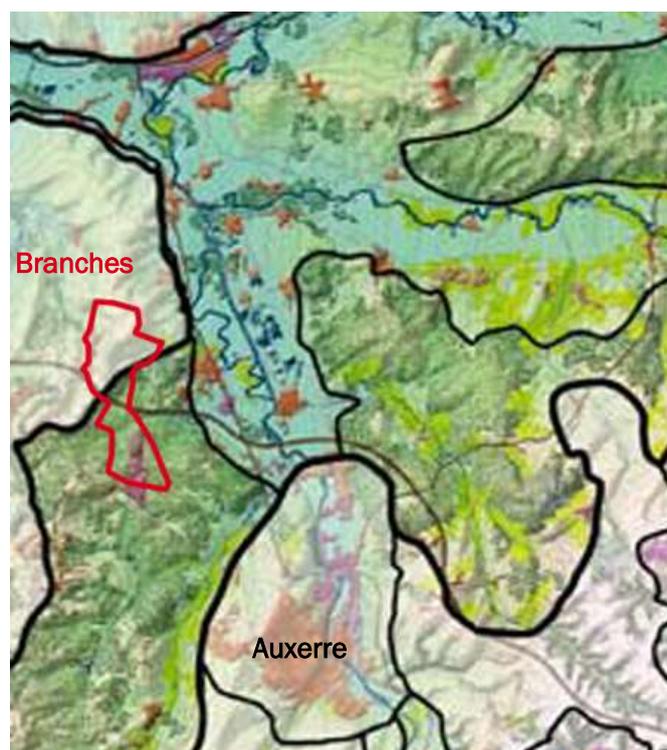


Branches est à cheval entre deux grandes entités paysagères, la Champagne crayeuse et les Confins de la Champagne Humide et de la Puisaye.

La Champagne crayeuse correspond à des espaces où prédominent les sols crayeux, particulièrement lumineux lorsqu'ils sont à nu. Les grandes cultures (céréales, colza, tournesol...) y prédominent mais la présence de la forêt reste forte. Dans le Pays du Tholon, les boisements forment d'étroits corridors autour des rivières. L'habitat y est principalement groupé dans les villages.

Les confins de la Champagne humide correspondent à un ensemble paysager en creux. Ce sont des langues de plaines horizontales entre lesquelles s'insèrent de larges croupes très aplanies. Les boisements sont présents en grandes tâches recouvrant de larges buttes, l'habitat y est groupé dans des villages nombreux et de petites villes.

Carte des sous-unités de paysage de l'Yonne :



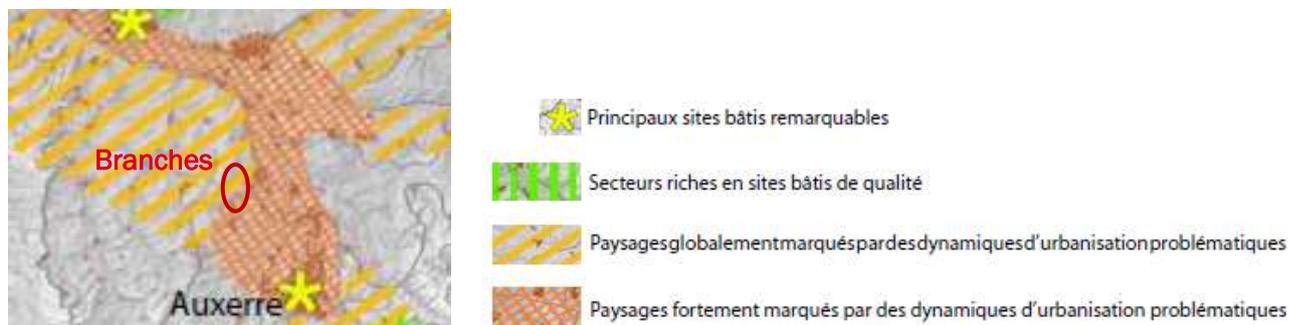
La commune est donc à cheval sur deux sous-unités de l'atlas :

La champagne du Tholon (sous-unité de la Champagne crayeuse) qui correspond à la partie Nord du ban communal. C'est un vaste plateau ondulant où se déclinent de larges parcelles céréalières.

Les collines boisées de la confluence (sous unité des confins de la Champagne humide et de la Puisaye) correspondent à plus de la moitié Sud du ban communal. Il s'agit de larges espaces boisés. Ce massif est dense mais se compose d'une grande mosaïque de peuplement (robinier, châtaignier, pin, ...) qui crée des ambiances très variées.

D'après l'Atlas des paysages de l'Yonne, Branches se situe dans un secteur répertorié comme marqué par des dynamiques d'urbanisation problématique dû à la proximité de l'agglomération d'Auxerre. Néanmoins, la commune semble avoir été épargnée par ce phénomène avec des nouvelles constructions qui se sont implantées en continuité du bâti ancien.

Carte de synthèse des sites bâtis :



Source : Synthèse du diagnostic et orientation possible de l'Atlas des paysages de l'Yonne

### 1.3.2 LE PAYSAGE A L'ECHELLE COMMUNALE

Structure paysagère du territoire communal :



Le ban communal a une forme linéaire qui suit un axe Nord-Sud (D177/D19/route de Charbuy) puis qui traverse le territoire communal du Nord au Sud et l'Autoroute A6 qui passe au Sud de l'enveloppe urbaine.

Le paysage de Branches est scindé en deux grands ensembles :

Au Nord, la plaine céréalière où se développe l'enveloppe urbaine du bourg ainsi qu'un cours d'eau marqué par des boisements de milieu humide et des peupleraies, le ru de Châtillon.

Au Sud, une forêt dense et variée occupe la majorité de l'espace. Seuls, les abords du hameau de Courlis et ceux de la piste de l'aéroport forment une couronne dégagée sous forme de champs et de prairies fauchées.

LEGENDE :

- Limite communale
- Réseau viaire local principal
- Barrière visuelle de l'autoroute A6
- Cours d'eau
- Enveloppe urbaine
- Paysage ouvert légèrement ondulant de culture
- Boisement isolé
- Masse boisée dense aux ambiances variées
- Boisement de milieu humide et peupleraies le long des cours d'eau
- Espace ouvert cerné par la forêt de l'aéroport

### 1.3.2.A/ Le paysage du village

#### L'espace urbain :

Le paysage du village de Branches est caractérisé par un bâti varié en front de rue qui rythme la traversée du bourg. Il est composé de corps de ferme massifs reconvertis en habitations et de longères perpendiculaires à la voie, séparées entre-elles par des cours ou des jardins. L'enveloppe urbaine s'étire le long d'un axe Nord-sud. Seul un large croisement au niveau de la mairie et du parvis devant l'église crée une respiration au centre du village.



Rue principale rythmée par le bâti



Une voirie d'environ 6 m bordée de petits trottoirs



Mairie de Branches et son parking



Parvis de l'église

En arrière du front bâti, des ruelles desservent des constructions plus récentes sous forme de quelques maisons pavillonnaires où de lotissement comprenant des maisons individuelles récentes.



Ruelles perpendiculaires à la rue principale : rue Nianon à gauche et rue Cadoux à droite

Le lotissement linéaire Rue du Lavoir forme une surépaisseur récente au linéaire bâti ancien.



Nouvelle construction derrière le bâti ancien sur une rue parallèle à l'axe Nord-Sud (Rue du Lavoir)

### Les franges paysagères du village :

Des jardins, parcs arborés, petits boisements, vergers et potagers composent la frange paysagère Est et Ouest. Elle n'est pas visible depuis la rue mais crée une transition entre le village et les champs qui l'entourent. Cette épaisseur tend à s'amenuiser en raison des nouvelles constructions qui profitent de ces espaces disponibles.



Frange paysagère Ouest



Frange paysagère Est : les Brilleaux

### 1.3.2.B/ Le paysage du hameau de Courlis

Au sein de la masse forestière, au Sud du territoire communal, un espace agricole le long de la D31 accueille le hameau de Courlis (Chemin de la Source). Cet espace comprend 4 habitations regroupées en retrait de la route départementale.



Le hameau en retrait de la RD31



Vue depuis le chemin de la Source

### 1.3.2.C/ Le paysage des espaces boisés

Le village n'est pas en contact direct avec le massif forestier Sud du « le Bois de la Biche » car l'Autoroute crée une barrière physique avec un seul point de passage sur la commune, la RD176. Cet espace au Sud du ban communal est donc indépendant. Il se compose d'une grande masse forestière dont l'ambiance varie énormément car les peuplements sont hétérogènes de par les essences choisies (Robinier, Pin, Châtaignier, ...) et la densité des plantations qui varie avec un sous-bois de taillis ou de lande (bruyère et fougère).



Une grande diversité de boisement



Couronne forestière Est de type pinède

### 1.3.2.D/ Le paysage de grande culture céréalière

Le Nord de la commune est marqué par des espaces dégagés et vallonnés sous la forme de grandes parcelles céréalières qui entourent l'enveloppe urbaine du village. Ils sont ponctués de quelques bosquets d'arbres et boisements le long de rares cours d'eau.



Paysage vallonné recouvert de grande parcelle céréalière



### 1.3.2.E/ Le paysage de l'aéroport

L'aéroport Auxerre-Branches se situe au Sud-Est du territoire communal. Il se compose d'un vaste espace dégagé avec une longue piste entourée de part et d'autre d'espaces herbeux fauchés et d'une couronne arborée à l'Ouest, au Nord et à l'Est. Seule la limite Sud, sur le territoire communal de Charbuy permet de voir le site dans sa longueur (depuis la RD31). Au Sud-Est de l'aéroport, l'aérogare et des hangars techniques forment une enfilade de bâtiments. Une zone de parking sépare l'aérogare et le lotissement de 4 maisons construites en même temps que l'aéroport.



La piste est entourée d'espace enherbé et d'une couronne arborée



Une percée visuelle vers l'aéroport sur la commune de Branches (depuis la déchetterie)



Bâtiments de l'aérogare et de hangar

# 1.4 PAYSAGE URBAIN

## 1.4.1 HISTORIQUE DE BRANCHES

### 1.4.1.A/ Sites archéologiques

En application des articles L. 531-14 et R 531-18 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne (D.R.AC) - service régional de l'archéologie 39, rue Vannerie à Dijon, tél. 03.80.68.50.18 ou 03.80.68.50.20.

L'article R. 523-1 du code du patrimoine prévoit que « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».

Conformément à l'article R. 523-8 du même code, « En dehors des cas prévus au 1 ° de l'article R.523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R.523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance. »

Les services de la DRAC Bourgogne Franche-Comté identifie 9 sites archéologiques sur la commune de Branches. Ces sites se trouvent principalement au sein du bourg ou à proximité de celui-ci. Il est à noter qu'un site est également identifié sur l'emprise de l'aéroport.

D.R.A.C. BOURGOGNE FRANCHE-COMTE  
Service régional de l'archéologie



## Liste des sites archéologiques

BRANCHES				
N° d'EA	Lieu dit carte IGN	Chrono début	Chrono fin	Vestiges
1	Eglise Saint Martin	Bas moyen-âge	Epoque moderne	église presbytère
2	Les Talboureaux, Gostincs, La Verger	Moyen-âge classique	Epoque moderne	château non fortifié maison forte
4	Grange des Dames	Moyen-âge	Moyen-âge	grange dernière
5	La Garenne de Purliers	Bas moyen-âge	Epoque moderne	maison forte
6	Maison des Talboureaux	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	maison forte manoir
7	Les Murs, Le Fort	Epoque moderne	Epoque moderne	espace fortifié fosse
8	Eglise Saint Martin	Haut moyen-âge	Moyen-âge classique	corbeau infumation sarcophage sépultures
9	Maison E. de Pacy, E. de Proux	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	maison forte manoir
10	Bourg : maison seigneuriale	Bas moyen-âge	Epoque moderne	maison forte manoir

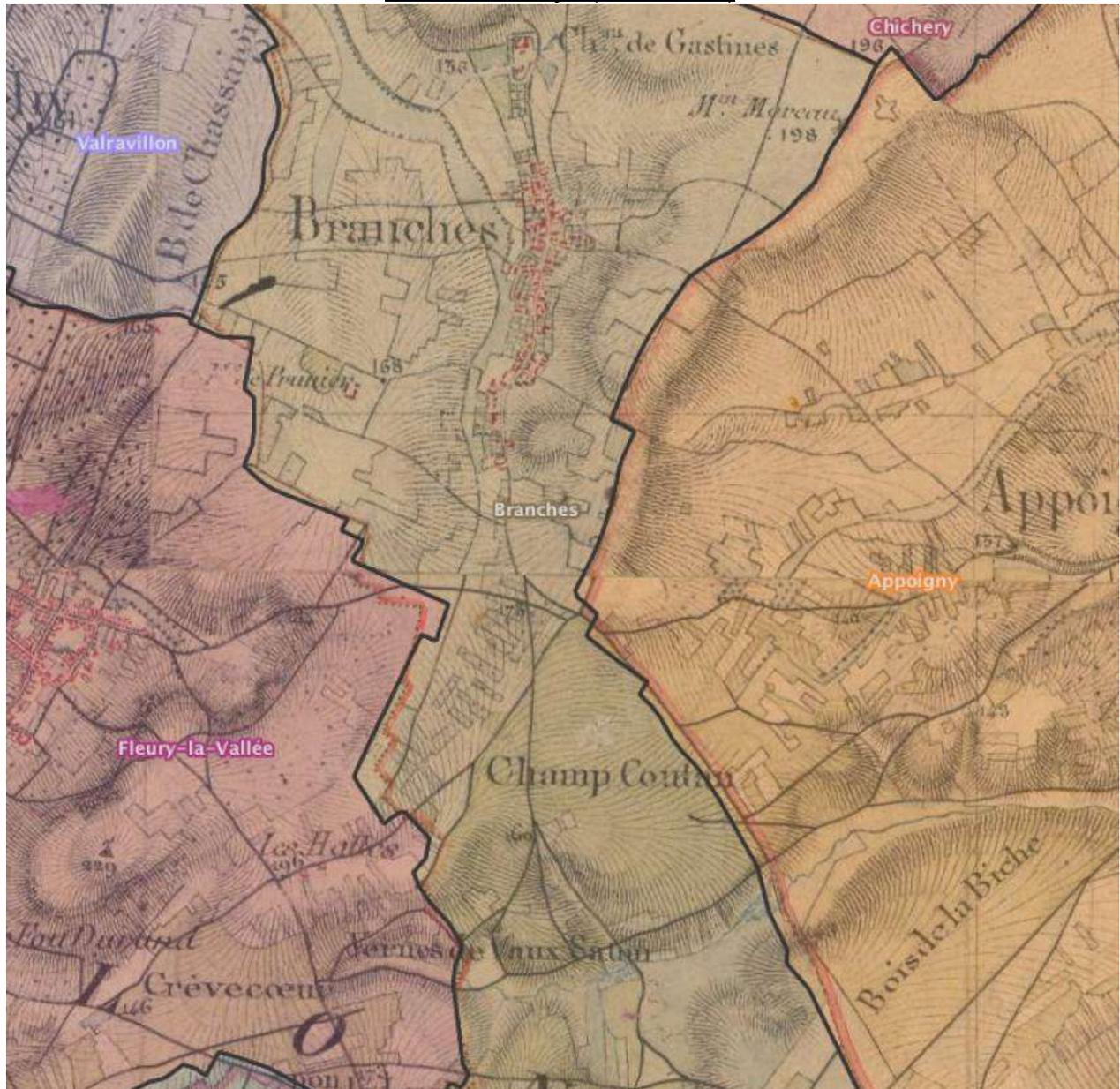
mardi 02 août 2016



### 1.4.1.B/ Cartes anciennes et historiques de la commune

L'histoire du village commence en 621, année de la mort de St Didier qui fut le 19<sup>ème</sup> évêque d'Auxerre. A l'origine, le nom de Branches était Bringa. Ce n'est qu'au XV<sup>ème</sup> siècle qu'il deviendra Branches.

Carte d'Etat-Major (1820-1866)



Source : Géoportail

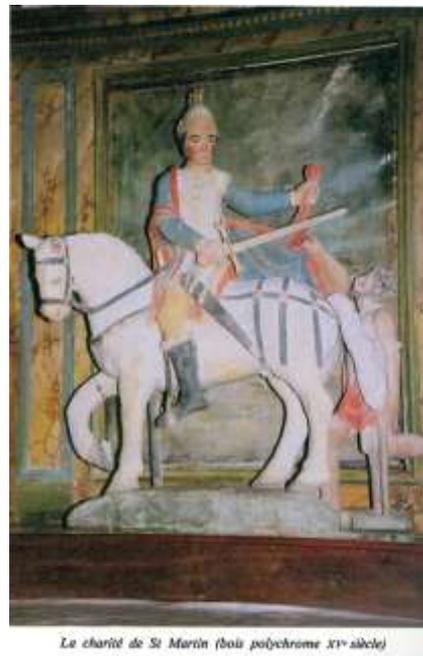
La carte d'Etat-Major ci-dessus montre que la morphologie du village actuelle n'a pas vraiment évolué depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'un « village rue » qui s'est développé le long de la rue principale.

On observe la présence de forêts sur le territoire de la commune avec le bois de la Biche, ainsi que sur les communes voisines tel que le bois de Chassigne situé sur la commune de Guerchy.

### 1.4.1.C/ Le patrimoine bâti local

#### L'église Saint Martin :

La commune possède une église classée monument historique pour ses peintures intérieures et son mobilier. L'église Saint Martin est le plus ancien édifice de Branches. Elle doit certainement dater du XII<sup>ème</sup> siècle et a été reconstruite à plusieurs reprises.



La charité de St Martin (bois polychrome XII<sup>e</sup> siècle)



Tête d'ange (XVI<sup>e</sup> siècle)

Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE

#### La grange aux dîmes :

La grange aux dîmes, bâtiment du XVII<sup>ème</sup> siècle. Jusqu'à la révolution, les habitants apportaient dans ce bâtiment les redevances dues au prieur, représentant à peu près le seizième d'une grande part de leurs récoltes. Ce bâtiment est aujourd'hui une propriété privée.



La grange aux dîmes aujourd'hui (en face de la Mairie)



Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE (date inconnue)

### La pierre Saint Martin :



*La pierre St Martin*

La pierre St Martin située près de l'aéroport et séparant Branches des communes voisines : Appoigny, Charbuy et Perrigny. Profondément enfouie, elle sort à peine de terre bien qu'elle soit de grande dimension. Il est impossible de dater cette pierre, sujet de légendes : on dit que l'eau stagne dans le creux de la pierre, même pendant de fortes chaleurs (ce qui est inexact), qu'elle doit recouvrir un trésor, etc. On peut imaginer que son origine celtique l'aurait associée aux cérémonies des druides, toujours célébrées dans les bois après avoir cueilli le gui avec une serpe d'or.

### Une grande propriété :

Cette construction est remarquable par ses volumes. Elle se démarque des bâtiments ruraux de la commune et reprend une typologie architecturale classique. Elle comprend un grand parc arboré.



*Vue de l'entrée de la propriété*



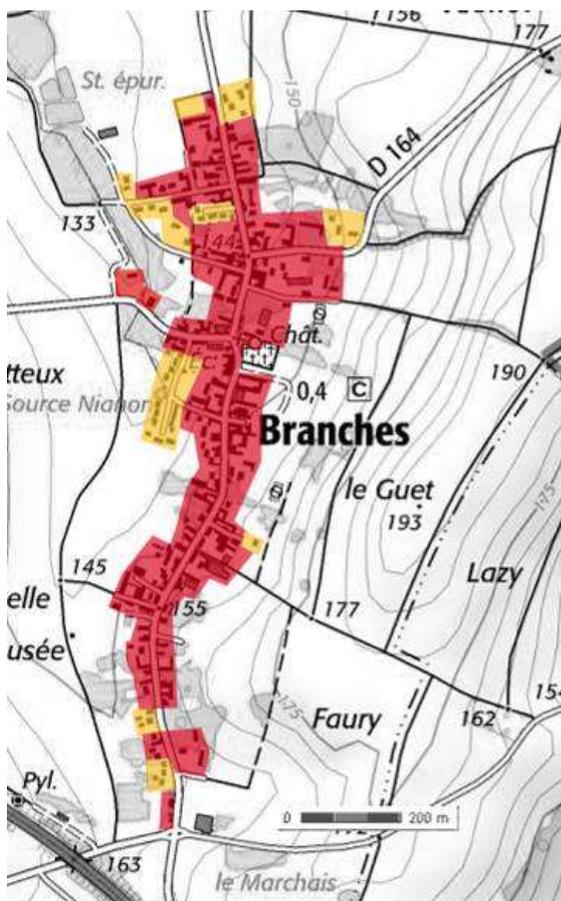
*Vue du dessus de la propriété*

## 1.4.2 MORPHOLOGIE URBAINE ET REPARTITION SPATIALE

### 1.4.2.A/ Répartition spatiale

Branches se présente comme un village rue long de 1,5 kilomètre, implanté sur le flan d'un léger coteau faisant face à l'Ouest. Le village a pratiquement une forme de croix étirée du Nord au Sud. Les épaissements de l'enveloppe urbaine sont récents car le bâti en front de rue est dense et laisse la place à peu de nouvelles constructions, excepté sur les extrémités. De plus, l'autoroute au Sud et le relief prononcé à l'Est et à l'Ouest du bourg ne permettent pas ou peu d'épaissir le tissu urbain actuel.

Le hameau de Courlis présente des constructions anciennes alors que les habitations proches de l'aéroport sont toutes des constructions récentes.



■ Constructions anciennes

■ Constructions récentes

Source : Perspectives sur fond Géoportail



Sur cette vue ancienne de Branches, on se rend compte de la densité du tissu ancien accolé à la rue principale.

Source : le territoire de Branches de M-M. QUERE (date inconnue)

### 1.4.2.B/ Caractéristiques du tissu urbain ancien

Le bâti traditionnel se compose de grands corps de ferme massifs ainsi que de longères perpendiculaires à la rue. Quelques maisons proches du cœur du village ont un caractère plus urbain avec un étage.



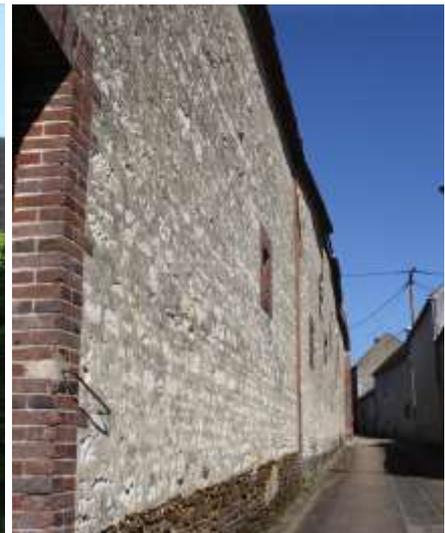
Bâti rural de type Longère perpendiculaire à la rue



Maison plus urbaine proche du carrefour et de l'église



Ancien corps de ferme avec son logement principal et ses annexes



Ancienne forge à l'intérieur de l'enveloppe urbaine de Branches fait de grands murs avec peu d'ouvertures

L'emploi de la brique (visible sur les entourages), et de la craie (généralement sous forme d'enduit ou de pierres calcaires gélives) est privilégié dans ces constructions anciennes. Un soubassement en pierre plus dure et ocre est visible sur certains corps de ferme. Les constructions anciennes ont gardé leur couverture de tuiles plates.



Appareillage en pierre calcaire et soubassement avec des fragments d'une roche plus dure

#### **1.4.2.C/ Caractéristiques du tissu urbain récent**

Les constructions récentes à Branches sont des maisons individuelles majoritairement de type pavillons ou des R+1. Les époques de construction sont variées, des années 80 à 2015, ce qui produit une certaine variété dans les formes (mitoyenneté, sur sous-sol, ...).



Construction moderne en extension vers l'entrée Nord du village et lotissement de quelques maisons derrière le front bâti



Construction récente surtout de type maison individuelle, les pavillons sont majoritaires même si quelques maisons sont des R+1



Maison individuelle sur l'aéroport qui a été construite en vue de loger le personnel de l'aéroport

### **1.4.3 LES « ENTREES DE VILLAGE »**

#### **1.4.3.A/ L'entrée Nord**



Vue vers le plateau cultivé au Nord

Cette entrée s'ouvre directement de l'espace agricole à l'espace urbain créant une rupture importante. On aperçoit la ripisylve du ru du chatillon qui ferme le paysage à l'Ouest de la RD177.



Vue depuis la RD177 vers le Ru de Chatillon

#### **1.4.3.B/ L'entrée Sud**

L'entrée du Sud du village est un carrefour important qui permet de relier le village à la partie Sud du territoire communal. L'autoroute sur un talus enserme ce croisement et seule la voie Ouest (venant de Fleury-la-Vallée) permet de passer sous l'A6. Les premières maisons du village et quelques petites haies matérialisent l'arrivée dans le bourg. L'ensemble présentant un cadre plutôt agréable.



Première maison à l'entrée du village



Carrefour et talus de l'autoroute au fond



Haies taillées d'arbustes persistants et semi-persistants (elles conservent leurs feuilles en hiver)

### 1.4.3.C/ L'entrée Ouest

Cette entrée laisse percevoir quelques maisons à travers les jardins arborés qui contrastent avec les champs ouverts d'où émerge la RD19. Elle est marquée par la présence d'un équipement communal (le foyer communal) et de terrain de sport entouré de haies et arboré. Néanmoins un virage ne permet pas de voir davantage les habitations et limite la visibilité.



Le Virage



L'arrivée de la RD19

### 1.4.3.D/ L'entrée Est

L'entrée Est côté Chichery par la RD164 forme plusieurs virages plutôt serrés qui offrent peu de visibilité. Le panneau qui annonce Branches est placé dans la courbe ce qui le rend peu visible. Ce sont les jardins et leurs clôtures avec quelques arbres fruitiers qui matérialisent l'arrivée dans le bourg.



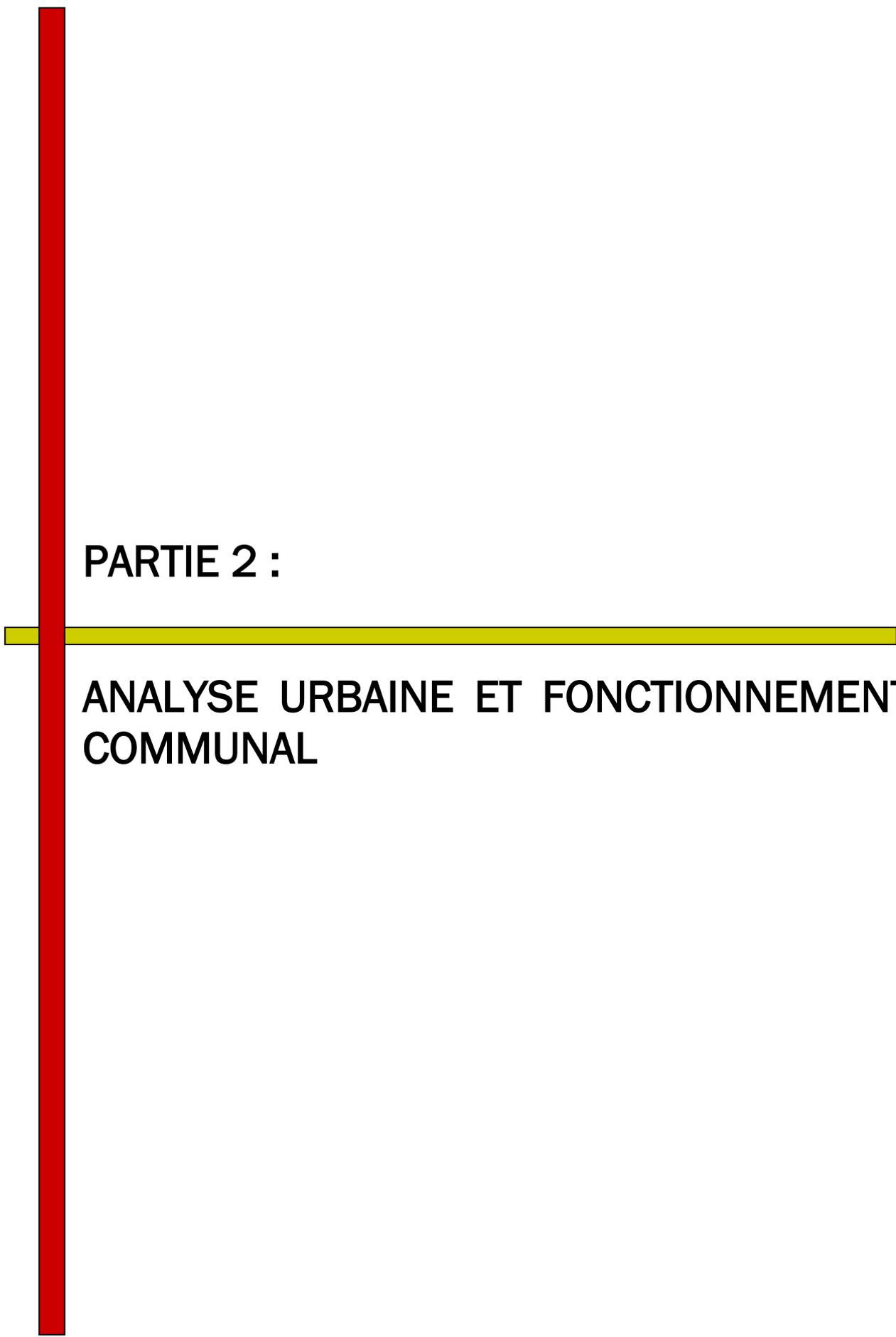
Clôture d'un jardin et arbres fruitiers



Peu de visibilité dans ce virage

#### A RETENIR DU PAYSAGE :

- ✓ Des paysages contrastés entre la vallée de l'Yonne et le plateau vallonné.
- ✓ Des paysages urbains denses le long des rues principales.
- ✓ Des franges paysagères intéressantes à préserver.
- ✓ 4 entrées de bourg et un hameau en impasse sur le RD31.
- ✓ 2 entrées pourraient bénéficier d'un traitement paysager.



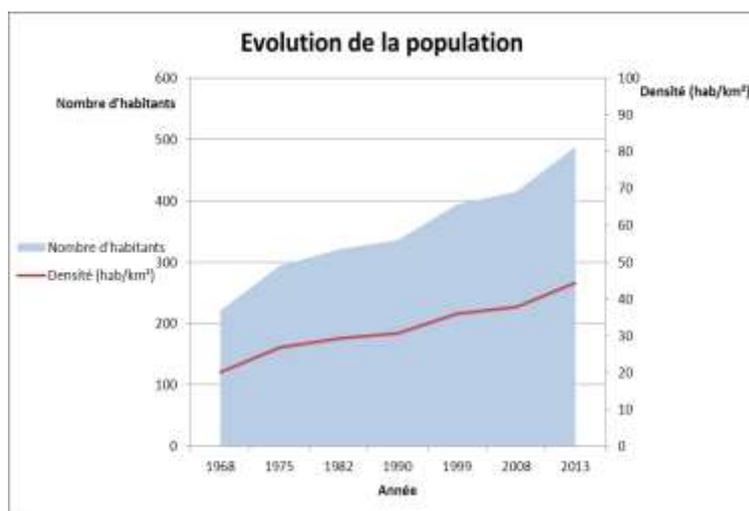
## **PARTIE 2 :**

# **ANALYSE URBAINE ET FONCTIONNEMENT COMMUNAL**

# 2.1 EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET TRAITS CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

## 2.1.1 EVOLUTION GENERALE DE LA POPULATION

Source : données INSEE, RP2008 et 2013



On observe que la population croît de façon constante au fil du temps pour atteindre 394 habitants en 1999 puis 415 en 2008 et enfin 488 en 2013 : soit une croissance de près de 23% en 15 ans représentant un taux annuel de 1,55%.

La densité de population augmente de la même manière.

La localisation de la commune en périphérie d'Auxerre lui confère une forte attractivité et la construction de nouveaux lotissements a permis l'arrivée de nouveaux habitants.

De plus, on note que l'augmentation de la population est également liée à la reprise de nombreux logements devenus vacants.

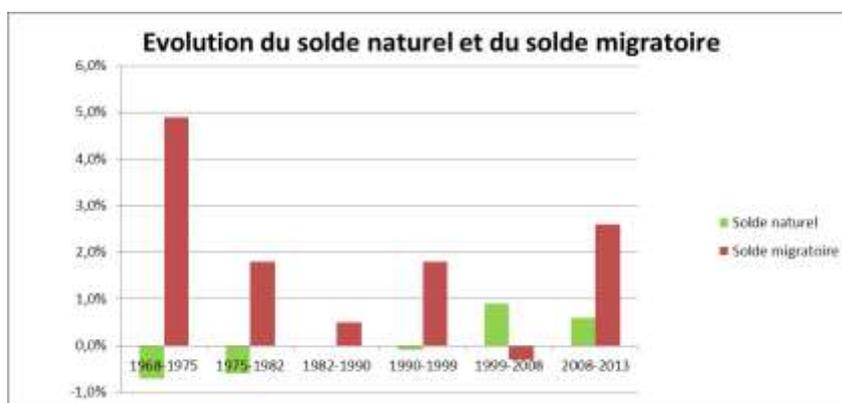
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Population municipale	221	294	321	336	394	415	488
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	38,2	40,4	41,9	43,5	44,9	46,1	46

### Évolution du solde migratoire et du solde naturel

Les variations du solde naturel et du solde migratoire permettent de mieux comprendre l'évolution de la population communale :

#### Définitions

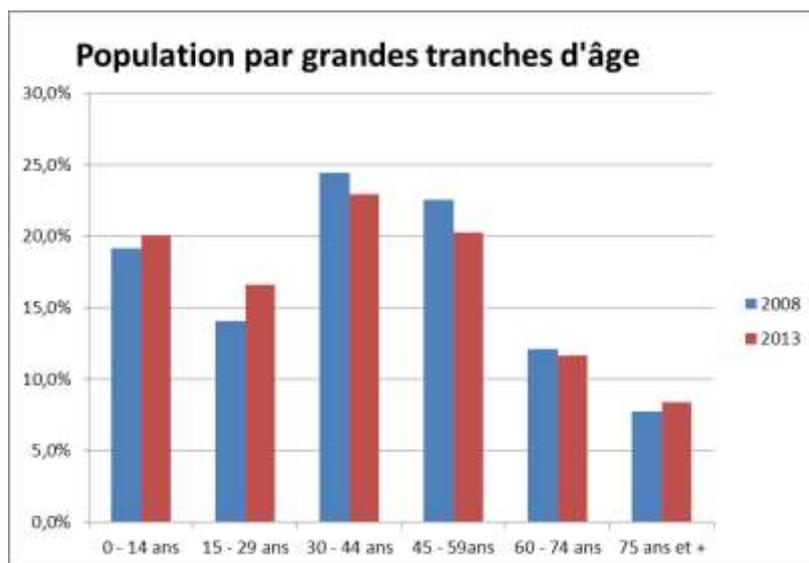
- **Solde naturel** : Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur la période.
- **Solde migratoire** : Différence entre le nombre de personnes arrivant sur la commune et ceux qui la quittent.



Le graphique présentant l'évolution du solde naturel et du solde migratoire démontre que l'évolution démographique de Branches est principalement liée à une arrivée de population car le solde naturel reste très faible, voire parfois négatif (entre -0,7 et +0,9%) contrairement au solde migratoire qui connaît des variations importantes (entre -0,3 et +4,9%). L'arrivée de personnes dans la commune permet la reprise de logements vacants et la diminution de résidences secondaires entre 2008 et 2013.

Cependant, il convient également de comprendre la composition de cette population pour prendre connaissance des éléments liés à cette évolution.

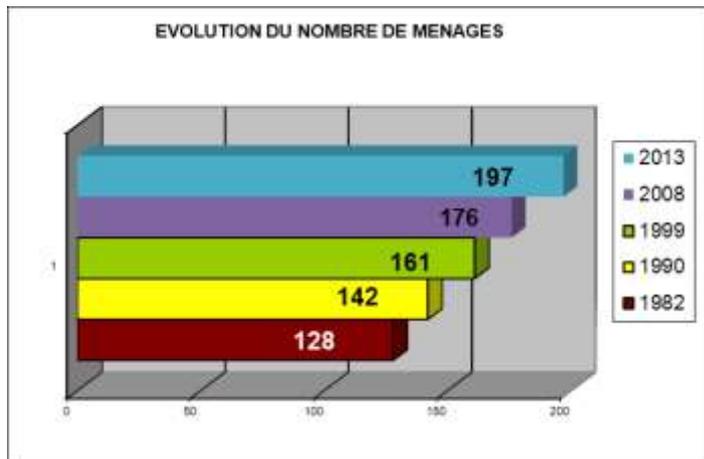
### Structure par âge de la population



Entre 2008 et 2013, les populations jeunes (0 - 29 ans) correspondant à des familles avec enfants ont augmenté ainsi que les populations d'adultes âgées (75 ans et plus). Cependant, la population entre 30 et 75 ans a diminué même si elle reste forte comparée aux autres tranches d'âge. A Branches il y a donc une majorité de familles avec enfants, ce qui explique le dynamisme et le renouvellement naturel de la population communale.

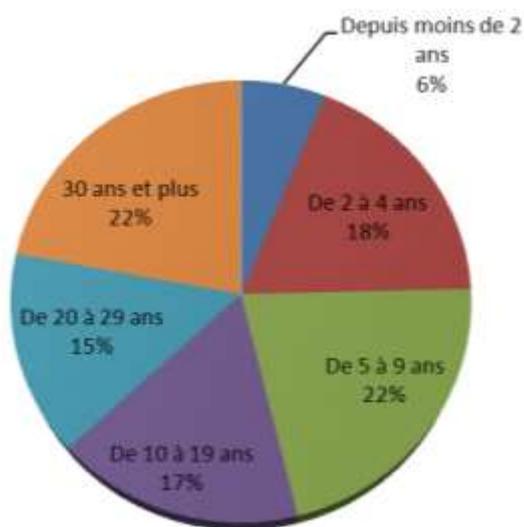
## 2.1.2 EVOLUTION DES MENAGES

### Nombre de ménages :



On peut observer que le nombre de ménages ne cesse de croître au fil du temps pour atteindre 197 ménages en 2013.

### Stabilité des ménages :



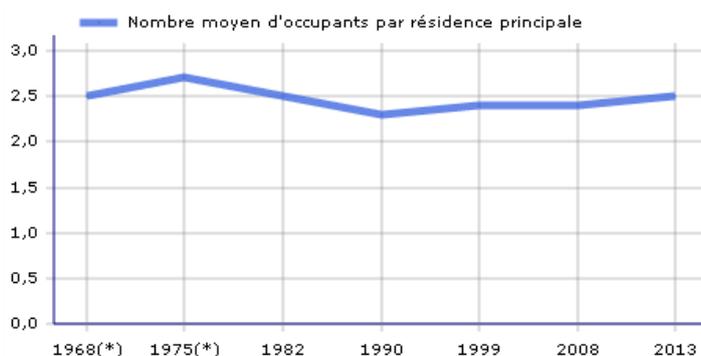
Le graphique ci-contre présente l'ancienneté des ménages. On observe que presque la moitié de la population est arrivée récemment (moins de 10 ans) dans la commune.

### Taille des ménages :

Le nombre de personnes par ménage a fortement diminué entre 1975 et 1990. Il est passé de 2,7 pers/foyer à 2,3. Cependant, depuis les années 90, le nombre de personnes par foyer augmente à nouveau pour atteindre 2,5 en 2013. Cela atteste de la présence de familles avec enfants dans la commune.

Cette taille des ménages est nettement supérieure à la moyenne nationale qui est de 2,24 personnes par foyer en 2014.

### Évolution de la taille des ménages en fonction du temps



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2015.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

### Le desserrement des ménages :

En 2013, la commune atteint un nombre moyen de personnes par foyer qu'elle n'avait pas connu depuis 1982. Il y a donc eu une densification des ménages. Branches n'est pas concernée par la problématique de desserrement des ménages actuellement. Cela peut paraître étonnant mais la commune signale qu'il y a un renouvellement naturel et une forte présence de foyers avec enfants. Cependant, la tendance nationale étant à la baisse et la prospective de l'INSEE étant que ce nombre va encore baisser, on peut estimer que la commune va passer de 2,5 à 2,3 personnes par foyer dans les années à venir.

Cette baisse du nombre de personnes par foyer induira un besoin de construction de nouveaux logements pour permettre à la commune de conserver la même population d'ici 2030. Ainsi ce desserrement des ménages présenterait un besoin de construction d'environ 17 logements.

#### A RETENIR DE LA POPULATION :

- ✓ Nombre d'habitants en augmentation : 488 habitants en 2013.
- ✓ Une augmentation du solde migratoire - une augmentation de la croissance.
- ✓ Une taille des ménages de : 2,5 personnes/foyer.

## 2.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

(Source : données INSEE, RP 2008 et 2013)

### 2.2.1 ÉVOLUTION ET COMPOSITION DU PARC DE LOGEMENTS

Entre 1990 et 2013, on observe une augmentation du nombre de logements.

Années du recensement	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants	Ensemble
1990	142	25	10	177
1999	161	17	18	196
2008	176	19	16	210
2013	197	10	8	213

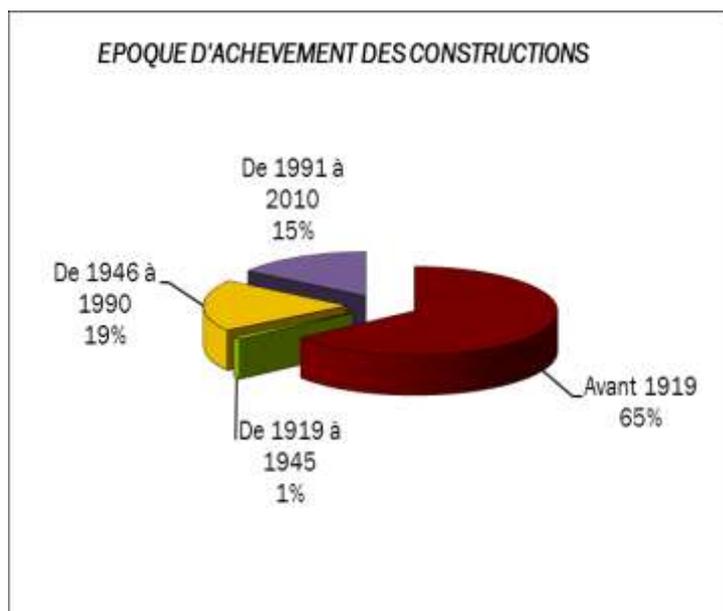
Plusieurs opérations d'aménagement ont eu lieu entre 1990 et 2013 : le lotissement du Lavoir situé en retrait de la Grande rue (RD19), composé d'environ 15 maisons dont 5 HLM, et le lotissement du Nord situé en bordure de la route de Villemer (RD177), composé de 6 maisons.



Exemples d'HLM présents sur la commune dans le lotissement du Lavoir

Il y a eu 8 permis de construire déposés entre 1999 et 2015.

Année	Nombre de permis de construire
1999	5
2000	1
2001	2
2002	2
2003	3
2004	3
2005	1
2006	1
2007	1
2008	3
2009	3
2010	0
2011	0
2012	0
2013	0
2014	0
2015	0



Plus de la moitié du parc de logements date d'avant 1919 et un peu moins d'un quart a été construit après la guerre. Le parc de logements de Branches est donc plutôt ancien.

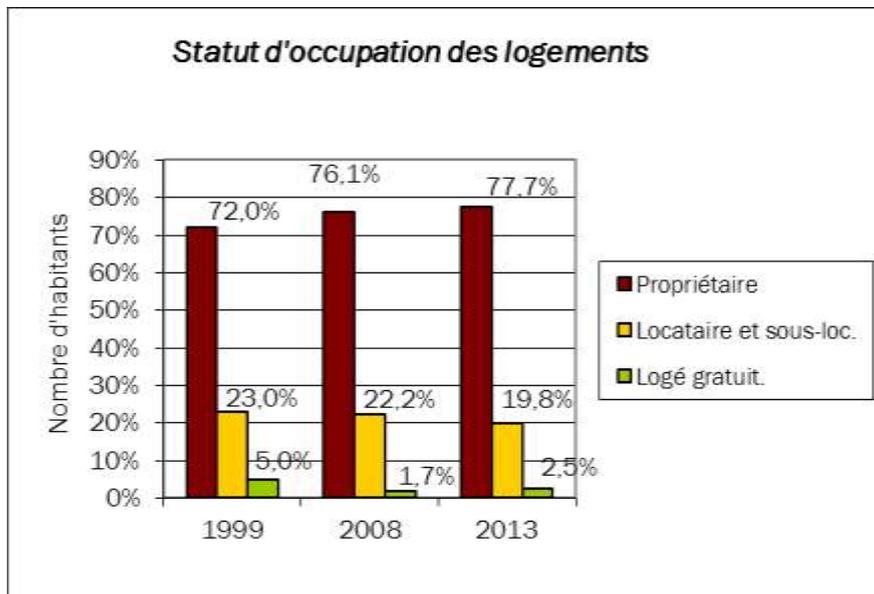
### Les logements vacants :

En ce qui concerne les logements vacants, on constate que ces derniers ont eu tendance à diminuer depuis 1999 passant ainsi de 18 en 1999 à 8 en 2013. Cette baisse est principalement due au fait que la commune présente une attractivité importante de part sa position à proximité de l'agglomération Auxerroise.

La commune a constaté que cette baisse des logements vacants est toujours d'actualité. Suite à un recensement des logements vacants réalisé au cours de l'année 2017, il est estimé qu'environ 9 logements vacants peuvent être réintroduit dans le parc de logements.

## 2.2.2 CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

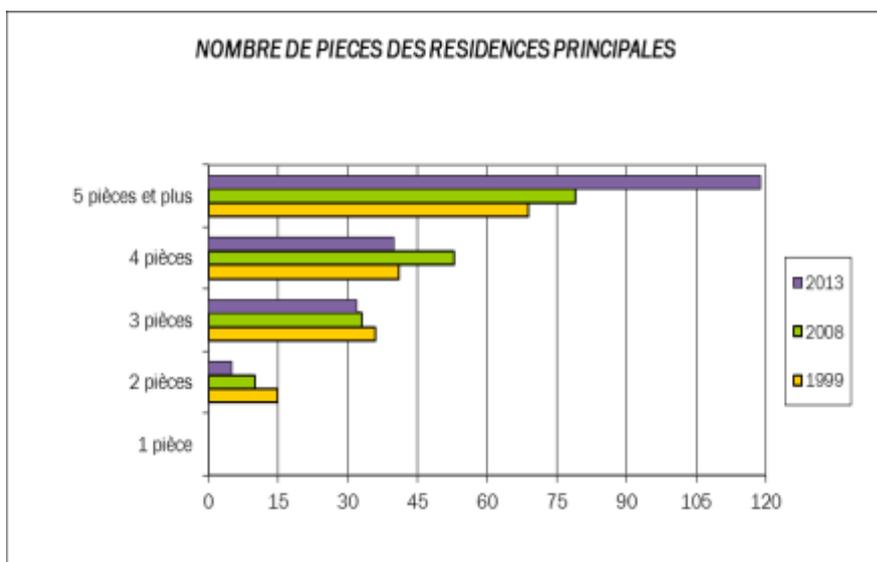
### Statut d'occupation des logements :



Les habitants de Branches sont majoritairement propriétaires. Le taux de locataires varie peu et s'il est en légère baisse, il reste néanmoins important (19,8% en 2013). Il y a beaucoup moins de personnes logées gratuitement en 2013 qu'en 1999.

Parmi les logements locatifs, 5 sont gérés par Domanys (bailleur social privé) en 2017.

### Taille des logements :



Depuis 1999, la taille des logements a beaucoup varié. Globalement, les logements de 2 à 4 pièces ont diminué alors que les logements de 5 pièces ou plus ont fortement augmenté. On peut en conclure que la taille des logements tend à augmenter en lien avec la présence de famille avec enfants.

## Le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) :

Le Plan Départemental de l'Habitat a été adopté par le Conseil Départemental de l'Yonne en février 2013. Il définit une stratégie globale et partagée en matière d'habitat afin d'assurer notamment la cohérence des politiques de l'habitat menée sur l'ensemble du territoire.

Dans l'Yonne, les orientations retenues visent à répondre aux besoins en logements à l'horizon 2019 avec un scénario de « croissance mesurée et ciblée » à hauteur d'une production de 1 200 logements/an dont 187 logements locatifs sociaux.

La commune de Branches est inscrite dans le groupe 5 du PDH, c'est-à-dire les communes périurbaines résidentielles très attractives. L'indice de constructions neuves par an et pour 1 000 habitants se situe à 4,24 sur la période 2009-2019.

## Le Plan Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois (PLH) :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est dotée d'un Plan Local de l'Habitat qui a été approuvé par le Conseil Communautaire du 29 juin 2011.

En 2014, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a réalisé le bilan triennal. Le Programme Local de l'Habitat révisé lancera la deuxième phase du PLH afin d'accroître son opérationnalité.

Le PLH intervient pour encadrer la production, la rénovation et l'adaptation en logements dans trois directions :

- La production de logements neufs et leur répartition géographique
- L'amélioration de la qualité des logements existants
- L'adaptation des logements au parcours résidentiel de tous, y compris des publics dits « spécifiques » tels que les personnes âgées ou handicapées, les jeunes, les familles d'anciens voyageurs sédentarisées sur le territoire...

### La commune de Branches

- **Les principes de programmation :**
  - Répartition de la production neuve et de la production dans l'existant :
    - 12 logements neufs à produire
    - 1 logement à produire dans l'existant via la remise sur le marché de logements vacants
  - La segmentation de la programmation de logements :
    - 1 logement social à produire sur la période du PLH et 1 logement en accession sociale à la propriété
- **La programmation détaillée de l'offre de logements à l'échelle communale (2011-2016) :**

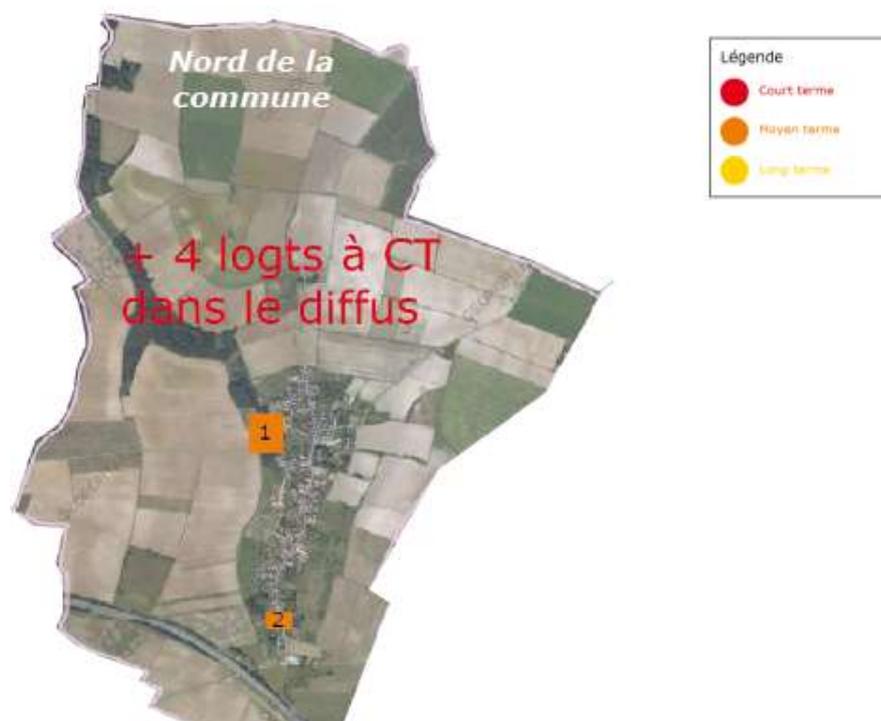
		Branches
Objectif de production 2011 - 2016		13
Part de la production de la commune dans le total		1%
dont production neuve	VA	12
	%	92%
dont production dans l'existant	VA	1
	%	8%
dont logements locatifs sociaux	VA	1
	%	8%
dont logements privés	VA	12
	%	92%
dont logements en accession sociale	VA	1
	%	8%

Le bilan triennal a été l'occasion d'analyser les opérations menées par les différentes communes et le taux de réalisation des objectifs de ce document. L'adaptation des objectifs par rapport au nouveau contexte a été un résultat évident dans le cadre de la révision de ce document.

**La commune de Branches fait partie du secteur 4 du PLH** avec les communes de Bleigny-le-Carreau, Quenne, Chitry-le-Fort, Montigny-la-Resle et Villeneuve-Saint-Salves. Ce secteur a réalisé 37 logements entre 2011 et 2013, soit 45% des objectifs du PLH à l'horizon 2016, ce qui est cohérent avec la période de bilan.

**Le PLH préconise une densité de 10 logements / hectare pour ce secteur** avec une consommation foncière moyenne par logement de 1000 m<sup>2</sup>. La réalisation de 6 logements sociaux est imposée dont 3 produits dans l'existant et 3 produits dans le neuf. Le PLU doit être en cohérence avec ce document.

▪ **Le foncier à vocation d'habitat :**



Court terme		Superficie	Logts
1	Route de Chichery	0,1	1
2	Rue du Lavoir	0,1	1
3	Rue du Lavoir	0,1	1
4	Rue du Lavoir	0,1	1
<b>Total</b>		<b>0,4</b>	<b>4</b>

Moyen terme	Superficie	Maîtrise foncière	Continuité urbaine	Proximité des réseaux	Proximité équipements publics	Desserte TC
1 Le Four à ban et le Prè Boisseau	0,6		✓ Coeur de commune	✓	✓	
2 La Crettée	1,1		✓	✓	✓	
<b>Total</b>	<b>1,7</b>					

Source : PLH

**Le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) :**

Le PDALPD 2015-2020 a été approuvée le 10 mars 2016 par le président du Conseil Départemental et le Préfet, vise à développer localement une politique d'aide aux personnes et familles défavorisées afin de leur assurer un logement décent.

Les publics visés par le PDALPD sont les personnes dépourvues de logement, menacées d'expulsion, hébergées ou logées temporairement, en situation d'habitat indigne ou de surpeuplement, celles confrontées à un cumul de difficultés ainsi que les femmes victimes de violences conjugales.

Les priorités retenues dans le nouveau PDALPD sont la lutte contre l'habitat indigne et non décent, la lutte contre la précarité énergétique, la prévention des expulsions locatives ainsi que la création d'une offre d'habitat adaptée pour les publics en difficultés, notamment les sortants d'hébergement et les gens du voyage sédentarisés.

### **Programme d'intérêt général de l'Auxerrois :**

La commune de Branches est incluse dans le périmètre d'une opération programmée de rénovation de l'habitat privé de type OPAH qui a démarré en avril 2016. Ce dispositif porte sur toutes les thématiques d'intervention de l'Anah, la rénovation, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, la lutte contre l'habitat indigne et la production d'une offre locative sociale privée.

### **Habitat des gens du voyage (PREH) :**

Le nouveau Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage 2013-2019 a été validé par la commission consultative des gens du voyage du 25 mars 2013 et cosigné par le Préfet et le président du Conseil Départemental le 7 juin 2013

### **Équipement automobile des ménages :**

	1990	1999	2008	2013
0	27	15		
1	58	59	61	62
2 ou +	57	87	101	124

La voiture est très présente. En effet, 90% des ménages ont un emplacement réservé pour leur véhicule et plus de la moitié ont deux voitures ou plus.

Ce taux d'équipements automobiles traduit l'importance des déplacements notamment domicile/travail. Il est d'autant plus important que la commune n'est pas desservie directement par les lignes régulières du réseau de bus mais simplement par le service de Transport à la Demande.

#### **A RETENIR DE L'HABITAT :**

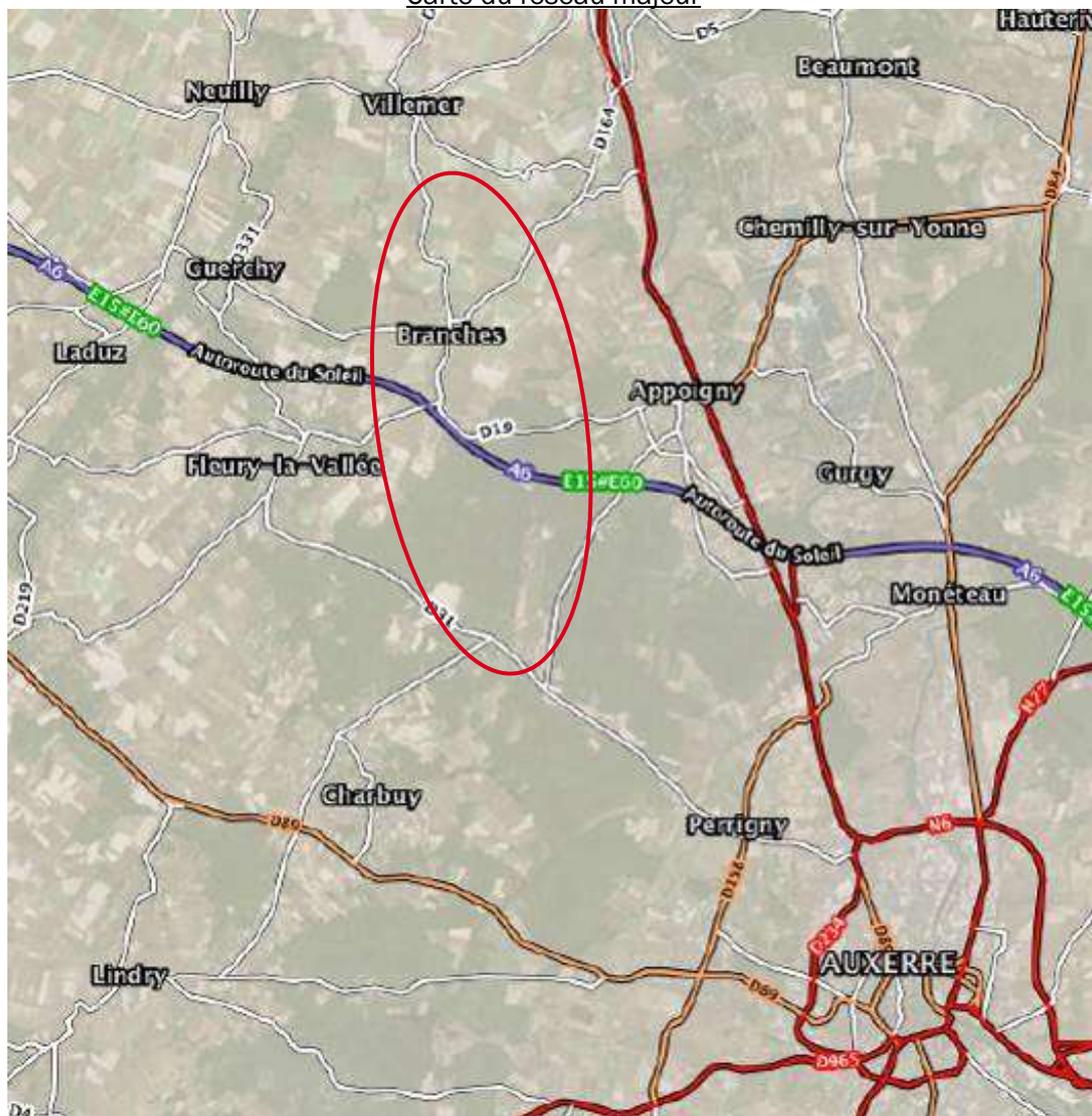
- ✓ Un parc de logements anciens.
- ✓ Les résidences principales : majorité de maisons individuelles.

## 2.3 DEPLACEMENTS

### 2.3.1 RESEAU VIAIRE

#### 2.3.1.A/ Réseau viaire majeur

Carte du réseau majeur



Source : Géoportail

La commune est coupée d'Est en Ouest par l'autoroute A6, reliant Paris et Lyon.

Elle est aussi traversée par plusieurs routes départementales :

- La RD19 traversant le territoire d'Est en Ouest en passant dans le centre du bourg de Branches et reliant Senan et Appoigny
- La RD31 longeant la limite Sud de la commune et passant par Fleury, Perrigny et Auxerre
- La RD164 située au Nord-Ouest de Branches et la reliant à Chichery
- La RD176 permettant de partir vers l'Est et reliant Aillant sur Tholon à Appoigny
- La RD177 arrivant au Nord de la commune et reliant Branches à Charmoy
- La RD48 à l'Est de l'aéroport et permettant de desservir ce dernier.

A noter que les RD 19, 31, 164, 176 et 177 entraîne des marges de reculs de 5 mètres à partir de l'alignement et que la RD48 entraîne une marge de recul de 25 mètres à partir de l'axe de la chaussée.

### Le passage de l'autoroute A6 sur le territoire de Branches :



(source : Géoportail)

Au Sud de la commune on trouve l'aéroport d'Auxerre-Branches qui est situé à cheval sur les territoires des communes de Branches, Appoigny, Perrigny et Charbuy. Il assure des voyages d'affaires, des vols commerciaux ou d'entraînement. L'échangeur autoroutier qui permet l'accès à l'aérogare par le RD31 est à environ 7 km près d'Auxerre.

Ces bonnes liaisons routières et ce cadre de vie rendent la commune attractive pour de nouveaux habitants.

*L'Autoroute A6 qui scinde le territoire*

### **2.3.1.B/ Réseau de desserte locale et communale**

#### Carte du réseau local :



La départementale D19 constitue l'axe principal de la commune qui dessert la commune avec les route D164 et D177.

Dans l'enveloppe urbaine, différentes impasses et ruelles desservent les lotissements et habitations qui ne donnent pas sur la Grande rue, Route de Villemer ou Route de Guerchy.

Seule la route D176 permet un passage sous l'autoroute sur le ban communal de Branches afin de rejoindre la partie Sud de la commune vers le Syndicat Mixte de la fourrière animale du centre Yonne, le hameau de Courlis, l'aéroport et Fleury-la-Vallée.

Source : Géoportail

### **2.3.1.C/ Le stationnement**

Il n'existe que quelques places de stationnement au centre du bourg à proximité des principaux équipements de la commune, parking à côté de la Mairie et près de l'église. Le reste des véhicules stationne à cheval sur les trottoirs.

La commune a engagé des travaux de requalification de son centre bourg, dans lesquelles elle prévoit le réaménagement des places de stationnement du parking situé à côté de l'église.

Il existe également un parking à côté de l'aérogare d'une capacité d'environ 75 places.



*Parking à côté de l'église*



*Stationnement dans les parcelles*



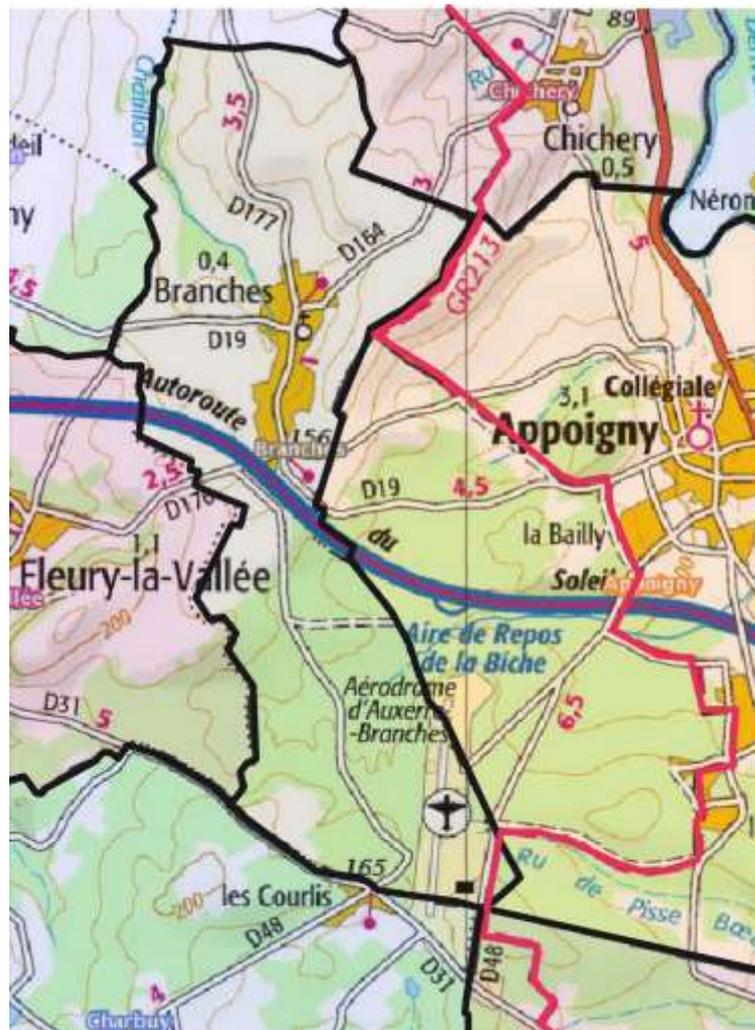
*Exemple de stationnement des véhicules à cheval sur le trottoir*



*Parking à côté de l'aéroport*

### 2.3.1.D/ Chemin de Grande Randonnée

Carte IGN



Source : Perspectives sur fond géoportail

Un chemin de Grande Randonnée : le GR213 (ligne rouge) qui passe en bordure Est de la commune. Une table d'orientation existe sur la limite entre les territoires d'Appoigny et Branches.

Le réseau de circulation douce à Branches correspond à de nombreux chemins d'exploitation forestière qui quadrillent la forêt. Quelques chemins d'exploitation permettent aussi de parcourir les espaces agricoles.

### 2.3.1.E/ Schéma Directeur Cyclable

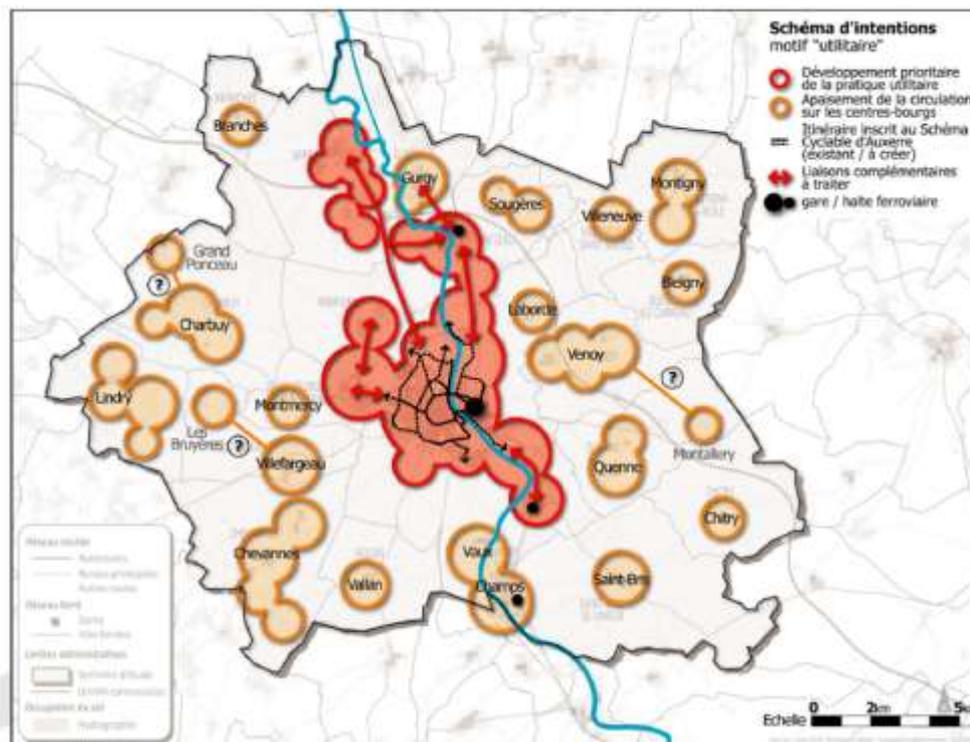
La Communauté d'Agglomération étudie à travers un Schéma Directeur Cyclable la mise en place de voies cyclables permettant de réduire l'usage de la voiture pour des déplacements courts et promouvoir la pratique touristique et de loisirs. Ce schéma comprend la création de :

- portions de voirie avec une limitation de vitesse à 30 kms/heure,
- voies vertes,
- pistes,
- bandes.

Sur le cœur d'Auxerre et ses villes périphériques regroupant le plus grand nombre d'habitants, des liaisons fonctionnelles seront assurées pour les trajets domicile-travail, entre :

- Auxerre / Monéteau
- Gurgy / Monéteau
- Appoigny / Monéteau
- Perrigny / Saint-Georges-sur-Baulche / Auxerre
- Auxerre centre-ville / Auxerre - Parc des expositions

Schéma d'intention de la pratique cyclable utilitaire



Source : Schéma Directeur Cyclable

Itinéraire Perrigny / Saint-Georges / Auxerre

Perrigny / Auxerre

Segment	commune(s)	propriété foncière	nom
401	Perrigny	VC	rue des Vignerons
402	Perrigny	RD	RD158 / rue des Ecoles
403	Perrigny	RD	RD516 / rue des Rosiers
404	Perrigny	VC	ancien chemin de fer
405	Perrigny	VC	ancien chemin de fer

Perrigny / Saint-Georges

Segment	commune(s)	propriété foncière	nom
406	Perrigny	RD	RD158 / route St-Georges
407	Perrigny/St-Georges	privé+VC	chemin d'Heurtebise
408	Saint-Georges	VC	Rue des Champs Berdeaux
409	Saint-Georges	VC	Rue des Champs Berdeaux
410	Saint-Georges	VC	Avenue du Château



Source : Schéma Directeur Cyclable

La commune n'est pas directement concernée par le schéma directeur cyclable cependant celui-ci passe à proximité.

## 2.3.2 TRANSPORTS EN COMMUN ET ACCESSIBILITE

### 2.3.2.A/ Le réseau de transports en commun

La commune n'est pas directement desservie par les lignes régulières de transports en commun. Cependant, Il existe un réseau de transport à la demande géré par la Communauté d'Agglomération permettant de se rendre à Auxerre et d'en revenir.

Il existe également une ligne de ramassage scolaire dont l'arrêt se situe en face de la mairie.



*Arrêt de car en face de la Mairie*

### 2.3.2.B/ L'accessibilité

Les enjeux de mise en accessibilité pour les transports collectifs, la voirie et les Établissements Recevant du Public (ERP) de catégorie 1 à 4 sont déclinés dans la loi du 11 février 2005 qui refonde la politique du handicap et de l'accessibilité. En effet, l'article 45 relatif à la chaîne de déplacements (comprenant le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transports et leur inter modalité) est organisé pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Préalablement à l'engagement de travaux de mise aux normes, la voirie comme les ERP de catégorie 1 à 4, doivent faire l'objet d'audits (Plan de mise en Accessibilité de Voirie et des Espaces publics (PAVE) à établir avant le 23/12/2009 et diagnostics (ERP) à effectuer avant le 01/01/2011).

La commune de Branches appartient à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui a la compétence de transports et de déplacements. Les travaux de mise en accessibilité pour les transports publics sont par exemple entamés puisque l'ensemble du parc automobile est muni de dispositifs aux normes PMR dans l'attente de l'achèvement des travaux sur certains arrêts de bus qui ne sont pas encore aux normes.

### 2.3.3 LE PLAN LOCAL DE DEPLACEMENTS URBAINS (PLDU)

Introduits par la loi d'orientation sur les transports intérieurs (LOTI) de 1982, les plans de déplacements urbains (PDU) déterminent, dans le cadre d'un périmètre de transport urbain (PTU), l'organisation du transport de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement. Établi par l'AOTU (Autorité Organisatrice de Transports Urbains), la réalisation de ce plan est obligatoire pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a décidé l'élaboration d'un Plan Local de Déplacement Urbain à l'échelle du territoire pour « accompagner et faciliter les déplacements de tous, notamment en promouvant l'intermodalité, l'objectif premier étant la diminution du recours systématique à la voiture individuelle. Deux modes de transports, moins polluants et moins encombrants, sont privilégiés : les transports collectifs et le vélo ».

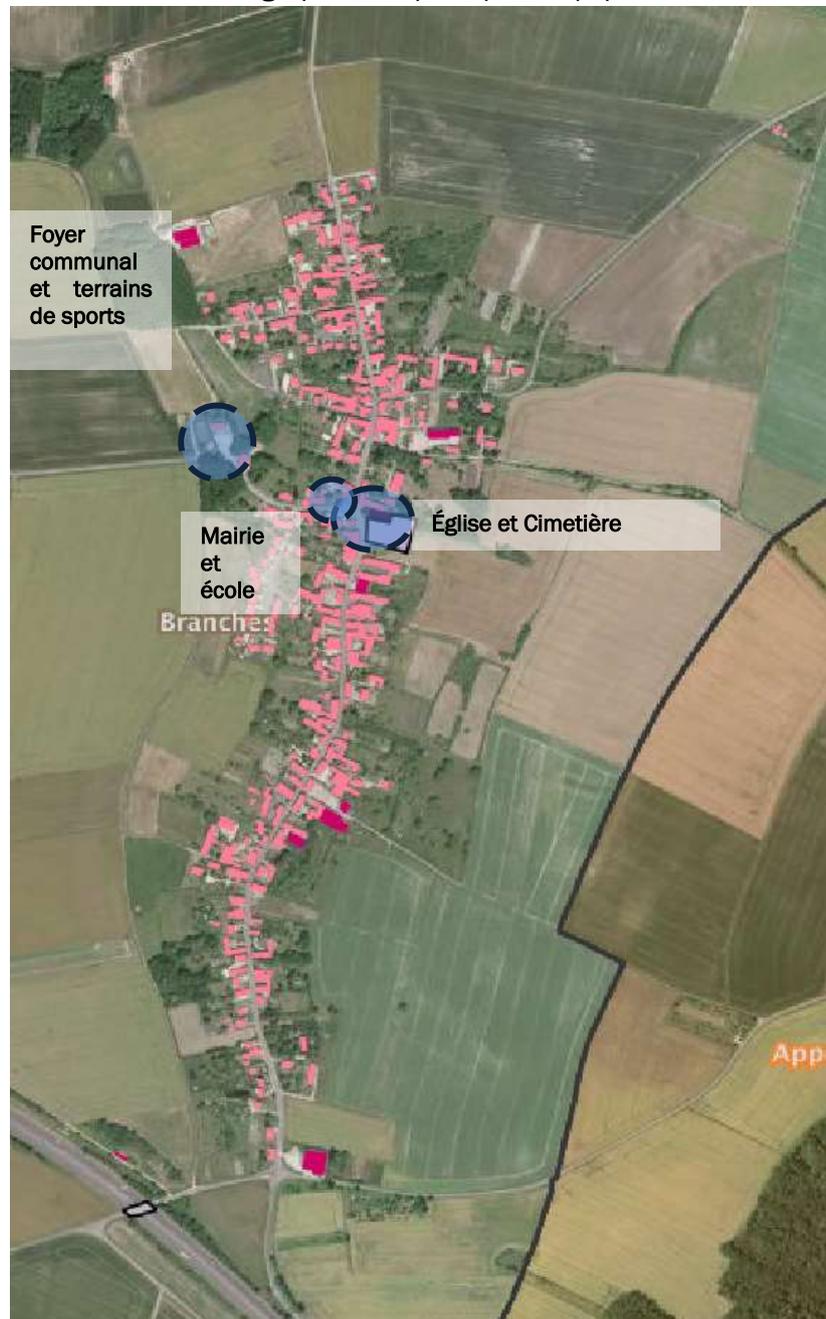
Le PLDU a été mis en place en juin 2010.

#### A RETENIR DES DEPLACEMENTS :

- ✓ Une commune desservie par plusieurs routes départementales.
- ✓ Un seul passage sous l'A6 sur le territoire communal.
- ✓ Un réseau de voies secondaires bien développé.
- ✓ Passage du GR 213 sur la commune.

## 2.4 EQUIPEMENTS ET SERVICES DE LA COMMUNE

Cartographie des principaux équipements



Source : Perspectives sur fond Géoportail

La commune présente une offre d'équipements et de services adaptés à sa population et en adéquation avec sa taille. On y retrouve une mairie, une église et son cimetière, un foyer communal et des terrains de sports. Une déchetterie est également présente sur le territoire communal et se situe sur la partie Sud de la commune.

La mairie, l'école et l'église avec son cimetière se situent au cœur du village alors que les autres équipements se situent en périphérie de l'enveloppe urbaine. La déchetterie se situe de l'autre côté de l'autoroute près de l'aéroport.



Église



Mairie



Autre bâtiment communal près du foyer



Terrain de loisirs



Foyer communal



Une déchetterie existe sur la commune (près de l'aéroport)

### **2.4.1 LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET PERI-SCOLAIRES**

La commune fait partie du regroupement pédagogique Fleury-Branches. Elle possède une école primaire publique de 50 élèves composée de deux classes : un CE1 et un CE2. Les autres classes de l'école maternelle et de l'école primaire sont à Fleury-la-Vallée.

## 2.4.2 AUTRES EQUIPEMENTS



On note la présence d'un Syndicat Mixte de la fourrière animale du centre Yonne au Sud de l'autoroute au lieu-dit le Vernois. La distance avec les zones habitées limite les nuisances liées aux bruits.

## 2.4.3 VIE ASSOCIATIVE

On compte une société de chasse ainsi qu'un club de tir dans les associations.

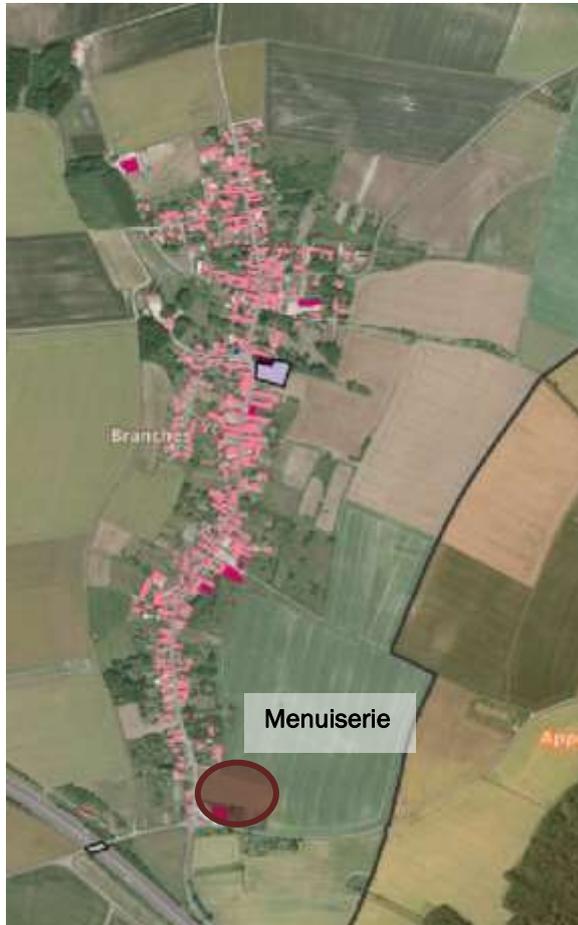


## 2.5 ECONOMIE LOCALE

Source : données INSEE

### 2.5.1 ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES, COMMERCIALES...

Carte de localisation de la principale activité artisanale



La commune accueille 1 entreprise de menuiserie, 1 maçon, 1 serrurier, 1 plombier, mais aussi, le syndicat mixte fourrière animale du centre YONNE, et un syndicat mixte tripartite de l'aéroport.

A noter que la menuiserie qui se situe à l'extrémité Sud du bourg devrait fermer sans avoir de repreneur.

Source : Perspectives sur fond Géoportail

Le site de l'aéroport accueille des entreprises dont l'activité est liée à l'aéronautique et à la restauration.

On note également la présence de quelques habitations en lien avec les activités du site.

Les constructions sont reliées à leur propre système d'assainissement collectif qui prend la forme d'un lagunage.



Source : Géoportail

## 2.5.2 ACTIVITE AGRICOLE ET SYLVICOLE

La commune compte 3 sièges d'exploitation dont 1 élevage de chèvres :

1. Earl Les terres de Cordeil (Siège à Branches),
2. EARL Peillier (Siège),
3. GAEC Desmoutiers-Breton (Siège, élevage de chèvres) est soumis à un périmètre sanitaire de 50 mètres conformément au Règlement Sanitaire Départementale de l'Yonne (RSD)
4. Le SCEA Fauchereau Alexandre exploite des terres sur la commune et possède un bâtiment de stockage. Son siège se situe à Neuilly et le GAEC de Chichery exploite des terres sur Branches.

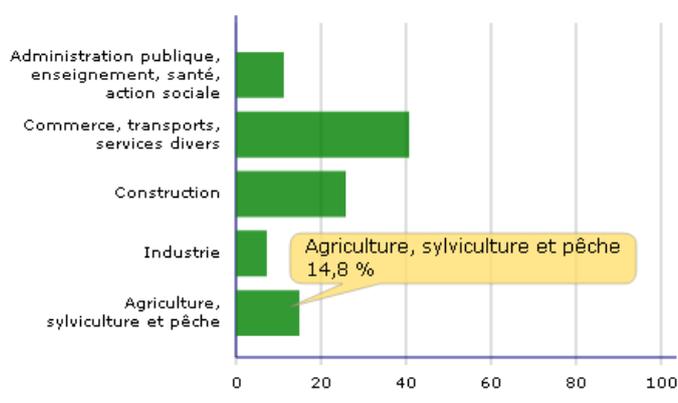
Les exploitations sont localisés sur une carte en page suivante selon la liste précédente.

Les exploitants ont fait part, lors de la réunion de consultation, des difficultés rencontrées dans la traversée du village, rue de la Grange. Afin d'éviter cet axe, ils contournent au Nord en traversant la parcelle 56, lieu-dit « Champagne » pour rejoindre le CR n° 14 puis longer le chemin de Châtillon vers le Sud et ainsi accéder à la route d'Appoigny. Ils rencontrent aussi des difficultés de déplacement le long de la route de Villemer et la présence d'un lampadaire le long de la route de Chichery est signalée comme pouvant poser des difficultés de déplacements.

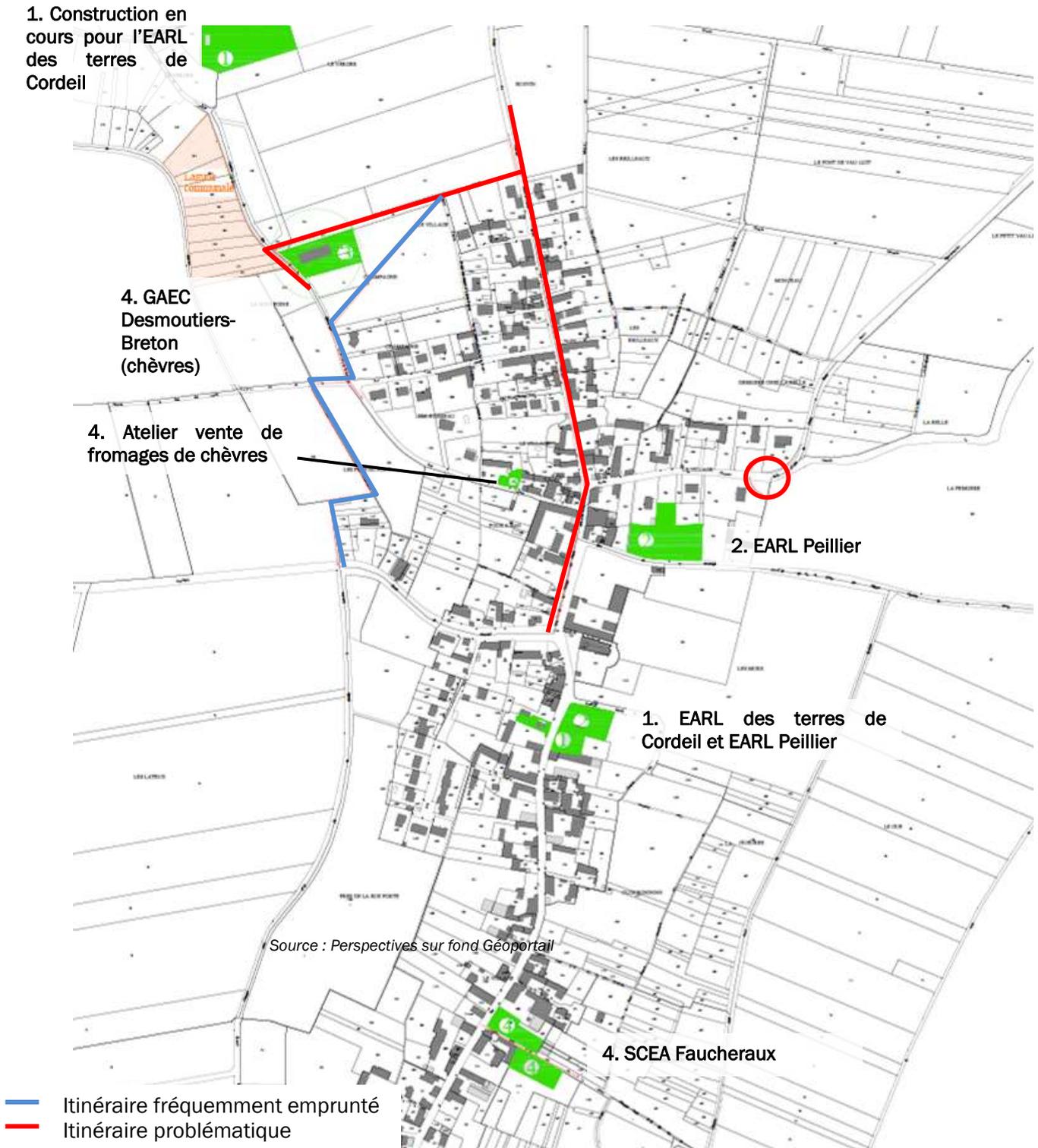
Les établissements agricoles ne représentent cependant que 14,8% de l'ensemble des activités économiques à l'échelle locale contre 40,7% pour les activités de commerce, transports et services divers.

La majeure partie du territoire communal est dominée par des activités agricoles et sylvicoles qui sont présentes à part égale.

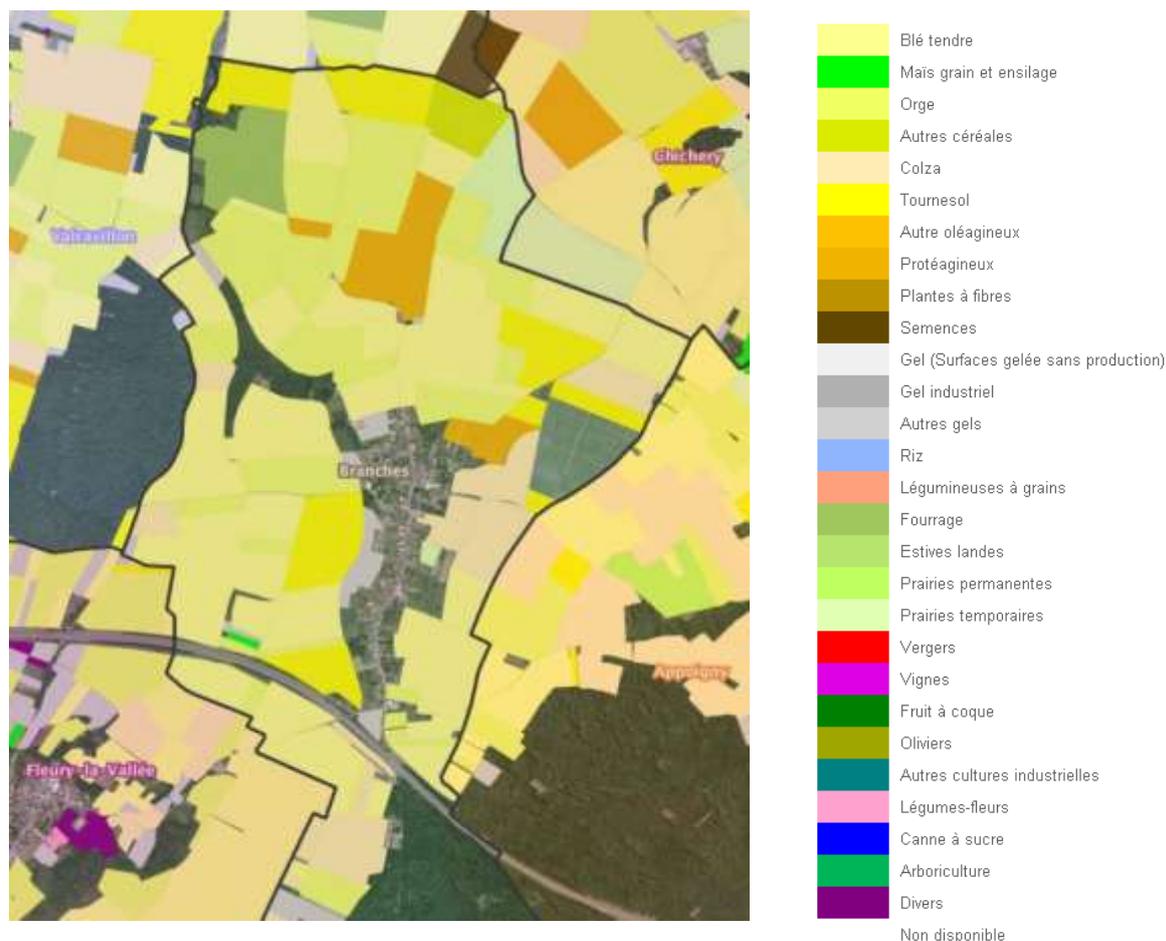
**CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2013**



Carte des exploitants agricoles et des activités associées



### Carte du registre parcellaire graphique : zones de culture déclarées par les exploitants en 2012



Source : Géoportail

Le Porter à Connaissance de l'Etat recense une surface agricole déclarée à la PAC de 753 ha, en 2014.

On observe que les cultures sont concentrées au Nord de la commune, autour de l'enveloppe urbaine alors qu'au Sud la forêt domine. Ce sont principalement des cultures céréalières, cependant, on note la présence de 2 fourrages près à proximité du ru de Châtillon.

A noter que la commune appartient aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) « Moutarde de Bourgogne », Volailles de Bourgogne » et à celle de l'IGP viticole « Yonne ». Ces informations sont disponibles sur le site de l'INAO : <http://www.inao.gouv.fr> .

### 2.5.3 AEROPORT

(Source : Union des Aéroports Français)



Aérogare

L'aéroport d'Auxerre-Branches est un aéroport ouvert à la circulation aérienne publique. Il est utilisé pour le transport aérien (national et international) et pour la pratique d'activités de loisir et de tourisme (aviation légère et hélicoptère). A noter que ce dernier appartient au Syndicat Mixte de l'aéroport Auxerre-Branches et est géré par SNC-Lavalin.

L'aéroport dispose d'une piste bitumée orientée Sud-Nord longue de 1 650 mètres et large de 30 mètres. Elle est dotée :

- d'un balisage diurne et nocturne,
- d'un indicateur de plan d'approche pour chaque sens d'atterrissage,
- d'une approche aux instruments classique et de deux approches GNSS (global navigation satellite system).

L'aéroport n'est pas contrôlé mais dispose d'un service d'information de vol. Les communications s'effectuent sur la fréquence de 129,800 MHz. Il est agréé pour le vol à vue, de nuit et le vol aux instruments.

Il possède aussi une aire de stationnement, une aérogare, des hangars et une station d'avitaillement en carburant.



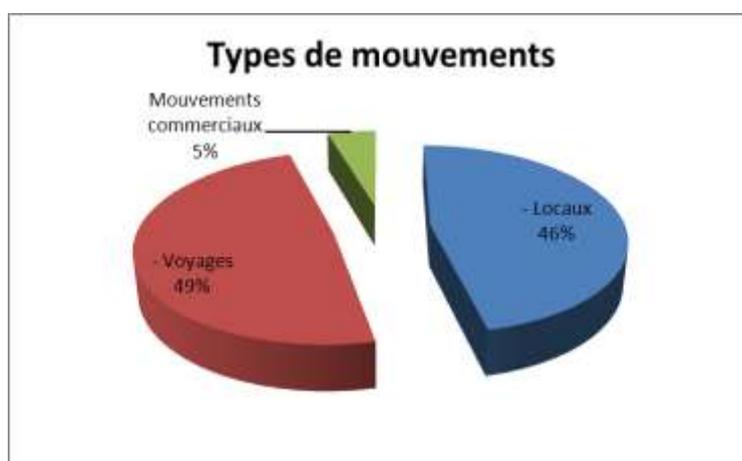
L'histogramme du nombre de passagers ci-dessus montre que le nombre de personnes accueillies est en baisse depuis 5 ans. L'aéroport n'accueille pas de passagers en transit ni de vols low cost.



Le nombre de vols a aussi beaucoup baissé. L'aéroport a perdu 47,3% de ses vols entre 2011 et 2015. Et 95% de ses vols sont non commerciaux.

Cette baisse d'activité est en partie due à des restrictions à cause de servitudes ainsi qu'à des restrictions liées à l'état de la piste. Cette dernière a été refaite en 2015 avant que la gestion de l'aéroport soit déléguée au SNC Lavalin.

Enfin, parmi les vols non commerciaux, on retrouve des voyages et des vols locaux à part quasiment égale.



## 2.5.4 ACTIVITES TOURISTIQUES

Le développement touristique de l'Auxerrois est une compétence de la Communauté d'Agglomération, dont la Stratégie de développement touristique de l'Auxerrois a été adoptée le 23 novembre 2015. Celle vient notamment compléter et consolider la Stratégie de développement économique du territoire.

Le but de cette stratégie est de permettre aux hébergeurs, aux commerces, au secteur vitivinicole dans toute sa diversité et à l'activité économique en général de profiter du tourisme.

Sur la commune de Branches, aucun site d'hébergement touristique n'est recensé cependant, certains lieux spécifiques peuvent jouer un rôle dans le développement touristique de l'Auxerrois, tels que l'aéroport, le patrimoine local (église Saint-Martin et la pierre Saint-Martin) et le patrimoine naturel au Sud (tourisme « vert »).

## 2.5.5 POPULATION ACTIVE

Sources : données INSEE

### 2.5.5.A/ Composition de la population active

La commune compte 247 habitants actifs, soit environ 50% de sa population et se compose d'employés, de professions intermédiaires et d'ouvriers.

### 2.5.5.B/ Migrations domicile-travail

Actifs travaillant :	2008	2013
Dans la commune de résidence	25	24
En dehors de la commune	175	210

La majorité des actifs travaillent en dehors de la commune et on peut observer que le nombre de personnes travaillant dans la commune de résidence tend à diminuer. Cela renforce les migrations domicile/travail et explique l'augmentation du nombre de voitures par foyer.

#### A RETENIR DE L'ECONOMIE LOCALE :

- ✓ Un tissu varié d'artisans, de commerçants et de services dans le bourg.
- ✓ Une faible offre touristique.
- ✓ La population active représente environ 50% de la population totale.
- ✓ Des déplacements domicile-travail importants.

## 2.6 BILAN DU POS ET CONSOMMATION D'ESPACE DES 15 DERNIERES ANNEES

Le POS de Branches a été approuvé le 1 décembre 1980, puis révisé 29 janvier 1993, le 21 décembre 1998, le 18 juin 1999 et le 3 octobre 2014.

L'analyse qui suit a pour but de revenir sur l'évolution de la commune depuis la mise en place de ce document d'urbanisme et de vérifier si les objectifs ayant motivé les choix de la commune pour l'élaboration des différents documents de l'étude ont été atteints. Cette analyse permet aussi de repérer - le cas échéant - les dysfonctionnements afin que le nouveau projet de PLU réponde le mieux possible aux attentes des élus et des projections qui seront définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Pour évaluer l'évolution de l'enveloppe urbaine de Branches, il est nécessaire de revenir sur les zones du POS actuel et de définir l'évolution des différentes zones urbaines et d'urbanisation future depuis la mise en place de ce document.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier le potentiel constructible actuel.

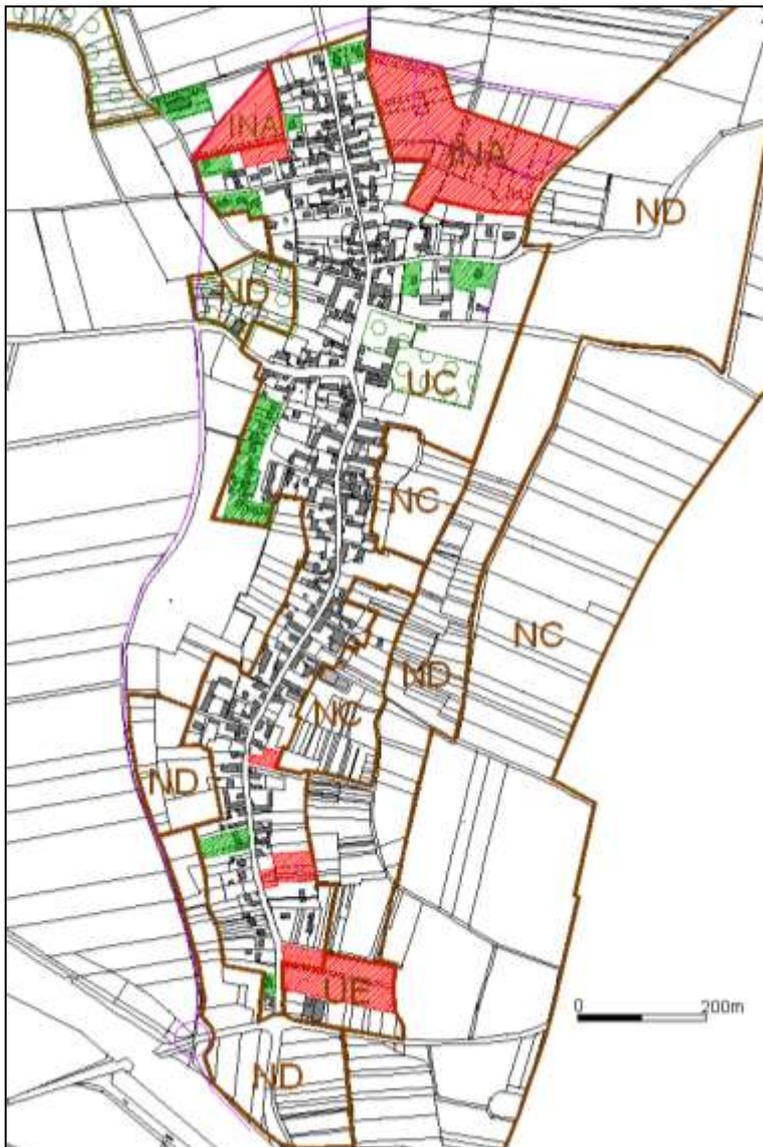
Zones	Définition de la zone	Surfaces (ha)	Capacités d'accueil
UC	Zone urbaine	35,50	30 habitants
UE	Zone d'activités	2	30 emplois
1NA	Zone d'urbanisation future	5,2	120 habitants
NC	Zone naturelle à vocation agricole	617,50	
ND	Zone naturelle	438,42	
Dont NDa	Autorise les constructions ou installations dont l'activité est liée à celle de l'aéroport	16,50	
Dont NDd	Autorise les constructions ou installations dont l'activité est liée au fonctionnement d'une déchetterie	0,58	

La surface consommée entre 1999 et 2015 est de 3,6 ha (d'après la photo aérienne de 1999 disponible sur Géoportail). Il y a donc eu une consommation d'espace de 0,23 ha par an.

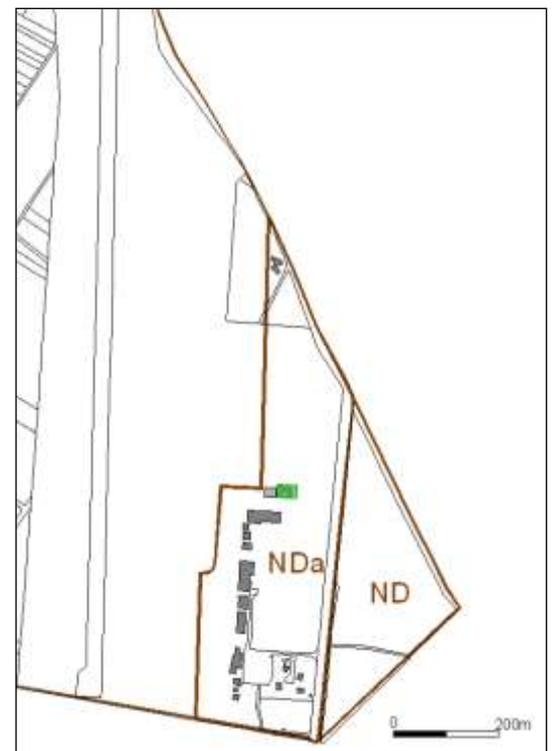
Le potentiel constructible du POS est d'environ :

- 0,6 ha en zone UC
- 5,2 ha en zone 1NA
- et 1,1 ha en zone UE

Cartes de la consommation des espaces (en vert) et du potentiel constructible (en rouge) du POS :



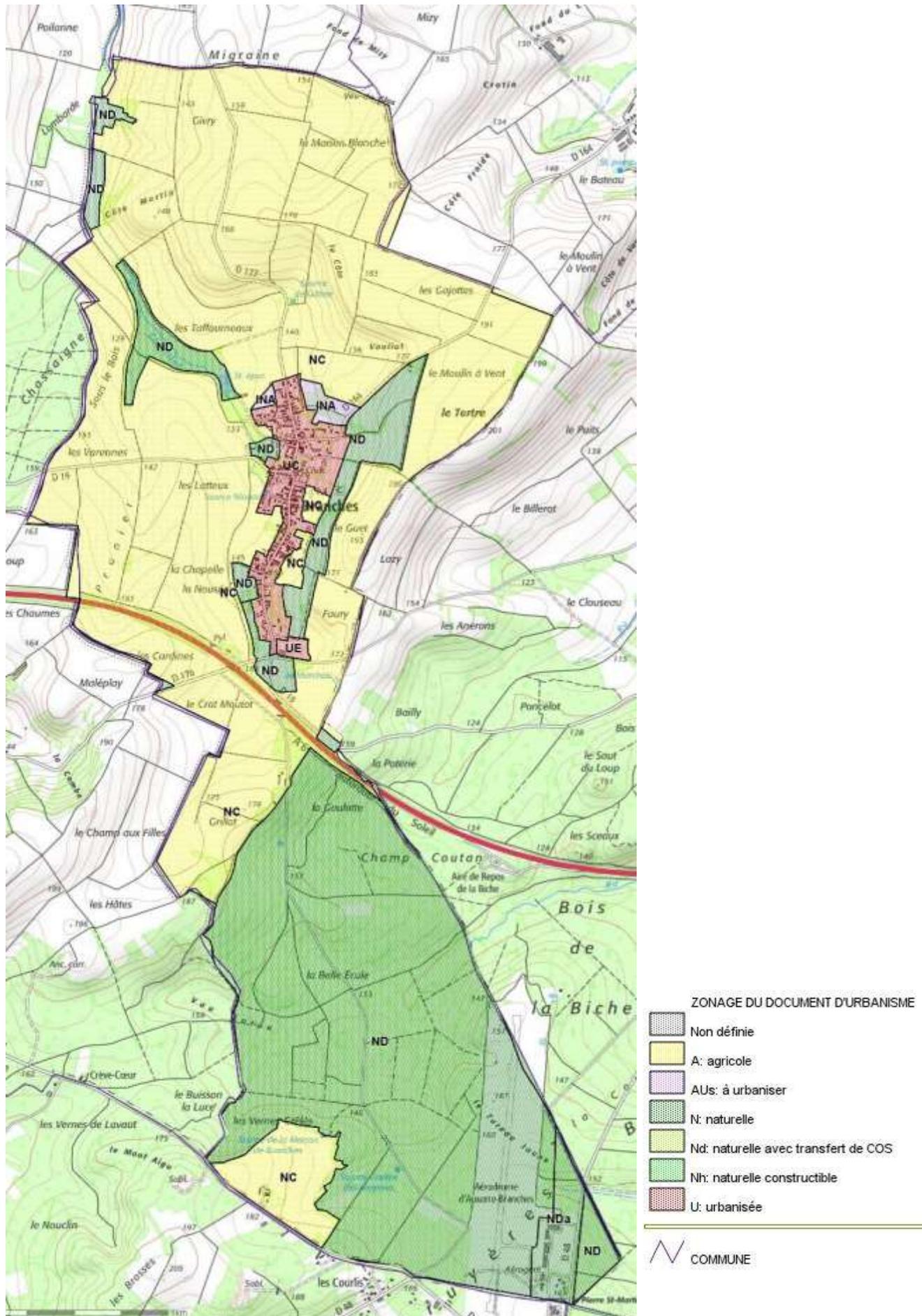
Enveloppe urbaine



Aéroport

Source : Calcul DAO (Perspectives) sur plan zonage P.O.S. (Cartelie) selon la photo aérienne de 1999 (Géoportail)

Zonage du POS



Source : <http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr>

## 2.7 SERVITUDES ET AUTRES INFORMATIONS

### 2.7.1 LES SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET CULTUREL

#### 2.7.1.A/ Monuments Historiques (servitude AC1)

L'église Saint Martin est classée monument historique par arrêté du 10 septembre 2001 pour ses peintures murales

Les périmètres de protection d'un rayon de 500 mètres sont établis à partir de tout point extérieur des éléments protégés. Cette servitude ne s'applique pas en présence d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

### 2.7.2 LES SERVITUDES RELATIVES A L'UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS

#### 2.7.2.A/ Alignement (servitude EL7)

La commune souhaite supprimer la servitude d'alignement EL7 du territoire.

#### 2.7.2.B/ Servitude relative aux déviations d'agglomération (servitude EL11)

Cette servitude s'applique au droit de l'autoroute A6. Ainsi, les propriétés limitrophes sont grevées de la servitude relative aux interdictions d'accès (article L.151-3 du code de la voirie routière).

#### 2.7.2.C/ Transport de gaz (servitude I3)

Le territoire communal est traversé par la canalisation de transport de gaz naturel Cezy-Perrigny.

#### 2.7.2.D/ Electricité (servitude I4)

##### Réseau HTA

En attente des informations des services d'Electricité Réseau Distribution France.

#### 2.7.2.E/ Télécommunications – servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques (servitude PT1)

La commune est grevée par la servitude de type PT1 de la station Branches aéroport d'Auxerre approuvée par décret ministériel le 29 janvier 1986. Le plan est disponible au SNIA – Département Centre et Est 210, rue d'Allemagne BP 606 – 69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT

#### 2.7.2.F/ Télécommunications – servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours de faisceaux hertziens (servitude PT2)

La commune est grevée par la servitude de type PT2 de la station Branches aéroport d'Auxerre approuvée par décret ministériel le 22 février 1995. Le plan est disponible au SNIA – Département Centre et Est 210, rue d'Allemagne BP 606 – 69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT

#### 2.7.2.G/ Circulation aérienne – servitudes de dégagement (servitude T5)

L'aéroport d'Auxerre Branches fait l'objet d'un plan des servitudes aéronautiques instauré par arrêté ministériel du 8 juin 1979 afin d'interdire la création d'obstacles et si nécessaire imposer la suppression d'obstacles au sein des espaces qu'il délimite.

Département de l'YONNE

Commune de BRANCHES



communauté  
de l'auxerrois

1B

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## Rapport de présentation Parties 3, 4, 5 et 6

Vu pour être annexé à l'arrêté  
n° 056-2018 du 03/04/2018  
soumettant à enquête publique  
le Plan Local d'Urbanisme

Cachet et signature :

POS approuvé le 01 décembre 1980

Prescription du PLU le 22 juin 2015

Dossier du PLU réalisé par :

**PERSPECTIVES**  
2, rue de la Gare  
10 150 CHARMONT s/B.  
Tél : 03.25.40.05.90.  
Mail : perspectives@perspectives-urba.com

**PLANETE VERTE** - Agence Centre-Nord  
42 bis, rue de la Paix  
10 000 TROYES  
Tél : 03.25.40.55.74.  
Fax : 03.25.40.90.33.  
Mail : planeteverte.troyes@orange.fr



# SOMMAIRE

<b>PARTIE 3 : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D. ET LA DELIMITATION DES ZONES DU P.L.U. MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL APORTEES PAR LE REGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>3.1 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR DE P.A.D.D. ....</b>	<b>6</b>
<b>3.2 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR LES DOCUMENTS GRAPHIQUES .....</b>	<b>10</b>
3.2.1 Les zones urbaines et à urbaniser.....	10
3.2.2 La zone agricole .....	20
3.2.3 La zone naturelle .....	23
<b>3.3 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUIT A L'ELABORATION DU PLU .....</b>	<b>28</b>
3.3.1 Dispositions règlementaires.....	28
3.3.2 Caractères et limites des zones et dispositions règlementaires apportées suite à l'élaboration du PLU.....	29
3.3.2.A/ LES ZONES URBAINES .....	29
3.3.2.B/ LA ZONE D'URBANISATION FUTURE .....	36
3.3.2.C/ LA ZONE AGRICOLE .....	37
3.3.2.C/ LA ZONE NATURELLE.....	40
3.3.3 Caractères et limites des zones et dispositions règlementaires apportées suite à l'élaboration du PLU.....	41
3.3.3.A/ LES PRESCRIPTIONS LIEES AUX CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES .....	41
<b>3.4 BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET BILAN DES SURFACES DU PLU.....</b>	<b>43</b>
3.4.1 Bilan des surfaces consommées par le PLU.....	43
3.4.2 Perspectives de développement et potentiel constructible dans le PLU .....	45
3.4.3 Bilan des surfaces du PLU.....	47
<b>PARTIE 4 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>48</b>
<b>4.1 PREAMBULE .....</b>	<b>49</b>
<b>4.2 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES.....</b>	<b>51</b>
4.2.1 Présentation résumée des objectifs et du contenu du PLU.....	51
4.2.1.A/ PRESENTATION DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD .....	51
4.2.1.B/ DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU .....	52
4.2.2 Articulation avec les autres plans et programmes .....	53
4.2.2.A/ ARTICULATION AVEC LE SDAGE SEINE-NORMANDIE.....	57
4.2.2.B/ ARTICULATION AVEC LE SCOT DU GRAND AUXERROIS .....	62
4.2.2.C/ ARTICULATION AVEC LE SRADDET BOURGOGNE FRANCHE-COMTE .....	62
4.2.2.D/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT, AIR, ENERGIE DE BOURGOGNE .....	63
4.2.2.E/ PRISE EN COMPTE DU PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET) DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS .....	66
4.2.2.F/ PRISE EN COMPTE DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS .....	67
4.2.2.G/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS, DU PLAN GLOBAL DE DEPLACEMENTS URBAINS ET DU SCHEMA DIRECTEUR CYCLABLE DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS .....	67

4.2.2.H/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE BOURGOGNE .....	68
4.2.2.I/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L'YONNE .....	70
4.2.2.J/ PRISE EN COMPTE DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE L'YONNE, PLAN DEPARTEMENTAL DE GESTION DES DECHETS ISSUS DE CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE L'YONNE ET PLAN INTERDEPARTEMENTAL DE PREVENTION, GESTION DES DECHETS ISSUS DE CHANTIERS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (NIEVRE, SAONE ET LOIRE ET YONNE) .....	71
4.2.2.K/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DECENNAL DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE ET SCHEMA REGIONAL DE RACCORDEMENT AU RESEAU DES ENERGIES RENOUVELABLES DE BOURGOGNE (S3RENR) .....	72
4.2.2.L/ PRISE EN COMPTE DU CONTRAT DE PLAN ETAT – REGION 2015-2020.....	73
4.2.2.M/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE ICAUNAIS (SDANT) .....	74
4.2.2.N/ PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE GESTION SYLVICOLE DE BOURGOGNE ET DE LA DIRECTIVE REGIONALE D'AMENAGEMENT DE LA REGION BOURGOGNE .....	74
4.2.2.O/ PRISE EN COMPTE DU PROGRAMME D' ACTIONS REGIONAL EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE DE BOURGOGNE .....	75
4.2.2.P/ PRISE EN COMPTE PRISE EN COMPTE DU PLAN REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DE BOURGOGNE (2009-2013).....	75
<b>4.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES .....</b>	<b>76</b>
<b>4.4 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU .....</b>	<b>77</b>
4.4.1 Généralités .....	77
4.4.2 Les impacts potentiels directs de la mise en œuvre du PLU .....	77
<b>4.5 LES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION .....</b>	<b>82</b>
4.5.1 Ressource en espace .....	82
4.5.2 Incidences et mesures sur le milieu naturel et le fonctionnement écologique du territoire .....	83
4.5.3 Evaluation des incidences sur le réseau Natura 2000 : contexte réglementaire .....	86
4.5.3.A/ METHODOLOGIE .....	86
4.5.3.B/ INCIDENCES SUR LA ZSC N° FR2600990 « LANDES ET TOURBIERES DU BOIS DE LA BICHE » .....	87
4.5.3.C/ CONCLUSION SUR L'ANALYSE DU RISQUE D'INCIDENCES SUR LE SITE NATURA 2000 .....	89
4.5.4 Incidences et mesures sur la ressource en eau .....	90
4.5.5 Incidences et mesures sur la ressource en énergie .....	92
4.5.6 Incidences et mesures sur le risque de nuisances .....	93
4.5.7 Incidences et mesures sur les risques naturels .....	95
4.5.8 Incidences et mesures sur les risques technologiques .....	97
4.5.9 Incidences et mesures sur le paysage et le cadre de vie.....	98
<b>4.7 JUSTIFICATIF DES CHOIX RETENUS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>100</b>
4.7.1 Prise en compte des enjeux environnementaux dans le projet de développement .....	100
4.7.2 Justification des choix retenus par thématique environnementale .....	101
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AU MILIEU NATUREL.....	101
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT A LA RESSOURCE EN EAU .....	102
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AUX NUISANCES SONORES .....	102
→ JUSTIFICATIF PAR RAPPORT AUX RISQUES.....	102
4.7.3 Justification des emplacements réservés .....	105
4.7.4 Les orientations d'aménagement et de programmation.....	106

---

<b>PARTIE 5 : RESUME NON TECHNIQUE.....</b>	<b>107</b>
<b>5.1 RESUME DES ORIENTATIONS DU PADD ET DU PLAN DE ZONAGE MIS EN PLACE.....</b>	<b>108</b>
5.1.1 Rappel des principales orientations du padd .....	108
5.1.2 Description du zonage du plu.....	109
5.1.3 Articulation avec les autres plans et programmes .....	110
<b>5.2 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE.....</b>	<b>111</b>
<b>5.3 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>113</b>
<b>5.4 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000.....</b>	<b>115</b>
<b>5.5 MODALITES DE REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>116</b>
<b>PARTIE 6 : INDICATEUR DE SUIVI.....</b>	<b>117</b>
<b>6.1 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES .....</b>	<b>118</b>
<b>6.2 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ESPACE URBAIN ET LE PAYSAGE LOCAL .....</b>	<b>120</b>

## **PARTIE 3 :**

**CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.  
ET LA DELIMITATION DES ZONES DU P.L.U.**

**MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES  
A L'UTILISATION DU SOL APPORTEES PAR LE  
REGLEMENT**

## 3.1 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR DE P.A.D.D.

La commune de Branches s'est appuyée sur les constats issus du diagnostic pour établir son projet de territoire.

Le territoire communal de Branches présente un cadre de vie particulier à quelques kilomètres de l'agglomération Auxerroise. La commune profite effectivement d'un cadre rural agréable principalement dû aux qualités environnementale, paysagère et patrimoniale de son territoire, la rendant ainsi attractive pour les familles.

Cependant, son attractivité est à nuancer depuis quelques années. En effet, la commune de Branches connaît une croissance de sa population continue depuis plusieurs décennies, qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Néanmoins, consciente de son potentiel en matière de cadre de vie et d'accessibilité, la commune souhaite permettre au territoire de poursuivre sa croissance de façon raisonnée notamment sur les questions d'habitat et de développement démographique, de maîtrise de l'étalement urbain, de développement économique, d'équipements, de déplacements et de réseaux.

Ainsi, la commune a souhaité mettre en place un projet de territoire lui permettant d'accueillir de nouveaux habitants mais également un projet permettant de maintenir la population en place en préservant et en améliorant le cadre de vie local (sécurité, accessibilité, développement économique, ...) et son environnement naturel.

Enfin, le territoire est marqué par certains risques naturels (retrait-gonflement des argiles, ruissèlements, ...) et technologiques (voies bruyantes, transport de matières dangereuses) qui ont été pris en compte lors de l'élaboration du projet de territoire afin de ne pas aggraver les risques existants et de limiter l'exposition des nouvelles populations.

Au regard de l'ensemble de ces enjeux et caractéristiques, les orientations du P.A.D.D. ont été organisées en 5 objectifs articulés autour de deux orientations :

**1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier**

**2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent**

Au sein de la première orientation « **Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier** », la commune affirme son souhait de préserver son cadre de vie à travers les milieux écologique, naturel, paysager et bâti du territoire.

Cette première orientation a été divisée en deux objectifs distincts : le premier objectif permettant de définir l'ensemble des espaces naturels, agricole et forestier présentant une forte valeur écologique qu'il convient de préserver et de prendre en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire.

En identifiant clairement les éléments sensibles de son territoire qui composent notamment les grandes continuités écologiques des trames verte et bleue, la commune exprime clairement sa volonté de préserver la diversité des milieux qui offrent des espaces de qualité pour les écosystèmes du territoire et qui contribuent à son cadre de vie.

Ces éléments sont d'autant plus sensibles, qu'ils sont concernés par des secteurs d'intérêts écologiques tels que les zones humides, la zone Natura 2000, les ZNIEFF de type I et II et un Arrêté de Protection de Biotope.

Le second objectif de cette première orientation définit les éléments du territoire qu'il convient de préserver d'un point de vue de la qualité paysagère. En effet, la commune ne souhaite pas que son développement urbain se fasse au détriment du patrimoine et du paysage naturel, architectural et urbain local.

La commune a donc souhaité inscrire à cet objectif la préservation et l'amélioration de la qualité de ses entrées de village et des franges urbaines qui jouent un rôle important dans l'intégration paysagère de l'espace urbain.

Cet objectif identifie également les éléments boisés situés au Sud du territoire qui, en plus de présenter des qualités environnementales reconnues, contribuent fortement à la qualité paysagère et au cadre de vie du territoire en offrant un grand espace de verdure à proximité des espaces bâtis de l'agglomération Auxerroise.

Enfin, la commune souhaite conserver sa forme typique de village-rue et l'implantation des constructions qui en résultent et qui participent au cadre de vie urbain. Il s'agit donc de maîtriser la forme urbaine et de préserver les éléments architecturaux du paysage urbain.

La seconde orientation du PADD « **Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent** » souligne la volonté de la commune de permettre un développement démographique de sa population tout en prenant en compte les éléments à préserver définis dans la première orientation, en maîtrisant l'évolution de l'urbanisation, en maintenant un niveau d'équipements et d'activités satisfaisant et en améliorant les déplacements et la sécurité des usagers.

Trois objectifs ont été définis au sein de cette orientation, le premier permettant à la commune de définir ses objectifs chiffrés en matière de développement démographique et urbain.

La commune de Branches, connaît une augmentation constante de sa population depuis plusieurs décennies qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Malgré cela, la commune continue d'accueillir de nouvelles familles sur son territoire du fait de sa proximité avec l'agglomération Auxerroise et de son cadre de vie, elle souhaite donc affirmer ces arrivées en poursuivant l'accueil de nouveaux ménages.

Ainsi, la commune s'est fixée un objectif de croissance de sa population en prenant en compte les derniers mouvements de population et envisage un développement réaliste pour son territoire avec un taux de croissance d'environ 1% par an sur les 15 prochaines années.

Pour rappel, on note une augmentation moyenne de la population de l'ordre de 1,55% entre 1999 et 2013, pour atteindre 488 habitants. La commune se fixe donc un objectif de croissance démographique légèrement inférieur à celle observée lors des 15 dernières années.

Cette croissance permettra l'accueil d'environ 76 habitants, soit une population totale de 570 habitants en cohérence avec les équipements et les services de la commune. Cet objectif d'accueil de nouveaux habitants est complété par la prise en compte d'un desserrement des ménages de l'ordre de 0,2 habitant par ménage dans les prochaines années induisant un besoin de logements supplémentaires. Ainsi, la taille des ménages passerait de 2,5 à 2,3 personnes par foyer.

En effet, la qualité des eaux distribuées et la capacité du réseau d'alimentation en eau potable ont été jugées satisfaisantes et suffisantes pour le développement de la commune.

De plus, la station d'épuration a une capacité de 500 équivalents habitants (eh). En 2014, la charge maximale en entrée de station était de 307 eh pour une population d'environ 488 habitants. On peut donc en déduire que pour une capacité de 500 eh la commune est capable d'accueillir une population totale d'environ 790 habitants.

Comme il est dit précédemment, la commune souhaite maîtriser l'évolution de son urbanisation en se fixant un objectif de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an. Cet objectif de modération de consommation d'espace est appuyé par l'application d'une densité minimale de 10 logements par hectare pour les nouvelles constructions telle qu'elle est définie dans le Plan Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois.

Pour permettre ce développement de la population et la maîtrise de l'urbanisation, la commune souhaite organiser son développement urbain en prenant en compte les problématiques propres à son territoire. En effet, l'épaississement des espaces bâtis est rendu difficile par la présence d'éléments naturels tels que les coteaux contraignant le bourg à se développer le long des axes routiers et expliquant la forme de village-rue de Branches. Ainsi, en plus de la reprise des logements vacants et de la construction des dents creuses disponibles, la commune souhaite définir un espace d'extension à court terme.

Au sein de ce développement urbain, la commune est favorable au développement de dispositifs permettant les économies d'énergie tels que les systèmes de production d'énergie renouvelable ainsi que les constructions aux normes environnementales. Cependant, elle désire les encadrer afin que ces derniers soient utilisés dans le respect de l'environnement local.

La commune souhaite également son souhait que le développement urbain se fasse dans le respect de la qualité des masses d'eau souterraines en veillant à la bonne conformité des équipements techniques en lien avec cette ressource. Il s'agit notamment de veiller à la qualité du réseau d'adduction en eau potable, au dimensionnement des installations d'assainissement collectif et à la conformité des installations d'assainissement non collectif.

Enfin, la maîtrise de l'urbanisation passe également par la prise en compte des risques naturels et technologiques du territoire. C'est pour cela que la commune identifie clairement au sein de son PADD les risques auxquels elle est soumise. De cette façon elle souhaite limiter ne pas aggraver les risques existants et de limiter l'exposition des nouvelles populations.

Le deuxième objectif, permet à la commune d'exprimer son souhait de maintenir un niveau d'équipements et d'activités satisfaisant sur son territoire pour permettre un développement cohérent avec les besoins de la population.

La commune compte quelques activités artisanales au sein de son bourg qu'elle souhaite maintenir tant que possible. De plus, elle souhaite permettre le développement de nouvelles activités commerciales dans le but d'accompagner la croissance démographique envisagée.

De plus, la commune est concernée par l'aéroport de Auxerre-Branches qui est associé à une zone d'activités en lien avec l'aéronautique. Elle souhaite donc profiter de ce site pour développer les activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs. En effet, la présence de l'aéroport est un atout pour la commune qui souhaite en profiter d'un point de vue économique sans pour autant aller à l'encontre des activités aéronautiques.

L'activité agricole représente une des premières activités économiques de la commune. Celle-ci souhaite donc préserver cette activité en permettant la construction de nouveaux bâtiments agricoles et en modérant la consommation d'espaces agricoles tel qu'elle a été définie auparavant pour maintenir autant que possible les terres agricoles du territoire.

En parallèle de l'activité économique, la commune exprime également son souhait de développer les activités touristiques autour de son patrimoine local. En effet, la commune possède un patrimoine architectural (monument historique, bâti, ...) ainsi que des espaces particuliers (aéroport, ...) favorables au développement du tourisme.

Concernant le niveau d'équipements publics, la commune possède une offre adaptée à sa population et à ses objectifs d'évolution. En effet, la commune possède une mairie adaptée en termes d'accessibilité et d'usage ainsi qu'un espace regroupant un foyer communal et des terrains de sports. Cependant, la commune précise qu'elle souhaite veiller à la mise en accessibilité de l'ensemble de ces équipements existants et futurs.

Enfin, pour ce développement démographique et économique, la commune précise sa volonté de permettre le développement des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) afin de proposer ce service aux professionnels et aux particuliers.

Le troisième et dernier objectif traite des questions de déplacements au sein de la commune, qu'elle souhaite améliorer.

Comme indiqué précédemment, la commune souhaite pérenniser l'activité agricole. Elle indique donc sa volonté de prendre en compte les problématiques de déplacements des exploitants qui ont pu s'exprimer lors d'une réunion de concertation. Il est notamment ressorti de cette réunion que le passage des engins agricoles est limité au sein du bourg en particulier sur sa partie Nord. Afin de ne pas aggraver cette situation et de l'améliorer, la commune souhaite préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins au Nord du bourg.

Cet objectif traite également des déplacements des particuliers dont on note de nombreux voyages domicile-travail. Pour limiter l'utilisation de la voiture individuelle lors de ces trajets, qui est l'une des principale source des émissions de gaz à effet de serre, la commune souhaite permettre le développement ou le maintien de moyens de transports alternatifs tels que les déplacements doux, le covoiturage et le transport à la demande, le tout en lien avec la Communauté de l'Auxerrois qui détient la compétence transports et mobilité.

L'amélioration des déplacements au sein de la commune passe également par la sécurité des usagers et les possibilités de stationnement. Dans ce but, la commune s'est lancée dans la requalification de son centre bourg en y intégrant ces problématiques de sécurité et de stationnement. Elle a voulu afficher cette volonté au sein du PADD pour encourager la poursuite de ce type d'initiative.

## 3.2 CHOIX RETENUS PAR LA COMMUNE POUR ETABLIR LES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Pour établir le zonage, la commune de Branches s'est appuyée sur les orientations du PADD et sur le constat du précédent Plan d'Occupation des Sols. Cependant, celui-ci étant caduc depuis le 27 Mars 2017, les justifications suivantes ne prennent pas en compte son tracé.

La commune a alors contenu son enveloppe urbaine en cohérence avec le bâti existant prenant en compte les dents creuses et les logements vacants tout en permettant un développement de certains secteurs de son territoire adapté à ses objectifs de développement démographique et aux besoins en logements.

La commune a également pris en compte les sensibilités environnementales du territoire (le Ru de Châtillon, zone humide, ...) et ses objectifs de préservation de l'agriculture.

### 3.2.1 LES ZONES URBAINES ET A URBANISER

La commune de Branches, connaît une augmentation constante de sa population depuis plusieurs décennies qui semble s'inverser au vu du dernier recensement notamment pour les tranches d'âges les plus jeunes. Malgré cela, la commune continue d'accueillir de nouvelles familles sur son territoire du fait de sa proximité avec l'agglomération Auxerroise et de son cadre de vie ; elle souhaite donc affirmer ces arrivées en poursuivant l'accueil de nouveaux ménages. Cependant, la tendance nationale montrant une baisse du nombre de personnes par foyer, on peut émettre l'hypothèse qu'un desserrement des ménages pourrait voir le jour à Branches. Ainsi, le nombre moyen d'occupants par résidence principale pourrait passer de 2,5 personnes/ménage à 2,3 à l'horizon 2030. Ce desserrement des ménages induit la construction de **17 nouveaux logements** pour conserver le même nombre d'habitants.

On note une augmentation moyenne de la population de l'ordre de 1,55% entre 1999 et 2013, pour atteindre 488 habitants. À la vue de l'attractivité du territoire et des dernières données du recensement, la commune se fixe un objectif de croissance démographique légèrement inférieur à celle observée lors des 15 dernières années avec un taux de 1% par an à l'horizon 2030. Cette croissance représente une augmentation de 76 habitants, soit un besoin de **33 nouveaux logements**.

Enfin, les statistiques 2013 de l'INSEE font apparaître 8 logements vacants sur le territoire communal. Un recensement effectué par les élus au cours de l'élaboration du PLU confirme la présence d'environ **9 logements vacants** pouvant potentiellement être repris dans le parc de logements. De par sa proximité de l'agglomération Auxerroise, la commune connaît actuellement une forte demande de reprise de logements qui permet une rotation convenable dans le parc de logements évitant aux logements vacants de rester longtemps sur le marché.

Cette projection démographique et l'analyse des logements vacants font donc apparaître un **besoin total d'environ 40 logements à l'horizon 2030**.

Pour atteindre cet objectif, la commune se fixe **une densité minimale de 10 logements par hectare** en cohérence avec les préconisations du PLH. De plus, un travail approfondi sur le **potentiel de dents creuses** a été réalisé par la commune. Ces parcelles ont alors été privilégiées pour favoriser dans un premier temps la densification du bourg.

Cependant, le potentiel en dents creuses ne permet pas d'atteindre les objectifs de croissance fixés par la commune. Il a donc été décidé d'inscrire en zone UA, certaines parcelles correctement pouvant accueillir de nouvelles constructions en limite de l'espace actuellement urbanisé et de créer une zone d'urbanisation future 1AU sur un secteur stratégique de la commune pour atteindre son objectif d'accueil de nouveaux habitants.

### **Délimitation de la zone UA**

De manière générale, la zone UA englobe l'ensemble des constructions existantes du bourg ancien en intégrant également le cimetière et le parc de la grande maison à l'Est du bourg le long de la rue de la Montagne.

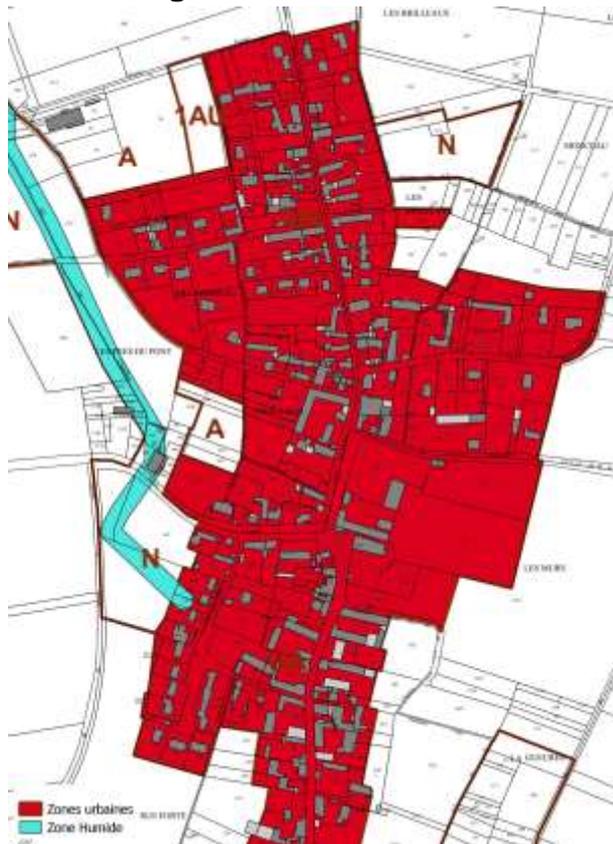
On note également que la zone urbaine UA intègre certaines parcelles se trouvant en limite des parties actuellement urbanisées sur la frange Ouest du bourg et au Sud vers la menuiserie. L'intégration de ces parcelles correctement desservies par les réseaux et la voirie permettent de compléter le potentiel de dents creuses en épaissement du tissu urbain sans altérer la composition historique en village-rue. Ainsi, la zone urbaine UA n'étire pas l'urbanisation le long des routes départementales vers le Nord ou le Sud.

A noter que quatre parcelles bâties, situées à l'Ouest du bourg, sont concernées par une zone humide. Celles-ci étant déjà artificialisées, elles ont été intégrées à la zone urbaine.

Emprise de la zone urbaine UA du PLU au bourg et au hameau de Courlis



## Nord du bourg



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

A l'Est de la RD177 et 164, la zone urbaine se limite aux constructions existantes et ne permet pas l'extension de l'urbanisation. En effet, cette partie du territoire se situe en bas des espaces de coteaux. Son urbanisation n'y est donc pas aisée et les terrains sont parfois soumis à un risque ruissellement. On note cependant la présence de parcelles non-bâties au sein de la zone urbaine. Il s'agit :

- des parcelles 286 et 285 qui constituent un parc de qualité associées à la grande maison située sur la parcelle 262. Cet espace est identifié en tant qu'élément de paysage au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme, son urbanisation n'est donc pas permise ;
- d'une partie de la parcelle 1362, qui se trouve dans le prolongement du cimetière (parcelles 263 et 1318). Cet espace est identifié en tant qu'emplacement réservé pour permettre l'extension du cimetière et un espace de stationnement en lien avec cet équipement ;
- de la parcelle 705, sur laquelle un permis de construire a été déposé et accepté pour la construction d'une habitation individuelle.

A l'Ouest de la RD177 et 164, la commune a intégré certaines parcelles situées en limite de l'urbanisation actuelle du bourg et correctement desservies par les réseaux et la voirie. L'intégration de ces parcelles permet de compléter le potentiel constructible des dents creuses dans un principe d'épaississement du tissu urbain. Il est à noter que les parcelles intégrées à la zone urbaine UA présentent une profondeur ne permettant les constructions en double front bâti (entre 30 et 45 mètres de profondeur). Il s'agit :

- de la parcelle 1192, enclavée au Nord et à l'Est par des parcelles bâties et desservie par la rue du Cadoux ;
- des parcelles 972 à 976 également desservies par la rue du Cadoux et situées en face de la parcelle 1175 actuellement bâtie ;
- de la parcelle 962, située entre la dernière habitation de la rue de Guerchy et la salle des fêtes de la commune.

La commune a fait le choix de limiter la zone urbaine aux dernières habitations le long de la RD177 afin de ne pas étirer l'urbanisation vers le Nord.

## Sud du bourg



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

A l'Est de la RD19, et plus particulièrement vers le Sud, l'espace urbain se trouve plus éloigné des coteaux permettant l'identification de parcelles correctement desservies et pouvant être urbanisées en limitant les contraintes dues à la pente et aux risques de ruissellement. Ainsi, la commune a décidé d'intégrer plusieurs parcelles pour accueillir de nouvelles constructions. Il s'agit :

- des parcelles 1160, 1161, 631 et d'une partie de la parcelle 632 desservies par le sentier dit des « Vignes Molles ». Ces parcelles se situent en début de pente mais ne sont pas concernées par les risques de ruissellement. De plus, la commune a limité la zone constructible à des profondeurs allant de 20 à 30 mètres afin de limiter les constructions sur ce secteur ;
- des parcelles 100, 101 et d'une partie de la parcelle 119 sur une largeur de 75 mètres. La zone constructible présente une largeur plus importante sur ces parcelles, celles-ci étant desservies à l'Ouest par la RD19 et au Nord par le chemin de Joachimes. De plus, ces parcelles situées entre la dernière habitation du bourg et la menuiserie se présentent comme une grande dent creuse dont l'urbanisation permettrait de limiter l'étalement du village à d'autres endroits. On note également que la menuiserie est en voie de fermer et qu'elle ne risque pas de retrouver repreneur, ainsi la commune a fait le choix de l'intégrer à la zone urbaine pour permettre l'éventuel changement de destination du bâtiment ou de la parcelle, ce qui conforterait l'urbanisation pour l'habitat des parcelles 100, 101 et 119. Enfin, il est à noter que ces parcelles se situent dans le secteur défini aux alentours de l'autoroute A5, classée voie bruyante, les futures constructions devront donc adapter leur isolation phonique en conséquence ;
- des parcelles 1377 et de 1281 à 2184 desservies par le chemin des Joachimes et se situant en face des parcelles présentées ci-dessus. Les coteaux n'étant plus marqués sur cette frange du bourg, l'urbanisation de ces parcelles ne sera pas contrainte.

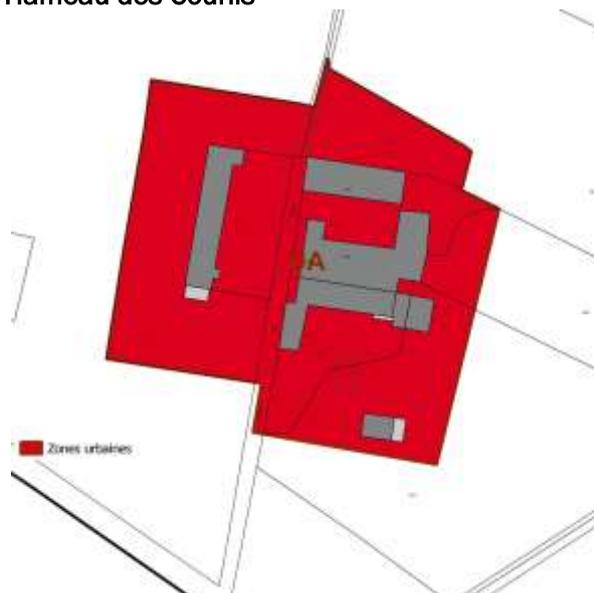
A noter qu'à l'Est de la RD19, une bande constructible d'environ 45 mètres a été définie le long de l'axe routier, en dehors des parcelles présentées ci-dessus, afin de permettre le confortement des habitations existantes et la construction d'habitations neuves sans pour autant permettre la réalisation de constructions en double front bâti.

A l'Ouest de la RD19, la commune a choisi de limiter l'extension de l'urbanisation uniquement à la rue de Pruniers. Cette voie ayant fait récemment l'objet d'aménagement routier et de réseaux de la part de la commune. Ainsi, seules les parcelles 201 et 1140 situées en extension de l'urbanisation sont intégrées à la zone urbaine. A noter que la bande constructible sur ces parcelles se limite à une largeur de 30 mètres ne permettant pas les constructions en double front bâti.

Sur le restant des parcelles situées à l'Ouest de la RD19, une bande constructible a été défini de la même façon que sur la partie Est afin de permettre le confortement des habitations existantes et la construction d'habitations neuves. A noter que cette bande est légèrement plus large du fait que les constructions existantes sont plus récentes et se sont installées en retrait de l'emprise publique au contraire des constructions plus anciennes qui se trouvent à l'alignement.

La commune a fait le choix de limiter la zone urbaine à la RD176 et aux dernières habitations afin de ne pas étirer l'urbanisation et de limiter la construction d'habitations neuves à proximité de l'autoroute.

### Hameau des Courlis



Extrait du zonage du PLU



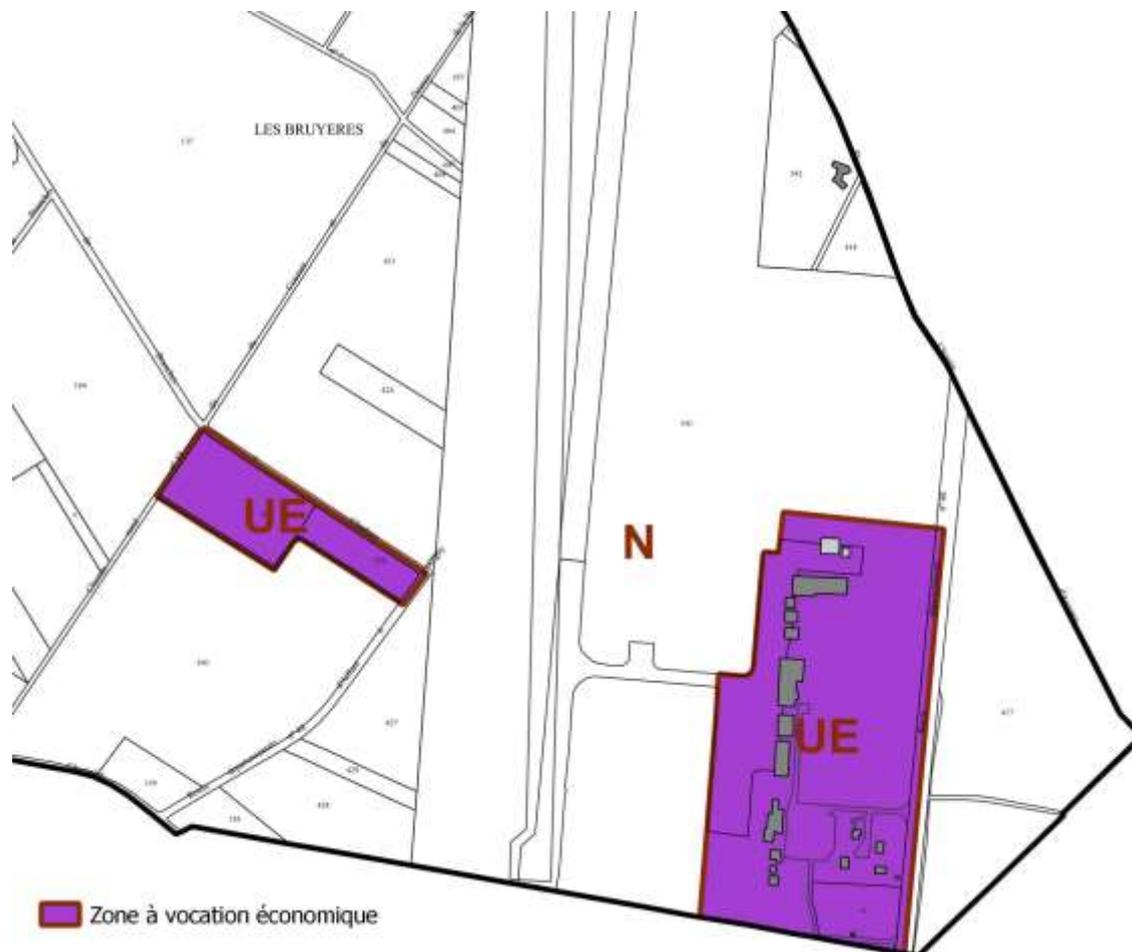
Photo aérienne Géoportail

Au Hameau des Courlis, la commune a fait le choix de ne pas favoriser l'extension de l'urbanisation. Ainsi, la zone urbaine UA se limite à prendre en compte les constructions existantes uniquement composées d'habitations.

A noter que les limites de la zone urbaine ont été définies afin de permettre le confortement des habitations et la construction d'annexes.

## Délimitation de la zone UE

La commune a fait le choix d'identifier en zone à vocation économique UE, deux entités particulières : la déchetterie et la zone d'activités liée à l'aéroport.



Extrait du zonage du PLU

La déchetterie, située sur la parcelle 570, est inscrite en zone à vocation économique UE afin de permettre son confortement et son développement. La parcelle 571, située en continuité de la déchetterie est également intégrée à la zone UE, celle-ci n'étant pas concernée par les boisements et pouvant éventuellement accueillir une activité compatible avec la proximité de la déchetterie.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

La zone d'activités liée à l'aéroport est également inscrite en zone à vocation économique afin de permettre le développement d'activités artisanales, commerciales, touristiques et de loisirs. En effet, tel qu'il est défini au sein du P.A.D.D., la commune souhaite « *Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques* ».

La zone à vocation économique UE intègre les activités existantes, les habitations existantes liées aux activités et un terrain en friche situé le long de la RD48. Ainsi, la commune souhaite permettre aux activités existantes de se développer et permettre à de nouvelles activités de s'installer sur ce terrain en friche correctement desservi par la voie interne à l'aéroport.

La commune a fait le choix de limiter la zone à vocation économique UE aux constructions existantes vers le Nord et l'Ouest, n'intégrant pas la piste de l'aéroport identifiée en zone naturelle N du PLU. Ainsi, les activités aéronautiques de l'aéroport ne seront pas gênées par cette zone à vocation économique et la commune limite la consommation des espaces naturels situés à proximité.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

## Délimitation de la zone 1AU

Suite à l'identification des dents creuses et à l'intégration en zone urbaine UA de parcelles correctement desservies par les réseaux et la voirie et se trouvant en extension de l'urbanisation, la commune a fait le choix d'inscrire une zone d'urbanisation future 1AU afin de compléter son potentiel constructible en lien avec ses objectifs de croissance démographique affichés dans le PADD.

La commune a choisi de ne pas définir de zone d'urbanisation future en étirement de l'urbanisation mais à chercher à épaissir le tissu urbain. Ainsi c'est une partie de la parcelle 56, située au Nord du bourg qui a été désignée.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

La zone 1AU a été définie selon une bande constructible de 35 mètres afin de ne pas permettre les constructions en double front bâti.

Cette parcelle est actuellement desservie par un chemin communal au Nord et par le chemin communal de Fourier à l'Est. Ces chemins ne permettent pas une desserte suffisante pour les véhicules et la parcelle n'est pas raccordée aux réseaux. Cependant, le chemin de Fourier a les capacités pour accueillir les réseaux et permettre la création d'une voie à sens unique depuis la rue aux Œufs. Quant au chemin communal, situé au Nord de la parcelle, celui-ci fait l'objet d'un emplacement réservé pour permettre son élargissement et la création d'un pan coupé sur la RD177.



On note la présence de la chèvrerie à l'Ouest de la zone à urbaniser dont le périmètre sanitaire ne concerne pas cette partie de la parcelle et dont l'exploitant n'a pas exprimé le souhait d'étendre ces bâtiments en direction du bourg.

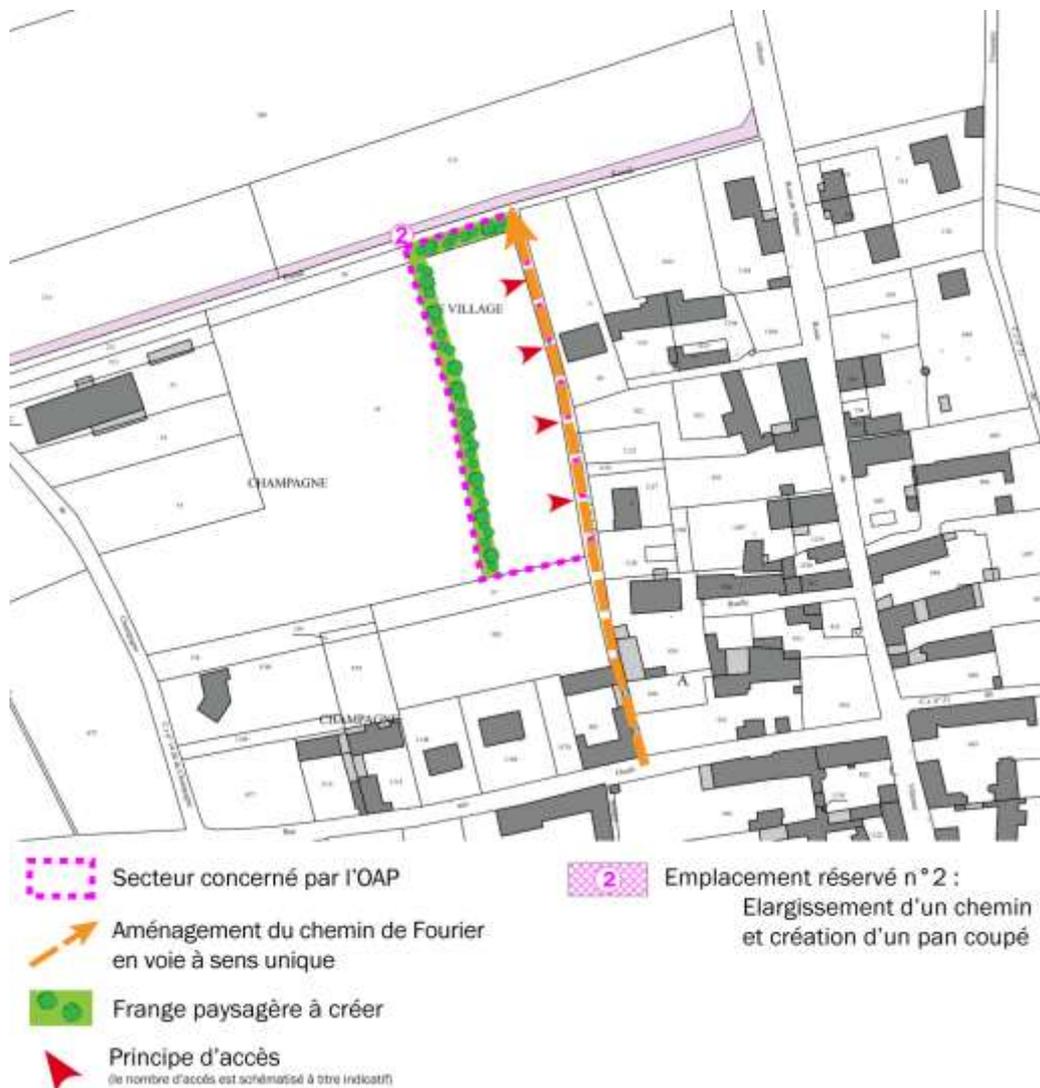
Extrait du zonage du PLU avec périmètre sanitaire

## Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

La zone 1AU, d'une surface totale de 0,4ha, permettra d'accueillir environ 4 logements avec un accès sur l'actuel chemin de Fourier.

L'OAP impose que le chemin de Fourier soit aménagé en voie à sens unique depuis la rue des Œufs vers le chemin communal au Nord ; celui-ci ne présentant pas une largeur suffisante pour accueillir une voie en double sens et sa sortie sur la rue des Œufs n'étant pas suffisamment sécurisée. La sortie des véhicules se fera donc sur la RD177 depuis le chemin communal existant faisant l'objet d'un emplacement réservé pour son élargissement et la création d'un pan coupé sur la RD177. De cette façon, la desserte de la parcelle par les véhicules sera plus fluide et sécurisée.

Enfin, l'OAP impose la réalisation d'une frange paysagère au Nord et à l'Ouest du site afin de permettre une bonne intégration paysagère de ses nouvelles constructions situées en limite du tissu urbain et à proximité de l'entrée Nord du village. De plus, cette frange permettra de limiter les conflits et nuisances pouvant existés entre l'espace agricole et l'espace urbain. Une chèvrerie se trouvant notamment à l'Est du site et le chemin communal situé au Nord servant pour les déplacements agricoles.

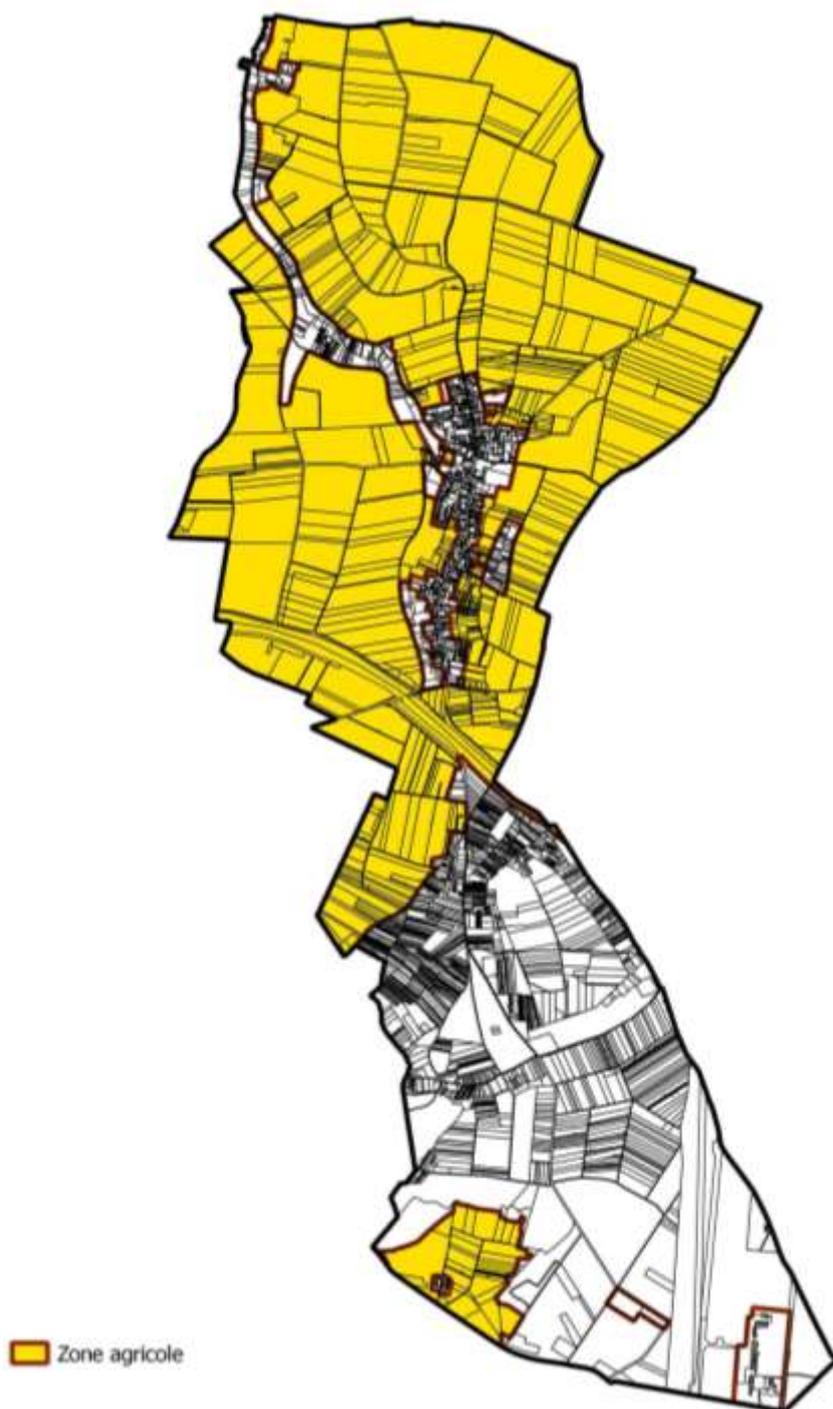


Extrait des OAP du PLU

### 3.2.2 LA ZONE AGRICOLE

L'activité agricole tient une part importante sur la commune avec 3 sièges d'exploitation dont un élevage présent sur la commune et 753 ha de surface agricole déclarée à la PAC en 2014.

Ainsi, afin de répondre à l'objectifs du PADD « Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation », la commune a classé la quasi-totalité des terres agricoles au sein de la zone agricole A.

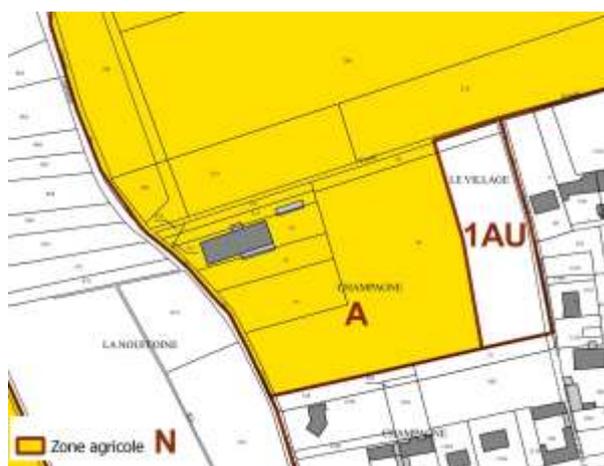


Extrait du zonage du PLU

## Nord du territoire

Les terres agricoles sont principalement localisées au Nord du territoire. Ainsi la quasi-totalité de cette partie du territoire est classée en zone agricole A. Seuls le bourg, les espaces naturels situés en frange de celui-ci (jardins, vergers, ...) et les espaces naturels en lien avec le ru de Châtillon, ne sont pas identifiés au sein de la zone agricole.

A noter qu'une seule des trois exploitations se situe au sein de la zone agricole. Il s'agit de l'élevage de chèvres se trouvant au Nord-Ouest du bourg.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

## Lieu-dit « Les Courlis »

Si la partie Sud du territoire est principalement concernée par le « Bois de la Biche » et ses espaces forestiers, le lieu-dit « Les Courlis », situé à l'extrémité Sud de la commune, est concernée par des terres agricoles cultivées. La commune a donc fait le choix de classer cet espace en zone agricole afin de reconnaître la valeur agronomique de ces terres.

A noter que le hameau des Courlis situé au sein de cet espace agricole n'est pas occupé par une exploitation agricole. Il est donc classé en zone urbaine UA.



Extrait du zonage du PLU

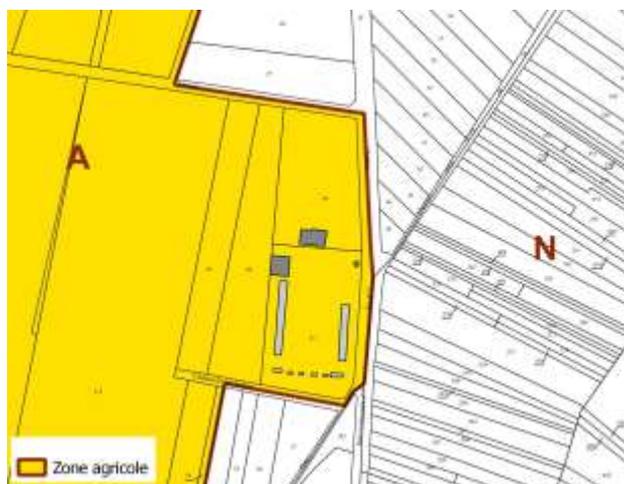


Photo aérienne Géoportail

## La fourrière animale

L'espace agricole est concerné par la présence d'une fourrière animale gérée par le syndicat mixte de la fourrière animale du centre Yonne et situé le long de la voie de Vernois à la limite du Bois de la Biche.

Cette fourrière implantée sur les parcelles 46 à 49 a été intégrée à la zone agricole ; celle-ci autorisant certains équipements d'intérêt public. Ainsi, la fourrière pourra être confortée si besoin.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail

## L'autoroute

L'ensemble de l'emprise de l'autoroute A6 est également intégré à la zone agricole, celle-ci acceptant les constructions nécessaires à l'activité autoroutière.

Ainsi, la commune ne va pas à l'encontre d'éventuelles évolutions de cette infrastructure.



Extrait du zonage du PLU

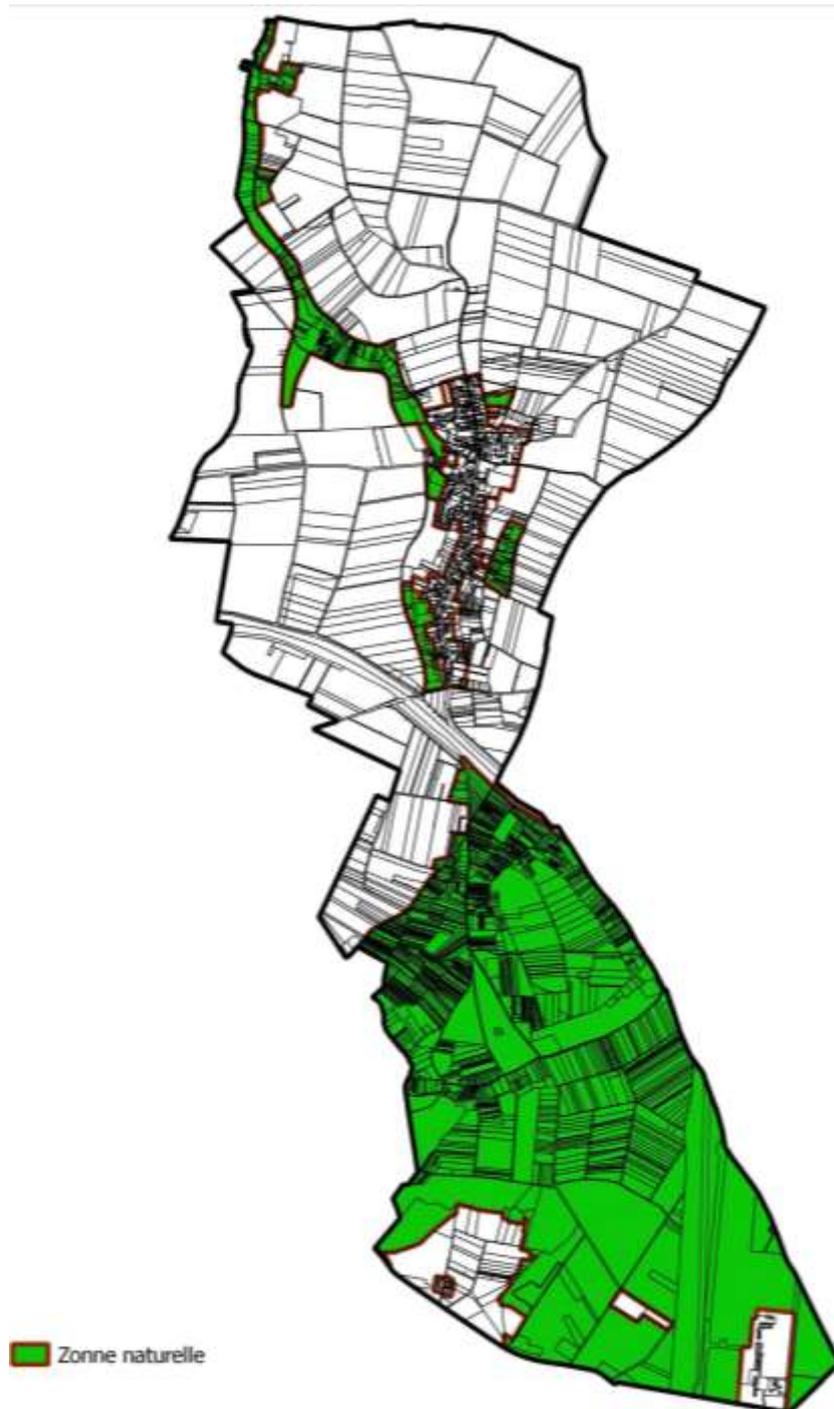


Photo aérienne Géoportail

### 3.2.3 LA ZONE NATURELLE

Les espaces naturels se composent de grands massifs boisés au Sud du territoire, de la ripisylve et d'ensembles boisés associés au ru de Châtillon, et de vergers et jardins en lien avec l'espace urbain. Ces espaces contribuent fortement au cadre de vie de la commune d'un point de vue paysager mais également environnemental, certains de ces espaces étant classés au sein de la zone Natura 2000 et/ou concernés par des zones humides et des ZNIEFF.

Ainsi, afin de répondre à l'orientation 1 du PADD « *Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire* », la commune a classé l'ensemble des espaces naturels au sein de la zone naturelle N.



Extrait du zonage du PLU

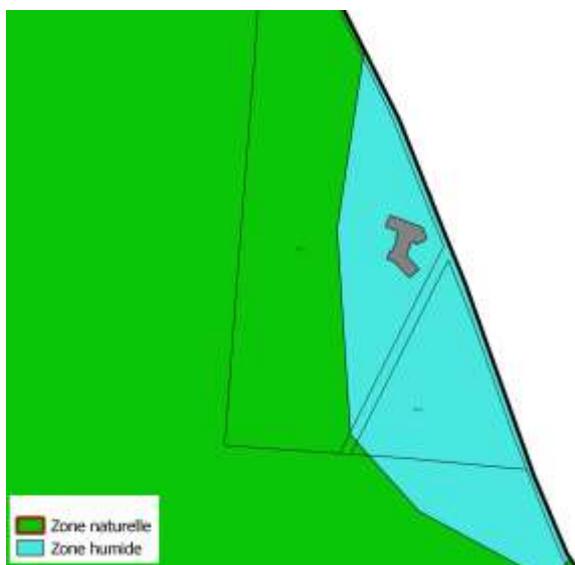
## Sud du territoire

Comme présenté précédemment, la partie Sud du territoire est principalement concerné par le « Bois de la Biche » dont la valeur environnementale est avérée par la présence d'une zone Natura 2000, d'un Arrêté de Protection de Biotope et de zones humides.

Ainsi l'ensemble de ce massif boisé est classé en zone naturelle N permettant ainsi de le préserver.

A noter qu'une habitation isolée se trouve au sein du Bois de la Biche. Cette construction située sur les parcelles 414 et 542, est concernée par la zone Natura 2000 et la zone humide. Au vu des caractéristiques environnementales auxquelles est soumise cette construction, la commune a fait le choix de ne pas permettre l'extension de l'urbanisation à cet endroit et de ne pas permettre le confortement ou la construction d'annexe pour l'habitation.

Ainsi la commune souhaite limiter l'impact de la construction sur son environnement proche qui est identifié comme une zone écologique sensible du territoire et répond aux objectifs du PADD.



Extrait du zonage du PLU

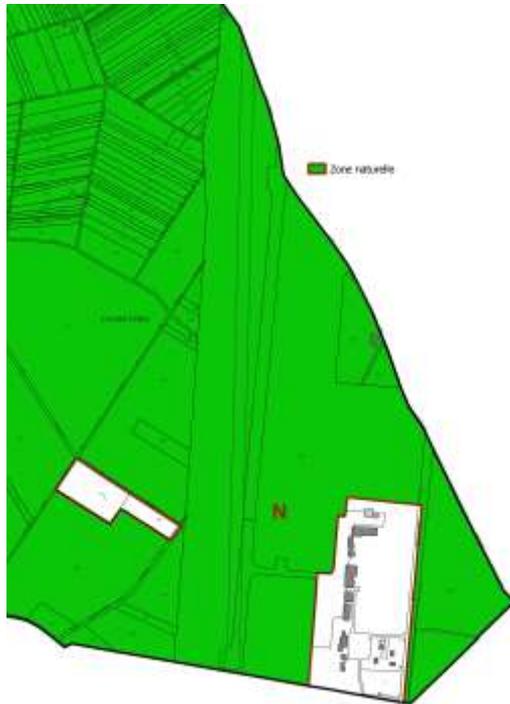


Photo aérienne Géoportail

## L'aéroport

L'ensemble de l'emprise de l'aéroport, à l'exception des bâtiments d'activités qui y sont liés, est intégré à la zone naturelle, celle-ci acceptant les constructions nécessaires à son activité.

Ainsi la commune ne va pas à l'encontre des éventuelles évolutions de cette activité importante du territoire.



Extrait du zonage du PLU



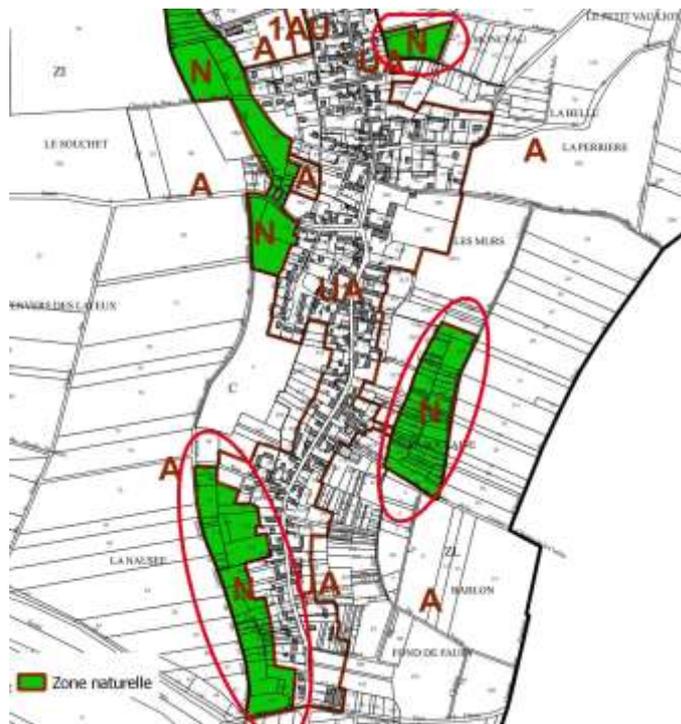
Photo aérienne Géoportail

## Les franges urbaines

L'espace urbain est bordé sur ses franges Est et Ouest par des ensembles de jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers qui participent à son intégration paysagère au sein de l'espace agricole.

Ainsi, conformément à l'objectif du PADDD « *Préserver la qualité des franges paysagères à l'Est et à l'Ouest du bourg formée par les jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers* », la commune a fait le choix de classer en zone naturelle N, trois espaces de qualité qu'elle souhaite préserver.

Ces espaces sont identifiés par des ronds de couleur rouge sur la carte et la photo aérienne suivantes.



Extrait du zonage du PLU



Photo aérienne Géoportail



# 3.3 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUIT A L'ELABORATION DU PLU

## 3.3.1 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Le règlement a été rédigé en prenant en compte :

- les réglementations et législations récentes, notamment la recodification du code de l'urbanisme, la loi ALUR,
- les évolutions de la commune en termes d'architecture et de paysage.

Afin d'avoir une compréhension rapide des destinations de chaque zone et secteur, il est présenté ci-après un **tableau de synthèse des destinations autorisées par zone**.

Toutefois, une lecture complète du règlement est nécessaire pour appréhender les conditions précisées selon les destinations.

Les justifications du règlement sont ensuite présentées au regard des prescriptions graphiques (3.3.3).

Destinations (R.151-27)	Sous-destinations (R.151-28)	Zones et secteurs du PLU				
		UA zone de bâti mixte	1AU zone d'habitat	UE zone d'activités	A Agricole	N zone naturelle
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	X si existant			X	
	Exploitation forestière				X	X
Habitat	Logement	X	X	X gardiennage	X si lié et nécessaire à l'élevage	
	Hébergement	X	X			
Commerces et activités de service	Artisanat et commerce de détail	X		X	X si lié à l'activité	
	Restauration	X		X	X si lié à l'activité	
	Commerce de gros			X	X si lié à l'activité	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	X		X	X si lié à l'activité	
	Hébergement hôtelier et touristique	X		X	X si lié à l'activité	
	Cinéma			X		
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	X		X	X	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés	X	X	X	X	X
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	X				
	Salles d'art et de spectacles	X				
	Equipements sportifs	X			X	
	Autres équipements recevant du public	X		X		X
Autres activités de secteurs secondaires ou tertiaire	Industrie	X		X		
	Entrepôt			X		
	Bureau	X	X	X		
	Centre de congrès et d'exposition					

### 3.3.2 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU

#### 3.3.2.A/ Les zones urbaines

##### Zone urbaine UA

La **zone UA** correspond à la partie urbanisée la plus ancienne et la plus dense du village et des espaces construits plus récemment, à vocation mixte d'habitat, de services et d'activités artisanales et commerciales.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Usage des sols et destination des constructions (L.151-9 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone UA ne permet pas les changements de destinations et les constructions à destination :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'exploitation forestière,</li> <li>- de commerce de gros,</li> <li>- de cinéma,</li> <li>- d'entrepôt,</li> <li>- de centre de congrès et d'exposition.</li> </ul> </li> <li>• La zone UA accepte sous condition :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dépôts de véhicules, de déchets, de matériaux de démolition et de ferrailles s'ils sont liés et attenants à une activité autorisée dans la zone,</li> <li>- les bâtiments agricoles s'ils sont liés à une activité existante.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certaines occupations sont interdites au sein de la zone UA, de façon à respecter la qualité du cadre de vie. En effet, les destinations et sous-destinations interdites ont été jugées incompatibles avec le caractère principal de la zone, à savoir l'habitat.</li> </ul> <p>Cependant, la zone UA admet tout de même certaines sous destinations dédiées aux activités de commerces notamment, qui permettent de répondre à la volonté de la commune, exprimée dans le PADD, de « Permettre l'installation d'activités de commerces au sein du bourg » et d'assurer la mixité fonctionnelle du centre bourg.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certaines destinations et sous-destinations autorisées au sein de la zone UA sont soumises à condition. Ainsi, la commune souhaite permettre le confortement des exploitations agricoles existantes sans pour autant permettre l'installation de nouvelles exploitations dont les nuisances ne sont pas compatibles avec le caractère résidentiel de la zone.</li> </ul> <p>De même, les dépôts sont autorisés à conditions d'être liés et attenants à une activité autorisée dans la zone afin de limiter le développement de dépôt et ne sont pas compatibles avec le caractère résidentiel de la zone.</p>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions règlementaires apportées par le PLU
<p><b>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</b> (L.151-17, L.151-18 et L.151-21 CU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volumétrie et implantation des constructions : Hauteur des constructions à usage d'habitations et des annexes limitées</li> <li>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives</li> <li>Implantation des constructions sur une même unité foncière</li> <li>• Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère : Couleurs des matériaux et revêtements</li> <li>Forme de toitures</li> <li>Clôtures</li> <li>• Traitement environnemental et paysager : Part minimale de surfaces non imperméabilisées</li> <li>Aménagement paysager</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites de hauteur et les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à garder une homogénéité dans le paysage urbain du bourg. Ainsi, ces dispositions s'appuient sur les constats du diagnostic de territoire et les règles de l'ancien Plan d'Occupation des Sols qui a réglementé l'installation des constructions depuis les années 1980.</li> <li>A noter que les annexes et constructions de moins de 3 mètres de haut ne répondent pas toujours aux mêmes dispositions. La commune a fait ce choix afin de permettre une meilleure intégration dans le paysage urbain de ce type de constructions spécifiques tels que les garages, abris de jardin, etc...</li> <li>Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire ».</li> <li>A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ».</li> <li>• Des dispositions concernant la forme architecturale des constructions, l'installation d'éléments techniques, la couleur des matériaux, la forme des toitures et la construction de clôture ont été instaurées afin de préserver une unité d'aspect au sein du bourg. La préservation de cette unité d'aspect permet notamment de poursuivre la mise en valeur du bourg qui a été engagé par la commune avec notamment la requalification de son centre. De plus, cela permet de préserver le cadre de vie urbain de la commune.</li> <li>Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « <i>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur</i> ».</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Stationnement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• La commune a fait le choix d'instaurer une part minimale de surfaces non-imperméabilisées et de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies afin de conforter le cadre de vie des espaces urbains.  En effet, la part minimale de surfaces non-imperméabilisées permet de préserver les espaces de jardins et de vergers qui sont associés aux constructions du bourg.  Les autres dispositions permettent de maîtriser l'impact visuel de certains aménagements tels que les dépôts et les haies qui ont tendance à s'uniformiser et à utiliser des essences dites invasives.  Ces dispositions répondent également à l'objectif du PADD de « <i>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur</i> ».</li><li>• La commune a fait le choix d'imposer un nombre de places de stationnement minimum par logement afin de limiter les stationnements sur l'espace public pouvant entraîner des conflits d'usages.  En effet, la commune se compose de rues étroites, il est donc nécessaire de limiter le stationnement le long de ces axes.  Ainsi, la commune répond à sa volonté, exprimée au sein du PADD, de « <i>Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire</i> » notamment en matière de stationnement.</li></ul>
--	---	---

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Équipements et réseaux (L.151-38 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions de desserte des terrains par les voies</li> <li>• Conditions de desserte des terrains par les réseaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix de ne pas imposer de largeur minimum de desserte et d'accès aux terrains, les parcelles accessibles directement depuis la voie publique étant correctement desservies. Cependant, la commune possède certains terrains au centre du bourg pouvant éventuellement être construits en double front bâti, elle a donc défini des largeurs de voiries minimales pour la desserte de ces terrains afin de limiter les conflits d'usage pouvant être entraînés par ce type de forme urbaine.</li> <li>• Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et au réseau d'assainissement collectif quand cela est possible ou selon les normes en vigueur pour l'assainissement individuel.</li> </ul> <p>La commune réglemente le réseau public d'énergie afin d'anticiper la pose de fourreaux pour l'accueil de réseaux secs et notamment des technologies de communication. Ainsi, la commune souhaite préserver le paysage urbain du bourg en enfouissant tant que possible les réseaux et permettre le développement des NTIC tels que la fibre optique.</p> <p>Au travers ces dispositions la commune répond à ses volontés de « <i>Préserver et améliorer la qualité des masses d'eau souterraines (AEP), notamment par la mise en conformité des installations d'assainissement non collectif</i> », de « <i>Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire</i> » et de « <i>Permettre le développement des communications numériques pour proposer cet équipement désormais indispensable aux professionnels et aux particuliers, telle que la fibre optique actuellement en cours d'installation par la Communauté de l'Auxerrois</i> ».</p>

## Zone à vocation économique UE

La **zone UE** correspond à une zone économique réservée aux activités industrielles, commerciales et artisanales. Elle est en partie concernée par l'emprise de l'aéroport.

- L'ensemble des dispositions présenté ci-dessous permet de répondre à l'objectif du PADD défini par la commune de « *Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques.* »

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions règlementaires apportées par le PLU
<b>Usage des sols et destination des constructions</b> (L.151-9 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone UE ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'exploitation agricole et forestière,</li> <li>- d'habitation, sauf celles visées à l'article I-2,</li> <li>- d'établissement d'enseignement, de santé et d'action sociale,</li> <li>- de salles d'art et de spectacles,</li> <li>- d'équipements sportifs,</li> <li>- de centre de congrès et d'exposition.</li> </ul> </li> <li>• La zone UE accepte sous condition :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- les logements et leurs annexes s'ils sont liés au gardiennage d'une activité autorisée sur la zone, nécessitant une présence humaine permanente.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les destinations et sous-destinations incompatibles avec le caractère de zone d'activités de la zone UE sont interdites, de façon à ne pas créer de conflit entre les différents usages. De cette façon la zone UE est principalement dédiée aux activités artisanales, commerciales et de loisirs en cohérence avec sa vocation.</li> </ul> <p>On note que la zone économique UE accepte certains équipements d'intérêt public qui permettront le bon fonctionnement de la zone.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix d'autoriser la construction de logements et de leurs annexes sous conditions afin de prendre en compte les habitations existantes et de répondre aux besoins des éventuelles activités qui nécessiteraient une présence humaine permanente.</li> </ul>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions règlementaires apportées par le PLU
<b>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</b> (L.151-17, L.151-18 et L.151-21 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volumétrie et implantation des constructions : Hauteur des constructions</li> </ul> <p>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques et aux limites séparatives</p> <p>Implantation des constructions sur une même unité foncière</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère : Pour les constructions à destination d'habitation : Couleurs des matériaux et revêtements</li> </ul> <p>Forme de toitures</p> <p>Clôtures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement environnemental et paysager : Aménagement paysager</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stationnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites de hauteur et les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à garder une homogénéité sur le site de la zone d'activités et de ne pas aller à l'encontre des activités aéronautiques notamment en matière de hauteur de construction. Ainsi, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des bâtiments et s'appuient sur les constats du diagnostic de territoire et les règles de l'ancien Plan d'Occupation des Sols qui prenait déjà en compte l'activité de l'aéroport.</li> </ul> <p>A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone UE accueille des habitations ; la commune a fait le choix d'appliquer les mêmes dispositions en matière de couleurs, de forme de toitures, etc... que celles appliquées à la zone urbaine UA afin de trouver une unité d'aspect sur l'ensemble du territoire communal.</li> </ul> <p>Cependant, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux constructions à vocation d'habitat afin de ne pas gêner l'installation de nouveaux bâtiments d'activités sur la zone. De plus, les deux sites classés en zone à vocation économique sont concernés par la servitude aéronautique qui impose certaines réglementations afin de ne pas aller à l'encontre de l'activité de l'aéroport. Ainsi, l'installation des futurs bâtiments d'activités sera soumise à conditions.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies végétales afin de maîtriser l'impact visuel de ces aménagements qui peut être négatif (dépôt à l'air libre, haies d'essences invasives, ...).</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix de ne pas imposer un nombre de places de stationnement minimum par logement ou activité car cela ne lui semblait pas nécessaire. En effet, les activités pourront aménager des aires de stationnements en fonction des besoins réels correspondant aux types d'activités (stationnement poids lourds, accueil d'une clientèle, ...)</li> </ul>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Équipements réseaux (L.151-38 CU)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Conditions de desserte des terrains par les voies</li><li>• Conditions de desserte des terrains par les réseaux</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• La commune a fait le choix de ne pas réglementer les conditions de dessertes des terrains par les voies, l'ensemble des terrains identifiés en zone UE étant déjà suffisamment desservis par les voies publiques ou les voies internes au site de l'aéroport.</li><li>• Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions qui le nécessite par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et l'utilisation de dispositifs conformes aux normes en vigueur pour l'assainissement individuel.</li></ul>

### 3.3.2.B/ La zone d'urbanisation future

La **zone 1AU** correspond à une zone d'urbanisation future à vocation principale d'habitat, immédiatement urbanisable par une opération d'aménagement d'ensemble ou par une opération au « coup par coup ».

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, les règles de la zone UA ont été reprises pour la zone 1AU. Ainsi, seul l'usage des sols et destination des constructions se différencie entre ces deux zones.

Les autres dispositions réglementaires apportées par le PLU concernant les caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères et équipements et réseaux sont donc identiques à celles présentées pour la zone urbaine UA au titre 3.3.2.A/.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Usage des sols et destination des constructions (L.151-9 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone 1AU ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'exploitation agricole et forestière,</li> <li>- de commerce et activités de service,</li> <li>- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés,</li> <li>- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaire à l'exception des bureaux.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certaines occupations sont interdites au sein de la zone 1AU, de façon à respecter la qualité du cadre de vie. En effet, les destinations et sous-destinations interdites ont été jugées incompatibles avec le caractère résidentiel de la zone.</li> </ul> <p>Seules les activités à destination de bureaux sont autorisées au sein de la zone 1AU afin de permettre l'installation éventuel d'une activité au sein de son habitation.</p> <p>Ce choix de la commune permet d'assurer la réalisation d'habitation au sein de cette zone qui a été définie afin de répondre aux besoins d'accueil de nouveaux habitants. De plus la position et la morphologie des terrains sont peu favorables au développement d'une activité.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

### 3.3.2.C/ La zone agricole

La **zone A** correspond aux secteurs de la commune équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions règlementaires apportées par le PLU
<p><b>Usage des sols et destination des constructions</b> (L.151-9 CU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone A ne permet pas les changements de destinations et les constructions à destination : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'habitation, sauf celles visées à l'article I-2,</li> <li>- de cinéma,</li> <li>- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des équipements sportifs,</li> <li>- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.</li> </ul> </li> <li>• La zone A accepte sous condition : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les logements et leurs annexes s'ils sont liés à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente,</li> <li>- les commerces et activités de services à l'exception des cinémas s'il sont liés à une exploitation,</li> <li>- les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de préserver autant que possible le caractère des terres agricole du territoire, la commune a fait le choix de limiter les possibilités de construction au sein de la zone A. Ainsi ne sont autorisés uniquement les exploitations agricoles, les logements et activités commerciales et touristique en lien avec une exploitation agricole et certains équipements d'intérêt public permettant notamment de prendre en compte la présence de la fourrière animale.</li> </ul> <p>De cette façon la commune limite la consommation des terres agricoles et permet aux exploitations agricoles existantes de se développer et aux nouvelles exploitations de s'implanter. Ainsi la commune répond à un objectif du PADDD, à savoir « <i>Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation</i> ».</p> <p>La commune autorise les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière car elle ne souhaite aller à l'encontre des éventuelles évolutions de cette infrastructure.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions règlementaires apportées par le PLU
<p><b>Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères</b> (L.151-17, L.151-18 et L.151-21 CU)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volumétrie et implantation des constructions : Hauteurs des constructions</li>   <li>Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</li>   <li>• Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère : Pour les constructions à destination d'habitation : Couleurs des matériaux et revêtements</li>   <li>Forme de toitures</li>   <li>Clôtures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites de hauteur ont été définies uniquement pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes et sont identiques à celles applicables au sein de la zone 1AU. Ainsi la commune souhaite préserver une unité d'aspect sur l'ensemble de son territoire.</li>   <li>La commune a fait le choix de ne pas réglementer la hauteur des constructions à vocation agricole de façon à favoriser le développement de l'activité agricole conformément aux objectifs du PADD.</li>   <li>Les implantations des constructions ont été définies par la commune de façon à prendre en compte les nécessités de manœuvres et de stationnement des engins agricoles au sein de l'espace agricole.</li>   <li>A noter que ces règles ne s'appliquent pas aux équipements d'intérêt collectif afin de ne pas aller à l'encontre de leur installation. La commune répond ainsi à sa volonté de « <i>Maintenir le niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population et veiller à la mise en accessibilité des équipements existants et futurs</i> ».</li>   <li>• La zone A peut éventuellement accueillir des habitations si celles-ci sont nécessaires à l'exploitation agricole, la commune a fait le choix d'appliquer les mêmes dispositions en matière de couleurs, de forme de toitures, etc. que celles appliquées à la zone urbaine UA afin de trouver une unité d'aspect sur l'ensemble du territoire communal.</li>   <li>Cependant, ces dispositions ne s'appliquent pas aux bâtiments agricoles afin de ne pas empêcher l'installation de nouveaux bâtiments, seuls les tons vifs et d'aspect brillant ont été interdits afin de limiter l'impact visuel des bâtiments sur le paysage local.</li>   <li>De la même façon des dispositions générales en termes de formes architecturales, ont été définies afin de limiter l'impact visuel des bâtiments sur le paysage local.</li>   <li>Ainsi, la commune répond aux objectifs du PADD de « Pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation » et de « Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire ».</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement environnemental et paysager : Aménagement paysager</li> <li>• Stationnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix de réglementer l'aménagement paysager des dépôts et des haies végétales afin de maîtriser l'impact visuel de ces aménagements qui peut être négatif (dépôt à l'air libre, haies d'essences invasives, ...).</li> <li>• La commune a fait le choix de ne pas réglementer le stationnement. Les exploitants agricoles pouvant aménager des aires de stationnement en fonction des besoins réels correspondant à leurs activités.</li> </ul>
<b>Équipements réseaux (L.151-38 CU)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions de desserte des terrains par les voies</li> <li>• Conditions de desserte des terrains par les réseaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La commune a fait le choix de ne pas réglementer les conditions de dessertes des terrains par les voies au sein de l'espace agricole. Les exploitants agricoles étant obligé d'adapter les accès aux exploitations ou autres selon la taille des engins agricoles.</li> <li>• Afin de répondre au respect des normes environnementales et d'assurer une bonne desserte des constructions qui le nécessite par les différents réseaux, la commune impose l'obligation du raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable, et l'utilisation de dispositifs conformes aux normes en vigueur pour l'assainissement individuel.</li> </ul>

### 3.3.2.C/ La zone naturelle

La zone N correspond aux terrains naturels et forestiers de la commune équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique et de leur caractère d'espaces naturels au sein de l'espace agricole.

	Articles réglementés au sein de la zone	Justifications aux dispositions réglementaires apportées par le PLU
Usage des sols et destination des constructions (L.151-9 CU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone N ne permet pas les changements de destination et les constructions à destination :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'exploitation agricole,</li> <li>- d'habitation,</li> <li>- de commerces et d'activités de service,</li> <li>- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public,</li> <li>- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.</li> </ul> </li> <li>• La zone N accepte sous condition :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constructions et installations et les changements de destination nécessaire à l'activité de l'aéroport.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de préserver autant que possible les espaces naturels et forestiers du territoire, la commune a fait le choix de limiter les possibilités de constructions au sein de la zone N. Ainsi ne sont autorisés, uniquement les exploitations forestières et certains équipements d'intérêt public permettant notamment de prendre en compte la présence de la salle des fêtes.</li> </ul> <p>De cette façon, la commune préserve autant que possible les espaces ayant une forte valeur environnementale et paysagère sur le territoire. Ainsi la commune répond aux objectifs de la première orientation du PADD, à savoir « <i>Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire</i> ».</p> <p>La commune autorise les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité de l'aéroport car elle ne souhaite aller à l'encontre des éventuelles évolutions de cette infrastructure.</p> <p>L'ensemble des destinations et sous-destinations qui ne sont pas interdites en I.1 sont admises dont certaines sous conditions.</p>

Les autres articles de la zone naturelle N ne sont pas réglementés par le Plan Local de l'Urbanisme.

La commune a fait le choix de ne pas réglementer les caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères et équipements et réseaux car la zone naturelle n'accepte que des constructions répondant à des normes strictes à savoir les équipements publics, les constructions nécessaires à l'activité aéronautique et les exploitations forestières. Il ne semble donc pas nécessaire d'imposer des dispositions supplémentaires ne correspondant pas aux besoins et aux attentes réelles de ce type de constructions.

Ce choix va dans le sens du décret de modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme applicable depuis le 1er Janvier 2016, qui vise à répondre aux nouveaux enjeux de transition énergétique et écologique des territoires tout en simplifiant et en clarifiant le contenu du PLU.

### **3.3.3 CARACTERES ET LIMITES DES ZONES ET DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APORTEES SUITE A L'ELABORATION DU PLU**

Outre les limites des différentes zones du PLU, les plans de zonage (pièces 3B et 3C) du PLU comportent un certain nombre de figurés graphiques instaurés en application de différents articles du Code de l'urbanisme, traduisant des règles spécifiques.

#### **3.3.3.A/ Les prescriptions liées aux caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères**

##### **Espaces Boisés Classés (EBC)**

Pour assurer la protection des espaces boisés présents sous forme de bois tel que le Bois de la Biche ou ponctuellement sur le territoire communal, un classement a été instauré au titre des articles L.113-1 à L.113-7 du code de l'urbanisme. Ce dispositif vise à conserver le caractère boisé des sites, en complément de l'identification au sein de la zone naturelle.

Le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements. Les coupes et abattages d'arbres y sont soumis à déclaration préalable.

Ce sont ainsi **314 ha** qui ont été protégés au titre des espaces boisés classés.

Ces EBC comprennent les grands massifs boisés au Sud du territoire, compris dans la zone Natura 2000 et concernés par les ZNIEFF de type I et II, ainsi que les boisements situés au Nord du territoire en lien avec le ru de Châtillon qui ont une valeur écologique (trame verte) et paysagère.

Cette identification en EBC permet notamment de répondre à l'orientation 1 du PADD « *Préserver les qualités environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire* ».

##### **Patrimoine à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme**

Liste des éléments de paysage :

N° élément	Désignation
1	Parc d'une grande maison

Le parc d'une grande maison a été identifié comme élément de paysage car ce parc constitue un espace de verdure de qualité au sein de l'espace urbain ainsi qu'un patrimoine local. La commune ne souhaite donc pas que celui-ci disparaisse au profit de plusieurs habitations.

Tous travaux ayant pour effet de détruire ou de modifier un élément du paysage identifié par un Plan Local d'Urbanisme en application de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme et non soumis à un régime d'autorisation doivent faire l'objet d'une autorisation préalable au titre des installations et travaux divers dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État. Cette identification permet de répondre à l'objectif du PADD « *Préserver et améliorer la qualité des paysages naturel, architectural et urbain du territoire* ».

## Emplacement réservé au titre de l'article L151-41 du Code de l'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme instaure des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics et aux installations d'intérêt général. Ces emplacements réservés assurent la programmation d'une utilisation rationnelle des futurs équipements publics.

Ils sont soumis à un statut spécial, afin qu'ils ne fassent pas l'objet d'une utilisation entrant en contradiction avec un projet général, et permettent d'assurer à leur bénéficiaire, l'inconstructibilité à titre privé des terrains concernés. En contrepartie, le propriétaire des terrains peut mettre en demeure le bénéficiaire de la réserve d'acquiescer. En cas de non-réponse, l'emplacement réservé tombe. La liste globale des emplacements réservés désormais en vigueur, figure dans le paragraphe suivant. La destination et le bénéficiaire de chacun sont précisés dans le tableau récapitulatif.

L'inscription d'un emplacement réservé rend inconstructible les terrains concernés pour toute autre utilisation que celle prévue dans la liste. En contrepartie, le propriétaire d'un terrain réservé peut mettre la collectivité bénéficiaire de la réserve en demeure d'acquiescer son bien.

### Liste des emplacements réservés :

	Désignation	Superficie approximative	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un espace de stationnement et extension du cimetière	3 220 m <sup>2</sup>	Commune
2	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	920 m <sup>2</sup>	Commune
3	Elargissement d'un chemin	1 500 m <sup>2</sup>	Commune

L'emplacement réservé n°1 a été défini afin de permettre à la commune la réalisation d'un espace de stationnement et d'anticiper l'extension du cimetière. En effet, la commune connaît quelques difficultés de stationnement au sein de son bourg et notamment en son centre qui réunit les principaux équipements de la commune (mairie, église et cimetière). Afin d'améliorer ces conditions de stationnement la commune a entrepris la requalification de son centre bourg ; la mise en place de cet emplacement réservé permettra donc de poursuivre le travail engagé en réalisant une aire de stationnement en lien avec le cimetière et son éventuelle extension.

De cette façon la commune répond à un l'objectif du PADD « *Améliorer les conditions de stationnement au centre bourg par l'aménagement de valorisation du centre du village* ».

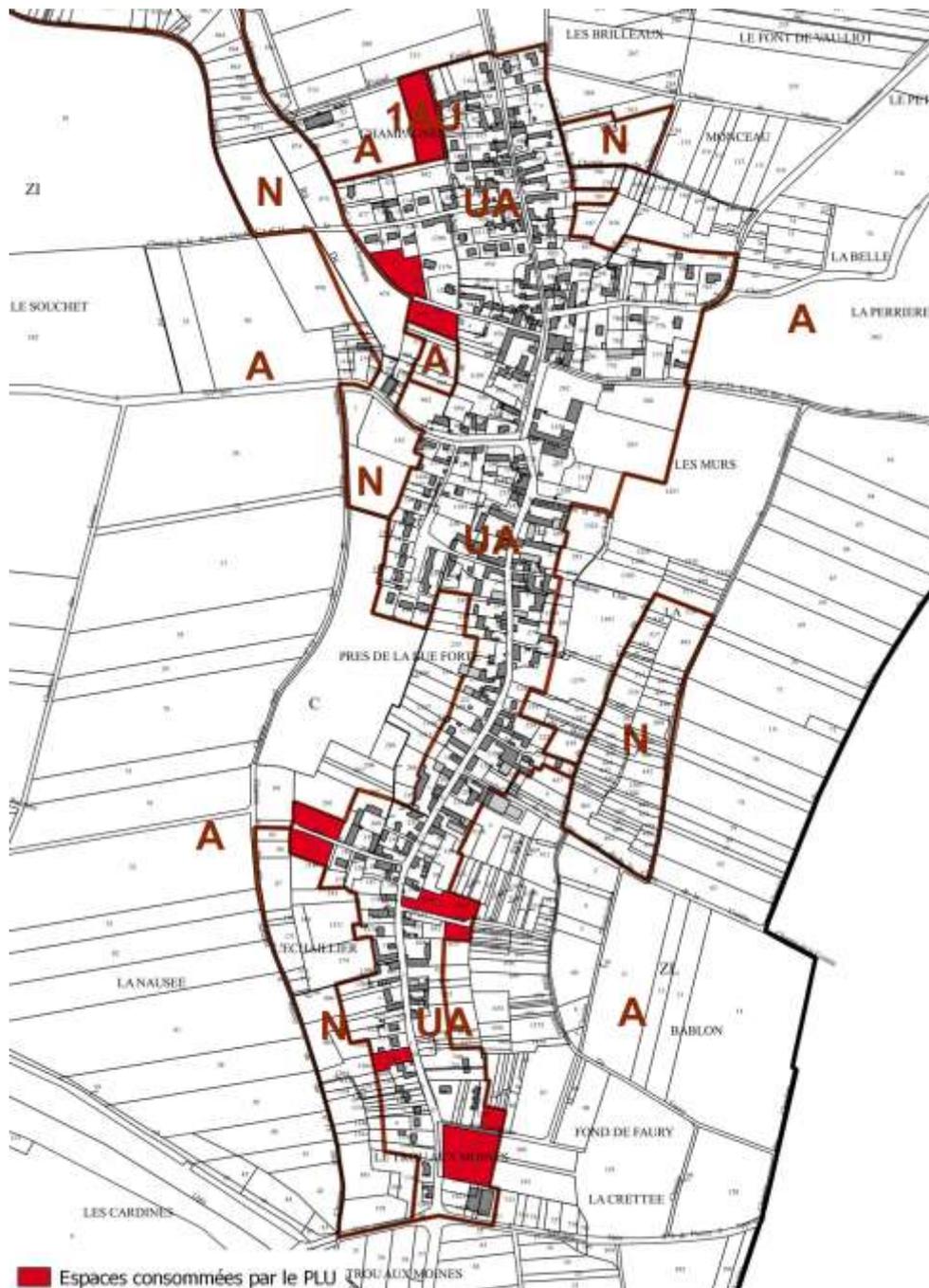
Les emplacements n°2 et 3 permettent l'élargissement de chemins existants. Dans un premier temps, l'élargissement de ces terrains permettra d'assurer les déplacements agricoles sur la partie Nord du bourg. En effet, lors de la réunion de concertation avec les exploitants agricoles, certains ont exprimé leurs difficultés à se déplacer au sein du bourg. Ainsi, ces emplacements réservés permettront d'offrir un trajet pour les engins agricoles en dehors du bourg, ce qui est conforme à l'objectif du PADD « *Préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins* ».

Dans un second temps, l'emplacement réservé n°2 permettra également d'assurer la bonne desserte de la zone 1AU située au Nord du bourg dont la voie en sens unique donnera sur ce chemin.

# 3.4 BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET BILAN DES SURFACES DU PLU

## 3.4.1 BILAN DES SURFACES CONSOMMEES PAR LE PLU

Localisation des surfaces consommées par le PLU



Extrait du zonage du PLU

## Zone UA

Les 1,80 hectares de consommation d'espace identifiés au sein de la zone UA correspondent à des terrains situés en limite ou en extension du tissu urbain occupé par des terres agricoles cultivées ou par des friches. L'urbanisation de ces terrains situés en frange Est ou Ouest du bourg n'auront pas pour effet d'étirer le village, mais permettront au contraire d'épaissir le tissu urbain existant.

L'ensemble de ces terrains est correctement desservi par les voiries et les réseaux et a été intégré à la zone urbaine afin de compléter le potentiel constructible en dents creuses dans les limites des objectifs de croissance fixés dans le PADD.

## Zone 1AU

La zone 1AU située au Nord du bourg a été définie sur un terrain agricole cultivé. Ainsi c'est 0,40 hectare qui sera consommé pour l'habitat. De la même façon que les espaces consommés au sein de la zone urbaine UA, cet espace a été défini afin de compléter le potentiel constructible en dents creuses dans les limites des objectifs de croissance fixés dans le PADD. De plus, l'urbanisation de ce terrain n'aura pas pour effet d'étirer le village, mais il permettra au contraire d'épaissir le tissu urbain existant.

## Consommation totale

Tableau récapitulatif des surfaces consommées par le PLU

<b>CONSO PLU</b>		
<b>Zones</b>	<b>Précision</b>	<b>Surface (en ha)</b>
<b>U</b>	<b>Zone urbaine</b>	<b>1,80</b>
UA	Zone urbaine	1,80
UE	Zone à vocation économique	0,00
<b>AU</b>	<b>Zones à urbaniser</b>	<b>0,4</b>
1AU	Zone d'urbanisation future dédiée à l'habitat	0,40
<b>A</b>	<b>Zones agricoles</b>	<b>0,00</b>
<b>N</b>	<b>Zones naturelles</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2,20</b>
	<b>Consommation annuelle moyenne sur les 15 prochaines années (ha/an)</b>	<b>0,15</b>

Surfaces calculées par SIG

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une consommation d'espaces agricole et naturel de 1,80 ha pour l'extension de la zone urbaine (UA) et 0,40 ha en zone d'urbanisation future (1AU) à destination d'habitat.

Soit un total de 2,20 ha d'espaces agricole et naturel consommés d'ici les 15 prochaines années, soit une consommation annuelle de 0,15 ha/an.

Cette consommation projetée est cohérente avec le PADD, dans lequel la commune se fixe comme objectif une consommation moyenne de 0,20 ha/an pour les 15 années à venir.

### 3.4.2 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ET POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU

Pour comprendre les choix de zonage de l'enveloppe urbaine de Branches, il convient de rappeler les objectifs que s'est fixée la commune.

Dans son PADD, la commune s'est fixée une croissance annuelle de 1% pour les 15 prochaines années, ce qui représente l'accueil de 76 nouveaux habitants pour atteindre une population totale d'environ 570 habitants, soit un besoin de 33 nouveaux logements.

Il convient également de prendre en compte une variation du desserrement des ménages d'environ 0,2 personne par foyer, entraînant un besoin de 17 logements supplémentaires.

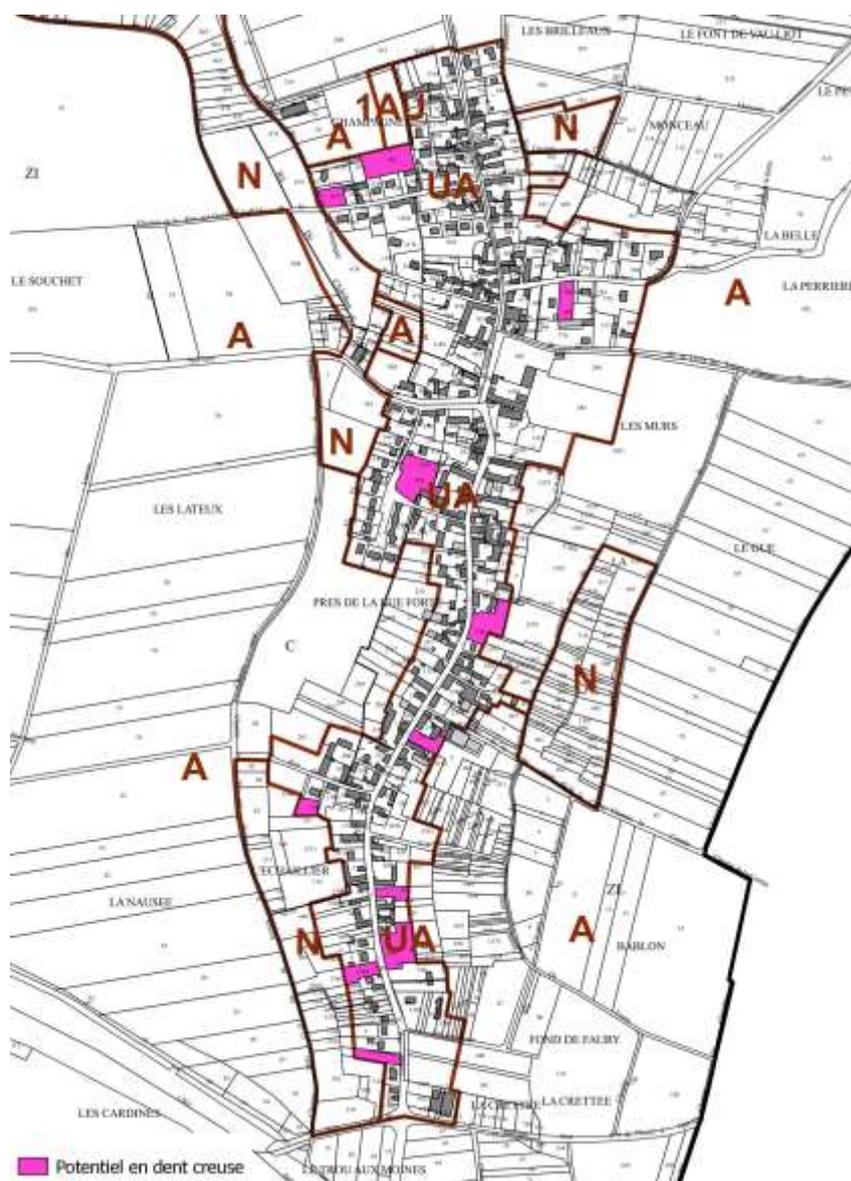
Enfin, la commune a identifié 9 logements vacants sur son territoire pouvant potentiellement être repris dans le parc de logements.

Ainsi, le besoin de création de logements à Branches pour atteindre ces objectifs est de 40 logements.

#### Potentiel des dents creuses

La commune a effectué un travail approfondi sur l'identification de dents creuses. Ainsi, ce sont 1,66 ha de dents creuses qui ont été identifiés au sein de la zone UA.

Ces dents creuses ont la capacité d'accueillir des logements selon la densité fixé par le Plan Local de l'Habitat, à savoir 10 logements par hectare. Ainsi, les dents creuses de la zone urbaine représentent un potentiel constructible de **16 logements**.



Extrait du zonage du PLU

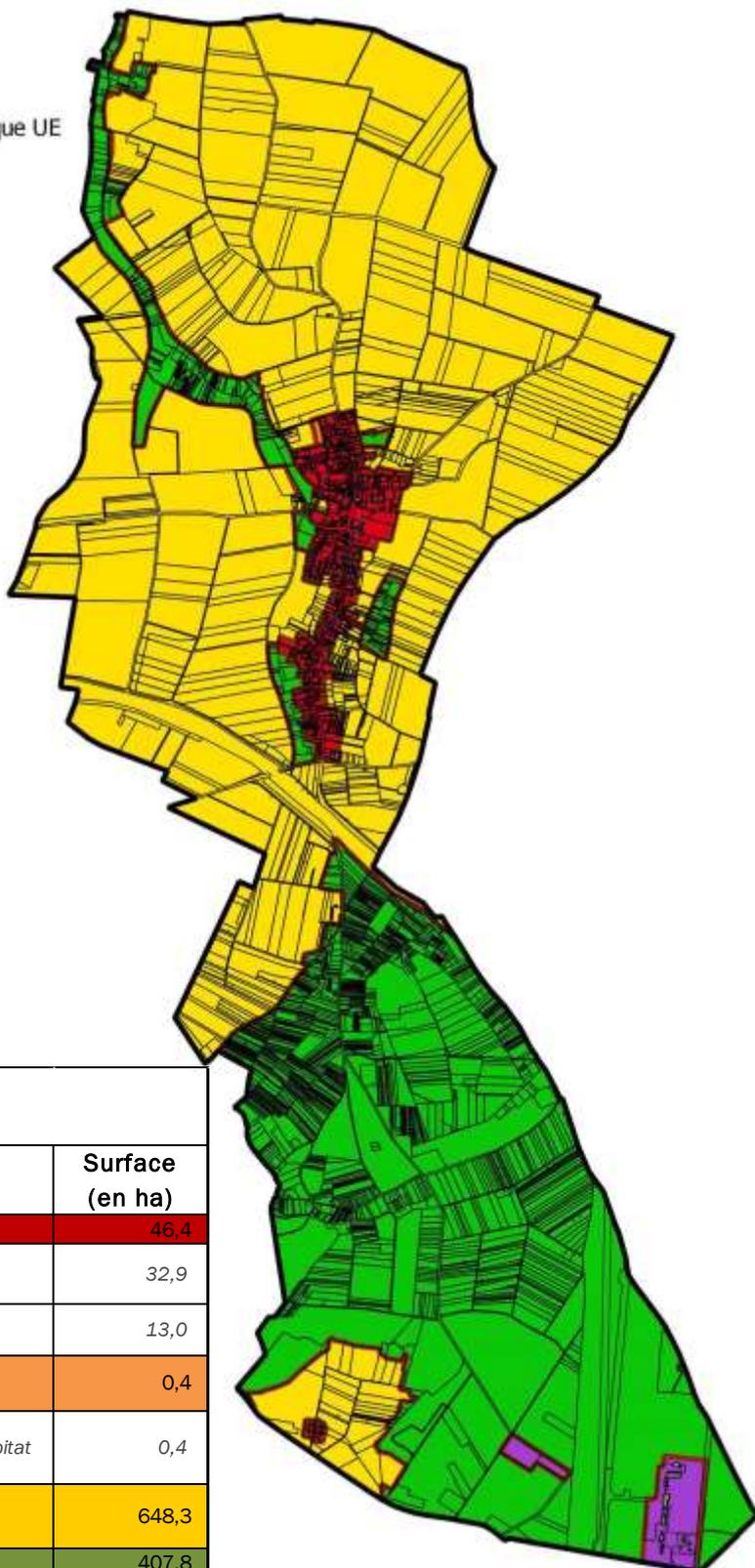
Potentiel en dent creuse



### 3.4.3 BILAN DES SURFACES DU PLU

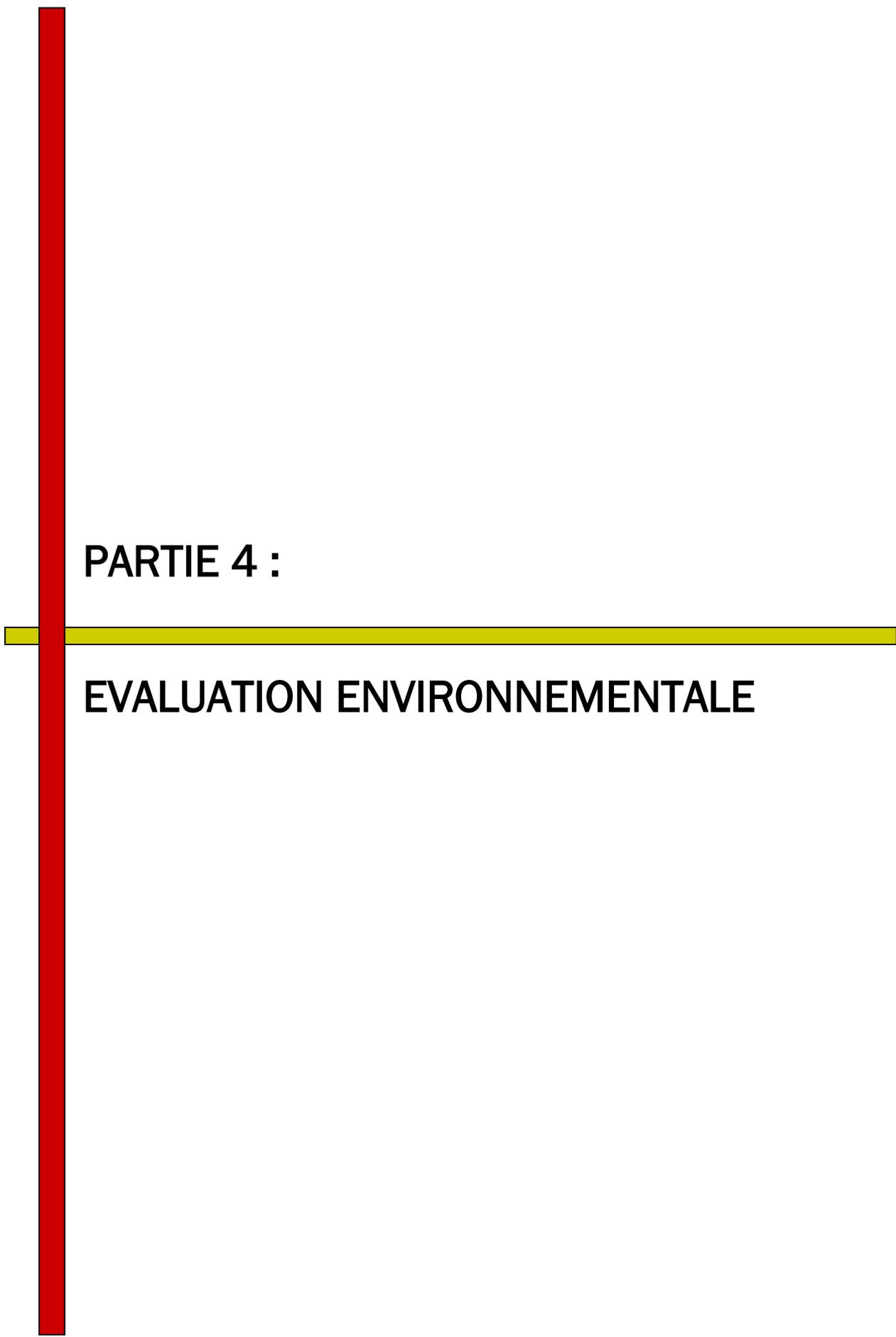
ZONE\_URBA

	Zone urbaine UA
	Zone à vocation économique UE
	Zone à urbaniser 1AU
	Zone agricole A
	Zone naturelle N



SURFACES PLU		
Zones	Précision	Surface (en ha)
<b>U</b>	<b>Zone urbaine</b>	<b>46,4</b>
UA	Zone urbaine	32,9
UE	Zone à vocation économique	13,0
<b>AU</b>	<b>Zones à urbaniser</b>	<b>0,4</b>
1AU	Zone d'urbanisation future dédiée à l'habitat	0,4
<b>A</b>	<b>Zones agricoles</b>	<b>648,3</b>
<b>N</b>	<b>Zones naturelles</b>	<b>407,8</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1103</b>
	<i>Dont EBC</i>	314,0

Surfaces calculées par SIG



## **PARTIE 4 :**

# **EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

## 4.1 PREAMBULE

L'évaluation environnementale des plans locaux d'urbanisme a été rendue obligatoire par l'ordonnance n°2004-489 de 2004 qui transposait la directive européenne de 2011 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement (Code de l'urbanisme).

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 (modifié par l'arrêté du 19 juillet 2017) relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a modifié les conditions pour lesquelles un document d'urbanisme est soumis ou non à évaluation environnementale (pour certains aspects seulement).

**Sont concernés par l'évaluation environnementale les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000 (Article R.122-17 du code de l'environnement, modifié par le Décret n°2017-1039 du 10 mai 2017). Le territoire de Branches étant concerné par la zone Natura 2000 de type ZSC n°FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche », le projet est donc soumis à évaluation environnementale.**

Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, au titre de celle-ci, conformément à l'article R.151-3, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération (partie 1 du présent document) ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan (partie 2 du présent document) ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'environnement (partie 3 du présent document) ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites (partie 4 du présent document) ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire, et si possible compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement (inclus dans la partie 3),

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L.153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées (inclus dans la partie 3) ;

7° Comprend un Résumé Non Technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée (partie 5 du présent document).

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du Plan Local d'Urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Un état des lieux de la situation et des perspectives d'évolution par thématique environnementale est fourni dans l'état initial. L'étude des incidences a ensuite été réalisée pour chacune des thématiques environnementales présentées dans l'état initial.

Elle s'organise autour des thèmes ci-dessous :

Thématiques principales	Sous thématique
Milieu naturel et fonctionnalité écologique	Ressource en espace
	Fonctionnalité écologique
	Incidence Natura 2000
Capacité de développement et enjeux de préservation des ressources	Ressource en eau
	Energie
	Nuisances et pollution
Risques	Risques naturels
	Risques technologiques
Paysage	Paysage, patrimoine et cadre de vie

L'analyse du risque d'incidence sur le site Natura 2000 fait l'objet d'un chapitre spécifique intégré au sein de l'étude des incidences sur la biodiversité et le fonctionnement écologique du territoire.

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle à l'élaboration du PLU afin de pouvoir adapter celui-ci aux attentes réglementaires tout en proposant un projet de développement respectueux de l'environnement.

Rappelons qu'il s'agit de l'évaluation du projet de PLU et non de l'évaluation de la situation existante.

## 4.2 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES

### 4.2.1 PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS ET DU CONTENU DU PLU

A travers l'élaboration du PLU, la commune a souhaité définir une politique d'aménagement permettant notamment un développement démographique mesuré tout en préservant son identité et son cadre de vie.

#### 4.2.1.A/ Présentation des principales orientations du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit 5 objectifs, articulés autour de deux orientations dans le cadre d'une stratégie de développement durable de la commune.

#### **1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturels, agricole et forestier**

- ✓ 1.1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier ;
- ✓ 1.2 : Préserver et améliorer la qualité des paysages naturels, architectural et urbain du territoire.

*Ces deux objectifs sont transversaux, c'est à dire que la préservation des éléments du milieu naturel (et du paysage) participe non seulement à la préservation du milieu naturel, mais aussi à la gestion du risque de ruissellement sur les zones de forte (préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire), mais aussi à l'amélioration de la qualité des eaux (Ru de Châtillon).*

#### **2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent**

- ✓ 2.1 : Définir un développement démographique et urbain cohérent ;
- ✓ 2.2 : Permettre le développement des activités économiques, des loisirs et des équipements ;
- ✓ 2.3 : Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire.

*Ces deux orientations permettent de favoriser un développement du territoire tout en garantissant la préservation des milieux et la pérennisation de l'activité agricole, notamment par la limitation de la consommation d'espace (développement modéré), la prise en compte des risques naturels (ruissellements, retrait-gonflements des argiles), des nuisances sonores.*

#### **4.2.1.B/ Description du zonage du PLU**

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et en zones naturelles et forestières. Ces catégories peuvent-elles même être sous-divisées en sous entités. Pour chaque zone, le règlement précise notamment les activités interdites et les activités autorisées.

Le tableau ci-dessous présente les différentes zones mises sur la commune :

U	UA	Zone urbaine mixte
	UE	Zone à vocation économique
1AU	1AU	Zone d'urbanisation future
A	A	Zone agricole
N	N	Zone naturelle et forestière

## 4.2.2 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le présent chapitre a pour objet de décrire l'articulation du PLU avec les documents d'urbanisme, plans et programmes dans le sens des dispositions prévues à :

- L'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme :

I – Le rapport environnemental comprend :

1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération.

Le PLU doit donc présenter, si nécessaire, l'articulation du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement, c'est à dire :

- ✓ Les plans et programmes qui sont élaborés dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme ou de l'aménagement du territoire et qui définissent le cadre dans lequel les projets mentionnés à l'article L.122-1 pourront être autorisés ;
- ✓ Les plans et programmes pour lesquels une évaluation des incidences Natura 2000 est requise en application de l'article L.414-4.

La liste des potentiels plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte est présentée ci-dessous :

LISTE DES PLANS ET PROGRAMMES
1° Programme opérationnel mentionné à l'article 32 du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fond européen de développement régional, le Fond social européen et le Fond de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999
2° Schéma décennal de développement du réseau prévu par l'article L.321-6 du Code de l'énergie
3° Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévu par l'article L.321-7 du Code de l'énergie
4° Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévu par les articles L.212-1 et L.212-2 du Code de l'environnement
5° Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévu par les articles L.212-3 à 212-6 du Code de l'environnement
6° Document stratégique de façade prévu par l'article L.219-3 du Code de l'environnement et document stratégique de bassin prévu à l'article L.219-6 du même code
7° Plan d'action pour le milieu marin prévu par l'article L.219-9 du Code de l'environnement
8° Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie prévu par l'article L.122-1 du Code de l'environnement
9° Zone d'actions prioritaires pour l'air mentionnée à l'article L.228-3 du Code de l'environnement
10° Charte de Parc Naturel Régional prévu au II de l'article L.333-1 du Code de l'environnement

11° Charte de Parc national prévue par l'article L.331-3 du Code de l'environnement
12° Plan Départemental des itinéraires de Randonnée motorisée prévu par l'article L.361-2 du Code de l'environnement
13° Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L.371-2 du Code de l'environnement
14° Schéma Régional de Cohérence Ecologique prévu par l'article L.371-3 du Code de l'environnement
15° Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura2000 au titre de l'article L.414-4 du Code de l'environnement à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L.122-4 du même code
16° Schéma mentionné à l'article L.515-3 de Code de l'environnement (Schéma Régional des carrières)
17° Plan National de Prévention des Déchets prévu par l'article L.541-11 du Code de l'environnement
18° Plan National de Prévention et de Gestion de certaines catégories de Déchets prévu par l'article L.541-11-1 du Code de l'environnement
19° Plan Régional ou Interrégional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux prévu par l'article L.541-13 du Code de l'environnement
20° Plan Départemental ou Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux prévu par l'article L.541-14 du Code de l'Environnement
21° Plan de Prévention et de gestion des Déchets Non Dangereux d'Ile de France prévu par l'article L.541-14 du Code de l'environnement
22° Plan Départemental ou Interdépartemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics prévu par l'article L.541-14-1 du Code de l'environnement
23° Plan de Prévention et de gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics d'Ile de France prévu par l'article L.541-14-1 du Code de l'environnement
24° Plan National de Gestion des Matières et Déchets radioactifs prévu par l'article L.542-1-2 du Code de l'environnement
25° Plan de Gestion des Risques d'inondation prévu par l'article L.566-7 du Code de l'environnement
26° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du Code de l'environnement
27° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R.211-80 du Code de l'environnement
28° Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L.122-2 du Code forestier
29° Schéma Régional mentionné au 2° de l'article L.122-2 du Code forestier
30° Schéma Régional de Gestion Sylvicole mentionné au 3° de l'article L.122-2 du Code forestier
31° Plan pluriannuel régional de développement forestier prévu par l'article L.122-12 du Code forestier

32° Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L.621-1 du Code minier (Guyane)
33° 4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes prévus à l'article R.103-1 du Code des ports maritimes
34° Réglementation des boisements prévue par l'article L.126-1 du Code rural et de la pêche maritime
35° Schéma Régional de Développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L.923-1-1 du Code rural et de la pêche maritime
36° Schéma National des Infrastructures de transport prévu par l'article L.1212-1 du Code des transports
37° Schéma Régional des Infrastructures de transport prévu par l'article L.1213-1 du Code des transports
38° Plan de Déplacement Urbains prévu par les articles L.1214-1 et 1214-9 du Code des transports
39° Contrat de plan Etat – Région prévu par l'article 11 de la Loi n°82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification
40° Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire prévu par l'article 34 de la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions
41° Schéma de Mise en Valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions
42° Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévu par les articles 2, 3 et 21 de la Loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris
43° Schéma des structures des exploitations de cultures marines prévu par l'article 5 du Décret n°83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines

Le territoire de Branches n'est pas concerné par les plans liés au littoral et à la région parisienne. Il ne comprend pas de Parc Naturel Régional ou National. De même, aucun plan de déplacement urbain n'est approuvé sur la commune.

Les documents pour lesquels l'articulation avec le projet de PLU doit être étudiée sont donc récapitulés ci-dessous. Précisons que la compatibilité avec un document nécessite qu'il ait été approuvé. Notons cependant que certains documents, non approuvés à ce jour, ont tout de même été pris en considération.

<b>Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec :</b>	<b>Date d'élaboration</b>
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine Normandie	2015
Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) du Grand Auxerrois	En cours d'élaboration
Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET) Bourgogne Franche Comté	En cours d'élaboration

Autres documents pris en considération :	Date d'élaboration
Schéma Régional Climat, Air Energie (SRACE) de Bourgogne	2012
Plan Climat-Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2015 (dernière version)
Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2011
Schéma Régional des Infrastructures de Bourgogne	2007
Plan Global de déplacement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2010
Schéma Directeur Cyclable de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois	2014
Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne	2015
Schéma Départemental des carrières de l'Yonne	2012
Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Yonne	2011
Plan Départemental de Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics	2012
Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des travaux Publics de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne	En cours d'élaboration
Schéma décennal de Développement du réseau	2014
Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de Bourgogne	2012
Contrat de projets Etat-Région 2015-2020	-
Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Yonne (SDTAN)	2012
Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne	2006
Directive Régionale d'Aménagement de la Région Bourgogne	2011
Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates	2014
Plan Régional de Développement Agricole en Bourgogne 2009-2013	-

#### 4.2.2.A/ Articulation avec le SDAGE Seine-Normandie

Le SDAGE Seine-Normandie 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de 8 grands défis à relever s'inscrivant dans la continuité de la version de 2010-2015 :



- Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants,
- Défi 4 : Protéger et restaurer la mer et le littoral,
- Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future,
- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides,
- Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau,
- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

Les orientations du SDAGE sont indiquées dans le tableau ci-dessous (les orientations identifiées dans ce SDAGE concernant plus particulièrement le PLU de Branches sont précisées en **gras** dans le tableau) :

Orientation 1	Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante
Orientation 2	<b>Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain</b>
Orientation 3	Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles
Orientation 4	<b>Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques</b>
Orientation 5	Limiter les risques micro-biologiques, chimiques et biologiques d'origine agricole en amont proche des « zones protégées » à contraintes sanitaires
Orientation 6	Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des micropolluants
Orientation 7	Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau
Orientation 8	Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants

Orientation 9	Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques
Orientation 10	Réduire les apports en excès de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine
Orientation 11	Limiter ou supprimer les rejets directs de micropolluants au sein des installations portuaires
Orientation 12	Limiter ou réduire les rejets directs en mer de micropolluants en provenance des opérations de dragage et de clapage
Orientation 13	Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (baignades, conchylicoles et de pêche à pied)
Orientation 14	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité
Orientation 15	Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte
Orientation 16	Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses
Orientation 17	Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions
Orientation 18	<b>Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité</b>
Orientation 19	<b>Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau</b>
Orientation 20	Concilier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte du bon état
Orientation 21	Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces
Orientation 22	<b>Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité</b>
Orientation 23	Lutter contre la faune et la flore exotiques envahissantes
Orientation 24	Éviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques
Orientation 25	Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants
Orientation 26	Résorber et prévenir les déséquilibres globaux ou locaux des ressources en eau souterraine
Orientation 27	Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraine
Orientation 28	Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future
Orientation 29	Résorber et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface
Orientation 30	<b>Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères</b>
Orientation 31	Prévoir une gestion durable de la ressource en eau

Orientation 32	Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues
Orientation 33	Limiter les impacts des inondations en privilégiant l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues
Orientation 34	<b>Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées</b>
Orientation 35	<b>Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement</b>
Orientation 36	Acquérir et améliorer les connaissances
Orientation 37	Améliorer la bancarisation et la diffusion des données
Orientation 38	Évaluer l'impact des politiques de l'eau et développer la prospective
Orientation 39	Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau
Orientation 40	Renforcer et faciliter la mise en oeuvre des SAGE et de la contractualisation
Orientation 41	Sensibiliser, former et informer tous les publics à la gestion de l'eau
Orientation 42	Améliorer et promouvoir la transparence
Orientation 43	Renforcer le principe pollueur-payeur et la solidarité sur le territoire
Orientation 44	Rationaliser le choix des actions et assurer une gestion durable

### **→ Articulation avec le SDAGE**

Les enjeux environnementaux du territoire de Branches et notamment les enjeux liés à l'eau (rejets d'eaux pluviales, risques de ruissellement, continuités écologiques, préservation des zones humides, gestion de la ressource en eau) ont été pris en compte lors de la définition du projet de développement.

L'objectif 1.1 du PADD préconise de préserver les continuités écologiques (trame verte et trame bleue), notamment celles relatives au Ru de Châtillon. Cette préservation permet également celle des milieux aquatiques présents sur la commune de Branches, associés à ce ru, de même que les zones humides identifiées dans le vallon associé.

L'objectif 1.1 du PADD vise également à préserver le milieu naturel patrimonial et d'intérêt du territoire, par la prise en compte entre autre des zones naturelles protégées (APB de la Vallée tourbeuse de la Biche, zone Natura 2000 de la Tourbière du Bois de la Biche et des parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne), des zones naturelles d'inventaire (ZNIEFF de type 1), de même que les espaces boisés, ces éléments abritant au Sud de la commune une importante zone humide.

Le PADD prévoit la préservation des bois relictuels et des haies, quand ces éléments existent (objectif 1.1), de même que les jardins, parcs arborés, ou encore vergers (objectif 1.2). Ces éléments du patrimoine naturel « banal » jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement hydraulique du territoire, ils permettent de gérer les eaux pluviales lors des précipitations et ainsi de limiter les phénomènes de ruissellements et d'érosion.

En ce qui concerne la seconde grande orientation du PADD relative au développement de la commune, l'objectif 2.1 préconise de favoriser la mise en conformité des installations d'assainissement autonome, afin de préserver la qualité des masses d'eaux souterraines.

De même, cet objectif vise à prendre en compte, dans son développement, les risques de ruissellement à l'Est et au Sud-Ouest du bourg, ainsi que les risques de remontée de nappe (où la nappe d'eau souterraine affleure à la surface et est par conséquent vulnérable aux pollutions).

Ces objectifs du PADD sont donc compatibles avec les orientations du SDAGE concernées par le PLU.

Ces objectifs sont traduits dans le zonage et le règlement à travers les possibilités de constructions pour chaque secteur, les emprises au sol autorisées ainsi que les modalités de gestion des eaux pluviales (gestion à la parcelle).

Afin de restreindre les sources de pollution sur les milieux aquatiques, le règlement stipule que les constructions devront être reliées au réseau d'assainissement afin que les eaux usées soient acheminées à la station d'épuration de Branches. De même, rappelons que les installations d'assainissement autonome actuellement non conformes devront faire l'objet d'une mise en conformité.

De même, le règlement établit une infiltration des eaux pluviales sur le terrain d'assiette de la construction.

En ce qui concerne les eaux superficielles et les zones humides, l'ensemble de la zone humide située au Sud de la commune au sein du Bois de la Biche est classé en zone N « Zone naturelle et forestière » et en Espace Boisé Classé.

De même, la quasi-totalité du cours du Ru de Châtillon, de même que la ripisylve et la zone humide associée sont classées en zone N.

Ces zones seront donc préservées de toute urbanisation.

Ainsi, l'ensemble du projet prend en compte les orientations du SDAGE concernées par le PLU de Branches. L'ensemble des orientations du SDAGE concernées par le PLU, de même que les objectifs du PADD, le zonage et le règlement associé qui sont compatibles avec ces orientations sont résumés ci-dessous :

- Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
  - ✓ Orientation 2 « Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain »

*Objectif du PADD répondant à cet objectif :*

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant notamment à la réduction des ruissellements)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)

*Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle.*

- Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
  - ✓ Orientation 4 « Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques »

*Objectif du PADD répondant à cet objectif :*

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant notamment à la réduction des ruissellements, préservation de la ripisylve du Ru de Châtillon)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)

*Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle, mise en conformité des installations d'assainissement autonome.*

- Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants

*Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi mais au vu des éléments présentés précédemment, il ne s'oppose pas à ce défi.*

- Défi 4 : Protéger et restaurer la mer et le littoral

*Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi n'étant pas situé en bord de mer ou d'une zone de baignade d'eau douce.*

- Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future

*Le PLU n'est pas directement concerné par ce défi, le territoire de Branches n'étant concerné par aucun captage d'alimentation en eau potable ou périmètre de protection.*

*Toutefois, au vu des éléments présentés précédemment, notamment la préservation des masses d'eau, il est compatible avec ce défi.*

- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides

- ✓ Orientation 18 « Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité »
- ✓ Orientation 19 « Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau »
- ✓ Orientation 22 « Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité »

*Objectif du PADD répondant à cet objectif :*

- 1.1 et 1.2 (préservation du Bois de la Biche, du Ru de Châtillon, des milieux aquatiques, des zonages environnementaux, des zones humides)
- 2.1 (prise en compte des zones de remontée de nappe, limitation de la consommation d'espace)

*Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, du Ru de Châtillon, des zones humides, gestion des eaux pluviales à la parcelle, mise en conformité des installations d'assainissement autonome permettant de limiter les pollutions et dégradation des milieux.*

- Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau

- ✓ Orientation 30 « Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères »

*Objectif du PADD répondant à cet objectif :*

- 2.1 (Développement démographique modéré limitant la consommation de la ressource)

- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation

- ✓ Orientation 34 « Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées »
- ✓ Orientation 35 « Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement »

*Objectif du PADD répondant à cet objectif :*

- 1.1 et 1.2 (préservation des éléments boisés participant à la réduction des ruissellements)
- 2.1 (limitation de la consommation d'espace pour l'urbanisation, prise en compte des risques de ruissellement)
- Zonage et règlement répondant à cet objectif : classement en zone N des principaux éléments boisés du territoire, gestion des eaux pluviales à la parcelle.

- Leviers 1 « Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis » et Levier 2 « Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis »

*Le PLU n'est pas directement concerné par ces leviers mais ne s'y oppose pas.*

#### **4.2.2.B/ Articulation avec le SCOT du Grand Auxerrois**

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Auxerrois est actuellement en cours d'élaboration (approbation attendue pour la fin de 2019). Le périmètre d'élaboration de ce SCOT a été arrêté le 8 octobre 2014 et concerne la commune de Branches.

Le projet de territoire du Grand Auxerrois repose notamment sur 4 axes stratégiques :

- Assurer la promotion et l'attractivité du territoire
- Aménager le territoire durablement
- Valoriser l'environnement et préserver les ressources
- Coordonner le maillage du territoire en services et équipements

##### **→ Articulation avec le projet de territoire/SCOT**

De par les objectifs fixés dans le PADD, le PLU de Branches est compatible avec les axes stratégiques du projet de territoire du Grand Auxerrois.

En effet, l'objectif 2.2 du PADD vise à développer les activités économiques et de loisirs sur le territoire de la commune, notamment à travers la préservation de l'activité agricole, le développement des activités touristiques autour du patrimoine local, des activités commerciales, artisanales, notamment en lien avec l'activité de l'aéroport.

Ainsi, une grande partie du territoire est classé en zone A « Agricole », afin de pérenniser l'activité.

De même, le zonage prévoit une zone dédiée au développement économique UE.

Le PLU respecte également la volonté d'aménager un territoire s'inscrivant dans une démarche de développement durable, par une maîtrise de l'urbanisation tenant compte de la disponibilité des ressources, le développement d'énergies mixtes, un habitat permettant une consommation modérée d'énergie (objectif 2.1 du PADD), une amélioration des déplacements tout en garantissant la sécurité des usagers (objectif 2.3 du PADD). De même, le PADD prévoit le développement des communications numériques, en favorisant entre autre l'installation de la fibre optique (objectif 2.2 du PADD).

Ces objectifs sont également compatibles avec l'axe stratégique relatif aux services et équipements.

Compte tenu des objectifs présentés en matière de préservation de l'environnement (objectifs 1.1 et 1.2 du PADD), le PLU est compatible avec l'axe stratégique relatif à la valorisation et la préservation des ressources.

#### **4.2.2.C/ Articulation avec le SRADDET Bourgogne Franche-Comté**

La Région Bourgogne Franche-Comté a lancé en janvier 2017 la démarche d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

De document, qui est un outil de planification régionale en termes d'aménagement du territoire, doit fixer des objectifs et des règles dans certaines thématiques : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets, numérique.

### → Articulation avec le projet de territoire/SCOT

Les orientations du SRADDET seront définies au cours du premier semestre 2018.

Néanmoins, en ce qui concerne certaines thématiques qui seront traitées, le projet de PLU est compatible notamment en matière de :

- gestion économe de l'espace : avec un développement modéré du territoire et une consommation limitée de l'espace (objectif 2.1 du PADD),
- intermodalité et développement des transports : développement du covoiturage, des modes de déplacements doux, la volonté de maintenir le transport à la demande à l'échelle de l'agglomération auxerroise (objectif 2.3),
- maîtrise et valorisation de l'énergie : développement des énergies mixtes, utilisation de matériaux économes en énergie (objectif 2.1),
- lutte contre le changement climatique : développement des énergies mixtes (objectif 2.1),
- protection et valorisation de la biodiversité : préservation des zones humides, des zones naturelles protégées et d'inventaire, du patrimoine naturel local (objectifs 1.1 et 1.2),
- numérique : développement des communications numériques (objectif 2.2).

### 4.2.2.D/ Prise en compte du Schéma Régional Climat, Air, Energie de Bourgogne

La Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) de Bourgogne, et son Annexe, le Schéma Régional Eolien de Bourgogne, ont été approuvés en mai 2012.

Le SRCAE de Bourgogne a notamment pour objectif de :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air
- Réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels, agricoles et le patrimoine
- Réduire la consommation d'énergie du territoire, en exploitant les gisements d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique
- Accroître la production d'énergies renouvelables et de récupération

Le SRCAE se décline en 51 orientations stratégiques regroupées en 7 thématiques. Seules les thématiques et orientations susceptibles de concerner les documents d'urbanisme sont présentés dans la présente analyse :

### AMENAGEMENT

- ✓ Orientation 9 : Limiter l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels.
- ✓ Orientation 10 : Aller vers une couverture maximale de la région et des territoires par les documents de planification, les faire évoluer pour les rendre plus vertueux et cohérents.
- ✓ Orientation 12 : Développer de nouvelles formes urbaines intégrant l'évolution de l'habitat et de la mobilité tout en incitant au changement des mentalités.
- ✓ Orientation 13 : Prévenir les risques naturels liés au changement climatique ou accentués par celui-ci en s'appuyant sur les outils d'aménagement et de planification existants.

### **→ Articulation avec la thématique « Aménagement »**

Rappelons que le PADD préconise de limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an (objectif 2.1 du PADD).

Le développement de la commune est donc raisonné et cohérent avec des objectifs de poursuite de la croissance de façon modérée et une prise en compte de la préservation des espaces.

De même, de par la préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire, le PADD (objectifs 1.1 et 1.2) permettent de limiter les phénomènes de ruissellement et de possible inondations en cas de précipitations importantes, les phénomènes météorologiques exceptionnels étant susceptibles d'augmenter avec le changement climatique.

## **BATIMENT**

- ✓ Orientation 18 : S'assurer dès à présent que chaque bâtiment neuf ou rénové est performant, en renforçant le respect et le contrôle de la Réglementation Thermique et concevoir tout projet de construction ou réhabilitation en tenant compte de l'évolution des usages, du réchauffement climatique et de la qualité de l'air.

### **→ Articulation avec la thématique « Bâtiment »**

L'objectif 2.1 du PADD vise, par la volonté de favoriser l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel, à développer un aménagement économe en ressource, et performant en énergie.

## **DEPLACEMENTS**

- ✓ Orientation 20 : Développer et faciliter l'usage des offres de service de transport alternatif à la voiture individuelle dans leur domaine de pertinence.
- ✓ Orientation 21 : Mettre à profit les évolutions technologiques pour diminuer l'impact des déplacements sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques.

### **→ Articulation avec la thématique « Déplacements »**

L'objectif 2.3 du PADD prévoit de permettre le développement de déplacements doux sur le territoire, de même que celui du covoiturage.

L'objectif 2.2 du PADD vise à favoriser le développement des communications numériques, qui de fait facilite le développement des technologies de communications permettant de simplifier l'usage des services et des réseaux de transport.

Rappelons que la commune de Branches est une commune rurale, située à quelques kilomètres d'Auxerre.

## **TRANSPORTS DE MARCHANDISES**

### **→ Articulation avec la thématique « Transport de marchandises »**

Les orientations liées à cette thématique ne sont pas directement du ressort du PLU. En effet, la commune de Branches n'est pas caractérisée par des activités logistiques et souhaite préserver son cadre de vie.

Même si le territoire est traversé par l'autoroute A6, aucune sortie d'autoroute ne concerne la commune.

## **AGRICULTURE**

### **→ Articulation avec la thématique « Agriculture »**

Le champ d'application d'un PLU sur la problématique agricole est limité. Néanmoins, la commune souhaite pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables (objectif 2.2 du PADD).

De même, l'objectif 2.3 vise à préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire pour le déplacement des engins.

## **FORETS**

- ✓ Orientation 34 : Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.

### **→ Articulation avec la thématique « Forêt »**

De même, le champ d'application d'un PLU sur la thématique forestière est limité.

Toutefois, compte tenu de l'importante surface forestière sur le territoire de Branches, les objectifs 1.1 et 1.2 visent à prendre en compte les espaces forestiers.

## **INDUSTRIE, ARTISANAT**

- ✓ Orientation 34 : Augmenter le stockage de carbone par la forêt et le bois dans le respect d'une gestion durable en anticipant les impacts du changement climatique.

### **→ Articulation avec la thématique « Industrie, artisanat »**

Le champ d'application d'un PLU sur cette thématique est limitée, d'autant plus dans le cadre de la commune de Branches qui est une commune rurale qui souhaite préserver son cadre de vie et à ce titre n'autorise pas la construction à destination d'industrie en zone urbaine.

Toutefois, le projet de PLU encourage, au travers du PADD (objectif 2.2), l'installation d'activités de commerce au sein du bourg, de même que le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport, en cohérence avec l'activité existante.

## **ENERGIES RENOUVELABLES**

- ✓ Orientation 46 : Encourager l'émergence de projets participatifs, portés par les citoyens et les acteurs locaux.

### **→ Articulation avec la thématique « Energies renouvelables »**

L'objectif 2.1 du PADD favorise la mise en place de dispositifs de production d'énergies mixtes, sous réserve d'absence d'impacts environnementaux ou sur l'aéroport et que ceux-ci s'intègrent dans le paysage.

Notons à ce sujet que le volet éolien du SRCAE, le Schéma Régional Eolien, approuvé en 2012 (annulé en 2016), définit, en cohérence avec les objectifs issus de la réglementation communautaire relative à l'énergie et au climat, les parties du territoire favorables au développement de l'énergie éolienne. La commune comprend en partie des zones favorables au développement de l'éolien.

## **ECO-RESPONSABILITE**

- ✓ Orientation 48 : Inciter au changement des pratiques de mobilité par l'éducation, la sensibilisation et l'accompagnement.

### **→ Articulation avec la thématique « Eco-responsabilité »**

Le champ d'application du PLU concernant cette thématique est limité. Toutefois rappelons que le développement de pratiques alternatives à l'usage unique de la voiture individuelle est un objectif identifié dans le PADD (objectif 2.3).

### **4.2.2.E/ Prise en compte du Plan Climat Energie Territorial (PCET) de la Communauté de l'Auxerrois**

Le PCET de la Communauté de l'Auxerrois, adopté en 2012 et dont la dernière version a été établie en 2015 est caractérisé par trois objectifs principaux :

- La lutte contre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).
- La réduction de la vulnérabilité du territoire face à la raréfaction des énergies fossiles et à la hausse du prix de l'énergie.
- L'adaptation du territoire à l'évolution inévitable du climat.

Le PCET a également vocation d'assurer la déclinaison territoriale du SRACE de Bourgogne (document avec lequel le PLU est compatible comme présenté ci-dessus) à l'échelle de la Communauté de l'Auxerrois.

Les principaux objectifs de ce document sont résumés ci-dessous :

- Réduction de 20% d'ici 2020 des consommations d'énergie par l'efficacité énergétique,
- Réduction de 20% d'ici 2020 des émissions de gaz à effet de serre,
- Augmentation de 23% de la part des énergies renouvelables.

### **→ Articulation avec le PCET de la Communauté de l'Auxerrois**

Le projet de PLU sur la commune de Branches est compatible avec les principaux objectifs fixés à l'échelle de la Communauté de l'Auxerrois en ce qui concerne le climat et les énergies.

En effet, le PADD (objectif 2.1) permet de développement d'énergies mixtes, sous réserve que leur implantation soit compatible avec les activités existantes (aéroport) et qu'elle ne remette pas en cause la perception du paysage ou l'intégrité de l'environnement.

De même, le PADD, au travers de cet objectif, favorise l'utilisation de matériaux économes en énergie dans le résidentiel.

Enfin, même si la commune de Branches est une commune rurale, située à quelques kilomètres de l'agglomération auxerroise, le PADD (objectif 2.3) encourage au développement du covoiturage, aux liaisons douces, souhaite maintenir l'offre de transport à la demande, afin de limiter le recours à la voiture individuelle.

#### 4.2.2.F/ Prise en compte du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de l'Auxerrois

Le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois a pour objectif de définir la politique de l'habitat de l'agglomération.

Dans le cadre de l'élaboration de ce programme quatre thèmes ont été déclinés en axes d'intervention :

- Le logement des publics spécifiques (personnes défavorisées, personnes âgées et personnes handicapées, étudiants et jeunes en insertion professionnelle, gens du voyage).
- L'amélioration du parc privé.
- Les scénarii de développement et la stratégie foncière.
- La programmation de logements.

De même, dans le cadre d'une démarche de développement durable, le programme vise à répondre à deux enjeux, notamment la promotion d'un habitat performant, faiblement consommateur d'énergie, faiblement émetteur de gaz à effet de serre et respectueux de l'environnement.

Le programme d'action établi à l'issu de la définition de ces orientations présente des objectifs opérationnels formulés notamment par secteur géographique.

En ce qui concerne la commune de Branches (secteur 4), le programme d'actions prévoit :

- De préserver le potentiel foncier à vocation d'habitat en maîtrisant l'étalement urbain (densification des constructions dans les bourgs.
- De poursuivre un objectif de densité brute de 10 logements par hectare.
- De transcrire ces objectifs de densité dans les PLU.

#### → Articulation avec le PLH de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Le PLU est compatible avec les objectifs fixés par secteur dans le PLH.

En effet, l'objectif 2.1 du PLU préconise une densité de 10 logements par hectare pour les nouvelles constructions.

De même, il préconise l'utilisation de matériaux favorisant les économies d'énergies pour le résidentiel.

Enfin, il prend en compte les objectifs de modération de la consommation urbaine avec une consommation moyenne projetée de 0,2 ha/an.

#### 4.2.2.G/ Prise en compte du Schéma Régional des Infrastructures et des Transports, du Plan Global de Déplacements Urbains et du Schéma Directeur Cyclable de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Le **Schéma Régional des Infrastructures et des Transports** (SRIT) de Bourgogne s'inscrit dans le cadre de la rénovation des politiques publiques régionales et plus particulièrement dans celui des transferts de compétences vers les collectivités territoriales.

Ce schéma préconise des actions à travers 6 grands axes stratégiques :

- Améliorer le cadre de vie et l'épanouissement des êtres humains en favorisant le développement des transports publics.

- Réduire la consommation énergétique et la pollution atmosphérique par le développement des modes alternatifs à la route.
- Répondre à la demande de mobilité dans le respect des engagements de Kyoto.
- Valoriser les atouts de la Bourgogne et favoriser l'accueil des entreprises.
- Favoriser une meilleure desserte des territoires et favoriser les liaisons interrégionales.
- Développer l'accès à l'international et la coopération interrégionale.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, gérant les transports urbains, a approuvé en juin 2010 son **Plan Global des Déplacements Urbains**.

Il s'agit d'un plan permettant de favoriser :

- Le développement harmonieux et maîtrisé du territoire.
- L'émergence d'une culture commune sur les déplacements urbains et intercommunaux avec pour objectif premier de permettre à chacun de se déplacer en offrant une alternative à la voiture individuelle.

De même, dans le cadre d'une démarche de développement des transports doux, dans la continuité des objectifs visés dans le PGDU, la Communauté de l'Auxerrois a élaboré son **Schéma Directeur Cyclable**, en 2014.

Les principaux objectifs présentés dans ce schéma sont les suivants :

- Développer les aménagements structurants sur le cœur urbain de l'agglomération élargi.
- Faciliter la pratique cycliste à l'échelle des centres-bourgs.
- Finaliser le Tour de Bourgogne.
- Développer des boucles cyclables de découverte de l'Auxerrois.
- Renforcer l'offre de services pour favoriser la pratique utilitaire.

#### **→ Articulation avec le SRIT de Bourgogne, le PGDU et le Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de l'Auxerrois**

La commune de Branches est une commune rurale, située dans la couronne secondaire de l'agglomération auxerroise.

Toutefois, le PADD fixe comme objectif de développer les modes de transports alternatifs à la voiture individuelle (objectif 2.3), en favorisant le covoiturage, souhaitant maintenir le transport à la demande, en développant les modes de transport doux.

De même, le PADD préconise d'assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons par la mise en place d'aménagements au centre du bourg, et d'améliorer les conditions de stationnement.

Un emplacement réservé pour un espace de stationnement est d'ailleurs prévu.

Le PLU est donc compatible avec ces trois documents.

#### **4.2.2.H/ Prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne**

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels), qui vise notamment à préserver les continuités écologiques.

En Bourgogne, ce schéma a été adopté le 6 mai 2015. Il spatialise et hiérarchise des enjeux régionaux en matière de continuités écologiques et définit un plan d'actions visant le maintien ou le rétablissement de ces continuités.

Trame Verte



Trame Bleue



Le SRCE a établi un plan d'actions décliné en cinq orientations stratégiques :

- Accompagner la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme et de planification.
- Favoriser la transparence écologique des infrastructures de transport, des ouvrages hydrauliques et de production d'énergie.
- Conforter les continuités écologiques et la perméabilité dans les espaces agricoles, forestiers et aquatiques.
- Développer et partager les connaissances naturalistes sur les continuités écologiques.
- Sensibiliser et former l'ensemble des acteurs et organiser la gouvernance autour des continuités écologiques.

### → Articulation avec le SRCE de Bourgogne

La préservation des continuités écologiques est un enjeu fort mis en évidence par le PLU. Dès le diagnostic, de potentielles continuités écologiques (réseau de haie local) ou des espaces susceptibles de constituer des réservoirs de biodiversité (zones humides identifiées par la DREAL) ont permis de compléter la carte établie à l'échelle régionale.

Ainsi, compte tenu de l'importante surface boisée du territoire entre autre, la préservation des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité est un objectif du PADD (objectif 1.1).

Cet objectif a également été traduit à travers le zonage et le règlement du PLU. Ainsi, la totalité des espaces boisés situés (caractérisés entre autre par une zone Natura 2000, un Arrêté de Protection de Biotope, une ZNIEFF) au Sud de l'A6 ont été classés en zone N, où les possibilités de construction sont fortement limitées.

De même, le Ru de Châtillon, sa ripisylve et une grande partie de la zone humide associée sont classés en zone N.

Nous pouvons également ajouter que les espaces verts, jardins, situés à proximité des habitations seront également préservés et constituent des zones tampons permettant une transition douce entre les espaces naturels et les espaces urbanisés.

Les incidences potentielles du projet de PLU sont analysées plus en détail dans le chapitre spécifique dédié aux impacts potentiels.

Toutefois, au vu du classement en zone N des éléments naturels remarquables (dont les réservoirs de biodiversité), de l'absence de constructions au sein des corridors (constructions limitées au niveau du bourg, sauf autorisation spécifique), le projet permet une protection satisfaisante des corridors et réservoirs de biodiversité.

Enfin, une grande partie des boisements naturels de la commune (chênaie, autre forêt de feuillus hors peupleraies) seront des Espaces Boisés Classés.

#### **4.2.2.I/ Prise en compte du Schéma Départemental des carrières de l'Yonne**

Le Schéma départemental des carrières « définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites » (Article L.515-3 du Code de l'Environnement).

Le dernier schéma départemental de l'Yonne a été établi pour la période 2012-2021.

Les principales orientations fixées dans ce schéma sont les suivantes :

- Maîtriser les expéditions alluvionnaires vers l'Île de France.
- Réduire l'emploi de l'alluvionnaire.
- Suivi de la réduction des prélèvements alluvionnaires en eau.
- Valoriser les autres ressources – le développement des matériaux de substitution.
- Développer la substitution dans la moitié Sud du département.
- Déterminer une solution alternative pour le Sénonais.

#### **→ Articulation avec le SDC de l'Yonne**

Aucune carrière n'est située sur le territoire de la commune de Branches, qui est essentiellement caractérisée par des formations sableuses de l'Albien, argilo-marneuses de l'Albien et du Cénomaniens et quelques affleurements de craie du Cénomaniens moyen.

La présence d'alluvions est très localisée sur le secteur, uniquement au niveau du Ru de Châtillon.

Le faible intérêt de la commune en matière de ressource géologique explique entre autres l'absence d'exploitation du sous-sol.

Ceci est cohérent et compatible avec le Schéma Départemental des Carrières.

#### 4.2.2.J/ Prise en compte du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Yonne, Plan Départemental de Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux publics de l'Yonne et Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets issus de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (Nièvre, Saône et Loire et Yonne)

Le **Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés** (PDEDMA) révisé de l'Yonne a été approuvé en 2011.

Cette révision avait pour objectif principal de tenir compte des évolutions de la réglementation, des flux de déchets, l'ambition de développement durable du Conseil Départemental de l'Yonne et de répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la prévention, la limitation des transports, la valorisation des déchets et l'information du public.

Les principaux objectifs de ce PDEDMA sont :

- La prévention de la production des déchets : réduction de 10% des ordures ménagères d'ici 2020 (39 kg/hab.an en 2020).
- La valorisation matière et organique.
- Le traitement des déchets résiduels devra être réalisé par stockage dans des installations permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre (bioréacteurs ou incinération avec valorisation énergétique).
- Seuls les déchets ultimes pourront être enfouis.
- Réduire la nocivité des déchets : séparation des déchets dangereux des ménages et des entreprises (et administrations), à hauteur de 2,4 kg/hab/an, dès 2020.

Le **Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP** (PDGDBTP) de l'Yonne a été approuvé en 2012.

Ce plan vise à mettre en œuvre des solutions cohérentes entre les besoins et les contraintes des entreprises et des collectivités. Il s'inscrit en complémentarité du PDEDMA présenté ci-dessus.

Il pour objectif essentiel de :

- Informer les responsables locaux, les maîtres d'œuvre et rappeler les règles en vigueur dans le domaine des déchets du BTP, en particulier la réglementation relative aux installations de stockage de déchets inertes et aux décharges « sauvages ».
- Résorber définitivement les décharges non autorisées, les dépôts sauvages et mettre à disposition un réseau d'installations de stockages de déchets inertes adapté.
- Fixer des objectifs de réduction, valorisation et réutilisation des déchets à court et moyen terme.
- Promouvoir les procédés permettant de réduire les déchets à la source en prenant notamment en compte une nécessaire gestion raisonnée des déchets dans toute la chaîne de production.
- Développer une politique de réduction de la mise en décharge, en valorisant et en recyclant davantage les matériaux.

Enfin, le **Plan Interdépartemental de Prévention et de Gestion des déchets issus de chantiers du Bâtiments et des Travaux Publics** de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne, est actuellement en cours d'élaboration.

Suite aux divers constats établis dans le cadre de l'élaboration de ce plan, quelques orientations ont été proposées :

- Prévention des déchets : réduction des déchets dangereux du BTP (projet de Plan National de Prévention des Déchets).
- Sensibilisation : des maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, corps de métier du bâtiment et des travaux publics.
- Développer l'éco-conception : construire en tenant compte de la démontabilité des ouvrages, utiliser des produits moins nocifs.

### → Articulation avec le PDEDMA de l'Yonne, du PDGDBTP de l'Yonne et du PIPGDBTP de la Nièvre, Saône et Loire et Yonne

La gestion des déchets est relativement bien organisée au niveau de la Communauté de l'Auxerrois, avec la collecte en porte à porte des déchets ménagers et des déchets issus de la collecte sélective, hormis le verre pour lequel il existe une borne de collecte sur la commune de Branches. De même une déchetterie existe sur le territoire de la Commune.

L'objectif de croissance faible de la population (production de déchets moindre) permet d'être compatible avec les objectifs de ces plans, bien que les liens entre ces plans de gestion des déchets et le PLU soient limités.

### 4.2.2.K/ Prise en compte du Schéma Décennal de Développement du Réseau de Transport d'Electricité et Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables de Bourgogne (S3RENr)

Le **Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables** est l'un des schémas d'aménagement du territoire déterminés par la Loi Grenelle II, qui fait suite au Grenelle de l'Environnement de 2007. Ce schéma doit respecter le Plan Climat Air Energie Régional (valant Schéma Régional du Climat Air Energie ou SRCAE). De même, il se fait en complémentarité du **Schéma Décennal de Développement du Réseau de Transport d'Electricité**.

Dans le cas présent, le schéma régional de Bourgogne, révisé en 2012 par RTE, en accord avec les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité :

- Rappelle l'ambition régionale définie dans le SRCAE d'atteindre une puissance de 2168 MW en 2020 pour l'ensemble des installations de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables :
  - ✓ 1500 MW de production éolienne,
  - ✓ 630 MW de production photovoltaïque, dont 500 MW en grands parcs au sol,
  - ✓ 38 MW de production issue de biomasse, biogaz ou centrales hydrauliques.
- Rappelle la production en service de 249 MW en 2012 et la production en file d'attente de 440 MW,
- Les besoins pour répondre à l'objectif, soit 1479 MW de capacités à créer/réserver.

### → Articulation avec le S3RENr de Bourgogne

La commune de Branches n'est concernée par aucune ligne électrique haute ou très haute tension, ni aucun poste électrique.

De même, la commune n'est pas concernée par le programme de travaux de création envisagés par les deux schémas.

Le PLU ne s'oppose donc pas aux objectifs du schéma décennal, ni aux objectifs du S3ENr.

#### **4.2.2.L/ Prise en compte du Contrat de plan Etat – Région 2015-2020**

Le Contrat Projet Etat Région est un outil de coordination, à l'échelle régionale, et sur une durée pluriannuelle, des politiques de l'Etat et du Conseil régional et de la concrétisation des investissements à effet de levier sur le territoire régional.

Ce nouveau plan vise à répondre à deux objectifs :

- Formaliser l'engagement de l'Etat et de la région au service d'une stratégie négociée d'investissements pour la compétitivité, la croissance et l'emploi.
- Accompagner la réforme territoriale qui fait des régions Bourgogne et Franche Comté une seule et même région.

Ce contrat est organisé notamment autour de cinq volets thématiques :

- La mobilité multimodale.
- L'enseignement supérieur.
- La transition écologique et énergétique.
- Le numérique.
- Les filières d'avenir et l'usine du futur.

Sur l'ensemble des thématiques, le PLU de Branches est essentiellement concerné par le volet « transition écologique et énergétique ». Ce point a notamment été étudié à travers l'analyse de la compatibilité avec le SRCAE, SDAGE, SRE.

Les principales actions relatives à ce volet sont :

- Efficacité énergétique des bâtiments et notamment de l'habitat.
- Energies renouvelables.
- Economie circulaire et économie des ressources.
- Prévention des risques.
- Reconquête de biodiversité et préservation des ressources.
- Projets territoriaux de développement durable.
- Education à l'environnement et au développement durable

#### **→ Articulation avec le CPER 2015-2020 de Bourgogne**

Compte tenu de la compatibilité du PLU avec divers documents étudiés précédemment (SDAGE, SRACE, SRCE), celui-ci répond aux principales actions du volet « transition écologique et énergétique » du CPER.

Rappelons que le PADD prévoit la préservation des éléments naturels du territoire de Branches (milieux remarquables tels que la zone Natura 2000, la ZNIEFF, les zones humides...) mais aussi les principaux éléments boisés du territoire, le Ru de Châtillon, le réseau de haies et bosquets local. Cet objectif est également traduit dans le zonage et le règlement du PLU, avec le classement de la majeure partie de ces éléments en zone N.

De même, en matière d'habitat, le PADD préconise l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel.

Il vise également à favoriser le développement des énergies mixtes, sous réserve de leur compatibilité avec le paysage, l'environnement et les éventuelles contraintes associées à l'aéroport.

Enfin, notons que le PLU répond au volet « numérique » puisqu'il permet le développement des communications numériques.

#### 4.2.2.M/ Prise en compte du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire Icaunais (SDANT)

Ce schéma a été actualisé en juin 2012.

Le SDANT est un outil de la programmation de l'intervention des acteurs dans le secteur du numérique. Il s'agit d'un document opérationnel qui sert de cadrage à la montée en débit des territoires et de leur évolution vers le Très Haut Débit.

Les priorités fixées dans le SDANT sont les suivantes :

- Développer le Très Haut Débit pour tous à terme en privilégiant la fibre optique.
- Développer la filière numérique.
- Optimiser l'utilisation des infrastructures existantes ou programmées.
- S'inscrire dans une cohérence régionale.

##### → Articulation avec le SDANT de l'Yonne

L'objectif 2.3 du PADD prévoit de développer les communications numériques (Nouvelles Technologies d'Information et de Communication) sur le territoire de la commune. Le SDANT a donc bien été pris en compte dans le projet de PLU.

#### 4.2.2.N/ Prise en compte du Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne et de la Directive Régionale d'Aménagement de la région Bourgogne

Le **Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne**, approuvé en 2006, remplace les Orientations Régionales de Production de la forêt privée bourguignonne de 1972. Il s'agit d'un document de référence pour l'agrément des plans simples de gestion, du Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles, des règlements types de gestion et pour toutes les orientations et décisions publiques concernant la forêt privée bourguignonne.

Ce document fixe deux orientations principales :

- Une gestion forestière durable appuyée sur une production économiquement rentable de bois, de produits et de services diversifiés.
- Deux objectifs fondamentaux de gestion et de production durable de biens et de services :
  - ✓ Amélioration de la qualité et de la rentabilité de la production de bois et produits divers ;
  - ✓ Valorisation, par la contractualisation, de services répondant à la demande sociale : chasse, services écologiques ou sociaux d'intérêt particulier ou général,...

La **Directive Régionale d'Aménagement de Bourgogne**, établie par l'Office National des Forêts (ONF), décline, à l'échelle de la région Bourgogne, les engagements pris aux niveaux internationaux, nationaux et régionaux, en matière de gestion durable des forêts et terrains à boiser du domaine de l'Etat.

##### → Articulation avec le SRGS et la DRA de l'Yonne

Le PLU n'agit pas directement sur les pratiques sylvicoles.

Toutefois, rappelons que les principaux boisements naturels du territoire doivent devenir des Espaces Boisés Classés, et sont classés en zone N.

#### **4.2.2.O/ Prise en compte du Programme d'Actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole de Bourgogne**

Le programme d'actions national et les programmes d'actions régionaux définissent les mesures (et actions) nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre Nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Ils règlementent les conditions d'épandage de fertilisants et d'effluents d'élevage avec notamment des périodes d'épandage rétrécies, des conditions de stockage plus contraignantes et des surfaces d'épandage plus importantes à prévoir.

##### **→ Articulation avec le Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates**

L'application du programme d'actions Nitrates n'est pas directement du ressort de la commune mais des agriculteurs.

Ni le règlement du PLU, ni le PADD ne s'opposent à la mise en place ou programme d'actions.

Notons toutefois que le Ru de Châtillon, unique cours d'eau au sein de la commune de Branches, est classé en zone N sur la majeure partie de son tracé. De même, l'ensemble de la ripisylve associée à ce cours d'eau est classé en zone N.

#### **4.2.2.P/ Prise en compte du Plan Régional de Développement de l'Agriculture de Bourgogne (2009-2013)**

Ce Plan régional a été établi dans le cadre du contrat d'objectifs des Chambres d'agricultures 2009-2013.

Ce programme porte sur 10 actions définies en cohérence avec les priorités nationales :

- Améliorer l'efficacité des intrants et la qualité de l'eau.
- Concevoir et accompagner la mise en œuvre de systèmes de production et d'exploitations agricoles durables adaptés à des enjeux environnementaux de territoires.
- Développer l'agriculture biologique et organiser ses filières.
- Développer des réseaux de veille sanitaire et diffuser des avertissements.
- Elaborer des références systèmes et des bases de données pour l'aide à la décision.
- Organiser le remplacement dans les entreprises agricoles.
- Amplifier la performance énergétique dans les exploitations.
- Développer des nouvelles formes d'activité dans les entreprises agricoles qui valorisent le territoire.
- Améliorer l'organisation du travail et la gestion des ressources humaines dans les entreprises agricoles.
- Appuyer la création et la reprise d'entreprises agricoles.

##### **→ Articulation avec le Plan Régional de Développement de l'Agriculture de Bourgogne**

Le PADD fixe comme objectif (objectif 2.2 de pérenniser l'activité agricole en maintenant les terres agricoles exploitables dans leur majorité et en permettant l'accueil de nouveaux bâtiments d'exploitation.

De même, le zonage prévoit un comblement des dents creuses et une urbanisation centrée sur le bourg du village, limitant ainsi la consommation d'espaces, fixée par ailleurs à 0,2 ha/an.

## 4.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ASSOCIEES

Cette analyse des incidences sur l'environnement expose :

- Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement.
- Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'environnement.
- La présentation des mesures envisagées pour Eviter, Réduire, et en dernier lieu Compenser s'il y a lieu les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement.
- La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

L'évaluation des incidences sur l'environnement a été faite en deux temps.

Dans un premier temps, nous avons réalisé une analyse en nous intéressant aux surfaces faisant l'objet d'un changement de destination et en regardant les impacts potentiels directs des aménagements proposés.

Dans un second temps, l'analyse des incidences du projet de développement a été menée pour chacune des thématiques environnementales présentées dans l'état initial.

Cela a permis de vérifier l'absence d'impact significatif direct et indirect ou d'adapter le projet de développement afin de les éviter.

Les thématiques développées dans cette seconde partie sont les suivantes :

Thématique principale	Sous thématique
Milieu naturel et fonctionnalité écologique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressource en espace</li> <li>• Fonctionnalité écologique</li> <li>• Incidence Natura 2000</li> </ul>
Capacité de développement et enjeux de préservation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ressource en eau</li> <li>• Energie</li> <li>• Nuisances et pollution</li> </ul>
Risques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques naturels</li> <li>• Risques technologiques</li> </ul>
Paysage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paysage, patrimoine et cadre de vie</li> </ul>

Pour chaque thématique et sous thématique sont précisées :

- Les incidences négatives du projet sur la composante environnementale.
- Les incidences positives attendues du projet.
- Les mesures d'évitement et de compensation le cas échéant.

Rappelons qu'il s'agit de l'évaluation du projet de PLU et non de l'évaluation de la situation existante, l'objectif de cette étude est d'évaluer les incidences positives et négatives liées au projet de développement, non de mettre en avant les incidences des choix passés.

## 4.4 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

### 4.4.1 GENERALITES

De manière générale, les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU sont les secteurs concernés directement par un aménagement (Emplacement Réservé, Orientation d'Aménagement et de Programmation ou OAP) ou faisant l'objet d'un changement de destination (passage de terres agricoles ou naturelles en zone constructible).

Sur une commune, les sites susceptibles d'être touchés de manière notable par la mise en œuvre du PLU correspondent aux sites de développement urbain et leurs abords. Il s'agit donc principalement de zones ouvertes à l'urbanisation et de zones d'équipements (passage d'une zone à vocation agricole ou naturelle en zone à vocation urbaine ou à urbaniser). Les jardins et prairies intégrés au tissu urbain sont aussi susceptibles d'être impactés s'ils sont urbanisés.

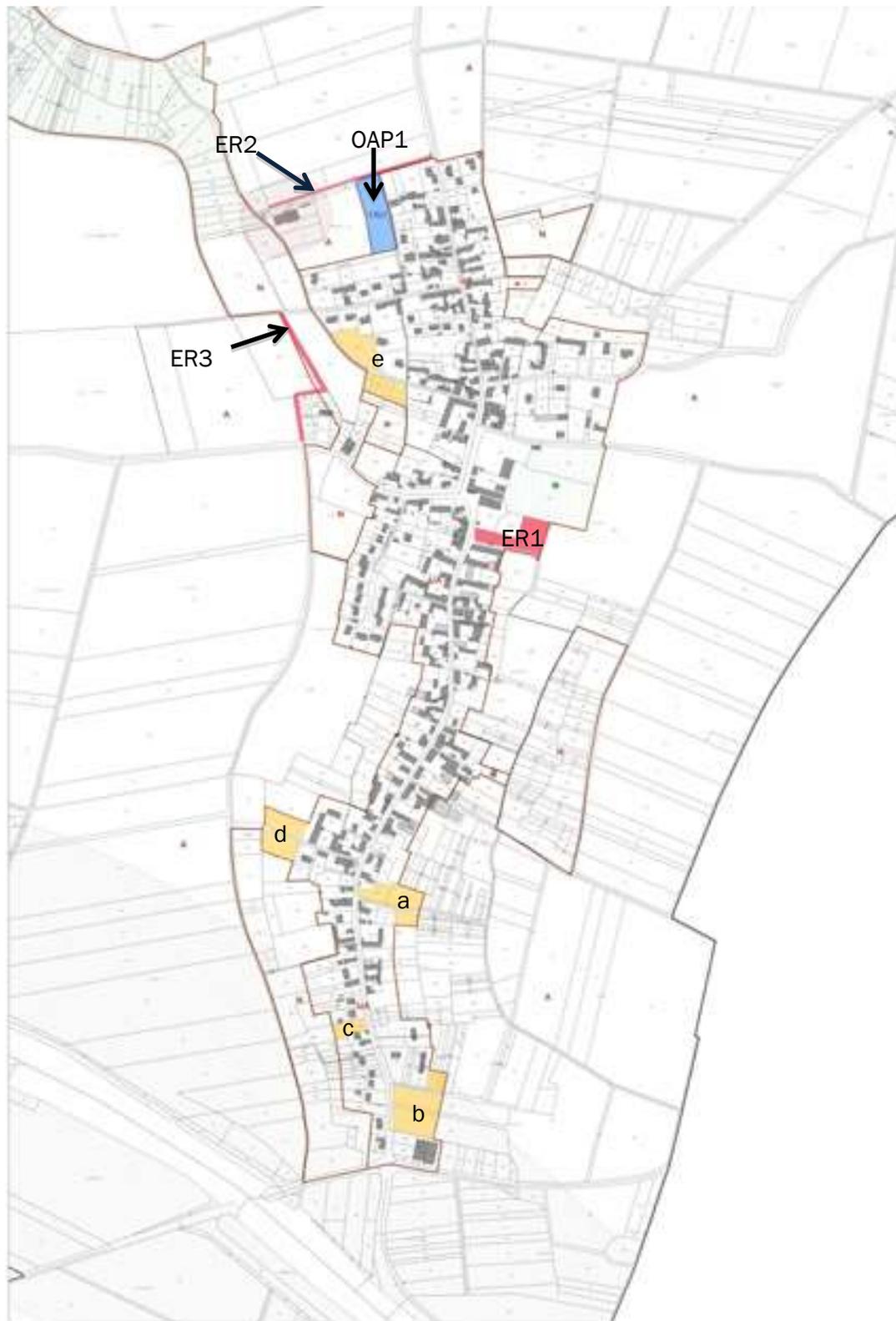
Dans ce paragraphe, nous reviendrons sur les différents aménagements et zonages envisagés par secteur afin de mettre en avant les impacts directs susceptibles d'être engendrés par le projet.

Néanmoins, rappelons que l'aménagement prévu s'inscrit dans un projet communal global, le projet de développement sera évalué dans son ensemble dans un second temps.

### 4.4.2 LES IMPACTS POTENTIELS DIRECTS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Le tableau ci-dessous énumère les surfaces directement concernées par un aménagement ou susceptibles de changer de destination sur Branches, la carte ci-après localise ces mêmes surfaces.

Bourg de Branches				
Repère cartographique	Surfaces	Occupation du sol actuelle	Zonage prévu	Objectif
OAP 1	4000 m <sup>2</sup>	Terres agricoles	1AU (zone d'urbanisation future)	Urbanisation
ER1	3220 m <sup>2</sup>	Terres agricoles, espace enherbé, jardin	UA	Espace de stationnement et extension du cimetière
ER2	920 m <sup>2</sup>	Chemin existant et terres agricoles	Elargissement d'un chemin et création d'un pan coupé	
ER3	1500 m <sup>2</sup>	Chemin existant et terres agricoles	Elargissement d'un chemin	
a	3224 m <sup>2</sup>	Terres agricoles, jardins, parc	UA	Urbanisation
b	5568 m <sup>2</sup>	Terres agricoles	UA	Urbanisation
c	1069 m <sup>2</sup>	Espace enherbé	UA	Urbanisation
d	3534 m <sup>2</sup>	Espace enherbé, jardins	UA	Urbanisation
e	4690 m <sup>2</sup>	Parc arboré, jardins	UA	Urbanisation
<b>Total consommation (hors ER)</b>	<b>2,2 ha</b>			

Surfaces directement concernées par un aménagement ou susceptibles de changer de destination

Notons que notre attention s'est essentiellement portée sur les parcelles agricoles et naturelles (cultivée, jachère/prairies) concernées par les zones constructibles. En effet, les prairies, parcs et jardins déjà inclus dans le périmètre bâti n'ont pas été comptabilisés dans ce tableau.

## IMPACTS NEGATIFS

La perte de terres agricoles en tenant compte des zones et surfaces présentées précédemment, sur le bourg de Branches est estimée à 2,2 hectares environ (or Emplacements réservés), si l'ensemble des secteurs sont urbanisés.

La surface concernée par un changement de destination s'élève à 2,5 ha si on inclut les emplacements réservés.

Il s'agit d'un maximum estimé pour la durée de validité du PLU et donc à long terme.

Néanmoins, les zones de prairies et jardins (notamment en dent creuse) déjà incluses dans le périmètre bâti n'ont pas été comptabilisées.

Les impacts globaux du PLU sont liés à la perte de terres agricoles, de prairies et de jardins.

Toutefois, il s'agit en majeure partie d'espaces intégrés au tissu urbain ou en continuité immédiate et déjà sous influence anthropique.

De même, le projet de PLU est susceptible d'engendrer un impact sur l'activité agricole avec le passage de parcelles en zone constructible. Néanmoins, il s'agit de parcelles de faible superficie et en continuité des zones déjà urbanisées.

Notons qu'une importante partie des parcelles sera conservée en jardins, conformément au PADD qui prévoit la préservation des « franges paysagères à l'Est et à l'Ouest du bourg formée par les jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers ».

De même, l'OAP impose la réalisation d'une frange paysagère au Nord et à l'Ouest de la parcelle afin de permettre une bonne intégration paysagère des nouvelles constructions.

Rappelons que le projet de développement prévoit une croissance modérée, engendrant une faible consommation d'espaces, de l'ordre de 0,2 ha/an.

## IMPACTS POSITIFS

Comme exprimé dans le PADD, une grande partie des zones « naturelles » (bois, prairies,...) situées à proximité du bourg de la commune sont classées en zone N, notamment les milieux associés au Ru de Châtillon, qui seront préservés de toute urbanisation.

Même si une infime partie de la zone humide associée au Ru de Châtillon, identifiée par la DREAL Bourgogne (0,15 ha) est située en zone UA, celle-ci est déjà concernée par des zones bâties. Le caractère « humide » de cette zone et la fonctionnalité écologique de ce secteur ne sont donc plus avérés.

L'impact sur les zones humides est donc nul.



De même, aucun bois ne fera l'objet d'une ouverture à l'urbanisation. Notons que les parcs arborés accompagnant certaines habitations sont compris dans l'enveloppe urbaine et seront préservés, comme précisé dans le PADD.

Cette protection de ces éléments est source d'incidences positives à la fois sur le paysage et sur le milieu naturel.

Le règlement du PLU prévoit également en zone urbanisée et pour l'ensemble des parcelles ouvertes à l'urbanisation, qu'au moins 30% de l'unité foncière soient traités en espaces verts ou perméables, pour une intégration paysagère optimale. De même, afin de favoriser l'intégration paysagère de tout dépôt à l'air libre, ceux-ci devront faire l'objet d'aménagements paysagers formant des écrans visuels.

Notons que le classement du « Parc d'un grande maison » comme élément de paysage garantit la conservation de cet espace partiellement boisé.

Enfin, en ce qui concerne les Emplacements réservés n°2 et n°3, même si ces derniers engendrent une consommation faible de terres agricoles (0,242 ha), ceux-ci s'inscrivent dans les objectifs du PADD qui visent à pérenniser l'activité agricole et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins.

## HAMEAU DES COURLIS ET ZONE DE L'AEROPORT

En ce qui concerne le **hameau des Courlis**, seul le secteur bâti fait l'objet d'un zonage en zone urbanisée. Ainsi, aucune zone cultivée (A) ou en prairie ou autre habitat naturel (N) n'est concernée par une future urbanisation.

De même, dans le **secteur de l'aéroport d'Auxerre-Branches**, seules les parcelles comprenant les installations de l'aéroport et les habitations du site sont classées en zone UE « Zone à vocation économique », comme évoqué dans l'objectif du PADD « Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport tout en assurant le maintien de ses activités aéronautiques ».

Aucune consommation d'espaces agricoles n'est donc à recenser dans ce secteur.

Nous pouvons noter qu'environ 2,6 ha de la zone UE de l'aéroport sont actuellement occupés par des espaces enherbés.

De même, le site occupé actuellement par la **déchetterie de Branches**, comprenant environ 1,4 ha de jachère/espaces enherbés fait l'objet d'un classement en zone UE.

Des impacts négatifs liés à la perte de surfaces agricoles/espaces enherbés sont donc à recenser. Il y aura ainsi un faible impact lié à la disparition d'espèces végétales et d'habitats présents au niveau de ces espaces.

Toutefois il s'agit de secteurs où les espèces et les habitats sont déjà sous l'influence humaine. Ces espaces ne constituent pas des habitats d'intérêt de type prairies ou zones humides.

De plus, l'ensemble des boisements du Sud de la commune, de même que les espaces en zones humides compris dans le Bois de la Biche, les prairies et la zone plus ou moins boisée au Nord de la zone UE de l'aéroport sont classés en zone N. Notons également que les bois situés à l'Ouest de l'aéroport sont également classés en Espaces Boisés Classés (EBC).

Les incidences sur les zones agricoles et naturelles sont donc limitées.

### Surfaces enherbées/en jachère concernées par les zones UE « Zones à vocation économique »



Hameau des Courlis



Zone de l'aéroport

# 4.5 LES INCIDENCES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'EVITEMENT, REDUCTION, COMPENSATION

## 4.5.1 RESSOURCE EN ESPACE

Incidence négative	Incidence positive
<p>La consommation d'espace engendrée par le projet est essentiellement due :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au passage en zone urbanisable de secteurs aujourd'hui en zone agricole et enherbée (jardins, parcs), soit environ 2,2 ha,</li> <li>• au comblement des dents creuses au sein des zones déjà urbanisées,</li> <li>• la mise en place d'Emplacements réservés pour la création d'un espace de stationnement et l'extension du cimetière et l'élargissement de chemins agricoles.</li> </ul> <p>En tenant compte de l'ensemble de la consommation des espaces des zones AU et 1AU, ainsi que les surfaces concernées par les Emplacements réservés, le projet engendrera une perte d'espaces agricoles et naturels estimée à moins de 0,2% de la superficie totale de la commune.</p> <p>Cette surface est très faible, notamment de par les choix de la commune de combler les dents creuses en priorité.</p> <p>En ce qui concerne l'OAP, sa superficie totale est de 0,4 ha et concerne une zone agricole actuellement cultivée.</p> <p>En ce qui concerne l'Emplacement Réserve n°1, la superficie totale concernée est de 3220 m<sup>2</sup> environ. Cet emplacement est situé au niveau d'une agricole et de zones enherbées jouxtant le cimetière.</p> <p>Les Emplacements réservés n°2 et n°3 concernent l'emprise des chemins existants et une partie en zone cultivée.</p>	<p>Les orientations du PADD protègent les activités agricoles de la commune à travers un zonage en « zone agricole », concernant une surface importante du territoire communal (environ 648,3 ha) et l'élargissement de deux chemins.</p> <p>De même, la préservation des milieux naturels d'intérêt (zones humides, forêts, prairies) est un enjeu essentiel du projet de PLU avec l'établissement d'une zone N pour les milieux naturels banals et spécifiques aux forêts, zones humides et les sites d'intérêt tels que Natura 2000, APB, parcelles du Conservatoire.</p> <p>De plus, le projet met en place une urbanisation visant à « épaissir le tissu urbain », avec une extension faible sur les zones agricoles ou naturelles, ainsi qu'en privilégiant l'utilisation des dents creuses, en accord avec un objectif de croissance modérée.</p> <p>La consommation d'espace totale engendrée par le projet est faible (0,2 ha/an) et concerne seulement les secteurs adjacents à des zones urbaines et essentiellement déjà viabilisés</p>

## 4.5.2 INCIDENCES ET MESURES SUR LE MILIEU NATUREL ET LE FONCTIONNEMENT ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Perte d'espaces verts au niveau de la zone UA et UE</u></p> <p>Le PLU prévoit le classement de certaines zones enherbées, jardins ou de parcs arborés en zone UA, de même qu'en zone UE.</p> <p>Toutefois, il ne s'agit que de parcelles enclavées ou situées dans la continuité de zones urbanisées. <b>Aucune perte de boisements ou de prairies d'intérêt n'est envisagée dans le projet de PLU.</b></p> <p>Rappelons que le reste du terrain communal, concerné par un milieu naturel sans intérêt majeur ou par des zonages de protection et d'inventaire, est classé en zone N ou A.</p> <p>De même, une importante surface des bois du territoire (Bois de la Biche, bois associés à la vallée du Ru de Châtillon) est également classée en EBC.</p> <p><b>La consommation d'espace sur territoire est faible et ne concerne aucune zone naturelle d'intérêt.</b></p> <p><u>Une faible surface de zone humide classée en zone UA</u></p> <p>Le PLU prévoit qu'une très faible partie de la zone humide associée au Ru de Châtillon, identifiée par la DREAL Bourgogne (0,15 ha) soit située en zone UA. Toutefois, celle-ci est déjà concernée par des zones bâties. Le caractère « humide » de cette zone et la fonctionnalité écologique de ce secteur n'est donc plus avéré.</p> <p>Les autres zones humides du territoire sont classées en zone N.</p> <p><b>Aucun impact n'est donc à recenser sur les zones humides.</b></p>	<p><u>Des orientations, traduites dans le règlement, en faveur des zones humides, du site Natura 2000, de l'APB et des parcelles gérées par Conservatoire</u></p> <p>Comme fixé dans le PADD, le projet prévoit la protection des zones humides du territoire, de la zone Natura 2000, de l'APB et des parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne relatifs au Bois de la Biche par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le classement de la totalité des zones humides (excepté le secteur en zone UA étudié précédemment), du site Natura 2000 et de l'ensemble du Bois de la Biche de manière générale en zone N où seuls l'exploitation forestière, les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées et autres équipements recevant du public sont autorisés, de même que les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport, <b>sous condition.</b></li> <li>• Le classement en EBC (Espace Boisé Classé) du Bois de la Biche, et d'une importante partie des milieux boisés associés au Ru de Châtillon.</li> <li>• Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation ne concerne les milieux naturels remarquables.</li> </ul> <p><b>L'ensemble des orientations du PADD et les zonages proposés permettent une protection satisfaisante du milieu naturel, avec une conservation des zones humides, du site Natura 2000, de l'APB, des parcelles gérées par le Conservatoire, mais aussi des zones d'inventaire (ZNIEFF 1 et 2).</b></p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Un risque d'impact sur les zones humides lié à l'augmentation de la consommation en eau</u></p> <p>Un risque d'impact indirect sur les zones humides, notamment les milieux associés au Ru de Châtillon, peut être envisagé par l'augmentation des volumes prélevés dans la nappe (augmentation des besoins en eau potable corrélée à l'augmentation de population).</p> <p>Toutefois, rappelons que la commune envisage une croissance plutôt modérée de la population (1% par an à l'horizon 2030). L'augmentation des volumes d'eau consommés, associés à l'objectif démographique restera donc faible.</p> <p>De plus, d'après la Communauté de l'Auxerrois, les captages utilisés actuellement pour l'alimentation en eau potable de la commune de Branches disposent d'une capacité suffisante pour supporter les objectifs de développement de la commune.</p>	<p><u>Protection des boisements</u></p> <p>Comme évoqué précédemment, le projet prévoit la protection des boisements significatifs, ainsi que celle des petits éléments boisés du territoire, ayant un rôle dans la gestion des eaux de ruissellement.</p> <p>L'ensemble des boisements significatifs font ainsi l'objet d'un zonage en zone N.</p> <p>De plus, pour la quasi-totalité des boisements significatifs naturels de la commune (Bois de la Biche, Forêts associées au Ru de Châtillon), des Espaces Boisés Classés (EBC) ont été mis en place. Ces protections permettent de garantir la pérennité des boisements significatifs, correspondant également à des réservoirs de biodiversité de la trame verte (sous-trame forêt).</p> <p><u>Protection des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité</u></p> <p><i>Trame verte</i></p> <p>Les réservoirs de biodiversité de la trame boisée identifiés dans le SRCE concernant des secteurs du Bois de la Biche font l'objet d'une protection, étant classés en zone N, ainsi qu'en EBC.</p> <p>Seule la zone UE correspondant au site de la déchetterie, compris dans un réservoir de biodiversité n'est pas classée en zone N. Toutefois, rappelons que ce secteur n'est pas caractérisé par un intérêt particulier, de par la présence de la déchetterie.</p> <p>En ce qui concerne la trame locale (réseau de haies, prairies, bois associés au Ru de Châtillon, parc arborés, ...) ceux-ci seront préservés, comme fixé dans l'objectif du PADD « préserver les continuités écologiques, notamment la trame verte et bleue qui est représentée entre autres par le bois de la Biche, le Ru de Châtillon et sa ripisylve et les haies, bosquets (...) prendre en compte les boisements relictuels et les haies quand elles existent ».</p> <p>De même, rappelons qu'aucun espace naturel d'intérêt ne sera ouvert à l'urbanisation, qui reste localisée au sein des zones urbanisées. Ainsi, l'ensemble des corridors écologiques associés à la Trame verte sera préservé.</p>

Incidence négative	Incidence positive
	<p><i>Trame bleue</i></p> <p>De la même manière que la Trame verte, aucun réservoir de biodiversité relatif aux milieux humides, identifié par le SRCE ne sera ouvert à l'urbanisation, ces secteurs faisant l'objet d'un classement en zone N.</p> <p>Le Ru de Châtillon, qui constitue la seule trame aquatique du territoire, est également protégé de toute urbanisation.</p> <p>En complément des éléments identifiés dans le SRCE, les zones humides identifiées par la DREAL font également l'objet d'un classement en zone N, excepté un petit secteur en zone UA, pour lequel le contexte « déjà urbanisé » limite tout intérêt en matière de fonctionnalité écologique.</p> <p>Ainsi l'ensemble des continuités écologiques et réservoirs de biodiversité de la Trame bleue est préservé.</p> <p><b>Le projet n'engendre ainsi aucune fragmentation du territoire, ni aucune coupure dans les continuités écologiques identifiées à l'échelle régionale et locale.</b></p> <p><b>De même, en ce qui concerne les zones humides, sites d'inventaire, zone Natura 2000, APB et sites du Conservatoire, le projet permet une protection satisfaisante de ces éléments.</b></p>

#### Mesures :

- Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation concernant les milieux naturels d'intérêt,
- Préservation des continuités écologiques par un développement urbain modéré, en densification de l'existant.
- Classement en EBC des principaux boisements du territoire.

### **4.5.3 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000 : CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

L'évaluation environnementale des schémas de cohérence territoriale (SCOT) et des plans locaux d'urbanisme (PLU) a été rendue obligatoire par l'ordonnance n°2004-489 de 2004 qui transposait la directive européenne de 2001 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement (Code de l'urbanisme).

Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, modifié par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 codifiée dans le Code de l'environnement a modifié les conditions pour lesquelles un document d'urbanisme est soumis ou non à évaluation environnementale.

D'après l'article L414-4 du Code de l'Environnement, « *Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 (...), doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après « Evaluation des incidences Natura 2000 » :*

*1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ».*

Le territoire de Branches intégrant un site Natura 2000, la ZSC n°FR2600990 « Tourbière du Bois de la Biche » le projet est donc soumis à évaluation environnementale.

Nous pouvons noter qu'aucun autre site Natura 2000 (Directive Habitat et Directive Oiseaux) n'est localisé à moins de 16 km de la commune de Branches.

L'évaluation des incidences Natura 2000 portera donc sur la ZSC n°2600990.

#### **4.5.3.A/ Méthodologie**

##### **✓ Modalités d'influence potentielle d'un projet sur une zone Natura 2000**

Un projet peut engendrer une incidence sur une zone Natura 2000 de plusieurs façons :

- Impacts directs : il s'agit de site implanté dans la zone Natura 2000 et qui conduit à la destruction ou à la modification directe du milieu,
- Impacts indirects : ils concernant des projets qui ne sont pas situés dans une zone Natura 2000, mais qui peuvent provoquer des modifications à distance, du fait de l'activité exercée : rejets atmosphériques, rejets aqueux, bruit, circulation d'engins motorisés, ...
- Perte de milieux utiles ou nécessaires aux espèces de la zone Natura 2000 : il s'agit en ce cas de milieux qui ne sont pas situés en zone Natura 2000, mais qui sont utilisés par les espèces de la zone Natura 2000, par exemple pour se nourrir. La destruction de ces milieux, bien que situés en dehors de la zone Natura 2000, peut donc engendrer une incidence,
- Mortalité affectant des espèces de la zone Natura 2000 : il s'agit en ce cas de projets susceptibles d'entraîner la mortalité de certaines espèces, mais situés en dehors des zones Natura 2000. Toutefois, si le projet est situé dans l'aire d'évolution des espèces d'une zone Natura 2000 (lesquelles rappelons le, peuvent évoluer en dehors de la zone Natura 2000), celles-ci peuvent être impactées sur le site.

### ✓ Evaluation de l'aire d'évolution des différentes espèces concernées

L'aire d'évaluation à prendre en compte dans les évaluations d'incidence Natura 2000 est définie dans la note EI2 « Méthodes et techniques des inventaires et de caractérisation des éléments nécessaires à l'évaluation d'incidences Natura 2000 sur les espèces animales et leurs habitats »<sup>1</sup>.

Elle est de :

- un kilomètre pour les insectes et les amphibiens,
- trois kilomètres pour les oiseaux (peut être portée à 15 km pour la Cigogne noire et la Cigogne blanche, 10 km pour le Milan royal et le Milan noir)
- de cinq kilomètre autour des sites de parturition et 10 km autour des sites d'hibernation et de parade des chiroptères.

### **4.5.3.B/ Incidences sur la ZSC n°FR2600990 « Landes et Tourbières du Bois de la Biche »**

#### ✓ IMPACTS DIRECTS SUR LE SITE

L'ensemble des boisements, tourbières et autres milieux d'intérêt présents sur le territoire de Branches sont classés en zone naturelle N par le projet de PLU.

Au sein de cette zone, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole,
- d'habitation,
- de commerces et d'activités de service,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées **sous condition** :

- les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport.

De par ce zonage, les possibilités de construction au sein de la zone Natura 2000 sont extrêmement réduites. Seule l'exploitation forestière et certains équipements d'intérêt public ou liés à l'activité de l'aéroport sont autorisés dans ces zones. Rappelons que l'ensemble des bois de la Natura 2000 sont également classés en EBC.

Tout projet situé dans le périmètre de la ZSC devra faire l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000.

Une petite partie de la zone Natura 2000 est concernée par des zones agricoles. Même si l'habitat caractérisant ce secteur n'est pas un habitat d'intérêt communautaire responsable de la désignation du site en Natura 2000, rappelons que les zones agricoles sont protégées par les objectifs du PADD traduits dans le zonage et le règlement.

Ainsi, ce secteur agricole de la zone Natura 2000 est classé en zone A.

---

<sup>1</sup> DREAL Picardie

Au sein de cette zone A, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'habitations, sauf celles visées à l'article I-2,
- de cinéma,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés et des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des équipements sportifs,
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées **sous condition** :

- les logements et leurs annexes s'ils sont liés à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente,
- les commerces et activités de services à l'exception des cinémas s'ils sont liés à une exploitation,
- les constructions et installations et les changements de destination liés à l'activité autoroutière.

De par ce zonage, et la volonté de préserver le caractère des terres agricoles du territoire, les possibilités de construction au sein de ces zones, comprises dans la zone Natura 2000 sont relativement réduites.

**Ainsi, aucun impact direct négatif significatif n'est donc à recenser sur cette zone Natura 2000.**

#### ✓ IMPACTS INDIRECTS DU PROJET SUR LE SITE

De manière générale, le principal risque d'impact indirect d'un projet de développement concerne le risque de pollution indirecte notamment via les rejets aqueux et la circulation des masses d'eau.

Le site Natura 2000 est situé pour sa limite Sud, à quelques centaines de mètres du hameau des Courlis et de la zone de la déchetterie. Toutefois, la zone Natura 2000 est éloignée du bourg de la commune, qui concentre le développement de l'urbanisation.

Rappelons que l'ensemble des habitations du hameau dispose d'un dispositif d'assainissement autonome, qui doit être conforme aux normes en vigueur (des actions de réhabilitation devront être entreprises).

Les contrôles effectués par le SPANC (Communauté de l'Auxerrois), en 2014, avaient conclu qu'une installation parmi les trois contrôlées était non conforme.

Le règlement du PLU impose l'obligation du raccordement au réseau d'assainissement collectif quand cela est possible ou selon les normes en vigueur pour l'assainissement individuel.

De plus, le règlement stipule que la gestion des eaux pluviales devra se faire en priorité par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction (sauf impossibilité).

Le risque de pollution est donc faible.

Le risque de pollution atmosphérique sur le site Natura 2000 spécifiquement lié au projet de PLU est négligeable. Le PLU prévoit une croissance faible. La pollution engendrée par le projet sera donc négligeable.

#### ✓ PERTE DE MILIEUX UTILES OU NECESSAIRES AUX ESPECES DE LA ZONE NATURA 2000

Aucune espèce d'intérêt communautaire n'est présente sur le site ou responsable de sa désignation en zone Natura 2000.

Le site a été désigné en Zone Spéciale de Conservation, de par la présence des habitats d'intérêt communautaires suivants :

- ✓ 4010 : Landes humides atlantiques septentrionales à *Erica tetralix* (2% de couverture),
- ✓ 4030 : Landes sèches européennes (8%),
- ✓ 7110 : Tourbières hautes actives (1%)<sup>1</sup>,
- ✓ 7120 : Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle (1%),
- ✓ 91D0 : Tourbières boisées (1%)<sup>1</sup>,
- ✓ 91E0 : Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion*, *Alnion incanae*, *Salicion albae*)<sup>2</sup> (10%).

Toutefois, ces habitats, de même que les milieux « banals » de la zone Natura 2000 sont susceptibles d'être favorables à un certain nombre d'espèces, non inscrites à la Directive Habitats.

Ces espèces, qui sont importantes pour la zone Natura 2000 sont listées au chapitre 2.2.5.A/ Les espaces naturels protégés répertoriés sur le territoire communal (II – Le réseau Natura 2000).

Rappelons que l'ensemble des milieux de la zone Natura 2000 et bois situés au Sud de la commune sont classés en zone N, voire en EBC, où les possibilités de constructions sont extrêmement limitées.

Aucune destruction des habitats d'intérêt communautaire, ni des habitats susceptibles d'accueillir les espèces fréquentant le site (qui rappelons-le ne sont pas d'intérêt communautaire et ne sont censées faire l'objet d'une évaluation spécifique) n'influera les espèces du site.

#### ✓ RISQUE DE MORTALITE SUR LES ESPECES DU SITE

Rappelons qu'aucune espèce d'intérêt communautaire n'est présente sur le site ou responsable de sa désignation en zone Natura 2000.

**Le projet de PLU n'est donc pas susceptible d'engendrer un risque de mortalité sur des espèces d'intérêt communautaire.**

De même, de par :

- le classement de la zone Natura 2000 en zone N (ou A en ce qui concerne la petite partie en zone agricole),
- le classement des zones humides en zone N,
- la présence d'EBC,
- l'absence d'ouverture de l'urbanisation au niveau du hameau des Courlis,
- les modalités de gestion des eaux usées et pluviales dans le règlement du PLU,

le projet de PLU n'engendrera aucun risque pour les autres espèces importantes de la zone Natura 2000 fréquentant le territoire de Branches.

#### **4.5.3.C/ Conclusion sur l'analyse du risque d'incidences sur le site Natura 2000**

Après analyse des effets potentiels du projet sur le site Natura 2000 n°FR2600990, il s'avère que le projet de PLU de Branches n'aura aucun effet significatif direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire du site, de même que sur les espèces fréquentant le site (rappelons le, qui ne sont pas d'intérêt communautaire).

---

<sup>2</sup> Habitats prioritaires

#### 4.5.4 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN EAU

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Qualité des eaux</u></p> <p>La création de nouvelles habitations va augmenter les surfaces génératrices d'eaux pluviales et donc les risques de pollutions diffuses. Toutefois, cette création de nouvelles surfaces imperméabilisées se fera en dehors de toute zone sensible (aucune ouverture à l'urbanisation des zones naturelles d'intérêt) et tout nouvel aménagement devra gérer ses eaux pluviales (infiltration des eaux pluviales sur le terrain d'assiette) et usées (obligation de raccordement au réseau collectif ou dispositif d'aménagement autonome conforme aux normes en vigueur).</p> <p>De plus, rappelons que les surfaces ouvertes à l'urbanisation concernent en partie les dents creuses des zones urbanisées et que le zonage prévoit un épaissement des secteurs urbains plutôt que des extensions urbaines.</p> <p><u>Alimentation en eau potable</u></p> <p>D'après la Communauté de l'Auxerrois, les captages utilisés actuellement pour l'alimentation en eau potable de la commune de Branches disposent d'une capacité suffisante pour supporter les objectifs de développement de la commune.</p> <p>L'augmentation de population due à la mise en œuvre du projet entrainera un accroissement progressif de la demande en eau potable.</p> <p>Toutefois, rappelons que le PADD prévoit un objectif de croissance modéré (1% par an à l'horizon 2030).</p> <p>L'augmentation de la consommation en eau potable devrait donc rester faible.</p> <p>Ce point ne prend pas en compte l'installation éventuelle d'activités fortement consommatrices d'eau.</p>	<p><u>Qualité des eaux</u></p> <p>Le PLU prévoit une évolution relativement modérée de la population, ainsi qu'une urbanisation centrée au niveau des zones urbanisées, soit en dehors des zones sensibles vis à vis de l'hydrosystème. Ceci limite donc les risques d'impact direct sur les cours d'eau et les zones humides.</p> <p>Les orientations en faveur du milieu naturel vont également favoriser l'amélioration de la qualité de l'eau : le rôle des éléments boisés dans la filtration des eaux, la préservation des zones humides, la lutte contre le ruissellement. De même la qualité du Ru de Châtillon est protégée par le classement de la vallée en zone N et pour quelques bois associés au Ru en EBC.</p> <p>L'ensemble des mesures associées aux contrôles et mises aux normes des installations d'assainissement autonome devraient permettre à terme l'amélioration de la qualité des eaux. De plus, le règlement prévoit une gestion des eaux pluviales par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction, ce qui permet d'éviter les concentrations et transports de flux responsables de pics de pollution.</p> <p><u>Alimentation en eau potable</u></p> <p>Les orientations du PADD limitent la croissance de la population, ce qui restreindra donc l'augmentation de la demande en eau potable.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Assainissement</u></p> <p>Le développement urbain, même léger, induira une augmentation des flux et des charges polluantes dont l'origine principale tiendra des effluents domestiques (activités résidentielles).</p> <p>Toutefois, le règlement stipule que toute nouvelle construction qui le requiert devra être raccordée au réseau collectif d'assainissement (bourg) ou disposer d'une installation autonome de gestion des eaux usées aux normes. De même, tout aménagement réalisé sur un terrain devra garantir l'infiltration des eaux pluviales sur l'unité.</p> <p>Aucune incidence négative supplémentaire sur l'assainissement ne résultera de l'élaboration du PLU.</p>	<p><u>Assainissement</u></p> <p>Toutes les installations d'assainissement autonome existantes n'ont potentiellement pas été contrôlées et sont susceptibles d'impacter la qualité de l'eau.</p> <p>La poursuite des contrôles et la mise aux normes progressive des installations impactantes entraineront la diminution des pollutions d'origine domestique, ces contrôles étant effectués par le SPANC.</p> <p>De plus, le règlement prévoit que toute nouvelle construction devra disposer d'une installation de gestion des eaux usées autonome aux normes (pour les habitations qui ne peuvent être reliés au réseau d'assainissement collectif).</p> <p>De même, les eaux pluviales doivent être gérées sans impact sur l'environnement et à la parcelle.</p> <p>Ces dispositions assurent qu'il n'y aura pas d'impacts supplémentaires liés à de nouvelles constructions.</p>

### Mesures :

- Conservation des bois par leur classement en zone N et en EBC pour les plus importants,
- Favoriser le recours aux techniques alternatives de gestion des eaux pluviales,
- Règlement imposant la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette,
- Règlement imposant la gestion des eaux usées par raccordement au réseau d'assainissement collectif ou via un dispositif d'assainissement autonome conforme aux normes en vigueur pour tout nouvel aménagement et construction qui le requiert,
- Contrôle et mise aux normes des installations d'assainissement autonome présentant des impacts sur le milieu naturel.

### 4.5.5 INCIDENCES ET MESURES SUR LA RESSOURCE EN ENERGIE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une augmentation de la consommation énergétique liée aux transports et aux habitats...</u></p> <p>L'augmentation de population sera source d'une légère augmentation de la demande énergétique liée à l'habitat essentiellement, ainsi qu'à l'activité de l'aéroport.</p> <p>Cette augmentation (hors accueil potentiel d'entreprises fortement consommatrices) sera proportionnelle au développement du territoire. Or rappelons que la commune envisage un développement de la population relativement modéré.</p> <p>La croissance prévue permet donc de limiter l'augmentation de la demande en énergie.</p>	<p><u>... compensée par des économies d'énergie et une réduction des conflits d'usage</u></p> <p>Le PADD favorise « l'utilisation de matériaux permettant les économies d'énergie dans le résidentiel ».</p> <p>Le développement des énergies renouvelables est donc autorisé, sous réserve notamment que les dispositifs envisagés s'intègrent dans le paysage et l'environnement, et soit compatible avec le fonctionnement de l'aéroport.</p> <p>De même, un développement urbain raisonné, autour des zones déjà urbanisées, ainsi que le maintien et du développement des circulations douces, le développement du covoiturage permettront des économies de transports et une réduction des gaz à effets de serre.</p> <p>Le PADD prévoit un développement des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication, afin de proposer ce type d'équipements aux particuliers et aux professionnels, ce qui permettrait également de développer le télé-travail.</p>

#### Mesures :

- Favoriser le recours aux matériaux économes en énergie dans le résidentiel,
- Favoriser le développement des énergies renouvelables, sous réserve de compatibilité avec l'environnement global du territoire (milieux naturels, paysage aéroport, ...).

#### 4.5.6 INCIDENCES ET MESURES SUR LE RISQUE DE NUISANCES

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Bruit</u></p> <p>L'augmentation du trafic routier local (lié à l'augmentation de la population), voire du trafic sur l'A6 (indépendant du projet de PLU) et l'accueil de nouvelles activités et le développement de l'aéroport sont susceptibles d'augmenter les nuisances sonores au niveau des infrastructures routières du territoire, notamment de l'A6 et de la zone de l'aéroport.</p> <p><u>Pollution des sols</u></p> <p>Il n'y a aucun site pollué ou potentiellement pollué, excepté la déchetterie de la commune. Toutefois ce site ne fait pas l'objet d'une ouverture à l'urbanisation pour de l'habitat (sauf exception). De ce fait, l'élaboration du PLU n'engendrera par de risque d'impact sanitaire particulier.</p> <p><u>Qualité de l'air</u></p> <p>L'augmentation des déplacements et de la consommation énergétique, même modérée (sources d'émission atmosphériques) lié à l'accroissement démographique et/ou à l'installation d'activités supplémentaires est susceptible d'influer négativement sur la qualité de l'air.</p> <p>Néanmoins, cela sera limité par la croissance plutôt faible définie par le projet de développement.</p>	<p><u>Bruit</u></p> <p>La prise en compte des nuisances sonores au niveau de l'A6 et de l'aéroport est un objectif identifié dans le PADD. Le projet ayant pris en compte ces infrastructures bruyantes, les secteurs urbains à caractère résidentiel supplémentaires exposés au bruit sont très réduits.</p> <p>Pour les nouvelles habitations potentiellement concernées par la zone de nuisances sonores de l'A6, des dispositions seront potentiellement à prendre en matière d'isolation phonique.</p> <p><u>Pollution des sols</u></p> <p>Le projet n'a pas d'incidences sur les sols pollués.</p> <p><u>Qualité de l'air</u></p> <p>L'influence de l'élaboration d'un PLU d'une commune de 488 habitants (recensement de 2013) sur la qualité de l'air est très restreinte.</p> <p>Des incidences positives sont envisageables à terme, liées aux économies d'énergie, surtout au niveau du secteur résidentiel où l'utilisation de matériaux économes en énergie est favorisée.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Déchets</u></p> <p>Les quantités de déchets risquent d'augmenter proportionnellement à l'accroissement démographique. De même, l'implantation de nouvelles activités (artisanales, agricoles, ...) pourrait également participer à accroître le tonnage de déchets.</p>	<p><u>Déchets</u></p> <p>La quantité de déchets supplémentaires produits sera au maximum (en se basant sur une croissance modérée, inférieure à celle constatée sur les 15 dernières années d'environ 1%/an) de 2950 kg par an, tous déchets confondus.</p> <p>Les orientations du PADD préconisent en effet une croissance plutôt modérée de la population, avec la création d'une quarantaine de logements, au sein des zones urbanisées.</p> <p>De même, le PADD préconise le maintien du niveau des équipements en adéquation avec les besoins de la population, de même que leur mise en accessibilité (équipements existants et futurs).</p> <p>De plus, les actions mises en place par la Communauté de l'Auxerrois (documentation, possibilité d'acheter des composteurs, mise à disposition de sacs pour le tri des déchets recyclables...) permettront de réduire les quantités produites et augmenter les quantités valorisées.</p> <p>Ceci devrait à terme permettre de contrebalancer les surplus produits par l'augmentation de population.</p>

### Mesures :

- Prise en compte de la zone de nuisance sonore liée à l'A6, avec potentiellement la mise en place de dispositions d'isolation phonique pour les nouvelles constructions.

### 4.5.7 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES NATURELS

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Risque d'inondation (remontée de nappe), de ruissellement et de coulées de boues</u></p> <p>L'Ouest du bourg de la commune est concerné par un risque de remontée de nappe moyen à fort, le projet de développement de la commune est susceptible d'augmenter l'exposition des personnes au risque d'inondation.</p> <p>L'implantation de nouvelles constructions peut constituer un obstacle à la libre expansion des crues.</p> <p>La mise en place d'un PLU peut avoir un impact sur la gestion des risques à travers l'augmentation des surfaces imperméables au niveau des nouvelles zones urbaines.</p> <p>De même, compte tenu de la topographie, l'Est du bourg est concerné par des phénomènes de ruissellements des eaux pluviales. Ces nouvelles surfaces imperméables sont susceptibles d'accroître le risque de coulée de boue, surtout à l'Est du territoire.</p> <p>Toutefois, le PADD et le zonage ont bien pris en compte ces phénomènes. L'ensemble des parcelles situées en extension ou en limite du tissu urbain existant et ouvertes à l'urbanisation sont situées en zone d'aléa faible à très faible pour ce qui est du risque de remontée de nappe. De même, les principales zones de ruissellement ont été évitées par les nouvelles parcelles ouvertes à l'urbanisation en consommation d'espace.</p> <p>De même, le règlement associé au PLU demande à ce que toutes les nouvelles constructions gèrent leurs eaux pluviales par infiltration sur le terrain d'assiette de la construction, ce qui n'augmentera pas le risque actuel.</p> <p><u>Risque de mouvements de terrain</u></p>	<p><u>Risque d'inondation (remontée de nappe), de ruissellement et de coulées de boues</u></p> <p>Le PADD prend en compte l'ensemble des aléas connus (remontée de nappe du BRGM, talwegs et ruissellement des eaux pluviales) pour la réalisation du zonage, ceci afin de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées.</p> <p>L'ensemble des zones en aléa fort de remontée de nappe ont été classées en zone N où les constructions à destination d'habitations sont interdites, ou en zone A où les constructions à destination d'habitations sont interdites, sauf exceptions (si elles sont liées à une activité d'élevage dite sensible nécessitant une présence humaine permanente).</p> <p>De même les principales zones de ruissellement des eaux pluviales (talwegs) de la commune sont également classées en zone N ou A. Rappelons que les parcelles concernées par des ruissellements et classées en zone UA doivent faire l'objet pour chaque construction d'une gestion des eaux pluviales locale.</p> <p>Les orientations du PADD et le zonage permettent le maintien des boisements significatifs, de même que les petits éléments du paysage (haie, bosquets, ...) qui jouent un rôle dans la limitation des phénomènes de ruissellements. Cela se traduit notamment par le classement en zone N d'une grande partie des boisements du territoire communal, de même que la protection stricte des boisements les plus importants via la mise en place de plusieurs Espaces Boisés Classés.</p> <p>Aucune urbanisation n'est autorisée dans ces zones. De même, le règlement impose la gestion des eaux pluviales par infiltration à la parcelle.</p> <p><u>Risque de mouvements de terrain</u></p>

Incidence négative	Incidence positive
<p>Le risque de retrait-gonflement des argiles est fort sur une grande partie de la façade Est du bourg de la commune de Branches.</p> <p>Une partie de la zone UA du bourg (tissu urbain existant ainsi que quelques dents creuses), de même qu'une grande partie de la zone 1AU sont donc concernées par ce risque.</p> <p>Des mesures seront donc à envisager pour les nouvelles constructions, notamment la réalisation d'une étude spécifique afin de connaître la nature exacte du sol et de définir les dispositions à respecter pour ces constructions (profondeur minimale des fondations, ...).</p>	<p>Le projet prévoit une urbanisation limitée au niveau de l'Est du bourg, concerné par un risque relatif au retrait-gonflement des argiles fort.</p> <p>Néanmoins, certaines parcelles (en dents creuses), ainsi que la zone 1AU étant concernées par ce risque, des mesures seront prises afin de réduire ce risque pour les futures constructions (étude spécifique, dispositions quant aux fondations, ...).</p> <p>Notons qu'aucun mouvement de terrain recensé par le BRGM ne concerne le territoire de la commune.</p>

#### Mesures :

- Prise en compte de tous les aléas connus dans l'établissement du zonage et du règlement,
- Classement des zones humides et boisées en zone N,
- Règlement imposant la gestion des eaux pluviales à la parcelle,
- Nécessité de réaliser des études préalables à toute construction en zone d'aléa fort au retrait-gonflement des argiles.

### 4.5.8 INCIDENCES ET MESURES SUR LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Risque d'augmentation du nombre de personnes exposées</u></p> <p>Le projet de PLU n'augmente pas les risques technologiques.</p> <p>Il n'existe aucune ICPE sur le territoire communal, d'après la base de données des installations classées.</p> <p>La commune de Branches est toutefois concernée par le risque de transport de matières dangereuses, compte tenu de la présence de l'A6 et d'une canalisation de gaz haute pression sur son territoire</p> <p>Toutefois, le PADD prévoit une prise en compte de ce risque. Ceci est traduit dans le zonage par l'absence de zones d'ouverture à l'urbanisation en dehors des secteurs déjà urbanisés (en densification et épaissement) et éloignées de ces infrastructures.</p>	<p><u>Risque d'augmentation du nombre de personnes exposées</u></p> <p>Aucune nouvelle urbanisation n'est prévue en dehors des secteurs du centre bourg, ce qui limite l'exposition au risque de Transport de Matière Dangereuse.</p> <p>De plus, rappelons que l'objectif de croissance de la population de Branches reste modéré.</p> <p>Le risque d'augmentation du nombre de personnes exposées est donc très limité.</p>

#### Mesures :

- Urbanisation limitée aux secteurs urbanisés.
- Urbanisation limitée, ce qui réduit les risques d'exposition aux effets du transport de matières dangereuses.

#### 4.5.9 INCIDENCES ET MESURES SUR LE PAYSAGE ET LE CADRE DE VIE

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une atteinte sur le paysage localisée...</u></p> <p>La création de nouvelles parcelles urbanisées viendra modifier le paysage mais rappelons que cette urbanisation se fera uniquement dans les secteurs bâtis, afin de combler les espaces vides, ou en limite de ces secteurs, en épaississement du tissu urbain.</p>	<p><u>...Mais réduite par la préservation des caractéristiques du paysage local et des espaces de transition</u></p> <p>Le projet de développement prévoit la protection du paysage local, par la préservation de l'identité du village-rue de la commune, les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur.</p> <p>De même, les orientations du PADD visent à maintenir les jardins, parcs arborés et autres espaces verts (petits bois, vergers) situés à proximité des habitations (dans le cadre de la préservation des franges paysagères Est et Ouest du bourg), qui constituent des espaces tampons permettant une transition douce des espaces naturels aux zones urbanisées.</p> <p>Elles protègent également les zones humides et espaces boisés importants, ainsi que les petits éléments caractéristiques du paysage, afin de pérenniser la qualité paysagère du territoire. Cela passe par le classement de certains secteurs en zone N, et la mise en place d'Espaces Boisés Classés.</p> <p>Notons que le parc d'une grande maison est identifié sur le zonage et strictement protégé par la Loi Paysage. L'identification de cet élément permettra sa conservation dans le temps.</p> <p>La préservation des entrées de village Sud et Est, de même que l'amélioration des entrées Nord et Ouest est également un objectif identifié dans le PADD.</p>

Incidence négative	Incidence positive
<p><u>Une modification de la structure paysagère des surfaces bâties...</u></p> <p>L'utilisation des dents creuses pour le développement du territoire pourrait modifier les caractéristiques du centre bourg et des espaces urbanisés plus récents, notamment avec l'intégration de dispositifs d'énergies renouvelables.</p>	<p><u>... mais réduites par la mise en place de règles constructives</u></p> <p>Le règlement précise les possibilités de constructions (forme, couleur, matériaux, ...) dans chaque secteur afin de garantir une intégration paysagère adéquate. Par exemple, le règlement dans les zones urbanisées demande à ce que les toitures de tons noirs et anthracite soient interdites, à l'exception des rénovations, que les façades des constructions soient de couleurs et tons naturels, ....</p> <p>Les dispositions du règlement limitent donc fortement les possibilités d'impact sur le paysage lié à la mise en place du PLU.</p>

#### Mesures :

- Intégration dans le règlement de règles constructives, précises en fonction du caractère du bâti existant : couleur, forme de toiture, clôture, implantation par rapport aux voies, aux limites séparatives.
- Protection des éléments remarquables du paysage et du patrimoine bâti.
- Préservation des espaces verts, jardins, vergers du centre urbanisé.

## 4.7 JUSTIFICATIF DES CHOIX RETENUS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

### 4.7.1 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LE PROJET DE DEVELOPPEMENT

La mise en place d'un document d'urbanisme sur un territoire implique un certain nombre de décisions, comme la localisation des zones de développement urbain par exemple. De même il est influencé par des enjeux locaux (prévention des risques). Cela nécessite aussi d'être en conformité avec des orientations plus vastes, qu'il est nécessaire de décliner à une échelle plus fine. L'ensemble de ces différents documents d'orientations pris en compte, les modalités de développement sont relativement limitées.

L'ensemble des choix réalisés a été guidé par une forte volonté de protection du paysage, du milieu naturel et par la prise en compte des risques naturels, ainsi que des nuisances. La fonctionnalité de l'espace agricole a aussi été intégrée dans la définition du projet, et notamment en modérant la consommation de terres agricoles. Le projet de développement s'est donc orienté vers une croissance modérée de la population avec la création au total d'une quarantaine de logements.

Les enjeux environnementaux en matière de milieu naturel, sur la commune, sont essentiellement liés à l'important massif boisé situé au Sud de l'A6 (zonages environnementaux de protection et d'inventaire, zones humides), ainsi qu'au Ru de Châtillon caractérisé par des boisements et des zones humides.

Ainsi, les enjeux majeurs sur le territoire concernent la présence de zones naturelles remarquables (Natura 2000, APB, parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne), la qualité des eaux avec la présence d'un certain nombre de zones humides, d'une nappe souterraine proche de la surface à l'Ouest du bourg, la prise en compte des risques naturels (inondation, ruissellement, argiles). Certains de ces enjeux sont liés entre eux, notamment les ruissellements qui sont potentiellement une source de pollution pour le Ru de Châtillon et les zones humides.

Différents choix ont donc été adoptés, dans un objectif de préservation du milieu naturel, en lien avec la préservation des forêts, des eaux superficielles et souterraines, du paysage, ainsi que la gestion des risques :

- La protection à travers les orientations du PADD et/ou du zonage des éléments du milieu naturel remarquable et banal, des éléments qui participent à la filtration et/ou à la gestion des eaux, c'est à dire l'essentiel des zones humides et boisements de la vallée du territoire communal (zone N, EBC). Notons que la préservation de ces éléments est également inscrite dans les orientations du PADD en tant qu'élément du paysage à préserver,
- La nécessité d'une gestion des eaux usées et pluviales pour toute nouvelle construction et le recours aux techniques d'infiltration à la parcelle,
- La poursuite des contrôles sur les installations d'assainissement non contrôlées à ce jour.

La volonté de protection des zones humides, notamment au niveau du Ru de Châtillon s'inscrit également dans un objectif de gestion des risques d'inondation par remontée de nappe. La protection est réalisée à travers le classement de ces secteurs en zone N (aucune construction autorisée sauf exception) et la création d'Espaces Boisés Classés.

De même, le maintien des boisements significatifs est assuré par le zonage en Zone naturelle N.

La prise en compte du milieu naturel, qui se traduit par la mise en place d'un zonage N sur près de 37% du territoire (407,8 ha), dont 314 en EBC, permet également de s'assurer la protection de la zone Natura 2000, de l'Arrêté de Protection de Biotope, des parcelles gérées par le Conservatoire, des ZNIEFF de type 1 et 2, de même que la protection des réservoirs de biodiversité assurant un rôle majeur dans les continuités écologiques du territoire.

De même, le choix a également été fait de préserver les corridors locaux de la commune, par la préservation des éléments boisés (haie, bosquets, parcs arborés, cours d'eau, ...) participant à la fonctionnalité écologique du territoire.

Enfin, cette protection forte du milieu naturel permet aussi de répondre à des problématiques paysagères et de qualité de vie.

Les emprises des zones urbanisées sont essentiellement limitées à l'existant (comblement des dents creuses et épaissement du tissu urbain).

Les différents aléas et nuisances connus (inondation, ruissellement, argiles, bruit,) ont été pris en compte lors de la définition des différents zonages et du règlement associé.

#### **4.7.2 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS PAR THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE**

##### **→ Justificatif par rapport au milieu naturel**

Dans un souci de préserver les massifs boisés du territoire qui concentrent la biodiversité remarquable du territoire, de même que le Ru de Chatillon et les zones humides associées, un zonage spécifique a été mis en place sur l'ensemble des éléments remarquables, de même que sur certains éléments du patrimoine naturel « banal » jouant un rôle majeur dans les continuités écologiques.

Ce zonage fait suite à un objectif clairement identifié dans le PADD « Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier ».

Le zonage définit donc les zones N qui correspondent :

- Au nord de l'A6, au Ru de Châtillon et boisements associés, de même qu'aux zones humides (excepté une infime partie déjà comprise dans le tissu urbain). Certains éléments du patrimoine naturel, non remarquables mais d'importance au vu du contexte agricole du Nord de la commune, tels que des prairies et autres espaces enherbés, bois, haies, bosquets entourant la commune et jouant notamment le rôle de zone tampon sont également identifiés en zone N
- Au Sud de l'A6, à la totalité du Massif forestier du Bois de la Biche, qui englobe notamment les zonages environnementaux de protection et d'inventaire et les zones humides. Notons également que l'emprise de l'aéroport, à l'exception des bâtiments qui y sont liés, est également classée en zone N.

Les possibilités de construction au sein de cette zone N y sont très réduites (aucune construction autorisée hormis les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public et les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport (sous condition).

De même, les boisements les plus importants du territoire font l'objet de la mise en place d'Espaces Boisés Classés.

### **→ Justificatif par rapport à la ressource en eau**

L'objectif du projet était de ne pas augmenter les sources de pollution des eaux ou de ne pas en créer par les choix de développement. Le PLU et le PADD mis au point ont été réalisés en limitant l'extension de l'urbanisation en fonction du choix de la commune de combler en priorité les dents creuses et en épaississant le tissu urbain actuel, réduisant ainsi l'augmentation des surfaces imperméabilisées (source de pollution) au besoin réel.

De plus, le règlement prévoit la gestion des eaux usées au réseau collectif ou à un dispositif d'assainissement autonome conforme et la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette des futures constructions.

Concernant les risques de ruissellement (érosion), source de pollution, les orientations du PADD prévoient la préservation des éléments de nature ordinaire (haies, bosquets, prairies) et le maintien des boisements significatifs qui participent à la gestion du risque.

### **→ Justificatif par rapport aux nuisances sonores**

L'objectif du projet est de prendre en compte les nuisances sonores au droit de l'A6 et celles liées à l'aéroport d'Auxerre-Branches.

Ainsi, les possibilités de zones urbaines ont été réduites au maximum dans les zones concernées par les nuisances sonores de l'A6 et la zone UE près de l'aéroport réduite à l'enveloppe urbanisée.

### **→ Justificatif par rapport aux risques**

Les risques connus ont été pris en compte lors de la définition des zonages.

En effet, concernant le risque d'inondation, aucune urbanisation n'est prévue au niveau des zones à risque fort de remontée de nappe.

Ces zones englobant notamment les zones humides du territoire, elles font l'objet d'un zonage en zone N ou A.

Les possibilités de construction sont donc limitées au niveau de ces zones.

De même, les zones d'urbanisation ont été fortement réduites au niveau des zones de ruissellement préférentiel des eaux pluviales (talwegs). De plus, rappelons que les eaux pluviales de chaque future construction devront être gérées localement, afin de ne pas augmenter le risque.

De plus, rappelons que les orientations du PADD prévoient la conservation des éléments de nature ordinaire (haies, bosquets, prairies) et le maintien des boisements qui participent à la gestion du risque.

## Synthèse

Enjeux identifiés dans l'EIE		Milieu naturel	Ressource en eau	Nuisance	Risque naturels et technologiques	Paysage et cadre de vie	Orientation du PADD	Zonage du PLU et règlement associé
Milieu naturel	Préserver la zone Natura 2000, l'APB, les parcelles du Conservatoire, les zones humides, les ZNIEFF des impacts directs et indirects						1.1	. Zonage de l'ensemble des zonages environnementaux de protection en N et boisements les plus importants en EBC → possibilités de construction très limitées
	Préserver les éléments du patrimoine naturel ordinaire, participant à notamment à réduire le risque hydraulique						1.1 1.2 2.1	. Zonage de certains espaces boisés, enherbés, haies,... en zone N . EBC concernant les éléments boisés les plus importants . Ouverture à l'urbanisation dans ces espaces très faible (espaces enherbés et jardins en limite des habitations existantes), croissance modérée
	Préserver les réservoirs de biodiversité et les corridors, ainsi que les continuités locales						1.1 1.2	. Zonage des réservoirs de biodiversité en zone N (Bois de la Biche et zones humides). Urbanisation limitée au comblement des dents creuses et en épaissement du tissu urbain existant → pas d'urbanisation aux abords des corridors du SRCE et locaux . Le règlement dans les zones urbanisées impose qu'au moins 30% de l'unité foncière doivent être traités en espaces verts ou perméables
Ressource en eau	Préserver et améliorer la qualité des eaux superficielles						1.1 2.1	. Gestion des eaux usées via des équipements conformes . Gestion des eaux pluviales à la parcelle . Zonage des zones humides en N . Prise en compte des phénomènes de ruissellement (risque de pollution) par le maintien des éléments de type haie, bosquets et l'absence d'urbanisation dans les talwegs . Zonage des boisements en, mise en place d'EBC
	Assainissement						2.1	. Le règlement demande un raccordement au réseau d'assainissement collectif et d'équiper toutes les nouvelles constructions le nécessitant d'installations autonomes conformes

Enjeux identifiés dans l'EIE		Milieu naturel	Ressource en eau	Nuisance	Risque naturels et technologiques	Paysage et cadre de vie	Orientation du PADD	Zonage du PLU et règlement associé
Nuisances, Energie	Favoriser une urbanisation économe en ressource énergétique						2.1	. Développement urbain raisonné, autorisation du recours à des matériaux favorables à l'économie d'énergie, sous réserve d'une bonne intégration au paysage et à l'environnement (aéroport notamment)
	Développer le covoiturage						2.3	Permettre le développement du covoiturage
	Ne pas augmenter le nombre de personnes exposées aux nuisances sonores le long de l'A6 et de l'aéroport						2.1	. Prise en compte à travers le choix de zonage : urbanisation réduite à proximité de l'A6 et e l'aéroport
Risques naturels et technologiques	Prise en compte du risque de ruissellement, de remontée de nappe et de retrait-gonflement des argiles → Ne pas augmenter l'urbanisation dans les zones à risque						2.1	. Pas d'ouverture à l'urbanisation en zone d'aléa fort de remontée de nappe, urbanisation réduite à proximité des talwegs . Urbanisation réduite dans les zones d'aléa fort relatif aux argiles . Croissance modérée et urbanisation centrée sur les dents creuses et en épaissement du tissu urbain
	Favoriser le maintien des éléments du milieu naturel qui participent à la gestion des eaux de ruissellement						1.1 1.2	. Préservation des zones humides et des boisements (zones Np et N) . Mise en place d'EBC
	Maintenir les éléments existants du milieu naturel qui participent à la gestion des eaux pluviales (risque de ruissellement)						1.3	. Maintien des éléments existants . Urbanisation réduite dans les talwegs
	Prise en compte des risques technologiques						2.1	. Absence d'urbanisation à proximité directe de l'A6 et de la canalisation de gaz . Croissance modérée, urbanisation limitée
Paysage, cadre de vie	Protection des éléments caractéristiques du bâti ancien, du patrimoine et des entités paysagères						1.2 2.2	. Mise en place de règles constructives spécifiques . Définition d'éléments patrimoniaux à conserver
	Maintenir les caractéristiques de village-rue (paysages urbains denses le long des rues principales), des franges paysagères et des entrées de village Sud et Est						1.2	. Urbanisation dans les dents creuses et en épaissement du tissu urbain existant . Règlement spécifique en ce qui concerne le traitement environnemental et paysager

### **4.7.3 JUSTIFICATION DES EMBLEMES RESERVES**

Les trois Emplacements réservés prévus dans le cadre du projet visent à répondre à l'objectif fixé dans le PADD « Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers ».

L'Emplacement réservé n° 1 répond :

- à la volonté d'anticiper l'extension du cimetière,
- aux problèmes de stationnements au sein du bourg.

Cet emplacement étant prévu dans le cadre de la requalification du centre bourg de la commune, cette aire de stationnement, en lien avec le cimetière et sa future extension, il ne peut être positionné ailleurs.

De plus, les milieux concernés par cet Emplacement réservé ne sont pas d'un grand intérêt environnemental et l'incidence sur l'environnement est non significative.

Les Emplacements réservés n°2 et n°3 répondent à la problématique de la circulation sur le territoire, et en particulier des engins agricoles. Ces chemins permettront de faciliter le déplacement des exploitants agricoles au Nord du village, sans emprunter les voies de circulation du bourg.

Par ailleurs, l'Emplacement réservé n°2 répond également à l'anticipation de la desserte de la zone 1AU faisant l'objet d'une OAP (Cf paragraphe ci-après).

Ainsi, compte tenu de leur localisation et du lien avec la zone 1AU, et en absence d'incidences sur l'environnement (les milieux impactés consistent en des chemins existants et des terres agricoles), ces deux Emplacements réservés ne peuvent être positionnés ailleurs.

#### 4.7.4 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Une seule Orientation d'Aménagement et de Programmation est prévue dans le projet de développement.

Il s'agit d'une zone 1AU, d'une surface totale de 0,4 ha et d'une capacité d'accueil de 4 logements.

Cette OAP s'intègre dans les objectifs du PADD et répond notamment aux objectifs de croissance démographique fixés (1% par an).

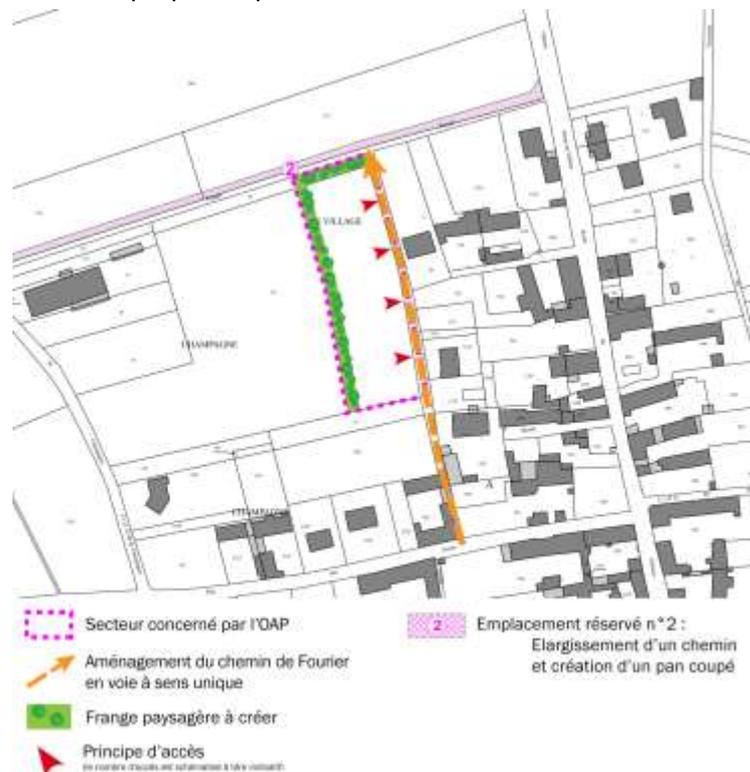
De même, dans une volonté de ne pas « étirer » la zone urbanisée, la commune a fait le choix de s'insérer en continuité du tissu urbain, dans une optique d'épaississement et non d'étalement.

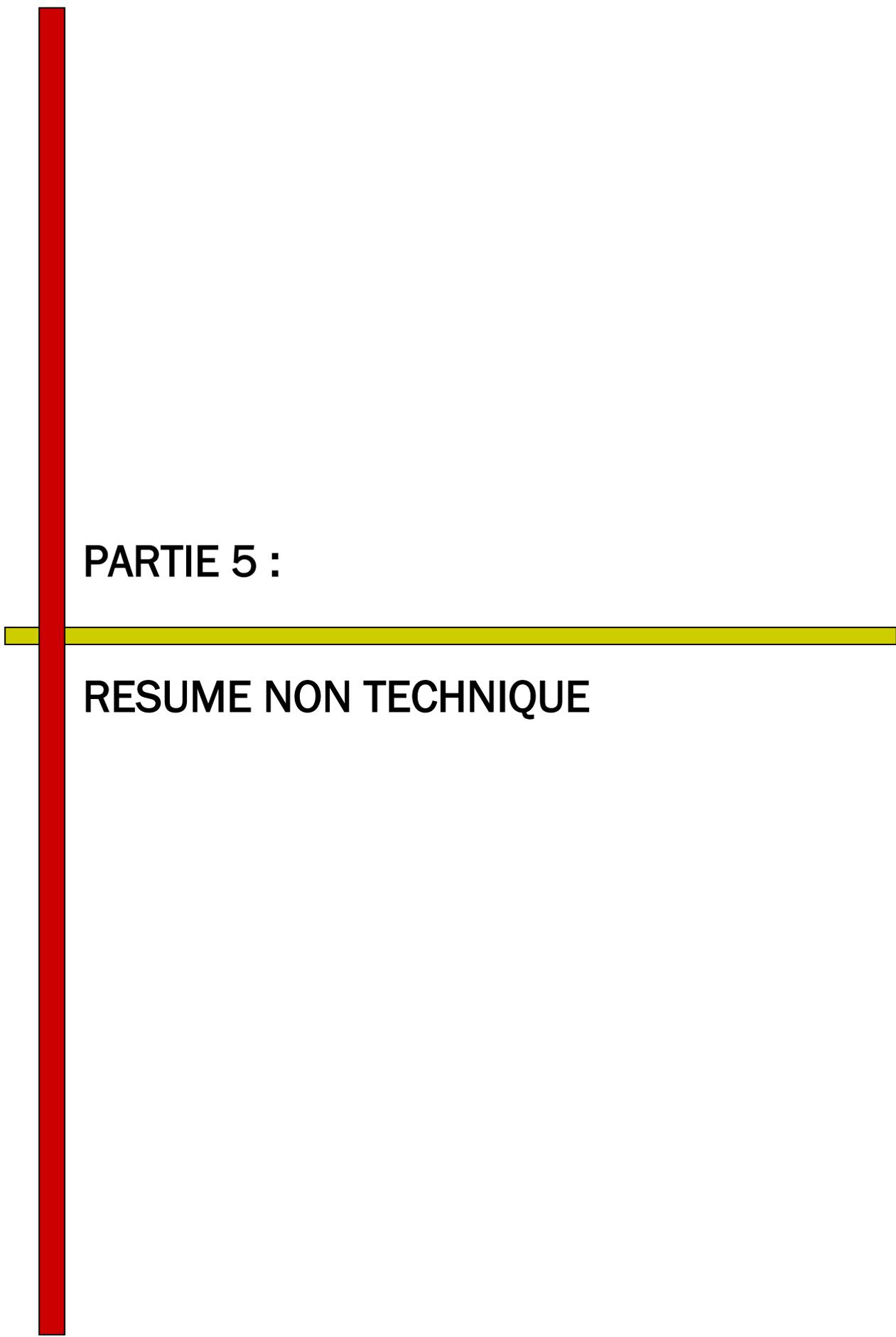
La parcelle concernée est actuellement occupée par des surfaces cultivées.

D'un point de vue environnemental, l'OAP n'engendre aucune incidence significative sur le milieu naturel la ressource en eau et les autres thématiques de l'état initial.

Aucune autre solution n'a donc été envisagée.

Nous pouvons toutefois noter que dans une volonté d'intégration de l'aménagement dans le contexte de la commune, une frange paysagère devra être réalisée au Nord et à l'Ouest du site, qui permettra également de limiter les nuisances (zone tampon) entre l'espace agricole et le tissu urbain.





## **PARTIE 5 :**

# **RESUME NON TECHNIQUE**

# 5.1 RESUME DES ORIENTATIONS DU PADD ET DU PLAN DE ZONAGE MIS EN PLACE

## 5.1.1 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit 5 objectifs, articulés autour de deux orientations dans le cadre d'une stratégie de développement durable de la commune.

### **1° Orientation 1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier**

- ✓ 1.1 : Prendre en compte la préservation des continuités écologiques et des espaces naturel, agricole et forestier,
- ✓ 1.2 : Préserver et améliorer la qualité des paysages naturels, architectural et urbain du territoire.

*Ces deux objectifs sont transversaux, c'est à dire que la préservation des éléments du milieu naturel (et du paysage) participe non seulement à la préservation du milieu naturel, mais aussi à la gestion du risque de ruissellement sur les zones de forte (préservation des éléments participant au fonctionnement hydraulique du territoire), mais aussi à l'amélioration de la qualité des eaux (Ru de Châtillon).*

### **2° Orientation 2 : Permettre un développement socio-démographique et urbain cohérent**

- ✓ 2.1 : Définir un développement démographique et urbain cohérent,
- ✓ 2.2 : Permettre le développement des activités économiques, des loisirs et des équipements,
- ✓ 2.3 : Améliorer les déplacements et la sécurité des usagers sur le territoire.

*Ces deux orientations permettent de favoriser un développement du territoire tout en garantissant la préservation des milieux et la pérennisation de l'activité agricole, notamment par la limitation de la consommation d'espace (développement modéré), la prise en compte des risques naturels (ruissellements, retrait-gonflements des argiles), des nuisances sonores.*

### 5.1.2 DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU

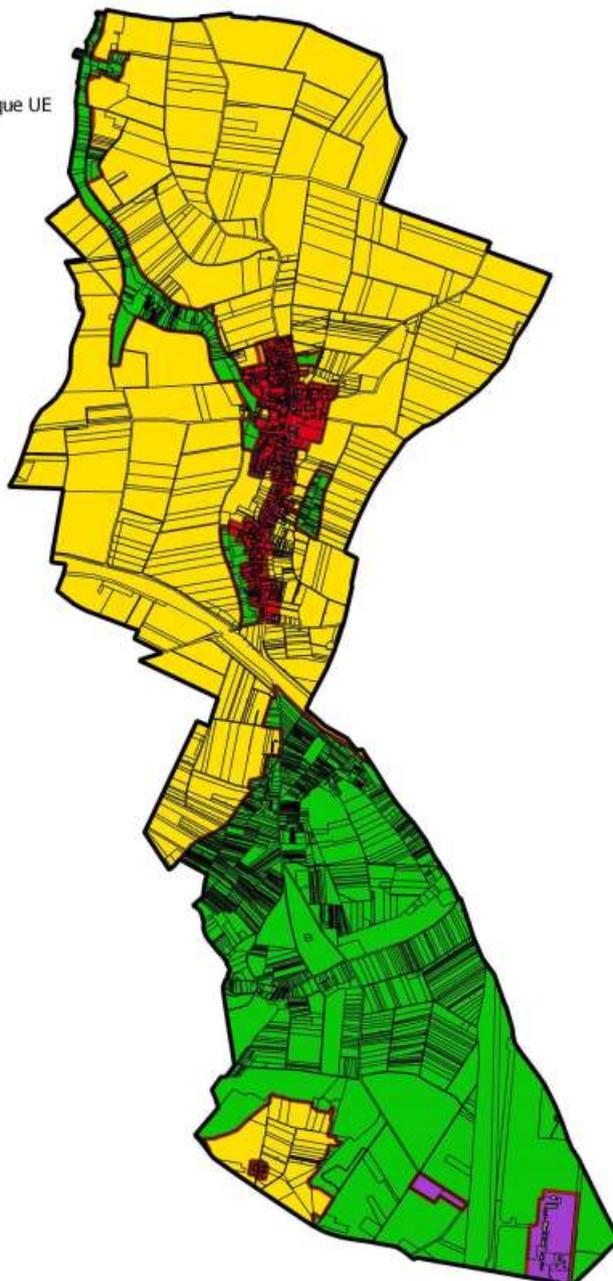
Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et en zones naturelles et forestières. Ces catégories peuvent-elles même être sous-divisées en sous entités. Pour chaque zone, le règlement précise notamment les activités interdites et les activités autorisées.

Le tableau ci-contre présente les différentes zones mises en place tandis que la carte suivante présente le zonage sur la commune.

U	UA	Zone urbaine mixte
	UE	Zone à vocation économique
1AU	1AU	Zone d'urbanisation future
A	A	Zone agricole
N	N	Zone naturelle et forestière

#### ZONE\_URBA

- Zone urbaine UA
- Zone à vocation économique UE
- Zone à urbaniser 1AU
- Zone agricole A
- Zone naturelle N



### 5.1.3 ARTICULATION AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Les documents pour lesquels l'articulation avec le projet de PLU doit être étudiée sont récapitulés ci-dessous.

Précisons que la compatibilité avec un document nécessite qu'il ait été approuvé. Certains documents, non approuvés à ce jour, ont tout de même été pris en considération.

<b>Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec :</b>	<b>Date d'élaboration</b>
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine Normandie	2015
Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) du Grand Auxerrois	En cours d'élaboration
Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET) Bourgogne Franche Comté	En cours d'élaboration
<b>Autres documents pris en considération :</b>	<b>Date d'élaboration</b>
Schéma Régional Climat, Air Energie (SRACE) de Bourgogne	2012
Plan Climat-Energie Territorial de la Communauté de l'Auxerrois	2015 (dernière version)
Programme Local de l'Habitat de la Communauté de l'Auxerrois	2011
Schéma Régional des Infrastructures de Bourgogne	2007
Plan Global de déplacement de la Communauté de l'Auxerrois	2010
Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de l'Auxerrois	2014
Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Bourgogne	2015
Schéma Départemental des carrières de l'Yonne	2012
Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Yonne	2011
Plan Départemental de Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics	2012
Plan Interdépartemental de Prévention, Gestion des Déchets de chantiers du Bâtiment et des travaux Publics de la Nièvre, de la Saône et Loire et de l'Yonne	En cours d'élaboration
Schéma décennal de Développement du réseau	2014
Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Energies Renouvelables (S3REnR) de Bourgogne	2012
Contrat de projets Etat-Région 2015-2020	-
Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Yonne (SDTAN)	2012

Autres documents pris en considération :	Date d'élaboration
Schéma Régional de Gestion Sylvicole de Bourgogne	2006
Directive Régionale d'Aménagement de la Région Bourgogne	2011
Programme d'actions pour la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates	2014
Plan Régional de Développement Agricole en Bourgogne 2009-2013	-

Aucune incompatibilité avec le projet de développement de la commune de Branches n'a été mise en évidence lors de la réalisation de l'étude environnementale.

## 5.2 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE

Les principaux enjeux environnementaux du territoire sont repris dans le tableau ci-dessous.

<b>Biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Importance du Massif forestier au Sud de l'A6</li> <li>• Préservation de la zone Natura 2000, de l'APB, des parcelles gérées par le Conservatoire (de même que les ZNIEFF),</li> <li>• Préservation du caractère humide des zones recensées au Sud de la commune et celles liées au Ru de Châtillon,</li> <li>• Préservation des réservoirs de biodiversité des corridors écologiques (identifiés dans le SRCE et le réseau local).</li> </ul>
<b>Ressource en eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines</li> <li>• Gestion optimale de l'assainissement autonome (contrôle et mise aux normes des installations),</li> <li>• Gestion des eaux pluviales des futures constructions et aménagements publics.</li> </ul>
<b>Energie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser les habitations économes en énergie,</li> <li>• Permettre le développement des énergies renouvelables (sous réserve de compatibilité avec l'environnement),</li> <li>• Permettre le développement du covoiturage.</li> </ul>
<b>Nuisance et pollution</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limiter l'exposition des personnes au bruit,</li> <li>• Optimiser la gestion des déchets et notamment le tri sélectif.</li> </ul>
<b>Risques naturels et technologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les risques d'inondations par remontée de nappe concernent l'Ouest du bourg,</li> <li>• Les risques de ruissellement et coulées de boue concernent essentiellement l'Est du bourg,</li> <li>• Les risques forts liés au retrait-gonflement des argiles concernent l'Est du bourg,</li> <li>• Transport de matières dangereuses (A6 et canalisation de gaz)</li> <li>• Limiter le nombre de personnes exposées au risque,</li> <li>• Maintenir les éléments du milieu naturel participant à la gestion des eaux de ruissellement,</li> <li>• Favoriser l'information des habitants sur les risques notamment sur le transport de matières dangereuses et les mouvements de terrain.</li> </ul>

<b>Paysage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir la composition paysagère générale de la commune (village rue),</li> <li>• Préserver les franges paysagères et deux entrées de bourg,</li> <li>• Favoriser le traitement paysager de deux autres entrées de bourg,</li> </ul>
----------------	---

Plusieurs enjeux environnementaux sont transversaux, ils peuvent être regroupés géographiquement. Toutefois, étant donné la situation de la commune, ces enjeux sont centrés sur deux secteurs géographiques :

- ✚ **Massif forestier au Sud de l'A6** : les enjeux au niveau de ce secteur ne concernent pas seulement la préservation du patrimoine naturel mais vise également à atteindre les objectifs du SDAGE relatifs à la qualité des eaux superficielles, souterraines de même que les zones humides  
Les enjeux au niveau de ce secteur concernent également la préservation des fonctions de réservoirs de biodiversité dans le cadre de la fonctionnalité écologique du territoire (Trame verte et bleue). Les enjeux environnementaux au niveau de cette zone concernent également les **secteurs urbanisés** (Hameau des Courlis et aéroport) qui doivent être préservés de divers risques et nuisances tels que l'exposition au bruit.
- ✚ **Le bourg de la commune** : cette zone comprenant des secteurs urbanisés, les enjeux concernent la protection des habitants des nuisances sonores liées à l'A6, de même qu'au risque de coulées de boue ou de retrait-gonflement des argiles.  
La protection des habitants passe également par la préservation des éléments naturels ordinaires de ce secteur, tels que les haies, parcs, bosquets, ... qui participent au fonctionnement hydraulique du territoire.  
Divers enjeux environnementaux concernent également cette zone, notamment le Ru de Châtillon et les milieux associés (zones humides, boisements,).

## 5.3 INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation environnementale a été mise en œuvre parallèlement à la réalisation du PLU, afin d'élaborer le projet dans une logique de valorisation de l'environnement et d'évitement des impacts négatifs potentiels, plutôt que de leur compensation.

Cette démarche continue s'est appuyée sur l'état initial de l'environnement, pour nourrir la phase projet (PADD). Elle comporte une analyse spécifique des incidences sur le site Natura 2000 des « Landes et tourbières du Bois de la Biche », qui concerne le territoire communal.

- **Milieu naturel, fonctionnalité écologique et consommation d'espaces**

La consommation d'espaces engendrée par le projet est due au comblement des dents creuses et à l'ouverture à l'urbanisation de parcelles en « épaissement » du tissu urbain existant.

La consommation d'espace engendrée par le projet de PLU s'élève à environ 2,2 ha. Toutefois, les milieux concernés ne présentent pas d'intérêt environnemental particulier. En effet, il s'agit de terres agricoles et de zones enherbées intégrées au tissu urbain ou en continuité immédiate et déjà sous influence anthropique.

Le milieu naturel profitera des orientations du PADD puisqu'il met en place une protection renforcée des espaces naturels d'intérêt, réservoirs de biodiversité, des continuités écologiques du SRCE (cours d'eau,) et locales (haies, vergers, ...), permettant à ces milieux de fonctionner ensemble.

La zone Natura 2000, l'Arrêté de Protection de Biotope, les parcelles gérées par le Conservatoire des Espaces Naturels de Bourgogne, ainsi que les zones humides font ainsi l'objet d'un classement en zone naturelle N.

Les boisements naturels les plus importants du territoire feront l'objet de mesures de type mise en place d'Espaces Boisés Classés.

Les réservoirs de biodiversité, de même que les continuités écologiques locales et identifiées dans le SRCE seront également préservées.

De même, aucun bois ne fera l'objet d'une ouverture à l'urbanisation. Notons que les parcs arborés accompagnant certaines habitations sont compris dans l'enveloppe urbaine et seront préservés, comme précisé dans le PADD.

Enfin, le règlement du PLU prévoit également en zone urbanisée et pour l'ensemble des parcelles ouvertes à l'urbanisation qu'au moins 30% de l'unité foncière soit traités en espaces verts ou perméables, pour une intégration paysagère optimale.

- **Ressource en eau**

La demande en eau potable sera légèrement plus importante du fait de la croissance démographique. Toutefois, l'augmentation de la consommation en eau est à relativiser de par la croissance modérée prévue sur la commune.

D'autre part, le PLU participe au renforcement de la qualité des milieux naturels liés à l'eau : protection des zones humides, maintien des boisements significatifs, gestion des eaux pluviales à la parcelle, ...

L'augmentation de la population entrainera également une progression des volumes d'eaux usées à traiter. A cette fin, le PLU prévoit que toute nouvelle construction soit en mesure de gérer l'ensemble de ces eaux (réseau collectif ou installations d'assainissement autonome aux normes).

- **Ressource en énergie**

La mise en œuvre du PLU ne s'oppose pas aux économies d'énergie. Le projet autorise l'utilisation de nouvelles technologies faisant appel aux énergies renouvelables (sous réserve d'une bonne intégration paysagère et compatible avec l'environnement de la commune, notamment vis-à-vis de l'aéroport).

De même, il optimise l'utilisation de matériaux dans le bâti neuf permettant de réduire la consommation d'énergie liée à l'habitat.

Enfin, le développement des circulations douces et du covoiturage permettra des économies de transports et une réduction des gaz à effet de serre.

- **Nuisances et pollution**

La mise en place du projet de PLU n'engendrera pas d'incidence notable négative sur l'environnement hormis une légère augmentation des nuisances sonores liée à l'augmentation du trafic routier associé à l'augmentation de la population et une légère augmentation du volume de déchets produits.

Toutefois, de par la faible croissance prévue dans le PADD et les mesures mises en place (urbanisation réduite au niveau de l'A6 et de l'aéroport, actions de la Communauté de l'Auxerrois telles que de la documentation, composteurs, ...), ces effets seront limités.

- **Risques naturels et technologiques**

Les risques connus ont été pris en compte pour la définition du zonage du PLU. Sa mise en œuvre n'augmentera pas les risques sur le territoire.

Les zones d'aléa fort en matière de remontée de nappe et de retrait-gonflement des argiles ont été prises en compte dans le PADD et dans le zonage (éviter des zones de remontée de nappe et réduction de l'urbanisation au niveau des zones d'aléa fort en ce qui concerne les argiles). De même, le règlement demande à ce que les eaux pluviales soient gérées à la parcelle. L'ensemble des zones humides, boisements, et certains éléments participant au fonctionnement hydraulique du secteur sont classés en zone N.

De même, les différentes orientations du PADD en faveur du paysage ainsi que la protection des éléments naturels participeront à limiter les risques de ruissellements.

En ce qui concerne le risque de transport de matières dangereuses, celui-ci a bien été pris en compte, avec une croissance limitée de la population et une urbanisation en dehors des zones à risque pour la canalisation de transport de gaz et l'A6.

- **Paysage et cadre de vie**

Aucune incidence négative n'est attendue sur le paysage. En effet, le projet a pris en compte les caractéristiques du paysage local (identité du village-rue de la commune, éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg) et permet de maintenir les jardins, espaces verts situés à proximité des habitations.

De même, les zones humides et les éléments boisés importants sont protégés par leur classement en zone N, la mise en place d'Espaces Boisés Classés.

Enfin, le parc d'une grande maison est identifié sur le zonage et strictement protégé par la Loi Paysage. L'identification de cet élément permettra sa conservation dans le temps.

La préservation des entrées de village Sud et Est, de même que l'amélioration des entrées Nord et Ouest est également un objectif identifié dans le PADD.

## 5.4 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RESEAU NATURA 2000

L'évaluation des incidences Natura examine les impacts directs du projet sur le site Natura 2000, les impacts indirects, les impacts sur les espèces d'intérêt communautaire se déplaçant sur la commune et la perte d'habitat utiles aux espèces du site Natura 2000

- **Incidences sur la ZSC n°FR2600990 « Landes et tourbières du Bois de la Biche »**

Cette sous unité est située en dehors du centre bourg du village et à quelques centaines de mètres du hameau des Courlis.

L'ensemble des boisements, tourbières et autres milieux d'intérêt présents sur le territoire de Branches sont classés en zone naturelle N par le projet de PLU.

Au sein de cette zone, sont interdits les changements de destinations et les constructions et installations à destination :

- d'exploitation agricole,
- d'habitation,
- de commerces et d'activités de service,
- d'équipements d'intérêt collectif et services publics à l'exception des locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés et des autres équipements recevant du public
- d'autres activités de secteurs secondaires ou tertiaires.

Sont toutefois acceptées **sous condition** :

- les constructions et installations et les changements de destination nécessaires à l'activité de l'aéroport.

Ainsi, tout impact direct est évité.

Le projet de développement de la commune s'appuie sur le comblement des dents creuses, un épaissement du tissu urbain existant et une croissance modérée, ce qui permet d'éviter les incidences négatives indirectes sur cette sous-unité de type pollution par augmentation des rejets, ...

De même, le PLU n'engendrera aucune perte d'habitat associée à une espèce importante du site (aucune espèce d'intérêt communautaire responsable de la désignation du site en ZSC n'est recensée sur le site), ni aucun risque de mortalité.

- **Conclusion**

Après analyse des effets potentiels du projet sur le site Natura 2000 n°FR2600990, il s'avère que le projet de PLU de Branches n'aura aucun effet significatif direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire du site, de même que sur les espèces fréquentant le site (rappelons le, qui ne sont pas d'intérêt communautaire).

## 5.5 MODALITES DE REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

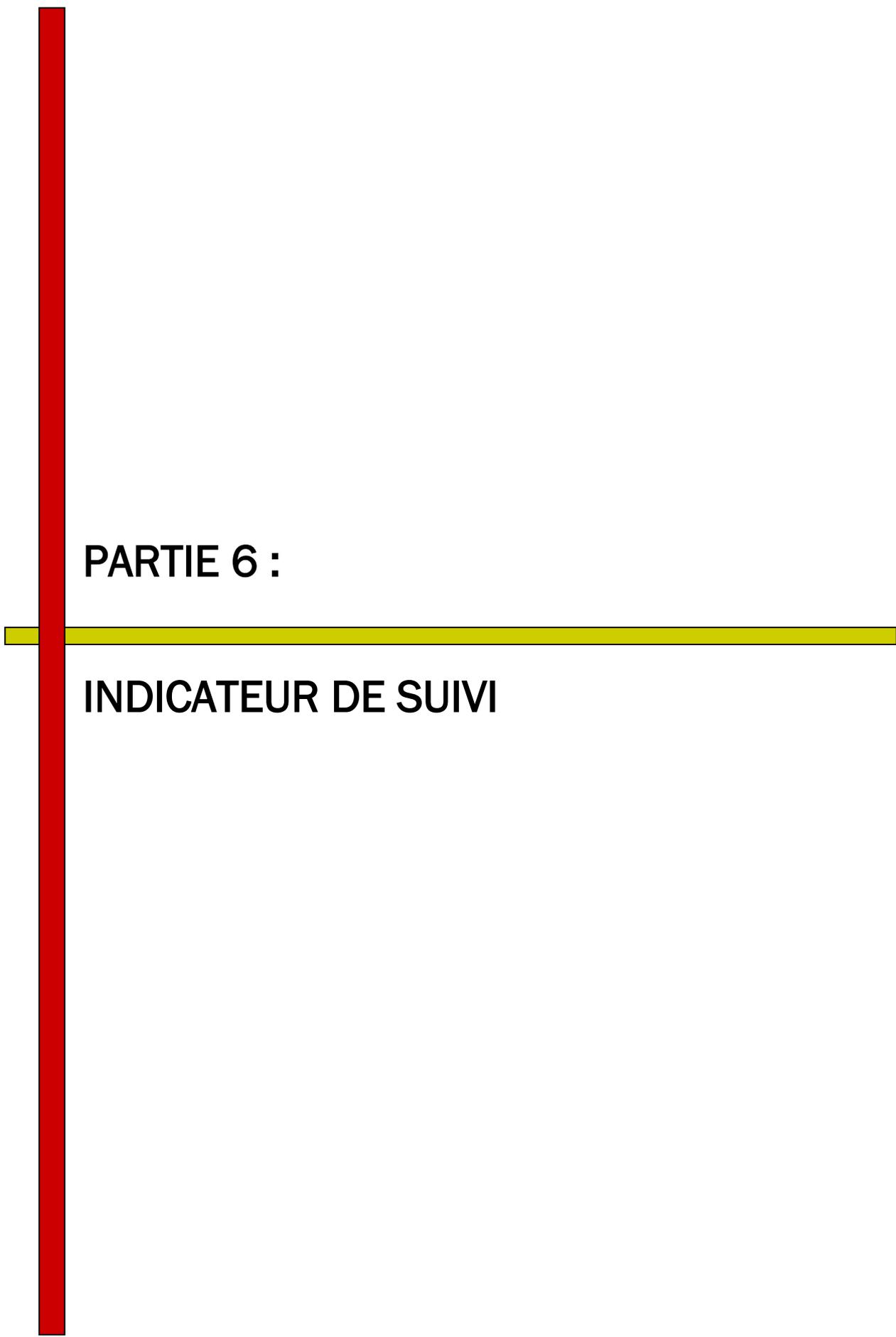
La procédure d'élaboration du PLU sur la commune de Branches était commencée lorsque l'évaluation environnementale est devenue obligatoire pour les documents d'urbanisme des communes incluant un site Natura 2000.

L'évaluation a commencé par la prise de connaissance des premiers éléments définis (règlement, plans de zonage, PADD). L'approche transversale a ensuite été respectée : différents allers retours entre le cabinet d'urbanisme et le bureau d'étude ont permis d'affiner d'abord le PADD, puis le plan de zonage.

Tout d'abord, la réalisation de l'état initial de l'environnement a permis d'identifier les enjeux sur le territoire communal. L'évaluation environnementale a ensuite été réalisée :

- d'une part en observant les impacts directs potentiels du projet dans le cas où des zones seraient susceptibles de changer de destination (passage de terres agricoles en zone urbaine par exemple), des emplacements réservés,...
- d'autre part, en ayant une approche globale du projet de PLU : l'approche globale est importante: en effet un impact moyen localisé par exemple peut être préférable à un impact faible mais généralisé.

L'évaluation environnementale a notamment permis de faire évoluer le projet en ce qui concerne l'assainissement (le choix a été pris de finaliser le zonage d'assainissement), la prise en compte des corridors écologiques dans les orientations du PADD, ...



## **PARTIE 6 :**

## **INDICATEUR DE SUIVI**

# 6.1 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

L'objectif des indicateurs est d'abord de vérifier que l'incidence du PLU sur l'environnement et des mesures proposées (éviter et réduire) est conforme à l'évaluation environnementale réalisée. Ils permettent de mettre en évidence une éventuelle dérive et de mettre en œuvre les moyens de la corriger. Ils peuvent également être utilisés comme de véritables indicateurs de l'état du territoire et de son évolution.

Les indicateurs finaux ont été choisis en fonction de plusieurs facteurs :

- Les résultats de l'analyse environnementale (mise en évidence des points sensibles),
- Les résultats de l'évaluation environnementale (évaluation des risques et mise en évidence des points à surveiller),
- Les possibilités pour collecter les données nécessaires de façon fiable et pérenne (donc il faut que la collecte des données ne pose pas de problèmes majeurs),
- Les moyens de la collectivité (il ne sert à rien de proposer un indicateur que l'on ne pourra pas suivre),
- Les indicateurs existants à l'échelle départementale, régionale ou nationale (ce qui permet de comparer sa situation).

Globalement, trois types d'indicateurs sont présents : les indicateurs permettant le suivi de la mise en œuvre du PLU, le suivi des incidences éventuelles sur l'environnement et le suivi de la mise en œuvre des mesures. La nature des indicateurs proposés est précisée dans les colonnes plus foncées.

La fréquence de suivi recommandée est au minimum tous les 5 ans. Certains indicateurs pourront néanmoins être suivis tous les 2 ans dans la mesure où ce sont des données simples et accessibles.

Objectif du PADD	Thématique de l'état initial	Indicateur	Sources de données	Objectifs			Fréquence de suivi conseillée
				Suivi du PLU	Suivi environnemental	Suivi des mesures	
1.1 2.1	Consommation d'espace Milieu naturel	Nombre de permis de construire accordés en zone UA, UE et 1AU (pour le suivi de l'optimisation des dents creuses) et surfaces perméables ou éco-aménageables associées	Commune	X	X	X	3 ans
2.1	Consommation d'espace	Nombre de nouveaux logements par an et surface associée	Commune	X	X		3 ans

Objectif du PADD	Thématique de l'état initial	Indicateur	Sources de données	Objectifs			Fréquence de suivi conseillée
				Suivi du PLU	Suivi environnemental	Suivi des mesures	
1.1	Consommation d'espace Milieu naturel	Nombre de permis de construire accordés en zone N (pour les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées et autres équipements recevant du public, ou installations nécessaires à l'activité de l'aéroport) et surfaces concernées	Commune	X	X		3 ans
1.1	Ressource en eau	Evolution de la consommation en eau/hab (hors agriculture)	Communauté de l'Auxerrois, Lyonnaise des Eaux		X		2 ans
1.1 2.1	Ressource en eau Assainissement	Nombre d'installations autonomes contrôlées par le SPANC	SPANC		X	X	3 ans
		Nombre d'installations autonomes réhabilitées par an	SPANC Commune		X	X	3 ans
2.1	Risques naturels	Recensement des incidents d'inondations (par remontée de nappe et ruissellement) et de coulées de boue	Commune Géorisque		X		5 ans
		Recensement des incidents de mouvements de terrain (argiles)	Commune Géorisque		X		5 ans
		Nombre d'études spécifiques préalables à de nouvelles constructions en zone d'aléa argiles fort	Commune		X	X	5 ans
2.1	Energie	Nombre de logements/entreprises (agricoles) équipés utilisant des énergies d'origine renouvelable	Commune		X		5 ans
2.1	Nuisances	Evolution du trafic routier et du classement sonore de l'A6 Evolution du « classement sonore » de l'aéroport	CD89 Préfecture		X		3 ans

## 6.2 INDICATEURS DE SUIVI DES INCIDENCES DU PLU SUR L'ESPACE URBAIN ET LE PAYSAGE LOCAL

Selon les dispositions de l'article R.151-4 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme fera l'objet d'une analyse des résultats de son application d'ici 10 à 15 ans.

Voici les thématiques et les indicateurs d'évaluation des résultats de l'application du PLU retenus.

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
<b>FONCIER / LOGEMENTS</b>	<p>Croissance démographique de 1% par an pour les 15 prochaines années.</p> <p>Modérer la consommation des espaces et lutter contre l'étalement urbain.</p> <p>Favoriser une densité minimale de 10 logements par hectare.</p> <p>Maintenir le niveau des équipements publics.</p>	<p>Evolution du nombre d'habitants.</p> <p>Evolution du nombre de permis de construire.</p> <p>Evolution du tissu urbain (photo aérienne).</p> <p>Evaluation de la surface consommée par logement.</p>	<p>488 habitants en 2013.</p> <p>213 logements en 2013.</p> <p>0,5 PC/an en moyenne sur les 15 dernières années.</p> <p>Consommation moyenne de 0,23 ha par an sur les 15 dernières années.</p>	<p>Commune INSEE Services fonciers du cadastre</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
<b>AMENAGEMENTS/ DEPLACEMENTS</b>	<p>Préserver les chemins agricoles existants et créer un nouvel itinéraire agricole pour le déplacement des engins.</p> <p>Permettre le développement de déplacements alternatifs à la voiture individuel (vélo, covoiturage, TAD, ...).</p> <p>Assurer la sécurité des usagers et améliorer les conditions de stationnement au centre bourg par l'aménagement de valorisation du centre du village.</p>	<p>Evolution des usages des chemins agricoles et des difficultés de circulation agricole.</p> <p>Evolution du nombre de trajets vélos, covoiturages et transports en commun.</p> <p>Suivi des aménagements (stationnement, trottoir piéton, ...) réalisés au centre du village.</p>	<p>Difficultés de circulation agricole au Nord du bourg.</p> <p>Service de transport à la Demande de la Communauté de l'Auxerrois.</p> <p>Point de référence 2013 : Comptabiliser les places de stationnement supplémentaires.</p>	<p>Commune Communauté de l'Auxerrois Chambre d'Agriculture</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
<b>ECONOMIE LOCALE</b>	<p>Pérenniser l'activité agricole.</p> <p>Permettre l'installation d'activités de commerces au sein du bourg.</p> <p>Permettre le développement d'activités commerciales, artisanales, touristiques et de loisirs en lien avec l'emprise de l'aéroport.</p> <p>Développer les activités touristiques autour du patrimoine local.</p> <p>Permettre le développement des communications numériques (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).</p>	<p>Nombre, taille et localisation des exploitations agricoles.</p> <p>Evolution de la SAU communale.</p> <p>Consommation de terre agricole par an.</p> <p>Nombre, types et localisation des activités économique.</p> <p>Développement de la Fibre.</p>	<p>3 sièges d'exploitation dont 1 élevage en 2016 (chiffre INSEE).</p> <p>753 ha de terre agricole déclarée à la PAC en 2014.</p> <p>4 entreprises en 2016 au sein du bourg.</p> <p>Etat raccordement ADSL et projection raccordement fibre très haut débit.</p>	<p>Commune Chambre d'agriculture Données INSEE CCI Office du tourisme Opérateurs compétents</p> <p><i>A 3 ans puis tous les 3 ans</i></p>

Thématiques	Objectifs du P.L.U.	Indicateurs	Etat initial de référence	Source Périodicité
<b>PAYSAGE LOCAL</b>	<p>Préserver ou améliorer la qualité des entrées de village.</p> <p>Préserver la qualité des franges paysagères du bourg.</p> <p>Préserver les éléments du paysage naturel au Sud du territoire.</p> <p>Préserver les éléments du paysage architectural et urbain du centre bourg en poursuivant sa mise en valeur.</p> <p>Préserver l'identité de village-rue de la commune.</p>	<p>Evolution des espaces de jardins, jardins, parcs arborés, petits boisements et vergers en entrée de village et en frange du bourg</p> <p>Veiller à ce que l'élément identifié au titre de l'article L151-19 CU soient conservé.</p> <p>Evolution de la surface des Espaces Boisés Classés</p> <p>Suivi des aménagements réalisés au centre du village.</p>	<p>Un élément identifié au titre de l'article L151-19 CU : « Parc d'une grande maisons »</p> <p>Surfaces actuelles des EBC</p>	<p>Commune</p> <p><i>A 3 ans puis tous les ans</i></p>